



# Le Monde

LE MONDE EMPLOI

Toujours  
plus de flexibilité  
8 pages  
d'annonces classées

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16195 - 7 F

MERCREDI 19 FÉVRIER 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## L'avenir du Crédit lyonnais en suspens à Bruxelles

ANTICIPANT de nouvelles remontrances de la Commission européenne, le ministre français des finances, Jean Arthuis, a annoncé lundi 17 février que les modalités du nouveau plan de sauvetage du Crédit lyonnais seront transmises à Bruxelles avant la fin de la semaine. Bruxelles a l'intention d'obtenir des sacrifices importants de la banque publique en contrepartie de nouvelles aides, chiffrées à 20 milliards de francs. Paris a au contraire le souci de permettre au Lyonnais de conserver le maximum de sa substance afin d'être rapidement privatisable. Les analystes financiers affichent un relatif optimisme sur l'avenir de la banque. Si elle réussit à garder une partie de son réseau international et obtient la recapitalisation attendue, elle pourrait offrir des bénéfices importants dès 1998.

La Société générale s'en inquiète et a déposé une nouvelle plainte devant la Cour de justice européenne.

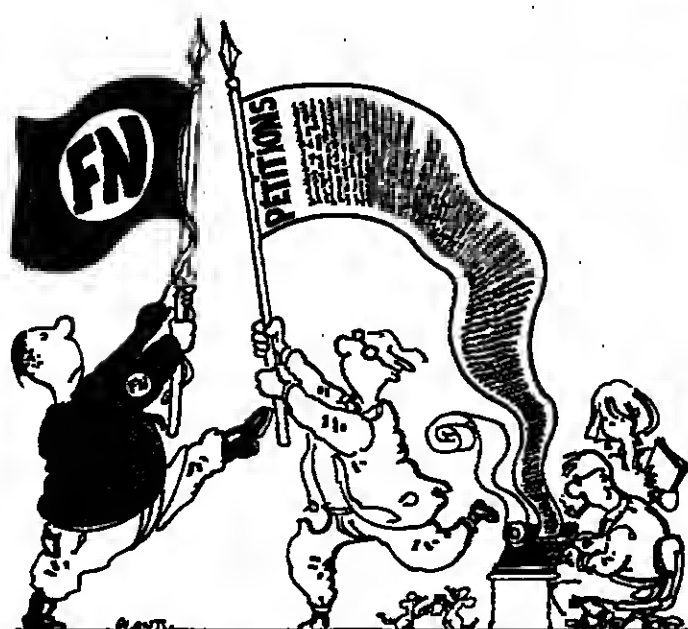
Lire page 16

## Le succès des pétitions contre le projet Debré rallie la gauche à la manifestation du 22 février

Les cinéastes et les artistes sont soucieux d'éviter toute récupération partisane

LES SIGNATAIRES des dizaines d'appels à la désobéissance contre les lois sur l'immigration devaient se retrouver, samedi 22 février, à Paris, pour dénoncer le projet Debré, plus généralement, l'orientation répressive de la législation actuelle. Le Parti communiste se joint à cet appel, tandis que le Parti socialiste se borne à soutenir la manifestation. Des représentants des différentes professions qui ont repris l'appel des cinéastes devaient se rencontrer, mardi soir 18 février, afin de définir les modalités exactes de leur participation. Sous le simple slogan « Nous irons à la manifestation », les initiateurs devaient défilé, à partir de 15 heures, de la gare de l'Est à la préfecture de police. Les différentes associations de soutien aux étrangers se joindront à cette initiative, de même que certains syndicats.

Tous tiennent à conserver la particularité de ce mouvement, lancé le 11 février, par la pétition de cinquante-neuf cinéastes hostiles à des lois qu'ils qualifient d'« inhumaines ». Spontané, désordonné, né d'une génération de réalisateurs souvent peu politisés, il a jusqu'à



séduit de nombreuses professions par son authenticité. Toutefois, l'ampleur prise par la mobilisation et le soul de « ne pas laisser s'éteindre le feu d'artifice » les a conduits à se rapprocher des associations, et à élargir le champ de

leurs critiques : ils dénoncent toujours la modification des dispositions sur les certificats d'hébergement contenus dans le projet Debré. Une enquête de la Cimade révèle qu'une majorité des maires n'ap-

pliquent pas la loi actuelle, et ne font pas l'objet de sanctions. Certains anticipent l'éventuel vote du projet Debré, d'autres refusent par principe de délivrer le moindre de ces documents.

Les responsables des appels étendent leur protestation au-delà de ce simple aspect du texte. Ils dénoncent aujourd'hui d'autres articles du projet Debré, plusieurs dispositions des lois actuelles, et jusqu'à certaines mesures prises en leur temps par les socialistes.

De leur côté, les partis de gauche hésitent à s'engager directement dans ce mouvement. Un appel de trente-huit responsables politiques, représentant le texte des cinéastes a néanmoins été lancé, mardi. Il réunit toutes les formations de la gauche alternative (AREV, CAP, LCR), les écologistes, des membres du PCF et les responsables de la Gauche socialiste, mais pas de dirigeants du PS. Sur France Inter, Lionel Jospin a expliqué qu'en tant qu'« homme privé », il n'appliquerait pas la disposition contestée dans le projet Debré et il s'est prononcé pour une « loi-cadre » sur la politique de l'immigration.

Lire page 5

## Cinq millions de chômeurs en France selon un calcul d'économistes

LES EXPERTS de l'ancien Centre d'étude des revenus et des coûts, dissous par Edouard Balladur en 1994, ont publié, lundi 17 février, une étude selon laquelle les statistiques officielles du chômage ne reflètent qu'imparfaitement la situation du pays. Ils estiment à cinq millions le nombre de personnes privées d'emploi. Regroupés au sein de l'Association Connaissance de l'emploi, des revenus et des coûts, ces économistes dénoncent une certaine « politisation des statistiques » et la « pression du chiffre » mensuel du chômage, qui pousse les pouvoirs publics à « programmer des campagnes massives, selon un rythme fortement influencé par le calendrier électoral ».

Enfin, ils notent que le transfert de l'inscription des chômeurs de l'ANPE vers les Assedic pourrait entraîner une hausse d'environ 10 % du nombre de chômeurs en 1997.

Lire page 6

## Polémique sur la sécurité alimentaire

Les ministères de l'agriculture et de la santé s'opposent sur le contrôle de la qualité des produits alimentaires. p. 8

## L'amiante frappe les cheminots

Une centaine de décès de cheminots seraient dus, chaque année, à une exposition à l'amiante, selon La Vie du rail. p. 9

## Madeleine Albright à Paris

Washington et Paris font assaut d'amitié, mais les divergences demeurent. p. 4 et notre éditorial p. 14

## Fuite des officiers

La pénurie de départ offert aux officiers et sous-officiers rencontre un succès tel que les armées doivent procéder à une sélection sévère. p. 7

## Fusion entre Arte et La Cinquième

Le Sénat examine le projet de loi sur l'audiovisuel prévoyant notamment la réorganisation du service public et la création d'un pôle culturel. p. 27

## Cuisine dans le vent

Sur fond de tempête et de soleil, entre Boulogne-sur-Mer et Saint-Omer, à la rencontre de plats généreux. p. 22

Abonnement : 3 DM : Autriche-Germanie, 9 F ; Belgique, 25 F ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 16 DKK ; Espagne, 220 PTA ; Grèce, 1.200 Dr ; Italie, 2.000 L ; Luxembourg, 40 FF ; Maroc, 10 Dhs ; Pays-Bas, 14,50 FF ; Portugal, 200 PTE ; Royaume-Uni, 9 F ; Suède, 100 F CFA ; Suisse, 16 Sfr ; Tunisie, 12 Din ; USA, 10 \$ ; USA (Canada), 2,20 \$.

M 0147-219-7,00 F



## Phoolan Devi, « reine des bandits », repart en cavale

NEW DELHI

La « reine des bandits » est de nouveau en fuite. Moins de dix mois après son élection au Parlement fédéral indien, quatorze ans après la fin de ses sanglants exploits à la tête d'une bande de « dacoits » (bandits de grand chemin), Phoolan Devi vient de repartir dans la clandestinité.

Nul ne sait où elle est, ni son avocat, ni son mari, ni ses proches.

Phoolan Devi, âgée de trente-sept ans, a disparu depuis son assignation à comparaître devant le tribunal de Kanpur, grande ville de cet Etat de l'Uttar Pradesh, dont elle est l'une des députées après en avoir été la femme bandit la plus médiatisée. Elle ne s'est pas présentée, et a été une nouvelle fois convoquée, lundi 17 février.

Députée de Mirzapur, une petite ville située non loin de Bénarès, elle est sous le coup de cinquante-sept chefs d'accusation

pour des motifs allant du « meurtre collectif » à l'enlèvement en passant par les attaques à main armée.

Après avoir passé onze années en prison pour certains de ces crimes, Phoolan Devi a été libérée sous caution en 1994, grâce au patronage politique de Mulayam Singh Yadav, qui occupe aujourd'hui les fonctions de ministre de la défense du gouvernement central. Puis la jeune femme, issue d'une très basse caste, s'est présentée aux élections et a été élue sur un programme promettant de défendre « les femmes et les opprimés ».

Le plus grave des crimes dont on l'accuse aurait eu lieu en 1981 quand, à la tête de son gang, elle aurait tué vingt-deux hommes du village de Bhamai pour se venger d'y avoir été enlevée puis violée pendant des jours par des paysans de caste supérieure.

Les villageois nient avoir levé la main sur elle, tandis que tous l'accusent d'avoir, elle

et ses amis, massacré froidement ses anciens « bourreaux » au cri de « Vive Phoolan Devi ». La médiatisation de l'outrage de Phoolan Devi - tant en Inde qu'à l'étranger - a fait d'elle le symbole d'une rébellion au système de caste hindou, rendant la justice à coups de fusil dans la ravinée poussiéreuse de la rivière Chambal. Sa notoriété en a ulcéré plus d'un, et plus d'une. Bandit en haillons, prisonnière confinée dans un quartier de haute sécurité, elle a fait du chemin jusqu'à signer, en septembre 1996 à Paris, son autobiographie, *Moi, Phoolan Devi, reine des bandits* (Editions Fayard).

Un député travailliste britannique, qui estime que Phoolan Devi symbolise la lutte contre l'oppression des femmes, vient même de suggérer le nom de l'ancienne « dacoit » pour le prochain Prix Nobel de la paix.

Bruno Philip

## Raid aérien au Zaïre

TANDIS que les opérations terrestres pour tenter de contenir et repousser les rebelles dans l'est du Zaïre semblaient avoir échoué au cours des dernières semaines, les forces gouvernementales ont lancé, lundi 17 février, un raid aérien contre Bukavu, l'un des bastions de la rébellion, et deux autres localités. Le bombardement sur Bukavu, près de la frontière rwandaise, a fait au moins neuf morts et trente-sept blessés. Laurent-Désiré Kabila, le chef des rebelles, se trouvait dans la ville au moment du raid, mais son entourage a précisé qu'il était « vivant ».

Lire page 2

POINT DE VUE

## Etat d'urgence démocratique

par Etienne Balibar

DÉSŒBEISSANCE civique, et non pas civile - comme pourrait le faire croire une transcription hâtive de l'expression anglaise correspondante : *civil disobedience*. Il ne s'agit pas seulement d'individus qui, en conscience, objecteraient à l'autorité. Mais de citoyens qui, dans une circonstance grave, recréent leur citoyenneté par une initiative publique de « désobéissance » à l'Etat.

Une telle conduite est-elle possible ? Est-elle légitime ? C'est la question soulevée par l'appel à ne pas appliquer les dispositions de la « loi Debré » concernant la déclaration du séjour des étrangers, lancé par les cinéastes et repris par des milliers de citoyens de ce pays. Il ne s'agit pas ici de commenter les termes fort clairs de cet appel, mais d'en discuter le principe. Cela s'impose d'autant plus qu'à la conviction des signataires répondent dans la classe politique (à quelques exceptions près) soit l'embarras, soit l'avertissement

hautain. L'Etat de droit, la légalité républicaine, seraient mis en cause.

Je voudrais clarifier le débat en examinant ce qu'implique une telle idée de désobéissance au regard de la loi, de la citoyenneté et de la responsabilité politique. Il sera temps alors de se demander de quel côté, dans cette affaire, sont la légitimité et la loyauté.

Sophocle faisait dire à Antigone : « Les défenses de l'Etat ne sauraient permettre de passer outre aux lois non écrites. » Nous savons, depuis la fondation même des démocraties, qu'un pouvoir est légitime dans la mesure où il n'entre pas en contradiction avec certaines lois supérieures de l'humanité. Sans doute la représentation qu'on se fait de leur origine a-t-elle évolué.

Lire la suite page 13

Etienne Balibar est professeur de philosophie à l'université Paris X-Nanterre.

## Bien vivre à Villeneuve-d'Ascq



GERARD CAUDRON

LES VILLES-champignons ne sont pas toutes des échecs d'urbanisme. Villeneuve-d'Ascq (Nord), ville nouvelle créée à la fin des années 60 et dirigée depuis 1977 par Gérard Caudron (PS), offre deux campus universitaires, des quartiers, une vie associative. Le chômage et le vote pour le Front national y sont inférieurs à la moyenne régionale et départementale.

Lire page 10

International	2	Jour	21
France	5	Météorologie	23
Société	8	Culture	24
Régions	10	Guide culturel	26
Carrel	11	Annuaire classes	27
Horizon	12	Communication	27
Entreprises	16	Abonnements	28
Finances/marchés	18	Radio-Télévision	28
Aujourd'hui	20	Kiosque	29

سكنا من الفصل

**GRANDS LACS** Pour la première fois, l'aviation zairoise a lancé une attaque contre une ville tenue par la rébellion dans l'est du Zaïre. Le bombardement de Bukavu, lundi

17 février, a fait au moins 9 morts et 37 blessés, a-t-on appris de source humanitaire. Selon les rebelles, ce raid visait leur chef, Laurent-Désiré Kabila, qui aurait échappé au bom-

bardement. ● LE MINISTÈRE zairois de la défense a indiqué que les localités de Walikale et Shabunda, situées au nord-ouest et à l'ouest de Bukavu, avaient également été

bombardées. ■ LES 150 000 RÉFUGIÉS du camp de Tingi-Tingi sont désormais pris en otage entre les rebelles zairois et les miliciens hutus accusés d'avoir contribué au géno-

cide de 1994 au Rwanda. L'aide apportée à ces réfugiés par la communauté internationale est insuffisante pour empêcher que se développe un véritable état de famine.

## Un raid de l'aviation zairoise fait au moins neuf morts à Bukavu

Ce premier bombardement d'une ville tenue par les rebelles pourrait être suivi d'autres opérations du même genre. La communauté internationale cherche toujours à créer les conditions d'un cessez-le-feu

« DEPUIS CE MATIN, les forces armées zairoises bombardent Bukavu, Shabunda et Walikale », a annoncé, dans la soirée de lundi 17 février, un communiqué du ministère de la défense à Kinshasa, en précisant que « ces bombardements sont des opérations chirurgicales qui visent des objectifs stratégiques et militaires occupés par l'ennemi ».

L'antenne néerlandaise de Médecins sans frontières (MSF) à Gombe, a déclaré qu'au moins neuf personnes avaient été tuées et trente-sept autres blessées lors du bombardement de Bukavu. Selon un porte-parole du Programme alimentaire mondial de l'ONU (PAM), la plupart des victimes ont été tuées par une bombe qui a touché un marché.

S'il ne s'agit pas d'une « opération chirurgicale », ce premier bombardement important de localités tenues par les rebelles est un coup de fouet psychologique pour une armée gouvernementale qui n'a cessé de perdre du terrain depuis le début de l'offensive de la rébellion, en octobre 1996. Le choix de Bukavu paraît à cet égard symbolique : cette ville du Kivu, frontalière du Rwanda, fut l'une des premières conquêtes des rebelles. Un responsable du ministère de la dé-

fense a précisé sous le sceau de l'anonymat que Gombe, chef-lieu de la rébellion, serait la prochaine cible.

Laurent-Désiré Kabila se trouvait lundi à Bukavu, il est « toujours vivant », a affirmé l'un de ses adjoints. Selon lui, deux avions zairois pensaient abattre, au-dessus de la ville, un appareil ayant à son bord M. Kabila, mais il s'agissait en fait d'un avion transportant des représentants de l'ONU qui n'a pas été touché. Il a ajouté que les avions ont ensuite bombardé les abords du siège local de la rébellion. Un membre des Nations unies a confirmé que les bâtiments abritant des rebelles ont été pris pour cible.

### REFUS DE NÉGOCIER

En marge d'une rencontre avec l'émis-saire de l'ONU, Mohammed Sahnoun, les autorités de Kinshasa ont, par ailleurs, exclu, lundi, de négocier un cessez-le-feu avec les rebelles. « Le gouvernement souligne qu'il ne peut accepter un cessez-le-feu avec des belligérants non identifiés », a déclaré le ministre des affaires étrangères, Kamanda wa Kamanda. « Tout cessez-le-feu entre le gouvernement et les armées régulières de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi doit être assorti du retrait immédiat de



toutes les troupes étrangères », a souligné le chef de la diplomatie zairoise.

Malgré ce refus réitéré par Kinshasa, l'Union européenne (UE) a appelé, lundi, la rébellion zairoise et le gouvernement de Kinshasa à « négocier sans délai » un cessez-le-feu. Dans un communiqué, la présidence néerlandaise a réaffirmé la condamnation par les Quinze de

« toute ingérence dans le conflit » et demandé « le retrait de toutes les forces extérieures et mercenaires ». L'UE a, en outre, renouvelé « son soutien à l'organisation dans les meilleurs délais d'une conférence internationale » sur la région des Grands Lacs, sous l'égide de l'ONU et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Selon la présidence néerlandaise, une solution politique à la crise

zairoise ne pourra être acquise qu'au prix du respect de l'intégrité territoriale du Zaïre et de l'intangibilité de ses frontières, du rapatriement des réfugiés sur une base volontaire, de l'aboutissement d'un processus électoral au Zaïre et d'une démocratisation dans tous les États de la région.

Notre correspondant auprès de l'Union européenne, Philippe Le-maitre, nous signale qu'Américains et Européens multiplient les contacts afin d'essayer de mettre fin à la guerre au Zaïre. Mardi, Madeleine Albright, le secrétaire d'État américain, devait aborder la question, lors d'une visite à Bruxelles. Mohammed Sahnoun, l'envoyé spécial de l'ONU pour la région des Grands Lacs, est attendu vendredi à Bruxelles, avant la réunion que les ministres des affaires étrangères des Quinze y tiendront le 24 février.

### CONSULTATIONS

Aldo Ajello, l'envoyé spécial de l'UE dans la région des Grands Lacs, a expliqué à ses interlocuteurs bruxellois que les forces zairoises, mal équipées et surtout démotivées, n'avaient aucune chance de repousser complètement les rebelles et leurs alliés rwandais ou ougandais. Après avoir suggéré que le pouvoir de

Kinshasa recherchait un compromis politique, il constate aujourd'hui, que le principal effet de la contre-offensive gouvernementale a été de renforcer la présence d'éléments étrangers – essentiellement rwandais et ougandais – sur le territoire zairois.

L'UE continue à être favorable à la réunion rapide d'un sommet africain dont le premier objet serait d'obtenir un cessez-le-feu. Puis, la situation militaire étant bloquée, il s'agirait de revoir le processus électoral en y incluant directement ou indirectement des représentants de la rébellion. L'idée, dont on devine qu'elle ne sera pas facile à concrétiser, serait donc de transformer l'opposition militaire en une opposition politique.

Les consultations diplomatiques en cours, y compris celles menées actuellement par Georges Moose, sous-secrétaire d'État américain pour les affaires africaines, avec les Belges et les Français, pourraient aboutir à l'adoption d'un mandat donné conjointement à MM. Ajello et Sahnoun pour convoquer un sommet de la paix dans la région et amener à la table de négociations M. Kabila et le gouvernement de Kinshasa. (AFP/Reuters.)

### Des avions de lutte anti-guérilla

Selon l'Institut international des études stratégiques de Londres, les forces aériennes zairoises disposeraient de 22 avions de combat. Mais la plupart d'entre eux, faute d'entretien depuis des années, ne seraient plus opérationnels. De surcroît, la logistique pour ces appareils pose d'énormes problèmes dans un pays dont les infrastructures sont en grande partie ruinées. Les quelques avions de transport que possède l'armée de l'air ne peuvent que difficilement assurer le soutien nécessaire : munitions, essence.

Récemment, à Kisangani, capitale de la province du Haut-Zaïre et tête de pont de la contre-offensive annoncée par Kinshasa, deux petits avions à réaction de lutte anti-guérilla, des MB-326, de fabrication italienne, ont été vus sur l'aéroport. Ce seraient des appareils de ce type qui ont attaqué les localités de Bukavu, Walikale et Shabunda, tenues par les rebelles. D'autre part, l'armée zairoise, qui possédait des hélicoptères Puma et Gazelle de fabrication française, s'est dotée, depuis le début de la rébellion, d'hélicoptères d'attaque Mi-24, d'origine russe, servis par des équipages « étrangers ».

## Entre milices hutues et forces rebelles, 150 000 réfugiés sont pris en otage à Tingi-Tingi

### KINSHASA

Le camp de Tingi-Tingi, avec ses 150 000 occupants, est aujourd'hui l'objet d'une gigantesque prise d'otages. D'un côté, les rebelles de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre,

### ANALYSE

Pour mettre fin au martyre des réfugiés, il faudrait un sursaut international que rien ne laisse entrevoir

de Laurent-Désiré Kabila, menacent d'attaquer les réfugiés si la communauté internationale ne désarme pas l'encadrement du camp, constitué de soldats et de miliciens accusés d'avoir contribué au génocide rwandais de 1994. En face, ces vestiges des Forces armées rwandaises (FAR) et des milices hutues interarmées refusent non seulement leur désarmement, mais aussi la dispersion de la masse des réfugiés dont la cohésion reste leur seule garantie de survie politique et militaire.

On revient ainsi aux débuts de cette guerre civile. A l'automne 1996, la rébellion, appuyée par l'Armée patriotique rwandaise (APR) du pouvoir en place à Kigali, ainsi que par l'Ouganda et le Burundi, avait alors porté tous ses efforts sur la dispersion des camps de réfugiés rwandais. Il s'agissait de permettre le retour des candidats au rapatriement, de forcer la main des hésitants et d'éliminer physiquement les

récalcitrants. Le principal bénéficiaire de cette campagne était bien sûr le régime de Kigali.

C'est dans les mois qui ont suivi le succès de cette opération que l'on a assisté à la « zairianisation » du mouvement dirigé par M. Kabila. En s'emparant d'une part toujours croissante du territoire national, le chef rebelle a rencontré chez certaines populations un accueil favorable, qui tenait sans doute plus au discrédit des forces gouvernementales qu'à une adhésion active.

Pendant ce temps, les centaines de milliers de Rwandais qui avaient tourné le dos à leur pays pour s'enfoncer dans le territoire zairois ont connu un interminable martyre. Géographiquement bords d'atteinte des secours internationaux, en butte aux exactions des Forces armées zairoises (FAZ) et aux attaques des rebelles, ils sont morts par milliers, sous les balles, de maladie ou de faim avant de parvenir, pour environ la moitié d'entre eux – soit environ 200 000 – à reconstituer des camps, à Tingi-Tingi, à Amisi et à Shabunda.

On a alors constaté que les camps de réfugiés rwandais restaient un objectif prioritaire pour la rébellion, qui a réussi à vider ceux d'Amisi et de Shabunda, ces deux dernières semaines. Mais à Tingi-Tingi, le repli de l'armée zairoise a coïncidé avec l'exode rwandais, et les deux forces, qui ne s'appréciaient ni ne se respectaient beaucoup, ont conjugué leurs efforts pour arrêter l'avancée rebelle.

Pourtant, depuis qu'ils ont franchi la frontière entre le Rwanda et le Zaïre, au printemps 1994, ces réfugiés sont théori-

quement placés sous la protection de la communauté internationale, représentée en l'occurrence par le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Celui-ci a, avec l'aide d'autres agences de l'ONU, nourri, soigné et abrité 1 200 000 Rwandais pendant plus de deux ans. Mais jamais il n'a pu défaire le système de contrôle qui rendait difficile le retour des candidats au rapatriement.

### ÉTAT DE FAMINE

Refusant de cautionner l'emprise d'un appareil lié au génocide de 1994, la plupart des organisations non gouvernementales (ONG) avaient quitté les camps de l'Est zairois. Les États membres de l'ONU, après s'être mis d'accord fin 1994 pour la constitution d'une force internationale de maintien de l'ordre dans les camps, s'étaient finalement refusés à y envoyer un contingent, préférant confier cette tâche aux FAR, dont la corruption et l'inefficacité étaient déjà de notoriété publique.

En ne protestant que très modérément lors de l'attaque des camps du Kivu par les rebelles et leurs alliés, et surtout en prétendant un temps que tous les réfugiés ou presque étaient rentrés au Rwanda, le HCR a semblé jeter l'éponge, suscitant les critiques de nombreuses ONG, qui ont été les premières à porter secours aux populations de Tingi-Tingi, d'Amisi et de Shabunda. Elles se sont très vite trouvées confrontées aux problèmes que les avaient obligées à quitter le Kivu. Le responsable de la mission d'une ONG basée à Kisangani reconnaissait récemment que, lors d'une dis-

tribution de nourriture à Amisi, les enfants non accompagnés (abandonnés ou orphelins) avaient été écartés par les dirigeants du camp au profit des combattants des FAR.

L'attitude du HCR lors du démantèlement des camps a suscité, de la part des ONG, une méfiance qui ne s'est pas dissipée, d'autant que l'aide apportée par le système des Nations unies aux trois camps créés autour de Kisangani ces derniers mois est restée insuffisante, au point de provoquer un véritable état de famine dans les catégories les plus vulnérables de la population réfugiée. Aujourd'hui, le secrétaire général de l'ONU demande le désarmement des camps. La tâche s'est révélée impossible au temps où le Zaïre était encore en paix. En pleine guerre civile, il faudrait un sursaut – que rien ne laisse entrevoir – pour que cette fois la communauté internationale assume ses responsabilités.

Enfin, dans cette tragédie, plusieurs milliers de réfugiés burundais ont lié leur sort à celui des Rwandais. Pour eux, le retour au pays est simplement inimaginable, l'armée gouvernementale tutsie ayant commis plusieurs massacres de réfugiés à peine revenus chez eux. Pas assez nombreux pour servir d'enjeu militaire, ils demandent qu'un pays tiers les accueille. Mais l'exemple du Zaïre, qui paie très cher à la fois son hospitalité envers les réfugiés et sa complaisance envers l'opposition armée butue rwandaise, fait hésiter presque toutes les nations de la région.

Thomas Sntinel

## Les premiers pas prudents de Kofi Annan à la tête de l'ONU

### NEW YORK (Nations unies)

de nos envoyés spéciaux  
Lors de son premier déjeuner avec les membres du Conseil de sécurité, début février, le secrétaire général des Nations unies, le Ghanéen Kofi Annan, s'est présenté d'une phrase : « Je vous adresse mes excuses pour n'avoir pas réinventé l'ONU en cinq semaines... » La boutade, formulée avec le calme dont il ne se départit jamais, avait un objectif : répondre à tous ceux, nombreux aux États-Unis, qui lui reprochent de ne pas avoir encore réformé l'organisation. Comme l'ambassadeur russe, Sergueï Lavrov, lui faisait remarquer que cinq semaines, « c'était tout de même plus de temps que Dieu n'en avait disposé pour créer le monde », Kofi Annan lui répondit : « Certes, mais Dieu avait, lui, le grand avantage de travailler tout seul, pas avec 185 patrons ». (L'ONU compte 185 pays membres).

Tels sont les termes du débat aujourd'hui en cours à l'ONU. M. Annan a été élu pour réformer l'organisation, à la demande expresse des États-Unis qui, tout à fait illégalement, conditionnent le paiement de leurs arriérés (1,5 milliard de dollars, avec les cotisations de 1997) à la mise en route de ces réformes. Quand, comment, de quelle ampleur ? Le problème, explique le secrétaire général dans un entretien au Monde, est qu'aucun État membre, à commencer par les États-Unis, n'a encore véritablement formulé de proposition de réformes. « Aucun pays n'a même encore expliqué ce qu'il veut de l'ONU à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle », relève M. Annan.

Constatant que les cinq comités de l'Assemblée générale de l'ONU chargés de la réforme de l'organisation n'ont rien produit en quatre ans, M. Annan dit qu'il « a pris les choses en main » et qu'il va propo-

ser un calendrier de réformes. « J'ai réalisé qu'il me fallait prendre un risque et, d'ici au mois de juillet, je vais présenter un document indiquant les directions que doit prendre l'ONU à l'avenir, les structures et une stratégie pour les mettre en chantier. » Au lieu et place d'une dizaine de départements, au moins, le nouveau secrétaire général en a identifié quatre, là où seule l'ONU, croit-il, « est plus compétitive » que toute autre organisation : la paix et la sécurité, les questions humanitaires, les affaires économiques et sociales, enfin le développement – étant entendu, dit-il, que la défense des droits de l'homme concerne ces quatre domaines.

D'ores et déjà, le style de direction en cours à l'ONU a changé. Là où Boutros Boutros-Ghali faisait remonter tout dossier dans les mains de quelques conseillers de son cabinet, Kofi Annan veut da-

vantage déléguer, et laisser plus d'initiative aux chefs de département eux-mêmes. « Les gens se sentent beaucoup plus responsables et motivés », assure un membre de son équipe. L'indien Shashi Tharoor, le secrétaire général a demandé que tous les rapports soient plus courts (de 25 %). Il a créé au sein de son cabinet un bureau de relations publiques, avec une mission précise : expliquer les Nations unies en évitant le jargon onusien.

### L'EXCEPTION AMÉRICAINE

On lui reproche, en revanche, d'être allé à Canossa devant le Parlement d'un pays membre, en l'espèce le Congrès des États-Unis, qui, sans aucune base légale, soumet le paiement de la dette de Washington à l'ONU à un certain nombre de « conditions ». La démarche a été jugée peu conforme au statut d'un secrétaire général,

et sans résultat assuré. De fait, le Congrès, pas plus que l'administration Clinton, n'a encore donné les dites « conditions ». A en croire un haut responsable américain, il n'y a, en réalité, qu'une seule « condition » : la quote-part des États-Unis doit être diminuée de 25 % (aujourd'hui à 20 % du budget annuel, après quoi les États-Unis paieront leur dette).

Pareille décision revient aux pays membres, pas au secrétaire général. Ce dernier fait observer à l'adresse de ceux qui ont critiqué son voyage à Washington : « J'accorderai la même attention [que celle manifestée aux États-Unis] à tout pays qui contribue pour un quart au budget de l'ONU et qui doit à l'organisation plus de 1 milliard de dollars. »

A l'exception de la désignation comme médiateur dans la région des Grands Lacs, en Afrique, de l'Algérien Mohamed Sahnoun, on

reproche encore à Kofi Annan le choix des hommes. Après avoir sollicité la démission d'une bonne partie de la hiérarchie du secrétariat, le diplomate ghanéen a recruté tout le monde, y compris nombre de ceux qui avaient fait campagne contre lui « et nombre d'incompétents notoires », dit-on dans les couloirs de l'organisation. Pour sa défense, l'ambassadeur de France à l'ONU, Alain Delamont, observe : « Rien n'aurait été pire que la chasse aux sorcières ; la transition doit se faire en douceur. »

« La réforme est un processus, pas un événement », explique Kofi Annan. Cinq semaines après sa prise de fonctions, l'adjectif qui revient le plus souvent pour qualifier le nouveau secrétaire général est : « prudent ». A quoi il dit préférer le mot : « patient ».

Afsané Bassir Pour et Alain Frachon



## La population de Hongkong n'est pas insensible à la propagande anti-britannique de Pékin

Londres voit sa marge de manœuvre se réduire plus vite que prévu dans la colonie

Le futur chef de l'exécutif de Hongkong après la rétrocession à la Chine, Tung Chee-hwa, est attendu à Pékin, mercredi 19 février, où il consulte-

ra les autorités avant de rendre publique la liste des membres de son prochain gouvernement. Cette visite illustre l'éviction progressive de

Londres des mécanismes de pouvoir dans un territoire qui n'est plus insensible à la propagande anti-britannique diffusée par Pékin.

### HONGKONG

de notre envoyé spécial  
A quelques mois de la rétrocession, le 1<sup>er</sup> juillet, du territoire à la Chine, les habitants de Hongkong ne paraissent pas insensibles à la propagande « revancharde » diffusée par Pékin. Ainsi de nombreuses personnalités politiques locales ponctuent, ces derniers mois, de déclarations anti-britanniques leur nouvelle allégeance à Pékin, dont ils ont pourtant été, par le passé, les critiques les plus acerbes. L'homme de la rue, lui, semble aussi se laisser de plus en plus aller à des réflexions désabusées à l'égard des Britanniques.

« Je sais que nous n'étions pas vraiment populaires, mais je ne soupçonnais pas qu'il y eût tant de rancœur cachée », estime un homme d'affaires britannique. Comme lui, beaucoup de ses compatriotes ont découvert, choqués, qu'il n'y avait pas que de l'admiration dans l'apparente défiance que leur témoignaient des Hongkongais avec lesquels ils avaient pourtant des relations professionnelles datant de longue date.

Du coup, certains gestes, longtemps interprétés à sens unique, prennent maintenant une autre coloration. Par exemple, plusieurs districts vivant encore sur un mode quasi villageois dans les zones périphériques du territoire étaient célèbres pour leur affilia-

tion politique au Kuomintang, le parti nationaliste réfugié à Taïwan. Ils arboraient bien haut le drapeau nationaliste, en un geste de défi qu'on aurait pu croire essentiellement anticomuniste et qui était toléré comme tel par les autorités britanniques. Aujourd'hui, les seuls drapeaux visibles en ces lieux, avant même que Pékin en redevenne le propriétaire, sont ceux de la Chine populaire. Les habitants se répandent en commentaires amers sur « l'oppression » qu'ils ont subie sous le règne des « cheveux raides » des « guéris » (« diables étrangers »).

Il en découle que l'anticommunisme autrefois affiché pouvait être aussi une expression déguisée de sentiments antibritanniques. On que de tels gestes, qui vont aller croissant dans les quatre mois et demi qui viennent, sont à attribuer à l'art consommé des Chinois d'adopter des attitudes publiques qu'ils jugent propices aux intérêts du moment, sans se sentir engagés au fond.

Ainsi, dans le même temps, Hongkong est devenu un des agents les plus actifs dans le boom immobilier qui connaît Londres. Non seulement les Hongkongais se précipitent sur les propriétés mises en vente localement, mais quiconque dispose d'une certaine surface sociale se doit aujourd'hui de posséder un logement dans la capitale britannique. On retrouve,

derrière la mosaïque de ces comportements apparemment contradictoires, le caractère joueur qui a été à la base de la réussite de Hongkong. L'indéfectible changement de souveraineté appartenant au domaine quasi surnaturel où évolue, pour les mentalités populaires, le pouvoir politique, autant tirer le meilleur avantage possible des aléas de l'histoire...

### ÉTRANGÈRE EN TERRE CHINOISE

C'est peut-être le calcul que Londres fait dans la gestion délicate de l'ultime phase de la transition, en feignant d'ignorer les multiples rehauts que Pékin cherche à lui infliger. La visite éclair, les 15 et 16 février, du secrétaire au « foreign office » Malcolm Rifkind, a été de ce point de vue exemplaire. M. Rifkind s'est efforcé de dissiper l'idée que la Grande-Bretagne oubliait ses principes démocratiques devant la fermeté de Pékin sur les deux principaux dossiers posant actuellement problème : l'Assemblée législative parallèle instituée par Pékin et les droits de l'homme. Après avoir rencontré, à Hongkong, le chef de la future « région administrative spéciale » (RAS), Tung Chee-hwa, M. Rifkind a affirmé que Londres continuerait de s'intéresser « pour longtemps » à la manière dont Pékin mettra en œuvre ses engagements de non-ingérence.

Cependant, M. Rifkind a dû

concéder qu'il n'avait rien obtenu du territoire après la rétrocession, des Chinois et que la Grande-Bretagne disposait de peu de moyens pour les faire changer d'avis. Il n'a guère convaincu en affirmant que le pouvoir n'avait pas de *facta* changé de mains avant même le départ du gouverneur britannique Chris Patten. « Rifkind reconnaît sa défaite », titrait, lundi, le quotidien *South China Morning Post*, sur un ton mi-figue mi-raisin.

Tung Chee-hwa, le futur patron du territoire après la rétrocession, continue pour sa part de jouer son jeu dans un total manque de transparence. Les poignées de mains des deux hommes auraient eu plus de sens si les médias du continent – qui sont désormais très en pointe à Hongkong – n'avaient pas présenté une vision toute différente des choses : pour Pékin, c'est M. Tung, désormais patron du territoire, qui « a reçu » le chef de la diplomatie britannique ; le reportage était suivi d'un entretien avec l'un des représentants officiels du continent à Hongkong, qui appelait sèchement, et même familièrement, Londres à « cesser une fois pour toutes de semer la pagaille » dans la rétrocession à propos des questions en litige. Il ne fait aucun doute dans l'esprit de Pékin que la Grande-Bretagne est déjà, ici, l'étrangère en terre chinoise.

Francis Deron

## L'avion Rafale est éliminé du marché norvégien

DSLO. Le ministère norvégien de la défense a annoncé, lundi 17 février, qu'il avait retenu le nouveau F-16 C Block 50 N Falcon américain et l'EFA-2000 européen, après avoir éliminé le Rafale français et le F-18 américain, pour moderniser son armée de l'air à partir de 2003. Le marché est de trente à quarante appareils pour un montant de 14 milliards de couronnes (environ 12 milliards de francs). Le président de la commission de la défense au Parlement norvégien conditionne son appui à un achat éventuel de nouveaux F-16 au fait que leur constructeur, le groupe Lockheed-Martin-Loral, règle avec Oslo un contentieux lié au coût de la modernisation des équipements des F-16 déjà existants. Pour l'avion Rafale, son élimination est un échec commercial important. Dassault ayant particulièrement prospecté la Norvège et les Émirats arabes unis. - (AFP)

## La Corée du Nord reconnaît la défection d'un de ses dignitaires, Hwang Jang-yop

PYONGYANG. Le « numéro un » nord-coréen Kim Jong-il a implicitement admis, mardi 18 février, la défection d'un haut dignitaire du régime, Hwang Jang-yop, retranché depuis le 12 février dans l'ambassade de Corée du Sud à Pékin. Selon Radio Pyongyang, citée par l'agence japonaise Jiji, le dirigeant nord-coréen a affirmé que « ceux qui sont des peureux et qui veulent partir n'ont qu'à s'en aller ». Cette déclaration marque un inflexionnement de la position du régime de Pyongyang qui considérait jusqu'à présent que M. Hwang avait été « kidnappé » par des agents de Corée du Sud. - (AFP)

## Salman Rushdie divise les Européens et les Etats du Golfe

DOHA. Les dernières menaces de mort iraniennes contre l'écrivain britannique Salman Rushdie ont été vivement dénoncées par le président en exercice du conseil des ministres européens des affaires étrangères, le néerlandais Hans Van Mierlo, lundi 17 février, à Doha, au Qatar, lors du septième conseil conjoint entre l'Union européenne et le Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCG). La France était représentée par Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes. Les Européens se sont heurtés à l'agacement de leurs hôtes, qui redoutent que l'emphase mise sur cette affaire ne mette en porte-à-faux vis-à-vis de leurs populations. Le communiqué final précise cependant « qu'aucun Etat n'est autorisé à appliquer ses lois et à exécuter des sentences en dehors de ses frontières ». - (Corresp.)

## Programme de réformes économiques radicales en Roumanie

BUCAREST. Le premier ministre roumain, Victor Ciorba, un chrétien-démocrate nommé à l'issue des élections générales de novembre 1996, a présenté, lundi 17 février, un programme de réformes économiques radicales accompagné de quelques mesures d'ordre social destinées à compenser partiellement les effets de ce plan sur le niveau de vie de la population. M. Ciorba et ses alliés sociaux-démocrates se sont engagés à interrompre les subventions au secteur public et à libéraliser totalement les prix. Plusieurs centaines de sociétés publiques devraient être privatisées cette année. Ce programme de choc approuvé par le FMI devrait se traduire en 1997 par une inflation d'au moins 100 %, une chute du PIB et une forte augmentation du chômage. Le gouvernement espère que les premiers signes de redressement économique interviendront dans dix-huit mois. - (Corresp.)

## L'affaire Klingberg revient sur le devant de la scène en Israël

TEL AVIV. Un juge de Tel Aviv devait se prononcer, mardi 18 février, sur la libération de l'ancien directeur adjoint d'un institut biologique controversé, Marcus Klingberg, condamné à 20 ans de prison pour espionnage au profit de l'Union soviétique. Ce nouvel épisode d'une affaire d'espionnage révélée dix ans après les faits par la censure militaire israélienne intervient alors que le Knesset devait débattre, mardi, de l'avenir de l'institut biologique de Nes Zinna qui, d'après des articles parus notamment en France, ferait courir un risque à la population en travaillant à la fabrication d'armes biologiques et chimiques. - (Reuters.)

### DÉPÊCHES

■ CHINE : les autorités ont démenti, mardi 18 février, que l'état de santé de Deng Xiaoping, âgé de 92 ans, se soit détérioré. « Il n'y a eu aucun changement majeur », a déclaré le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, Tang Guoqiang. Les rumeurs sur l'état de santé du « patriarche » avaient été relancées après que Jiang Zemin, actuel « numéro un », eut écourté mardi un déplacement dans la province du Jiangxi. - (AFP)

■ ITALIE : le président du Conseil italien, Romano Prodi, a réaffirmé, lundi 17 février à Francfort, sa volonté de faire entrer son pays parmi les premiers dans le club de l'Euro, en 1999, et il a catégoriquement rejeté l'éventualité de se joindre plus tard à la monnaie unique. - (AFP)

■ RUSSIE : le général Alexandre Lebed a été reçu à la Banque de France, lundi 17 février. La tenue de cet entretien privé avec le gouverneur, Jean-Claude Trichet, n'a pas été révélée. Mais il fait peu de doute que le rival de Boris Eltsine, qui avait sollicité la rencontre, a évoqué avec M. Trichet ses inquiétudes sur l'état de santé de l'économie russe. Mardi, M. Lebed devait notamment être reçu au CNPF (Confédération nationale du patronat français), pour y discuter des dispositifs français d'aides aux petites et moyennes entreprises, avant de rencontrer des industriels.

## Les Japonais se rebellent contre la gestion désastreuse des dépenses publiques

### TOKYO

de notre correspondant  
L'Occident affectionne l'image de l'Entreprise Japonaise, pour sa rigueur, sa maîtrise, son efficacité. La collusion des pouvoirs dans l'archipel. Si elle existe vraiment, l'adite entreprise serait au bord de la banqueroute, payant le prix d'une gestion pour le moins cavalière : selon le ministère des finances, l'encours de la dette à long terme de l'Etat (y compris les engagements des collectivités locales) s'élèvera en 1998 à 476 000 milliards de yens (22 600 milliards de francs), soit 92 % du produit intérieur brut (PIB). L'« ardoise » est encore plus élevée si on y ajoute la « dette cachée » de l'Etat, constituée entre autres par l'endettement de l'ancienne société nationale des chemins de fer.

Dans le budget 1997, le déficit représente encore 5,3 % du PIB. Le premier ministre, Ryutaro Hashimoto, devrait demander le 20 février une réduction de 4 000 milliards de yens des dépenses publiques, soit 5 % de l'enveloppe globale du projet de loi de finances pour 1997. Le Japon devra compresser de 1 500 milliards de yens par an ses dépenses afin de ramener en 2005 le déficit public à 3 % du PIB, norme des pays membres de l'OCDE.

Les Nippons subissent un douloureux accroissement de la pression fiscale. Ce qui les rend encore plus amers, c'est de s'apercevoir que cet endettement est en grande partie le résultat de l'incurie de la gestion des finances publiques, comme en témoignent les scandales à répétition. La Cour des comptes vient de révéler qu'en 1995 28 000 milliards de yens avaient été dilapidés par l'Etat en dépenses inutiles. Un exemple trivial : 64 % des dépenses en invitations de la mairie de Tokyo (200 millions de yens) étaient injustifiées.

### BANQUEROUTE VIRTUELLE

Dans une série d'articles publiés en décembre sous le titre « Votre argent dilapidé », l'« Asahi » dresse une liste de projets qui n'ont jamais vu le jour, ou ont été surfacturés. Dans la majorité des cas, il s'agit de travaux publics dont le coût est de 20 à 30 % supérieur à celui de projets analogues dans le secteur privé.

L'« Etat constructeur », aux mains d'un lobby de politiciens, d'entrepreneurs et de bureaucrates, est en grande partie responsable de la banqueroute virtuelle des finances publiques nipponnes. Débauche de routes et de viaducs dans les provinces les

plus reculées, bétonnage des rives des fleuves et des côtes, terrains regagnés sur la mer alors que l'Etat subventionne la paysannerie pour réduire les terres cultivées... Le clientélisme fleurit, l'Etat s'endette et l'environnement se détériore.

En dépit de scandales qui révèlent un peu plus chaque jour le gaspillage des deniers de l'Etat, le gouvernement de M. Hashimoto ne semble pas enclin à inclure dans le serpent de mer de sa « réforme administrative » une meilleure gestion des travaux publics. Selon l'Agence de planification, le Japon dépensera pourtant 630 000 milliards de yens en infrastructures entre 1995 et 2004.

En 2005, la dette de l'Etat représentera 11 millions de yens par habitant (500 000 francs par an), soit deux ans de salaire moyen : en d'autres termes, chaque Japonais devra verser en 1,7 million de yens par an pendant un demi-siècle pour la rembourser... A moins que le contribuable ne se réveille : dans la préfecture de Miyagi, des citoyens font un procès à l'Etat pour obtenir le remboursement des « bombances » des bureaucrates aux frais de la collectivité.

Philippe Pons

## Les derniers otages ont été libérés au Tadjikistan

### MOSCOU

de notre correspondant  
Les derniers otages enlevés au Tadjikistan, il y a deux semaines, par la bande armée de Bakhtom Sadirov, ont été libérés lundi 17 février. Tous (six membres de l'ONU, cinq journalistes, deux membres du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le ministre de l'intérieur tadjik) sont donc sains et saufs, mais les dommages de cette opération, qui reste à bien des égards étrange, risquent de se faire sentir encore longtemps dans un pays qui tend à ressembler au « trou noir » voisin qu'est l'Afghanistan. A une différence près : alors que l'Afghanistan demeure, comme au siècle dernier, un terrain d'affrontement entre puissances étrangères, le Tadjikistan, dont les frontières tournées vers l'extérieur de la Communauté des Etats indépendants (CEI) restent gardées par des forces russes, risque de redevenir le champ clos d'intrigues conçues à Moscou.

Beaucoup d'interrogations demeurent en effet à l'issue de ce qui fut appelé, dans les médias russes, la « dramatique crise » des otages du Tadjikistan. Celle-ci a fort opportunément fait la « une » de l'actualité à Moscou pendant près de deux semaines, détournant l'opinion de la laborieuse convalescence de Boris Eltsine. Jusqu'à

lundi, où les derniers otages furent relâchés et où le président russe est apparu, plus vaillant que jamais (ce qui reste relatif), pour recevoir les deux responsables des troupes russes au Tadjikistan : le chef des garde-frontières, Andreï Nikolaev, et le ministre de la défense, Igor Rodionov. M. Eltsine a, par ailleurs, démenti les rumeurs de renvoi imminent de M. Rodionov, qui couraient depuis que le ministre s'était plaint d'avoir, depuis des mois, un inconnu au bout du fil chaque fois qu'il tentait de joindre le président.

La « crise des otages » tadjiks fut fortement médiatisée, comme celle de l'été 1995 à Boudennovsk, quand le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, fut filmé en direct en train de négocier avec le chef tchétchène, Chamil Bassaev. Cette « mise en scène » avait été alors imaginée par Vitali Ignatenko, directeur de l'agence officielle Itar-Tass, promu ensuite vice-ministre.

Cette fois-ci, c'est lui-même qui a négocié devant les caméras de télévision, trois jours durant, avec le chef Bakhtom Sadirov, dont un des otages était une envoyée spéciale d'Itar-Tass munie de son téléphone satellite. Il fut annoncé ainsi que « toutes les exigences du ravisseur ont été remplies », à l'issue de diverses péripéties, dont

une fausse annonce d'exécution d'un otage.

C'est-à-dire que Bakhtom Sadirov a obtenu, de sa base située dans la vallée de Garm, à 80 kilomètres à l'est de la capitale tadjike Douchanbé, de faire revenir d'Afghanistan son frère Rizvon et plus d'une trentaine de ses partisans, qui servaient sous les ordres du chef d'ethnie tadjik, Ahmad Chah Massoud, contre les talibans. Officiellement, les Russes s'opposaient au retour de celui qui fut un des plus célèbres commandants de l'opposition islamique tadjike, qui même depuis quatre ans une lutte armée contre le régime du président, Emonali Rakhmonov, soutenu à bout de bras par Moscou. Massoud pour sa part, venu à Douchanbé comme « médiateur », se serait opposé à son retour car il aurait encore besoin de ces « bons guerriers » contre les talibans.

### QUATRE ANS DE GUÉRILLA

Mais un « détail » fut fort peu rappelé par les télévisions russes durant la « crise » : c'est que Rizvon, désavoué depuis 1995 par les chefs de l'opposition tadjike et récupéré par Massoud, était apparu l'automne 1996 à Douchanbé, où il fit démonstrativement allégeance au président Rakhmonov. Selon des témoignages, il s'agissait d'une opération préparée depuis long-

temps par les services secrets russes pour démontrer les « divisions internes » au sein de l'opposition armée tadjike. Celle-ci n'en a pas moins réussi, en quatre ans de guérilla, à reprendre le contrôle de la plupart des régions du Tadjikistan qui sont ses fiefs claniques naturels.

Les Russes font donc pression sur cette opposition par l'intermédiaire de leur nouvel « allié », Ahmad Chah Massoud, auquel ils fournissent armes et argent contre les talibans, soutenus par les alliés des Etats-Unis. Les Russes ont aussi donné des armes, cet hiver, au chef des ravisseurs, Bakhtom Sadirov, quand celui-ci s'était déjà illustré en enlevant quelques jours un premier groupe d'observateurs de l'ONU. Résultat : durant la deuxième « crise des otages », les organisations internationales travaillant au Tadjikistan, dont le Haut commissariat aux réfugiés pour les Nations unies (HCR) et le CICR, ont retiré leurs missions de ce pays. A la grande joie, sans doute, de certains représentants des services secrets russes, qui expliquent, parfois même publiquement, que tous les « humanitaires » qui viennent travailler dans les anciennes possessions russes ne sont que des « espions ».

Sophie Shihab

**OISE**  
L'anglais à Oxford  
Bristol, Cambridge, Dublin

- Cours pour adultes et étudiants
- Cours pour tous les niveaux
- Un trimestre, un semestre, une année
- Cours intensifs avec suivi individuel
- Préparation aux examens
- Logement en famille accueillante
- Programme d'activités culturelles

Bordeaux 05 57 92 34 12  
Lille 03 20 40 28 38  
Lyon 04 78 24 02 74  
Paris 01 44 19 08 06  
Rennes 02 99 79 78 44  
21 rue Théophraste Renaudot  
75003 Paris



## Paris et Washington veulent coopérer dans « un esprit d'amitié »

Les divergences demeurent sur le dossier de l'OTAN

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT américain, Madeleine Albright, devait faire une brève visite, le mardi 18 février, à la Commission européenne, avant d'assister à Bruxelles à un Conseil atlantique extraordinaire, où l'accent devait être mis sur l'élargissement de l'OTAN. Après une escale à Rome, M<sup>me</sup> Albright s'était entretenue, lundi, à Bonn, avec le chancelier Kohl, puis à Paris avec Jacques Chirac et le chef de la diplomatie française, Hervé de Charette.

En recevant sa collègue, Hervé de Charette lui a donné l'accroche, manifestant ainsi que le froid dans les relations franco-américaines appartenait au passé. Au terme d'un entretien d'une heure et demie entre le président de la République et le secrétaire d'Etat américain, le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns, a déclaré que M<sup>me</sup> Albright était venue à Paris « avec l'esprit d'améliorer les relations » entre les deux pays. « Sur tout ce qui concerne l'OTAN, l'Afrique centrale, le Proche-Orient, nous voulons travailler en étroite coopération avec les Français », a-t-il ajouté. Du côté français, on insistait sur la volonté de « faire prévaloir cet esprit d'amitié, même s'il y a parfois des différences d'approche ».

Ces différences subsistent en effet. Hervé de Charette a reconnu qu'il restait « un travail pas négligeable » à accomplir pour un partage des responsabilités entre Européens et Américains. A propos du commandement Sud de l'OTAN où la France voudrait voir un officier européen remplacer un amiral américain, le ministre a précisé que ce n'était pas « un sujet qui doit provoquer un conflit (...). Si nous ne parvenons pas à nous entendre, on poursuivra plus tard » les discussions. Jacques Chirac avait insisté auprès de M<sup>me</sup> Albright sur la volonté de la France de prendre sa place dans une OTAN réformée. Mais les deux interlocuteurs n'auraient pas abordé la question du commandement Sud. « Nos experts en discutent », a-t-on dit à l'Elysée.

Autre sujet de divergence lié à l'OTAN : la réunion d'un sommet de cinq (France, États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Russie) pour faire avancer les négociations avec Moscou. Lors de son passage à Bonn, M<sup>me</sup> Albright est restée évasive : « C'est la substance qui nous intéresse, pas le processus », a-t-elle déclaré. Les Occidentaux viennent de faire un nouveau pas pour répondre aux préoccupations du Kremlin, en avançant de nouvelles propositions sur la réduction des armements conventionnels en Europe (FCE).

Les divergences demeurent sur le dossier de l'OTAN

Des gaullistes inquiets

Dix-huit anciens proches collaborateurs du général de Gaulle ont choisi la visite en France de Madeleine Albright, pour exprimer, dans un appel commun, leur inquiétude sur « les graves risques présentés par les évolutions en cours quant à l'indépendance de la France ». Parmi ces évolutions, les signataires, dont Etienne Burin des Roziers et Bernard Tricot, anciens secrétaires généraux de la présidence de la République, notent le traité de Maastricht et la « réduction du pouvoir des États », la perspective d'un « retour inconditionnel au sein de l'OTAN », et l'instauration de la monnaie unique, qui « ne peut que mettre en cause l'indépendance de notre politique économique ». Le coordonnateur de cet appel commun, Pierre LeFranc, estime que le passage à la monnaie unique devrait faire l'objet « ou minimum » d'une consultation du Parlement.

## Nouvel attentat meurtrier de l'ETA au Pays basque

MADRID

La tension s'exacerbe au Pays basque, où un nouvel attentat attribué à l'ETA, l'organisation séparatiste basque, a causé la mort, lundi 17 février à Bilbao, d'un officier de police judiciaire, Modesto Rico Páramo, tué par l'explosion d'une bombe placée sous sa voiture. Avec ce quatrième mort en une semaine, l'ETA maintient sa pression sur le Pays basque en pleine effervescence. Au cours d'une manifestation, convoquée samedi à Bilbao par l'ETA, le parti indépendantiste basque devenu la victime politique de l'ETA) des accrochages avec la police ont fait une bonne vingtaine de blessés.

Les quelque 20 000 manifestants protestent contre l'arrestation des membres du directeur de HB. Dix d'entre eux sont déjà en prison, et un mandat d'arrêt contre six autres a été lancé lundi soir. La direction entière de HB a été convoquée, par petits groupes de trois ou quatre, devant le Tribunal suprême à Madrid, pour répondre de l'accusation de « collaboration avec une bande armée », à la suite de la diffusion d'une vidéo durant la dernière campagne électorale, qui, selon le gouvernement, faisait l'apologie de l'ETA. Ignorant la justice, les dirigeants de HB, ont été ainsi arrêtés, au fur et à mesure des convocations qu'ils ont refusé d'honorer.

RELANCER LE DIALOGUE

L'épisode n'a certes pas contribué à apaiser les tensions, et si la plupart des partis politiques sont conscients de ce qu'une solution uniquement « policière » ne résoudra pas, à elle seule, les problèmes du terrorisme au Pays basque, ils sont divisés et hésitants sur la marche à suivre. Notamment le Parti nationaliste basque, le PNV associé dans l'alliance gouvernementale aux conservateurs de José

Maria Aznar, qui est partagé entre ses sympathies nationalistes basques et sa loyauté envers le gouvernement.

A l'exception de Herri Batasuna, la plupart des partis politiques basques - des socialistes aux conservateurs en passant par la gauche d'izquierda unida et les modérés du PNV - sont d'accord sur la nécessité de trouver un accord entre forces démocratiques, en réactivant le pacte de « Ajuria Enea ». Une initiative de paix et de dialogue, née il y a dix ans, entre partis démocratiques, pour tenter de mettre un terme au terrorisme. Une nouvelle session de « Ajuria Enea » pourrait avoir lieu, dès la semaine prochaine. Et si on ne peut attendre aucun miracle des futures discussions, au moins la volonté de reprendre le dialogue sera-t-elle un premier pas dans la confusion et la division actuelle.

Marie-Claude Decamps

BUENOS AIRES

Chaussé de bottes en caoutchouc et chargé de cannes à pêche, le grand patron de la chaîne de télévision américaine CNN, Ted Turner, a débarqué en Patagonie où il vient d'acheter une estancia et 5 000 hectares de terre dans un des plus beaux sites de la province de Neuquén. Le tout pour environ 6,5 millions de dollars (36 millions de francs), somme jugée modique par l'acheteur lui-même.

Un peu plus au sud, c'est Rambo en personne qui a fait son apparition. Pour une somme estimée à 8 millions de dollars, Sylvester Stallone est devenu propriétaire d'un lac et de 14 000 hectares situés entre la grande station touristique de San Carlos de Bariloche et El Bolson, refuge champêtre des hippies et des artistes depuis plusieurs décades. Indifférent à l'épidémie de Phanta-

## Les ministres des finances des Quinze expriment leur optimisme sur la monnaie unique

Ils ont jugé l'environnement économique favorable

L'optimisme était de mise, après que les ministres des finances des Quinze, réunis lundi 17 février à Bruxelles, eurent délibéré de la situation économique au sein de l'Union européenne. « Personne ne doute que la monnaie unique sera bien au rendez-vous le 1<sup>er</sup> janvier 1999, à la date prévue par le traité de Maastricht », a résumé Carlo Azeglio Ciampi, ministre italien du Trésor.

BRUXELLES

(Union européenne) de notre correspondant « 1997 devrait être l'année d'une reprise durable et stable », a estimé le ministre français de l'économie et des finances, Jean Arthuis. Son collègue néerlandais, Gerrit Zalmé, qui préside les travaux du conseil, a parlé quant à lui de « confiance réelle dans l'évolution économique ». Tous les ministres se sont exprimés dans le même sens, soulignant à quel point l'environnement était favorable : à l'inflation maîtrisée, à une demande internationale vigoureuse, à des taux d'intérêt bas (à court terme, comme à long terme) est venu maintenant s'ajouter, telle la cerise sur le gâteau, la montée en puissance du dollar.

Yves-Thibaut de Silguy, le commissaire chargé des affaires économiques et monétaires, a souligné que les prévisions présentées en novembre par ses services et jugées alors souvent comme abusivement optimistes,

étaient en train d'être confirmées par les faits (1,6 % de croissance en 1996, 2,3 % en 1997, 2,8 % en 1998). « Les derniers indicateurs sont encourageants : la confiance des chefs d'entreprise est en progression constante, celle des consommateurs tenait : nous sommes sortis de la phase de ralentissement conjoncturel qui a duré de la mi-1995 à la mi-1996 », a-t-il fait valoir.

MAUVAIS RÉSULTATS OUTRE-RHIN

Plusieurs intervenants, dont Jürgen Stark, secrétaire d'Etat allemand aux finances, se sont cependant montrés préoccupés par le manque de vigueur des investissements. « Compte tenu des capacités élevées d'auto-financement des entreprises françaises, ainsi que de l'état très favorable de la demande externe, le retard commence effectivement à devenir curieux », reconnaissait un collaborateur de M. de Silguy, ajoutant toutefois « qu'il fallait traditionnellement attendre deux semestres

avant que des baisses de taux produisent de l'effet sur les investissements ». M. Zalmé s'est dit convaincu que « les investissements et la consommation oïloient prendre le relais des exportations comme moteur de la croissance ».

Jusqu'à quel point faut-il s'inquiéter des mauvais résultats récemment annoncés par l'Allemagne, notamment pour le chômage ? « Il n'y a pas de raison de penser que l'Allemagne ne pourra pas respecter les critères de Maastricht », a répliqué M. Zalmé. La progression du chômage rend plus difficile la réduction des déficits publics (puisque'elle implique une diminution des recettes fiscales, ainsi que des cotisations sociales), mais, dans l'autre sens, la baisse du dollar et la baisse des taux d'intérêt améliorent les perspectives par rapport à l'époque où les autorités de Bonn avaient prévu pour 1997 un déficit des comptes publics limité à 2,9 %.

M. Stark a souligné que les calculs avaient alors été faits en pre-

nant en considération l'évolution conjoncturelle la moins favorable possible, bref qu'il y avait de la marge... Le conseil a retenu qu'en tout état de cause, les uns et les autres, Allemagne en tête, étaient fermement décidés à prendre des mesures de corrections supplémentaires (à envisager donc de nouvelles réductions de dépenses) dans l'hypothèse, jugée cependant peu probable, où la politique budgétaire, telle qu'elle est actuellement conduite, ne permettrait pas d'atteindre les conditions posées pour le passage à la monnaie unique.

Le conseil a examiné le nouveau « programme de convergence » présenté par la Belgique et s'est félicité des efforts considérables entrepris pour réduire la dette à long terme. Les programmes complémentaires français et allemands, conçus en concertation, seront examinés par les ministres lors de leur session de mars.

Philippe Lemaître

## Les emplois sont devenus perles rares en Allemagne orientale

GÖRLITZ

de notre envoyée spéciale « Juste après la réunification, on parlait de centaines, voire de milliers d'emplois créés. Maintenant, on se réjouit à chaque nouveau poste effectivement proposé », soupire Ulf Grossmann, premier adjoint au maire de Görlitz. Dans la pe-

REPORTAGE

Le taux de chômage atteint 18,7 % de la population active en ex-RDA

titie ville de Saxe, située à l'extrême bordure de l'Allemagne orientale, à la frontière polonaise, la situation de l'emploi s'est brutalement détériorée, dès le début des années 90. Ses principales usines, de textile pour la plupart, ont été fermées, comme l'est actuellement, tranche par tranche, la centrale thermique de la ville ; la municipalité, qui employait plus de 3 000 personnes, n'en rémunère plus qu'un millier. Chez Deutsche Waggonbau (DWA), constructeur de matériel ferroviaire, on multiplie les périodes d'horaires allégés ; avant 1989, 80 % de la production de l'usine était destinée à l'Europe de l'Est, la Russie principalement. Aujourd'hui, ce sont les sociétés de transport occidentales qu'il faut convaincre d'acheter, et la concurrence est rude.

Le taux de chômage de la région atteint au moins 20 % de la population active, un pourcentage encore supérieur à celui de la moyenne de l'ex-RDA (18,7 % en janvier). Les multiples

contrats à durée déterminée permettent de limiter les sollicitations à l'aide sociale. Dans les bureaux flamboyants de l'agence locale pour l'emploi, des chômeurs attendent patiemment avant de s'installer derrière l'un des ordinateurs pour consulter les offres de travail. Mais les propositions intéressantes sont bien rares. « Les offres viennent surtout du secteur du bâtiment, quand ce n'est pas la saison morte. Il existe aussi quelques possibilités dans l'hôtellerie et la gastronomie, dans le commerce de gros et de transport », affirme, sans beaucoup de convictions, M. Nagel, le directeur de l'agence.

Il reconnaît que dans le bâtiment, moteur de la croissance dans la partie orientale de l'Allemagne, les emplois qualifiés sont souvent occupés par des travailleurs frontaliers polonais, car les candidatures locales sont rares. Pour lui, comme pour l'ensemble des dirigeants de Görlitz, les accords de Schengen, consacrant la libre circulation des personnes sur le territoire de l'Union européenne mais renforçant les frontières extérieures de l'Union, ne sont pas particulièrement bienvenus. « Car tous les investisseurs potentiels ont le regard tourné vers l'Est. On attend que les frontières tombent », dit M. Nagel.

Gros producteurs de produits industriels traditionnels, naguère exportés vers l'Est, les cinq nouveaux Länder de l'ex-RDA n'ont pu développer les productions de biens à haute teneur technologique, et leur part dans les exportations allemandes totales dans ce secteur se monte à 2 % à peine. « J'ai été licenciée par Siemens il y a huit mois », raconte cette jeune femme, qui était parvenue à se faire réembaucher par le puissant groupe de l'Ouest après avoir été contrainte de

quitter la centrale thermique. Son mari est encore employé par cette dernière, mais sait que son activité cessera à la fin de l'année. Que feront-ils alors ? « Nous partons peut-être plus à l'Ouest tenter de trouver des emplois », reconnaît-elle.

EXODE

La désindustrialisation de Görlitz se traduit par un exode de population. Avec amertume, M. Nagel constate que « les gens quittent la région. Il nous faut au moins maintenir les infrastructures ». Chaque année, avec les départs et le nombre de décès très supérieur à celui des naissances, la ville perd un millier d'habitants (sur 70 000 environ), remarque M. Grossmann. Et de l'autre côté de la Neisse, dans ce qui fut jusqu'à 1945 l'autre rive d'une seule et même ville et qui s'appelle aujourd'hui Zgorzelec, les Polonais ont bien compris que la prospérité ne se trouvait pas pour l'instant à Görlitz, même rénovée et embellie depuis la réunification.

Jeune chômeuse, fonctionnaire de la mairie ou industriel local, personne à Görlitz ne pleure l'ancienne Allemagne. Mais tous, comme M. Müller, le directeur de DWA, se plaignent du « manque de subtilité » de leurs compatriotes de l'Ouest, des promesses non tenues, des « vendeurs d'assurances qui ont débordé et orné tout le monde » dans leur région, sommée « la vallée de ceux qui ne connaissent rien ». Ils regrettent la disparition des solidarités et des aides de proximité qu'avait voulu encourager le régime communiste est-allemand.

Françoise Lazare

## Des orientations provisoires sur la viande de bœuf ont été adoptées à Bruxelles

LES MINISTRES européens de l'agriculture ont adopté, mardi 18 février, des « orientations provisoires » concernant l'étiquetage et l'identification de la viande de bœuf. Ce texte, obtenu après des heures de négociation sous la pression de la présidence néerlandaise, est assorti de « commentaires et de réserves » de certains États membres. Les ministres ont prévu une identification obligatoire des animaux au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1999, et un étiquetage sur une base volontaire, en s'enga-

geant - à l'exception du Royaume-Uni et de l'Italie - à ce qu'une discussion sur une option « obligatoire » de l'étiquetage intervienne au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

De source française, le texte adopté a été considéré comme « un progrès, même s'il reste vague ». Le ministre français de l'Agriculture, Philippe Vasseur, a plaidé pour un étiquetage « minimum » obligatoire avec quatre mentions : l'origine, la catégorie, la race et l'âge de l'animal. Il a également souligné la grande diffi-

culté que traverse actuellement le marché du veau, perturbé par une prime européenne favorisant l'abattage précoce de jeunes veaux n'ayant pas atteint leur poids normal d'abattage.

ÉTIQUETAGE ET IDENTIFICATION

Mercredi, le Parlement européen devra donner un avis sur ces questions d'étiquetage et d'identification. La commission compétente propose qu'il soit rapide et obligatoire, afin de rendre confiance aux consommateurs et

de relancer le marché du bœuf en pleine crise du fait de la maladie de la vache folle.

Le Parlement doit aussi se prononcer cette semaine sur le rapport d'une commission d'enquête - très critique à l'égard de l'exécutif de Bruxelles et de la Grande-Bretagne - concernant la gestion de la crise. En raison de la double majorité requise, la motion de censure déposée par soixante-dix députés contre la Commission a cependant peu de chances d'être adoptée. - (APR)

## La Patagonie, nouveau paradis des milliardaires

vinus, une maladie souvent mortelle, provoquée par des rongeurs, l'acteur américain pense utiliser le spectaculaire décor pour le tournage de son prochain film.

Terre d'errances et de légendes, autrefois parcourue par Charles Darwin, les pistoles Butch Cassidy et Sundance Kid, et Bruce Chatwin, la Patagonie est un nouveau paradis pour milliardaires. Dans ce bout du monde épargné par la pollution, les grands espaces solitaires parsemés de lacs cristallins et de majestueuses forêts constituent des refuges écologiques uniques sur la planète. Aux étrangers s'ajoute une liste de plus en plus longue de riches Argentins qui souhaitent échapper au stress de Buenos Aires. Toutes sortes de rumeurs circulent sur l'eldorado naturel qu'aurait commencé à forger Alfredo Yabrán, ce mystérieux homme d'affaires, ami du président Carlos Menem, mais ennemi juré de Domingo Ca-

vallo, ancien ministre de l'économie limogé en juillet 1996 après avoir accusé Yabrán d'être « le chef de la mafia » et de la corruption en Argentine.

LES NOUVEAUX MAÎTRES

Parmi les nouveaux maîtres de la Patagonie figure Benetton. La firme italienne s'est lancée en 1992 dans la conquête de cet « or blanc » que sont les moutons de Patagonie. Avec près de 850 000 hectares le long de la Cordillère des Andes, la famille Benetton est aujourd'hui le plus grand producteur de laine de la région, mais aussi un des principaux éleveurs de bovins. Quant au puissant homme d'affaires qu'est Georges Soros, il est aujourd'hui le principal estanciaero de l'Argentine avec 350 000 hectares de champs acquis au cours de ces dernières années, au détriment des grandes familles traditionnelles.

« En l'an 2000, Dieu sera installé en Patagonie » : cette boutade qui circule dans les agences immobilières de la région ne fait pas sourire les habitants. « Après avoir été dominés par une oligarchie aïe et parasitaire, nous n'avons rien à espérer de ces nouveaux riches », estime un économiste de la région. « Les prix de la terre sont ridiculement bas et le gouvernement est en train de brader une réserve écologique unique au monde. »

A plusieurs milliers de kilomètres de Buenos Aires, avec moins d'un habitant au kilomètre carré, la Patagonie se sent oubliée et abandonnée par les fonctionnaires de l'arrogante capitale. Ses mines et ses forêts sont exploitées par des multinationales, les petits et moyens agriculteurs disparaissent, les industries ferment et dans plusieurs provinces les taux de chômage dépassent 20 %.

Christine Legrand



les Quinze expriment  
monnaie unique

# FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 19 FÉVRIER 1997

**IMMIGRATION** « Nous irons à la manifestation » : tel est le mot d'ordre retenu, après deux jours de discussion, par les initiateurs des différents appels « à désobéir » aux lois sur l'immigration. Tous, avec de nombreuses associations et mouvements politiques, rejoindront la manifestation convoquée samedi 22 février par le collectif des « 121 noms difficiles à prononcer ». ● LES PARTIS DE GAUCHE, hostiles au projet de loi Debré, s'associent chacun à sa manière à cette mobilisation. Le Parti socialiste devait annoncer, mercredi 19 février, qu'il soutient la manifestation du 22. ● DE NOMBREUX MAIRES ne respectent pas la réglementation sur les certificats d'hébergement devant être délivrés à ceux qui accueillent un étranger. Des municipalités refusent leur délivrance ou demandent, en toute illégalité, de nombreux documents (carte de Sécurité sociale, fiches de salaires).

## Les adversaires du projet Debré appellent à manifester le 22 février

Les initiateurs des appels à la « désobéissance civile » se sont mis d'accord pour organiser une protestation massive à Paris. Les partis de gauche, tout en se distinguant du mouvement associatif et pétitionnaire, soutiennent ce mot d'ordre

« NOUS IRONS à la manifestation. » Sauf changement de dernière heure, c'est avec cette simple phrase que les signataires des appels « à désobéir », mais aussi les associations de défense des droits de l'homme et la plupart des formations politiques de gauche devraient annoncer leur participation à une manifestation contre les lois sur l'immigration, samedi 22 février, à Paris. Après deux jours de contacts et de discussions, les différents acteurs ont fini par se mettre d'accord : ils joindront leur voix à l'appel des « 121 noms difficiles à prononcer » (Le Monde du 18 février) pour défilé, à partir de 15 heures, de la gare d'Est à la préfecture de police. Les diverses organisations devraient ensuite appeler à une nouvelle manifestation, le 25 février, jour de l'examen en seconde lecture, par l'Assemblée nationale, du projet de loi présenté par le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré.

« Nous irons à la manifestation. » Un titre de film plus qu'un slogan politique, un acte d'engagement individuel plutôt qu'un appel à l'initiative de tous ; pour les cinquante-neuf cinéastes à l'origine de l'appel,

les mots ont leur importance. Ils tiennent à cette spontanéité qui a fait le succès de leur initiative, et refusent de se fondre dans un grand magma unitaire ou chacun perdrait sa différence. Les plus jeunes redoutent une récupération de formations politiques qu'ils ignorent. Et leurs aînés gardent un souvenir parfois amer de leur militantisme d'hier. « En même temps, nous ne pouvions avoir lancé cet appel et le regarder s'éteindre dans le ciel comme un feu d'artifice », souligne Gérard Mordillat, président de la Société des réalisateurs de films (SRF).

Aussi, les cinéastes ont tenté de tenir les deux bouts de la chaîne. D'un côté, ils ont fixé quelques règles afin de préserver leur originalité : pour éviter tout végétarisme, aucun d'eux ne doit monopoliser l'attention des médias, « tout en laissant chacun libre de parler comme il le veut, à qui il le souhaite », précise Gérard Mordillat. Les réalisateurs ont également multiplié les contacts. D'abord, avec les écrivains, puis avec les autres corporations qui, à leur tour, ont appelé à désobéir. Chaque appel devait désigner



trois représentants à une réunion prévue mardi 18 février dans la soirée. Ils devaient mettre en forme l'appel à manifester et rédiger sur les étapes suivantes et les relations avec les associations et les partis politiques. Là réside évidemment la

partie la plus délicate à mettre en œuvre. Les associations brûlaient de se rapprocher d'un mouvement qu'elles n'avaient ni initié ni contrôlé. « Mais il fallait y aller en parfoiles », explique-t-on au Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (Gisti). Ce sont eux qui ont lancé ce mouvement. C'était à eux de voir s'ils avaient besoin de nous. En fin de semaine dernière, les réalisateurs ont contacté le Gisti pour un soutien technique. Il a notamment abouti au texte publié dans nos éditions du 18 février par Pascale Ferran et Arnaud Desplechin : pour la première fois, les cinéastes dénoncent non seulement la « délation », qui trahirait le nouvel article sur les certificats d'hébergement, mais également la volonté du projet de Jean-Louis Debré de « désintégrer les étrangers » réguliers, en prévoyant notamment le non-renouvellement des cartes de résident de dix ans pour « menace à l'ordre public ».

Plus périlleux encore était le contact avec les politiques. « Certains d'entre nous ont des conversations avec des responsables politiques, mais ça reste informel, et ça ne doit engager personne d'autre que nous-mêmes », assure Dan Franck, coordinateur de l'appel des écrivains. Une rencontre a ainsi eu lieu, dimanche 16 février, entre deux réalisateurs signataires et le premier secrétaire du PS, Lionel Jospin, à l'Agence du cinéma indépendant

pour sa diffusion (Acid). Des contacts avec d'autres organisations, « toujours informels », ont également eu lieu par l'intermédiaire de la Société des réalisateurs de film (SRF).

La SRF a été une des chaudières de l'élargissement de la mobilisation. L'autre s'est articulée autour de Léon Schwartzberg. Le professeur est parvenu à convaincre les différentes associations - qui appelaient déjà à un rassemblement devant l'Assemblée le 25 - de la nécessité d'une « large manifestation dont l'initiative reviendrait aux signataires de tous les appels ». Les associations comme les formations politiques annonçaient qu'elles se joignent à cette initiative. Tous pourraient ensuite se retrouver le 25, condition posée par certaines associations pour accepter l'unité. Enfin, pour manifester leur rapprochement, mais aussi pour souligner qu'ils ne font que se joindre à un mouvement déjà existant, des représentants de plusieurs partis de gauche ont déclaré de reprendre à leur compte l'appel des cinéastes.

Nathaniel Herzberg

## Robert Badinter et le décret de 1982

M. BADINTER nous a adressé la lettre suivante : « Ce n'est pas sans surprise que je constate, qu'à la suite des propos de certains ministres, l'on me prête, selon la phrase utilisée dans Le Monde le 18 février, d'avoir "instauré en 1982 les certificats d'hébergement" ordres, par le décret du 27 mai 1982. En réalité, il s'agit d'un texte concernant la police des étrangers, il relevait de la compétence du ministre de l'Intérieur. En effet, c'est Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur, qui a été l'inspirateur du décret. »

2) outre le premier ministre, Pierre Mauroy, et le ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, le texte

du décret est signé de Nicole Questiaux, Claude Cheysson, Laurent Fabius et moi-même. Chacun des ministres, au terme de l'article 13, étant chargé de l'exécution du décret, pour la partie le concernant, la signature du garde des sceaux était nécessaire au regard des sanctions pénales prévues à l'article 8 du texte. La légalité du décret et du certificat d'hébergement a par ailleurs été reconnue par le Conseil d'Etat ; 3) en revanche, l'exigence que tout hébergé qui a obtenu le visa du certificat d'hébergement soit tenu de déclarer à la mairie le départ de son hôte est une disposition nouvelle qui a été critiquée sur le plan des libertés par le Conseil d'Etat. »

## Les cinéastes réunis pour une studieuse leçon de droit

LA PLUPART DES CINÉASTES signataires de l'appel des 59, qui a déclenché la vaste mobilisation contre les lois sur l'immigration, se sont réunis jeudi tard dans la nuit du 17 au 18 février au cinéma République, rue du Faubourg-du-Temple, à Paris. Rien d'un meeting ni d'une assemblée générale, aucune harangue ni grande déclaration de principe : il s'agissait d'une réunion d'études pour renforcer leur argumentaire et « tenir la route lorsqu'on nous interroge ».

Partie d'une réaction morale contre la « législation inique », leur initiative a besoin de s'appuyer sur des éléments factuels irréfutables, que ne sont pas toujours en mesure de fournir ces réalisateurs qui, pour la plupart, n'ont aucune formation militante, mais qui se retrouvent sollicités à la mesure de l'écho que leur Appel a suscité.

Ils avaient donc convié des juristes du Gisti (Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés), qui leur ont présenté un état statistique de l'immigration en France et un historique des législations successives concernant les étrangers. Le débat aura surtout porté sur des points précis, démographiques et juridiques, avec en toile de fond le souci constant des réalisateurs à l'origine de l'Appel de rester fidèle à l'esprit et la lettre de celui-ci.

DOUBLE DÉRIVE À ÉVITER Il s'agit en effet à leurs yeux d'éviter une double dérive : soit « nayer le poisson » dans une dénonciation trop générale contre le racisme sous toutes ses formes, la mouture du Front national, les événements récents de Vitrolles et de Châteauneuf ; soit, à l'inverse, se laisser prendre au piège de

« l'article de trop » dans le projet de loi Debré, sans lequel celle-ci deviendrait acceptable, tout comme, a fortiori, la loi Pasqua. Novices mais pas naïfs, les cinéastes savent bien que c'est parce qu'ils ont ciblé leur déclaration sur un thème précis que leur initiative a obtenu un tel impact. Sans pouvoir pour autant faire l'impasse sur l'inévitable intégration, certains parlent déjà de récupération par un processus politique plus large, notamment en perspective de la manifestation du 22 février.

La seule déclaration à ce jour des signataires à ce sujet est « Nous irons », ce qui ne constitue pas exactement un appel à manifester. Mais la liaison avec l'ensemble du mouvement politique paraît pourtant inévitable.

Jean-Michel Frodon

## De nombreux maires ne respectent pas la loi sur les certificats d'hébergement

« LE MAIRE de ma commune m'a refusé la liberté d'accueillir qui je veux chez moi. Ça m'a fait mal. » Pierre Cholley raconte pourquoi l'actuel débat sur les certificats d'hébergement suscite dans sa famille un écho tout particulier. Au printemps dernier, cet ingénieur de trente-deux ans et son épouse décident d'inviter à leur domicile du Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine) un ami camerounais qui les avait hébergés dans son pays, alors qu'ils étaient coopérants en Afrique.

Comme pour tous les ressortissants de pays du tiers-monde, les Camerounais sont soumis à l'obligation du visa pour visiter la France. Or il n'est pas de visa de tourisme sans certificat d'hébergement. Les époux Cholley demandent cette pièce à leur maire.

La réponse ne tarde pas : « J'ai adapté une position de principe en refusant de délivrer ce document, leur rétorque par écrit Jacques Perrin, adjoint au maire. J'estime en effet qu'il n'est pas du ressort d'un maire de le faire, d'autant plus qu'il n'a aucun pouvoir de contrôle sur le départ effectif des étrangers que cette simple formalité permet de faire venir. » L'én persiste dans une seconde lettre où il précise que son refus ne souffre pas d'exception. Quant au préfet des Hauts-de-Seine, il ne répondra jamais à la demande d'intervention de la famille éconduite.

Les Cholley ont décidé de déposer un recours devant le tribunal administratif de Paris. Entre-temps, ils ont appris que la loi Pasqua ne permet aux maires de refuser la délivrance d'un certificat d'hébergement que si les « conditions normales » d'hébergement ne sont pas réunies.

Entre-temps aussi, leur ami camerounais a séjourné en France, grâce

à un certificat d'hébergement obtenu par des parents dans une commune voisine. Mais les « hébergements » persévèrent en font une question de principe. « On critique les cinéastes qui appellent à ne pas respecter une future loi, alors que le gouvernement ne dit rien aux maires de sa majorité et aux préfets qui n'appliquent pas la loi actuelle », remarque Pierre Cholley.

Ce rappel à la loi n'impressionne guère Philippe Pemezeec, maire (RPR) du Plessis-Robinson. « Mon devoir d'élu est de veiller à ce que l'immigration ne pourrisse pas un peu

Orge (Essonne), nombre de maires de la majorité crient haut et fort depuis plusieurs années leur refus de signer le moindre certificat d'hébergement, sans se heurter à la moindre sanction. Bien plus largement, des centaines d'élus, de droite comme de gauche, prennent des libertés avec la législation sur ce point. « 60 % des maires ne respectent pas la loi », précise le pasteur Jean-Paul Nunez, vice-président de la Cimade, une association d'assistance aux étrangers qui vient d'achever une enquête portant sur 945 municipalités.

Un Sri-Lankais condamné pour aide au séjour irrégulier Un ressortissant du Sri Lanka a été condamné, lundi 17 février, par le tribunal correctionnel de Toulouse, à une peine de quatre mois d'emprisonnement, dont deux avec sursis, pour avoir hébergé, en novembre 1993 à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), un cousin en situation irrégulière. Condamné par défaut, en mai 1996, à quatre mois d'emprisonnement par ce même tribunal, Thirumalingam Soundarajan, réfugié politique tamoul, trente-sept ans, s'est présenté lundi pour un jugement en opposition. M. Soundarajan, aide-cuisinier à Châtillon (Hauts-de-Seine), avait été interpellé le 16 novembre 1993 à l'aéroport de Toulouse-Margat, alors qu'il accompagnait son cousin en partance pour Londres. Il avait alors effectué deux mois de détention provisoire.

plus nos quartiers », explique-t-il pour justifier son refus de délivrer des certificats d'hébergement. M. Pemezeec assure que, « depuis quelques temps », il saisit l'Office des migrations internationales (OMI), seul organisme légalement habilité jusqu'à présent à vérifier les conditions d'hébergement par des visites domiciliaires.

Ce maire de banlieue parisienne, qui interdit l'accueil des étrangers afin, dit-il, de « préserver l'équilibre sociologique » de sa commune, est loin de faire figure d'exception. De Bourges (Cher) au Grau-du-Roi (Gard) en passant par Savigny-sur-

celle de Roissy-en-Brie (Seine-et-Marne) demande à l'hébergeant s'il n'a pas bénéficié de l'aide sociale dans les cinq dernières années. Certaines villes s'inquiètent de la nationalité du demandeur, constate la Cimade : « A Nice, les Maghrébins se heurtent à un refus systématique. A Argeles, ce sont les Turcs. » En toute illégalité, des élus envoient la police municipale enquêter sur les conditions d'hébergement, comme à Narbonne, Bellac, Berre et Maramba.

Plus suspicieuses encore, Mulhouse ne délivre de certificat qu'à des Français et la ville de Colmar exige que le visiteur soit un ascendant ou descendant direct de l'hébergeant. Quant au maire socialiste de Décines (Rhône), il semble avoir anticipé l'application de l'actuel projet Debré puisqu'il demande à l'hébergeant et à son visiteur de se présenter à la mairie « dès son arrivée et la veille de son départ », muni « de son passeport et de son titre de voyage aller et retour ». Enfin, certaines municipalités n'exigent que les pièces réglementaires, mais ne répondent jamais aux demandes. La Cimade, qui entend par ailleurs multiplier les recours judiciaires avec d'autres organisations de défense des droits de l'homme, épingle sur ce point la ville d'Aix et la municipalité Front national de Toulon.

Unique association présente dans les centres de rétention, la Cimade constate que seuls 10 % des étrangers expulsés de France étaient entrés munis d'un visa, et donc d'un certificat d'hébergement. Préférer lutter contre l'immigration illégale en restreignant à nouveau l'attribution de ces documents relèverait donc de l'illusion.

Philippe Bernard

## Les partis de gauche soutiennent l'initiative des pétitionnaires

APRÈS les multiples appels à la « désobéissance civile » émanant des milieux artistiques et intellectuels, les élus ont commencé à se mobiliser contre le projet de loi Debré sur l'immigration. Mardi 18 février, trente-huit « responsables politiques » ont repris à leur compte l'appel du « groupe des 59 » cinéastes. Ils représentent les Verts, la Ligue communiste révolutionnaire, les refondateurs communistes, Convergences écologistes, l'Alternative rouge et verte, la Convention pour une alternative progressiste. Le PS n'y est représenté que par Julien Dray, député de l'Essonne et animateur de la Gauche socialiste le PCF par Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône ; le Parti radical-socialiste par son secrétaire général adjoint, Eric Montès.

Le Parti socialiste devait annoncer, mercredi, après la réunion de son bureau national, qu'il soutient la manifestation organisée à Paris le 22 février par les initiateurs des appels contre le projet Debré. Le Parti communiste soutient, lui aussi, cette initiative.

Plusieurs signataires de l'appel des « responsables politiques » avaient signé, lundi, un appel similaire en compagnie de plus de deux cents cinquante élus membres des Verts et de la Convention pour une alternative progressiste (CAP). On trouve parmi eux Charles Fiterman, Marie-Christine Blandin, présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, Dominique Voynet, porte-parole des Verts, Noël Mamère, député européen.

Par ailleurs, à l'initiative de l'association Agir de Martine Aubry, plu-

seurs dizaines de maires de gauche, parmi lesquels Pierre Mauroy (Lille), Jean-Marc Ayrault (Nantes), Michel Destot (Grenoble), Patrick Braouezec (Saint-Denis), Jean-Pierre Brard (Montreuil), Jack Ralite (Aubervilliers), ont appelé les parlementaires à « ne pas adopter » les dispositions contenues dans le projet de loi.

Le premier secrétaire du PS, Lionel Jospin, a réitéré, mardi, sur France-Inter, ses critiques contre le projet de loi Debré, en appelant à un « changement de politique sur l'immigration ». Il s'est prooocé pour une loi-cadre axée sur la lutte contre l'immigration clandestine. M. Jospin estime qu'en tant que responsable politique, il n'est pas dans son rôle d'appeler à la désobéissance civile, « mais, a-t-il ajouté, en tant qu'homme privé, personne ne peut imaginer qu'un homme comme moi, recevant un ami étranger et celui-ci quittant mon foyer, aille le déclarer à un quelconque service ».

Le président du Mouvement des citoyens, Jean-Pierre Chevènement, a « exigé » le retrait des dispositions relatives aux certificats d'hébergement, en jugeant qu'il s'agissait d'une « erreur manifeste ».

A droite, en revanche, Claude Gossuén, secrétaire général de l'UDF, a apporté un soutien « sans ambiguïté » au projet de loi Debré. Le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, Gilles de Robien, estime que la polémique en cours relève d'un « mauvais procès en sorcellerie contre les intentions du gouvernement ». Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, s'est félicité de « la détermination d'Alain Juppé à assurer l'avenir de notre identité nationale ».



## Les élections législatives et régionales seront groupées en 1998

L'UDF était hostile à ce « couplage »

ALAIN JUPPÉ devait annoncer, mardi 18 février, l'organisation électorale de l'année 1998. Au terme des consultations qu'il a conduites au sein de la majorité depuis dix-huit mois, et avec l'opposition la semaine dernière, le premier ministre devait d'abord confirmer, comme l'avaient laissé entendre plusieurs responsables de la majorité ces jours derniers (*Le Monde* du 14 février), qu'il n'y aura finalement pas de réforme du mode de scrutin régional.

Initialement demandée par l'Association des présidents de conseils régionaux et ardemment défendue par son président, Valéry Giscard d'Estaing, cette réforme n'avait pu faire l'objet d'un accord au sein de la majorité. L'objectif recherché était de permettre aux assemblées régionales d'avoir à leur tête des majorités stables, ce que ne garantissait pas le scrutin proportionnel dans le cadre départemental actuel.

Enterrée une première fois, cette hypothèse avait cependant resurgi après le rejet du projet de budget au conseil régional d'Île-de-France, le 24 janvier, en raison des manœuvres du Front national. A Matignon, toutefois, on n'exclut pas la possibilité de doter les exécutifs régionaux d'une arme de procédure leur permettant de faire adopter leurs budgets, même lorsqu'ils ne disposent que de majorités relatives.

Restait à organiser le calendrier électoral de 1998. La difficulté tient à la concomitance, dans la même année, des élections législatives, régionales et cantonales, qui tombaient toutes en mars, avant le renouvellement partiel

du Sénat, en septembre. Le chef du gouvernement devait finalement annoncer que les élections législatives, à deux tours, et les régionales, à un tour, seront organisées simultanément au mois de mars. L'UDF, qui détient la moitié des présidences de conseil régional, est très hostile à cette solution. Son bureau politique s'était déclaré opposé, le 29 janvier, à un « couplage » des législatives avec toute autre élection.

### REPORT DES CANTONALES

Les élections cantonales, pour leur part, seront reportées au mois de juin, ce qui demandera une loi. Là encore, la solution retenue risque de provoquer quelques grincements de dents, en particulier chez René Monory. Le président du Sénat, qui entend solliciter un nouveau mandat à la tête de la Haute Assemblée, tenait en effet à ce que les élections cantonales soient reportées après les élections sénatoriales. Inutile, jugeait-il en effet, d'affaiblir le corps électoral des sénateurs sortants soumis à renouvellement, dont font partie les conseillers généraux, et de risquer de faire perdre leur majorité à ceux de ces sénateurs qui sont également présidents de conseil général.

Saisi de cette demande, M. Juppé avait interrogé le Conseil d'Etat sur sa faisabilité. L'Assemblée du Palais-Royal avait jugé manifestement inconstitutionnel le report, après les sénatoriales de septembre, des régionales et/ou des cantonales. Elle avait considéré, en revanche, comme possible un découplage des régionales et des cantonales.

Cécile Chambraud

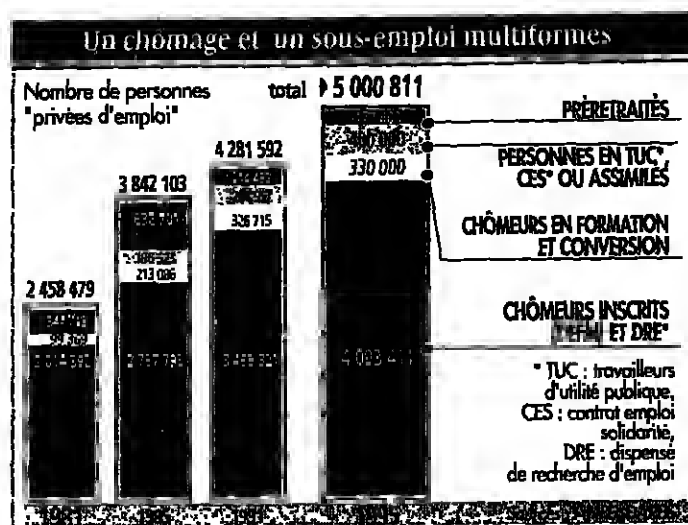
## Des économistes chiffrent à 5 millions le nombre de « personnes privées d'emploi »

Les membres de l'ancien CERC dénoncent la « politisation » des statistiques officielles

Dans un rapport rendu public lundi 17 février, les membres de l'ancien Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC), dissous par Edouard Balladur en 1994, suggèrent au gouvernement d'élabo-

rer une batterie d'indicateurs « lisibles et fiables » afin de mieux refléter la situation du

marché du travail. Ils critiquent le transfert de l'inscription des chômeurs de l'ANPE vers les As-



La France dispose, en fait, de deux grands indicateurs : les chiffres mensuels tirés des fichiers de l'ANPE, qui mettent l'accent sur les chômeurs cherchant un emploi à temps plein et à durée indéterminée ; l'enquête annuelle réalisée en mars par l'Insee auprès de 90 000 ménages. Cette dernière retient une définition restrictive du chômeur, celle du Bureau international du travail (BIT) : une personne recherchant activement un emploi, n'ayant pas eu une activité de plus d'une heure au cours de la semaine précédente et disponible dans les quinze jours.

### SOURCES DIVERGENTES

Ces deux sources « ne se recroisent ni dans leur concept, ni dans la mesure du chômage qu'elles proposent », remarquent le CERC. Un nombre important de chômeurs au sens du BIT, par exemple, ne sont pas inscrits à l'ANPE et

cherchent un emploi par d'autres voies ; à l'inverse, nombre d'inscrits à l'ANPE ne sont pas chômeurs au sens du BIT parce qu'ils ont eu une activité de quelques heures dans le mois. La mesure BIT retenue pour les comparaisons internationales ne rend pas bien compte de la réalité économique, sociale et humaine du chômage, note cette étude. Au point que le BIT et l'OCDE recommandent désormais d'élargir la définition du chômage (travailleurs découragés, sous-emploi, etc.).

L'association CERC juge que « la politisation » des statistiques n'apparaît pas comme une bonne chose, et que « la pression du chiffre » conduit à programmer des campagnes massives dans l'urgence, selon un rythme fortement influencé par le calendrier électoral. C'est pourquoi elle suggère « la publication mensuelle au trimestre d'une batterie statistique des personnes

privées d'emploi », qui distinguerait les demandeurs d'emploi de toute catégorie (il y en a huit), les bénéficiaires de mesures comme les contrats emploi solidarité, les préretraites, les dispensés de recherche, les chômeurs en formation, etc. De tels indicateurs exprimeraient mieux la palette des situations sociales.

La décision de transférer l'inscription des chômeurs des agences pour l'emploi vers les Assedic, prise en 1996, illustre aussi, selon les membres de l'ancien CERC, une tendance à changer les règles du jeu. Officiellement destinée à « simplifier les démarches des chômeurs » et à « réduire les délais de paiement des allocations », cette opération, qui doit s'achever en 1997, pourrait « engendrer mécaniquement une diminution du stock des chômeurs » cette année, « c'est-à-dire, tout-il le rappeler, à la veille de l'échéance électorale de 1998 ».

Le réseau des Assedic (300 antennes) est, en effet, « beaucoup moins dense » que celui des ANPE (760 agences). « Même s'il est prévu de doubler le nombre d'antennes Assedic dans les dix-huit mois, l'accès au service public de l'emploi sera — au moins temporairement — plus difficile pour les chômeurs, ce qui risque d'entraîner une chute du nombre d'inscriptions au de réinscriptions ». De plus, l'obligation de s'inscrire à l'Assedic « va se traduire par une double démarche », puisque les chômeurs devront ensuite, dans un délai très court, se faire connaître à leur ANPE locale. Le CERC a évalué le risque « de déperdition au d'évaporation des demandeurs d'emploi » à « environ 10 % ».

Jean-Michel Bezat

## Nicolas Sarkozy met en pratique le débat avec le Front national

LA STRATÉGIE à adopter vis-à-vis du Front national continue d'alimenter le débat au sein du RPR. Comme l'avait fait Edouard Balladur peu après l'élection partielle de Vitrolles (*Le Monde* du 15 février), Nicolas Sarkozy s'est prononcé, lundi 17 février, sur France 2, contre la stratégie du front républicain et pour le maintien au second tour des candidats de la majorité lors d'élections opposant la gauche et le Front national.

« Si vous acceptez cette idée que quand la droite est forte, l'extrême droite n'existe pas, vous en tirez la conclusion : il faudra qu'à l'avenir, quand nos candidats peuvent se maintenir, ils se maintiennent », a expliqué l'ancien ministre du budget. M. Sarkozy a affirmé qu'il comprend la décision du premier ministre, Alain Juppé, qui avait ap-

prouvé au retrait de la liste de droite au second tour à Vitrolles : « Il ne voulait pas qu'en maintenant le candidat de la majorité, on puisse lui mettre sur le dos l'élection de M. Mégrét », mais, a-t-il ajouté, « maintenant, on a vu ». Le maintien de la liste UDF-RPR aurait du moins permis que « la candidature du Front national soit éliminée avec moins de 50 % des voix ».

Pour les balladuriers, la majorité doit « renforcer son identité » en affirmant ses propres valeurs. Si des électeurs de droite sont tentés par le vote en faveur de l'extrême droite, explique le député des Hauts-de-Seine, « c'est parce qu'ils ont eu le sentiment qu'entre les socialistes et nous, il n'y avait pas assez de différences ».

Opposé à Bruno Mégrét, député général du Front national, M. Sarkozy a déclaré qu'il n'est pas bon « que des courants de pensée puissent se sentir totalement exclus à jamais de la représentation parlementaire ». En revanche, il s'est dit résolu à refuser « point par point, programme contre programme » les propositions des amis de Jean-Marie Le Pen, qui n'offrent « aucune réponse crédible sur les vraies questions qui se posent aux Français ». « Le Front national a une vision de la France qui s'apparente à la ligne Maginot », a-t-il affirmé. L'ancien ministre a dénoncé la « gestion pépère, sans ambition » des municipalités dirigées par l'extrême droite et leur volonté d'« asseoir toute forme de création culturelle ». « Vous êtes à la culture ce que la restauration rapide est à la gastronomie ! », a-t-il lancé à M. Mégrét.

Le maire de Neuilly a affirmé son soutien au projet de loi Debré sur l'immigration, en suggérant toutefois que ce soit un service de l'Etat, plutôt que les citoyens, qui se charge de contrôler le départ d'un étranger bénéficiant d'un certificat d'hébergement. Hostile au mouvement de « désobéissance civile » contre ce projet, M. Sarkozy a déclaré qu'en revanche, il « comprend la démarche des artistes qui soutiennent le directeur de Châteauneuf, parce qu'il est inadmissible qu'un essai de contrôler la création en France ».

### Bruno Mégrét et

« l'inégalité des races »

Invité à se prononcer sur la déclaration du président du Front national, Jean-Marie Le Pen, concernant « l'inégalité des races », le député général du parti d'extrême droite, Bruno Mégrét, a déclaré : « Les inégalités entre les races, c'est une évidence. Je ne vois pas où est le problème », a ajouté M. Mégrét, qui répondait à Nicolas Sarkozy (RPR), ancien ministre du budget, au cours de l'émission « Franchement », sur France 2, lundi 17 février.

C'est lors d'une conférence de presse à la fin de l'université d'été de son parti, le 30 août 1996, que Jean-Marie Le Pen avait affirmé l'inégalité des races (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> septembre 1996). Pendant l'université d'été, M. Mégrét avait préféré parler, lui, de l'instabilité de la Nouvelle Droite, d'inégalité entre les civilisations et de la « supériorité de notre mode de civilisation » sur ceux « des Etats-Unis d'Amérique » et « des peuples qui voudraient aujourd'hui nous coloniser ».

## M. Juppé ordonne aux préfets d'être « les croisés de l'emploi des jeunes »

de notre correspondant

« Je vous demande d'être les croisés de l'emploi des jeunes (...). C'est un véritable mandat que je vous confie. N'hésitez pas à vous en prévaloir et à en user. » Pour mobiliser ainsi tous les préfets, le premier ministre les avait réunis, lundi 17 février, non pas au ministère de l'Intérieur mais à Tours. En tenant cette réunion en province et non à Paris, Alain Juppé voulait démontrer sa volonté de déconcentration et de soutien des initiatives locales. Si la préfecture d'Indre-et-Loire avait été choisie, c'est parce que son ancien maire, Jean Royer, député République et liberté, avait mis en place un « contrat d'accès à l'emploi » qui s'est révélé efficace.

En présence de Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, de Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur et de Guy Drut, ministre délégué à la jeunesse et des sports, le chef du gouvernement a donc demandé aux préfets de mobiliser l'ensemble des partenaires de l'emploi sur le terrain. Rappelant qu'il avait mis en place un fonds départemental, doté d'un milliard de francs, « pour apporter un encouragement de l'Etat aux initiatives locales », il a fixé aux préfets un délai « impératif » de trois mois, pour « aller à la rencontre des initiatives locales et voir comment ce fonds peut être le mieux utilisé ».

M. Barrot a d'ailleurs précisé qu'une première enveloppe de 300 millions de francs serait débloquée « fin février ».

Rappelant les réticences des administrations centrales devant la création de ce fonds départemental, M. Juppé a déclaré : « On m'a dit que ces crédits seraient mal utilisés. Mais, je fais le pari inverse. Mobilisez cette somme intelligemment selon une logique partenariale avant la mi-juin. Labellisez des projets en vous appuyant sur les maires. Il faut absolument qu'en 1997 on assiste à un reflux du chômage des jeunes. On voit bien que celui-ci génère dans les familles une épargne de précaution. »

### SOLUTIONS INNOVANTES

Comptant sur un effet de contagion des bonnes idées, le premier ministre s'est intéressé, dans la matinée, à l'initiative de la ville de Tours. Il a ainsi délégué au Centre de formation des apprentis avec des bénéficiaires de ces « contrats d'accès à l'emploi », leurs employeurs et des élus. Le nouveau maire, Jean Germain (PS), a pérennisé l'initiative de son prédécesseur qui permet d'employer de manière active les dépenses passives d'indemnisation des chômeurs. Pendant six mois, l'Assedic rémunère le chômeur, qui reçoit une formation au poste de travail en accord avec le chef d'en-

treprise. Celui-ci a l'obligation de l'employer pour une durée de douze mois au minimum. 932 contrats ont été signés en deux ans dans 150 entreprises et 61 % d'entre eux l'ont été à durée indéterminée, dont 66 % à temps complet. Deux emplois sur trois concernent les secteurs des services et du commerce.

La ville de Tours rémunère, dans un accueil unique à la mairie, cinq personnes dont quatre à temps partiel, assistées d'un agent ANPE mis à disposition, pour mettre en adéquation les offres des entreprises et les demandes des chômeurs. La formation de chaque stagiaire lui revient à 2 000 francs. Le Fonds social européen apportant la même somme, Alain Juppé a trouvé beaucoup de choses intéressantes dans ce mécanisme : « C'est une mesure basée sur le donnant-donnant qui révèle des emplois latents et ne coûte pas trop cher. » Il a ajouté dans un sourire : « Le maire de Bordeaux devrait s'y intéresser. Je vais lui en parler. » Mais il a aussi convenu : « Une même solution n'est pas applicable partout, mais cela signifie que la volonté, et surtout l'imagination, lorsqu'elles ne sont pas bridées par des règles tatillonnes et bureaucratiques, permettent de trouver, au niveau local, des solutions innovantes qui feront tâche d'huile. »

Alexis Boddart

## Les tramways n'obtiennent pas l'abaissement de l'âge de la retraite

LANCÉE le 6 février, la grève des transports en commun de province a été reconduite, mardi 18 février, dans cinq villes : à Clermont-Ferrand, Le Mans, Nice, Cannes et Sete. A Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), ce sont les propriétaires d'autobus de transports en commun qui ont participé à une journée d'action et à des grèves, lundi. La situation s'est partiellement débloquée à Toulouse, où la moitié des bus ont pu assurer leur service lundi, mais une centaine de tramways, toujours en grève, ont bloqué les voies de la gare centrale de Toulouse, retardant le départ de plusieurs trains.

A Toulouse et à Lille, le travail a repris. Les négociations sur le plan local ont permis, dans une large mesure, de trouver une solution au conflit. Si le patronat est resté ferme sur son refus d'avancer à cinquante-cinq ans l'âge du départ en retraite des tramways et conducteurs de bus, il a accepté une réduction du temps de travail. A Lille, les

grévistes ont obtenu le passage à trente-cinq heures hebdomadaires et quinze jours de congés supplémentaires, en contrepartie d'une annualisation des horaires sur trois ans. A Toulouse, une partie des revendications salariales a été satisfaite, tandis que les autres dossiers restent en discussion. A Marseille, les syndicats ont obtenu le passage progressif à trente-cinq heures hebdomadaires, avec des départs en préretraite et la création d'une quarantaine de postes. A Evreux, ils ont avalisé le passage de trente-neuf à trente-cinq heures hebdomadaires d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 1998.

Pour les villes où la situation reste dans l'impasse, les négociations doivent se poursuivre localement, tandis qu'au niveau national la négociation entre l'Union des transports publics (UTP), la fédération patronale du secteur, et les syndicats doit reprendre, vendredi 21 février, sur l'emploi et le temps de travail. Dans cette perspective, l'UTP a fait savoir qu'elle n'était

« pas bloquée » sur les « 36 h 30 » proposées lors des réunions précédentes, sous réserve de « contreparties » en matière de réorganisation et d'aménagement du temps de travail (annualisation, heures supplémentaires, temps partiel, compte épargne-temps, etc.). La CFDT, qui n'avait pas participé au mot d'ordre de grève du 6 février, a lancé un appel à la grève nationale pour le 28 février.

### LE CONFLIT SE DURCIT À AGEN

A La Poste, le mouvement s'est durci à Agen (Lot-et-Garonne), où les agents, en grève depuis vingt-deux jours pour protester contre la suppression de plusieurs tournées de facteurs, ont décidé, lundi soir, d'occuper les locaux après un nouvel échec des négociations avec la direction. Les facteurs de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), en grève depuis huit jours pour protester contre la suppression de douze tournées, ont aussi reconquis leur mouvement lundi. A Grenoble, en

revanche, la direction départementale de La Poste de l'Isère a accepté de reconstruire, mardi 18 février, les tournées de facteurs, alors que les préposés de la poste centrale refusent toujours d'appliquer une modification des tournées de facteurs.

Dans les hôpitaux, les agents hospitaliers du CHRU de Caen, en grève depuis une semaine pour protester contre des restrictions budgétaires, ont reconquis leur mouvement lundi et décidé de manifester, mardi, devant la direction régionale des affaires sanitaires et sociales. La grève se poursuit aussi au CHU de Lisieux et de Strasbourg.

Une vingtaine de militants de l'association Agir ensemble contre le chômage AC!-Gironde, qui occupent depuis jeudi 13 février la direction régionale de l'ANPE à Bordeaux, ont été évacués lundi soir par les forces de police.

Alain Beuve-Méry

l'Europe  
Industrie  
animaux y



## Les officiers et sous-officiers se bousculent pour obtenir leur pécule de départ

Les armées sélectionnent les candidats attirés par les conditions offertes

La professionnalisation des armées et la réduction du nombre des unités entraînent le départ d'officiers et de sous-officiers, auxquels est of-

fert un pécule dégressif au long des six années d'application de la loi de programmation. Cette offre rencontre un tel succès que les armées

doivent sélectionner les candidats. Si l'armée de terre a accepté une demande sur trois, la gendarmerie en a refusé 97 %.

LE NOMBRE des cadres d'active qui, moyennant un pécule de départ, sont volontaires pour quitter les armées avant l'âge de la retraite est plus important que prévu, si l'on s'en tient à la quantité de dossiers déposés pour 1997 par rapport à celle des demandes déjà agréées. C'est ce qui explique que certaines des armées impliquées ont procédé à un tri sévère des candidats, sur la base de critères de priorités définies à l'avance, pour éviter de laisser partir des cadres qu'elles veulent conserver.

Durant les six années à venir, le ministère de la défense a prévu de réduire les effectifs de 270 postes d'officiers et de 15 530 emplois de sous-officiers, dans le cadre de la professionnalisation des armées. Cette gestion des effectifs devrait se traduire par un nombre nettement supérieur de départs de cadres, volontaires pour quitter l'uniforme, les armées ne voulant ni vieillir la pyramide des grades, ni ralentir le flux de leur recrutement en personnels d'active ou sous contrat. En revanche, le corps des hommes du rang engagés devrait doubler, et le nombre des civils devrait croître durant la même période.

Pour 1997, l'armée de terre a accepté pratiquement une demande sur trois. Il y a eu, en effet, 3 650 dossiers constitués et 1 189 demandes (127 officiers et 1 062 sous-officiers) acceptées, soit, en réalité, 254 demandes approuvées de plus que ce qui avait été imaginé au début. A condition qu'ils remplissent les critères de limite d'âge, la priorité a été donnée, chez les officiers, à des colonels, lieutenants-colonels et capitaines et, parmi les sous-offi-

ciers, à des majors, adjudants-chefs et adjudants. Il s'agit, pour l'essentiel, de cadres appartenant à des formations qui seront ou dis-soutes ou transférées en 1997 et en 1998.

Au total, l'armée de terre estime à plus de 290 millions de francs le montant des pécules qui seront versés pour faciliter ces départs. Soit une moyenne de quelque 250 000 francs par cadre, si l'on fait abstraction de l'ancienneté, du grade, de la solde et de la situation

total de 170 millions de francs), soit 22 %. Deux différences notables, cependant : aucune demande de pécule au grade de commandant n'a été acceptée et, chez les sous-officiers, un sergent-chef sur quatre qui souhaitaient partir a pu abandonner son uniforme dans les conditions fixées par la loi.

La marine a reçu, de son côté, 1 903 dossiers, dont 1 285 répon-daient aux critères établis par le législateur. Il s'est agi principale-

ment son corps d'officiers - avait été exclue du bénéfice du pécule, parce qu'elle est la seule, au sein de l'institution de défense, dont les effectifs vont croître globalement d'ici à 2002. Cependant, les volontaires au départ ont été autorisés, sans la moindre limitation, à faire valoir leur intention, car la gendarmerie va devoir remodeler, à terme, les corps de personnels qui la composent.

D'abord, elle se prépare à accueillir, en les sélectionnant, des cadres d'active venus des trois autres armées. Ensuite, la déflation des effectifs militaires, telle qu'elle figure dans la programmation, concerne aussi la gendarmerie : le quart des emplois de sous-officiers supprimés dans les armées seront des postes de gendarmes. Une telle situation n'enchantait guère la gendarmerie, si, eo même temps, on lui interdit de se re-structurer en proposant des pécules - 260 000 francs en moyenne - à ceux qui voudraient s'en aller.

Si, dès 1997, première année d'application de la loi de décembre 1996 qui a instauré le pécule, on s'est bousculé pour partir, c'est qu'il y a sans doute une raison majeure. Le montant du pécule sera, en effet, dégressif au fur et à mesure des six années à venir. C'est-à-dire qu'on a voulu avantager les départs durant les deux à trois ans prochains. Comme le constate un officier supérieur qui reste en place, l'année 1997 est, de ce point de vue, un véritable « jackpot ». A moins que les militaires ne nourrissent des illusions sur leur apti-tude à se reconverter dans un mar-ché du travail très perturbé.

Jacques Isnard

### Une enveloppe annuelle de 880 millions de francs

La loi de programmation militaire 1997-2002 prévoit que, durant ses six années d'application, les armées devront financer, chaque année, quelque deux mille cinq cents départs supplémentaires par rapport à l'érosion naturelle des effectifs d'active qui atteignent la limite d'âge. En plus de textes conçus dès 1970 et, encore, en 1975, di-verses mesures - d'ordre législatif et réglementaire - ont été prises en 1996 pour faciliter ces départs volontaires de cadres qui anti-cipent sur les limites d'âge de leur grade en prenant, selon les cir-constances, des retraites partielles ou complètes.

Une « enveloppe » budgétaire de 5,3 milliards de francs sur six ans, ou de 880 millions de francs par an, a été instituée pour financer les indemnités de départ et autres pécules. Le gouvernement a choisi cette voie de préférence à une loi de dégageant autoritaire des cadres, comme celle qui avait été adoptée après la guerre d'Algérie et qui avait laissé de mauvais souvenirs.

par rapport à la limite d'âge, qui peuvent entraîner des écarts sensibles entre les différents pécules versés. Le pécule n'est pas assujéti à l'impôt sur le revenu, mais son montant est soumis au prélève-ment de la contribution sociale gé-néralisée (CSG) et du rembourse-ment de la dette sociale (RDS).

Dans l'armée de l'air, la sélection a été plus rigoureuse encore, avec 3 116 dossiers déposés et 687 de-mandes agréées (pour un montant

ment de candidats dans des spécialités excédentaires ou sou-mises à un avancement ralenti. Seulement 327 pécules ont été dis-tribué (soit à peine 17 %), ce qui a nécessité un investissement d'en-viron 82 millions de francs.

Dans la gendarmerie, la sélec-tion a été rendue plus sévère en-core : de l'ordre de 3 % (78 candi-datures retenues pour 2 512 dossiers déposés). D'entrée de jeu, la gendarmerie - nota-

ment de candidats dans des spécialités excédentaires ou sou-mises à un avancement ralenti. Seulement 327 pécules ont été dis-tribué (soit à peine 17 %), ce qui a nécessité un investissement d'en-viron 82 millions de francs.

Dans la gendarmerie, la sélec-tion a été rendue plus sévère en-core : de l'ordre de 3 % (78 candi-datures retenues pour 2 512 dossiers déposés). D'entrée de jeu, la gendarmerie - nota-

## Le Front national défie le ministre de la culture

JEAN-YVES LE GALLOU, membre du bureau politique du Front national, a déclaré, lundi 17 février, que, « si une loi sur le pluralisme dans les bibliothèques était votée », lui-même, en tant que secrétaire national aux élus, les élus municipaux Front national et le parti « utiliseraient dans les bibliothèques pour faire entrer dans les bibliothèques les auteurs et les journaux qui en sont aujourd'hui exclus ». M. Le Gallou demande que le projet de loi soit étendu aux « bibliothèques universitaires et scolaires ». Il affirme également que « le Front national n'entend chasser des bibliothèques aucun auteur, ni aucun courant de pensée », une affirmation notamment démentie par une ancienne bibliothécaire d'Orange qui a vu ses propositions d'achats de livres pour enfants censurées par la mairie (Le Monde du 8 février).

### Nouvelle réunion

#### sur la convention médicale

LES CAISSES D'ASSURANCE-MALADIE et les syndicats de médecins libéraux devaient se rencontrer une nouvelle fois, dans la soirée du mardi 18 février, pour tenter de parvenir à un terrain d'entente sur la convention médicale, qui doit prendre forme d'ici au 20 février. A défaut d'un accord à cette date, qui marque la fin officielle de la convention de 1993, dénoncée par les caisses, les 116 000 médecins libéraux se verront imposer un règlement conventionnel minimal par le gouvernement. Le projet de règlement minimal, sur lequel devait se prononcer, mardi, le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie, fait l'impasse sur la mesure la plus contestée du plan Juppé, le reversement d'honoraires réclamés aux médecins en cas de dépassement des objectifs de dépenses. Sur ce point, le gouvernement préfère s'en remettre à un décret ultérieur.

### DÉPÊCHES

■ SYNDICATS : la mairie de Paris a indiqué, lundi 17 février, qu'elle projette de réaliser des logements sociaux dans un immeuble situé rue d'Aligre, à Paris (12<sup>e</sup> arrondissement), qui est occupé depuis le 15 décembre par 42 associations et syndicats qui l'ont transformé en « Maison des Ensembles » (Le Monde du 17 décembre). Ces associations et syndicats - DAL, Droits devant, ACI, SUD, etc. - ont été assignés par le ministère du travail, locataire de l'immeuble. Pendant l'audience de lundi, au tribunal de grande instance de Paris, le parquet s'est montré favorable à leur expulsion. Le jugement a été mis en délibéré jusqu'au 3 mars.

■ COTISATIONS PATRONALES : Jean-François Chadelat, directeur du Fonds de solidarité-vieillesse (FSV), entamera jeudi 20 février des discussions avec l'ensemble des partenaires sociaux sur une réforme de la contribution des employeurs au financement de la Sécurité sociale. M. Chadelat entend tirer un premier bilan des auditions début avril, avant de soumettre son rapport final au premier ministre à la fin de juin.

■ IMMIGRATION : Michel Caldagues, sénateur (RPR) de Paris, nous prie de préciser que, dans un article consacré au débat sur le projet de loi sur l'immigration (Le Monde du 7 février), le terme « coupable » ne faisait pas partie d'une citation de ses propos. Nous avions écrit : « Lui, c'est lui, et nous, c'est nous », a indiqué M. Caldagues à propos du Conseil constitutionnel, « coupable » d'avoir censuré à deux reprises des dispositions similaires. Le mot « coupable » était entre guillemets, mais en caractères romains, les propos de M. Caldagues étant reproduits, comme il est d'usage, en italique.

# Si l'Europe lâche pied devant l'Industrie de la fourrure, les animaux y laisseront leur peau.

Le 24 février, lors du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères de l'Union européenne, la France aura la possibilité de fermer les portes de l'Europe aux fourrures provenant de pays utilisant des pièges à mâchoires

D'une cruauté sans nom, cet instrument barbare est interdit dans plus de 60 pays et dans les Etats membres de l'Union européenne.

L'UE devait également interdire l'importation de fourrures provenant de pays qui utilisent encore les pièges à mâchoires. Mais cédant aux pressions exercées notamment par les Etats-Unis et le Canada, la Commission européenne a refusé d'appliquer cette interdiction, la reportant à deux reprises.

Comble du cynisme, la Commission propose

de contourner cette interdiction en proposant un Accord International sur les normes "humaines" du piégeage. Loin d'avoir un effet concret sur la protection des animaux, il apporte au contraire une "solution politique" aux pays exportateurs de fourrures.

- Cet accord :
- Vise en fait à "faciliter le commerce" des fourrures, particulièrement de celles provenant d'animaux capturés aux pièges à mâchoires.
  - Ne contient aucune disposition interdisant les pièges cruels.
  - Permet l'utilisation des pièges à mâchoires dits "rembourrés" pour une durée indéterminée.

Le "rembourrage" des mâchoires, une

mince bande de caoutchouc ou de plastique, n'atténue pas la souffrance infligée aux animaux. A des températures inférieures à 0°C les pièges rembourrés provoquent les mêmes blessures que les mâchoires métalliques. L'animal pris au piège peut agoniser plusieurs jours, Terrorisé, il essaie souvent de se ronger la patte afin de se libérer.

La France doit montrer l'exemple de la fermeté en demandant l'application d'un règlement qu'elle a voté il y a maintenant 6 ans.

Nous enjoinçons la France à soutenir l'application immédiate et sans réserve de la législation européenne et à démontrer à certains pays de l'UE que les

tergiversations de la Commission sont inadmissibles.

Nous remercions la France d'exiger que tout accord international interdise dès aujourd'hui tous les types de pièges à mâchoires. Si cette condition n'est pas remplie, l'accord proposé par la Commission doit être rejeté en bloc.

L'interdiction adoptée par l'UE sur l'importation des fourrures provenant de pays qui utilisent les pièges à mâchoires (RCE 3254/91) doit entrer en vigueur immédiatement.

Nous demandons aux représentants français de défendre les animaux lors du Conseil du 24 février. Appuyez notre demande en écrivant au Ministre.



Ecrivez dès aujourd'hui à l'adresse suivante. M. Michel Barnier, Ministre délégué aux Affaires Européennes, Ministère des Affaires Etrangères, 37, Quai d'Orsay, 75007 Paris. ou par télécopie au 01 43 17 47 25. Demandez au Ministre de faire respecter l'interdiction de l'UE sur l'importation des fourrures et de rester ferme sur la question de l'utilisation des pièges à mâchoires dans tous les pays exportateurs de fourrures.



## SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 19 FÉVRIER 1997

**SANTÉ PUBLIQUE** Un projet de loi du ministère de l'agriculture sur la sécurité alimentaire devait être examiné, mardi 18 février, à l'Assemblée nationale. Ce texte,

qui prévoit de renforcer et d'élargir les contrôles de qualité des végétaux et de l'alimentation du bétail, vient en discussion alors qu'en coulisses une polémique sur

la création d'une grande agence de sécurité sanitaire et alimentaire bat son plein. ● LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE est soupçonné de vouloir s'arroger le

contrôle d'un secteur dans lequel il deviendrait à la fois « juge et partie ». ● DANS UN ENTRETIEN au Monde, Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la

sécurité sociale, explique que « la logique profonde est de bâtir une politique globale encadrant l'ensemble des produits biologiques et médicaux ».

# Deux ministères se disputent le contrôle des produits alimentaires

Un projet de loi sur la sécurité des denrées devait être examiné, mardi 18 février, par les députés. La discussion, d'apparence technique, risque de raviver les tensions entre les ministères de l'agriculture et de la santé pour le contrôle de la qualité sanitaire des aliments

LA SÉCURITÉ alimentaire et sanitaire fait l'objet depuis quelques semaines d'une polémique en sourdine entre trois ministères. Le débat porte sur la création, ou non, d'une grande agence chargée d'effectuer les contrôles des produits biologiques et médicaux. Madgnon devrait rendre son arbitrage dans les jours prochains.

Un projet de loi du ministère de l'agriculture sur la sécurité alimentaire, qui devait être examiné par les députés mardi 18 février, a ravivé le débat. Il vise à renforcer le contrôle sur la qualité sanitaire des produits destinés à l'alimentation humaine et animale et à durcir les sanctions en cas de fraude.

La maladie de la « vache folle » (l'encéphalopathie spongiforme bovine, ou ESB), les inquiétudes issues de la commercialisation de maïs ou d'autres organismes génétiquement modifiés (OGM) et le manque de lisibilité du discours gouvernemental sur la question donnent à la discussion parlementaire sur ce texte d'apparence technique un caractère sensible, avec, en toile de fond, les rivalités entre les organismes et les ministres responsables de l'hygiène et de la sécurité alimentaire des consommateurs.

En présentant le projet en conseil des ministres le 27 novembre 1996, le ministre de l'agriculture, Philippe Vasseur, avait assigné à cette réforme l'objectif de faire de la France « la référence mondiale en termes de sécurité et de qualité des produits alimentaires », afin qu'elle puisse maintenir sa position au premier rang des exportateurs de produits agricoles. D'aucuns y ont plutôt vu une volonté hégémonique du ministère de l'agriculture, accusé de vouloir être « juge et partie » en s'arrogeant le contrôle d'une profession dont il défend par ailleurs les intérêts.

**AVIS SÉVÈRE DU CONSEIL D'ÉTAT**  
Le Conseil d'Etat s'est d'ailleurs montré très sévère avec le projet. Dans un avis rendu le 14 novembre 1996, il indique qu'il n'a « pas voulu bouleverser les équilibres du projet mais considère qu'il ne s'agit que d'une solution provisoire en attendant une réforme plus profonde ». Le Conseil estime égale-

ment qu'il conviendrait dans une future réforme de « renforcer la nécessaire indépendance des contrôleurs par rapport aux intérêts économiques des professionnels contrôlés ».

Ségolène Royal, députée (PS) des Deux-Sèvres, qui devait défendre, mardi, une question préalable, n'admet pas que la création d'une « administration de l'alimentation » soit élaborée en écartant les ministères de la santé et de la consommation. L'ancienne ministre de l'environnement, qui regrette que soit ainsi évincée la possibilité de contre-pouvoirs, craint qu'une « collusion ne s'installe entre les milieux agricoles et les vétérinaires » du ministère de l'agriculture. Selon le porte-parole des députés socialistes dans ce débat, cette confusion des genres a entraîné les dysfonctionnements à l'origine de la crise de la « vache folle ».

Dénonçant « l'impréparation, l'absence de concertation » du projet de loi, M<sup>me</sup> Royal a l'intention de déposer un amendement visant à « créer une agence de la sécurité des denrées destinée à l'alimentation humaine ou animale », représentant ainsi l'une des propositions de la mission d'information parlementaire dirigée par le professeur Jean-François Mattéi (UDF, Bouches-du-Rhône) sur les problèmes de l'ESB (Le Monde du 15 janvier). Dans un communiqué publié lundi soir 17 février, le syndicat Force ouvrière des services de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes a qualifié par sa part le projet de « trompe-l'œil » et de « contresens ».

Le ministre délégué aux finances et au commerce extérieur, Yves Galland, réfute l'existence de ces rivalités. Il devait présenter, mardi



18 février, en compagnie d'un représentant du ministère de l'agriculture, un premier bilan des contrôles effectués par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) et les services vétérinaires depuis l'embarquement sur la viande bovine britannique. M. Galland s'apprêtait, à cette occasion, à rendre hommage à la « compétence » et au « dévouement » des agents et à « l'indépendance de la DGCCRF vis-à-vis de tout pouvoir économique ».

**« PÉTITION DE PRINCIPE »**  
La superposition des structures actuellement chargées de la veille alimentaire et sanitaire se révèle pour le moins compliquée. La surveillance des produits biologiques et médicaux revient au ministère de la santé, les denrées alimentaires sont contrôlées, avant transformation, par le ministère de

l'agriculture, et après transformation, par le ministère de l'économie et des finances via la DGCCRF. Le projet a pour objet de renforcer et d'étendre aux végétaux et aux produits d'alimentation du bétail les règles actuellement prévues par le code rural pour les denrées animales ou d'origine animale destinées à la consommation humaine. Les vétérinaires et ingénieurs du ministère de l'agriculture pourraient ainsi effectuer des contrôles jusque dans les exploitations agricoles et les élevages, où un carnet de santé du bétail serait créé. La nourriture destinée aux animaux et les médicaments vétérinaires seraient plus étroitement contrôlés, tout comme les engrais, les produits antiparasitaires ou les fertilisants.

Dotés de pouvoirs renforcés de police administrative, les agents habilités pourraient effectuer des saisies, ordonner la consignation

de produits impropres à la consommation, ou leur destruction. Les préfets décideraient de la fermeture d'usines agroalimentaires ou la destruction de marchandises. Le texte organise également la « traçabilité » des produits, une sorte de guide permettant de connaître leur identité et leur provenance, une « exigence majeure issue de la crise de l'ESB », indique le rapporteur du projet, le député (UDF) de Saône-et-Loire, René Beaumont.

**MANQUE DE MOYENS FINANCIERS**  
Dans son rapport, M. Beaumont s'inquiète toutefois de « l'insuffisance des moyens financiers » indispensables pour faire fonctionner le dispositif prévu. Il a ainsi fait adopter par la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale un amendement qui prévoit d'affecter directement au budget du ministère de l'agriculture les recettes, perçues sous forme de taxes à l'occasion des contrôles sanitaires, recettes qui alimentent actuellement le budget de l'Etat. Le rapporteur estime qu'une telle disposition permettrait de dégager une enveloppe de 350 millions de francs, c'est-à-dire de multiplier par trois les moyens actuels des services de contrôle du ministère. « Si nous n'obtenons pas ces moyens, ce texte ne sera plus qu'une pétition de principe », explique M. Beaumont.

Dans le but de simplifier et d'unifier la réglementation actuelle en matière de qualité sanitaire, ce projet « fait du ministère de l'agriculture l'animateur de la politique du contrôle de la qualité sanitaire des denrées », reconnaît M. Beaumont.

Laurence Folléa et Fabien Roland-Lévy

## L'UFC-Que choisir opposée à la tutelle de l'agriculture

La présidente de l'UFC-Que choisir, Marie-José Nicoli, a estimé : « Le projet tel qu'il est peut conduire dans son contenu, puisqu'il prévoit des sanctions plus importantes et des contrôles très en amont, jusque dans les fermes ». Elle doute cependant de « l'indépendance de la tutelle de ces contrôles : le ministère de l'agriculture n'est pas le plus approprié pour les exercer puisque, par vocation, il défend les entreprises agroalimentaires. Les sanctions risquent donc de ne pas aller très loin... ».

L'UFC-Que choisir dénonce également « l'absence d'éclaircissement des compétences des différentes administrations de contrôle : les services vétérinaires vont être amenés à effectuer des contrôles jusque-là réalisés pour les végétaux en partie par la direction de la concurrence et de la consommation. Il y a superposition des fonctions. Si un ministère doit avoir la tutelle de toute la chaîne alimentaire, ce devrait être un nouveau ministère de la consommation et de l'alimentation. »

Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale

« Nous devons traiter tous les incidents sanitaires le plus en amont possible et en toute indépendance »

« On assiste, ces derniers temps, à la multiplication d'initiatives officielles visant à améliorer la sécurité sanitaire dans notre pays. A quoi tient, selon vous, ce phénomène et quel rôle jouez-vous dans ce contexte ? »

« Notre pays a connu une succession de crises sanitaires qui ont marqué l'opinion. La confiance dans notre dispositif de sécurité sanitaire a été ébranlée par les accidents graves de ces dernières années, qui ont révélé des failles de notre organisation. Le gouvernement a résolu d'en tirer les enseignements, non pas dans l'urgence, mais après une analyse approfondie à laquelle ont été associés ces derniers mois, et qui s'est enrichie de multiples réflexions. Nous disposons aujourd'hui de deux rap-

ports parlementaires, issus de deux réflexions bien différentes : celui de Jean-François Mattéi, qui résulte de la mission de l'Assemblée sur la « vache folle », présidée par Evelyne Guilhem, et celui de Claude Huriet, qui relate les travaux du Sénat conduits par Charles Descours sur la sécurité et la veille sanitaire.

« Le constat est unanime : il nous faut clarifier et améliorer notre organisation dans ce domaine. Nous devons simplifier les structures, les rendre plus efficaces et plus rapides et nous organiser pour traiter tous les incidents sanitaires avec vigilance le plus en amont possible et en toute indépendance, en fondant toujours les décisions de l'Etat sur la meilleure expertise scientifique, de la veille au contrôle.

« La « veille sanitaire » n'est-elle pas, d'ores et déjà, une mission assumée par le Réseau national de santé publique (RNSP) ? »

« Nous avons effectivement, depuis 1992, ce réseau qui réunit le ministère de la santé et l'Institut national de la santé et de la recherche médicale. J'ai obtenu d'augmenter de 50 % les moyens de fonctionnement de ce réseau en 1997 et l'intends poursuivre ce renforcement, au besoin en transformant son statut en établissement public. Il faudra clarifier son fonctionnement par rapport à l'administration centrale et améliorer notablement notre potentiel d'épidémiologie d'intervention. Le RNSP a déjà beaucoup d'autonomie, mais il faut lui en donner davantage et lui permettre d'être présent sur l'ensemble des maladies et des incidents sanitaires survenant dans notre pays. Il faut en faire une pierre angulaire de la veille épidémiologique qui reste à bâtir à l'échelon de l'Europe, à l'image des Centers for Diseases Control américains.

« Qu'entendez-vous exactement par « sécurité des produits » ? »

« Nous parlons ici de tous les produits que l'homme peut être amené à ingérer et pour lesquels nous devons combiner contrôle, alerte et expertise, pour assurer la sécurité sanitaire. Depuis le début des années 90, un certain nombre de décisions ont été prises qui vont dans le bon sens. Il s'agit notamment de la création, par mes pré-

décesseurs, de l'Agence du médicament, de l'Agence française du sang ou de l'Etablissement français des greffes. Mais il faut maintenant aller plus loin. D'abord parce qu'il existe malheureusement quelques zones où les contrôles et les garanties sont encore à mes yeux insuffisants. La logique profonde, pour nous, est de bâtir une politique globale encadrant d'une part l'ensemble des produits biologiques et médicaux et les cosmétiques et, d'autre part, tous les produits alimentaires qui doivent obéir à des règles très différentes au service d'un même objectif : la santé humaine.

« Faudra-t-il pour cela créer une nouvelle structure ? »

« Il faut en effet réorganiser pour mieux traiter toutes ces questions

sous des formes qui restent, juridiquement, à préciser. La France n'est pas ici seule mais elle doit prendre l'initiative comme elle l'avait fait en 1993 pour le médicament en anticipant sur la création de l'Agence européenne. Pour ne prendre que l'exemple des dispositifs médicaux, rien ne servirait d'avoir des exigences sanitaires au plan national s'il n'y avait une réglementation européenne imposant les mêmes standards de sécurité et d'efficacité. C'est pourquoi j'ai saisi la présidence de l'Union européenne à l'automne 1996 et alerté le président Santer afin que nous ayons, d'ici juin 1998, en plus du marquage CE tel qu'il existe actuellement, des conditions de sécurité sanitaires plus grandes.

« L'alimentation humaine fera-t-elle l'objet de la future action sanitaire que vous entendez développer ? »

« La détection des pathologies liées à la toxicité de certains produits alimentaires seront, comme toute la veille sanitaire, du ressort du RNSP renforcé. Quant au contrôle et à la sécurité sanitaire des aliments, il est vrai que trois administrations sont aujourd'hui impliquées : celles de l'agriculture, de la santé, et, à Bercy, de la concurrence et de la consommation. L'honnêteté commande de dire que les contrôles sur le terrain sont, dans ce domaine, généralement jugés efficaces. Mais il faudrait encore renforcer leur coordination et leur mise en œuvre sous l'autorité des préfets. Des expérimentations vont être lancées dans le cadre de la réforme de l'Etat que pilote Dominique Perben. Le gouvernement va déterminer une organisation simplifiée dont le seul souci est la protection de la santé humaine. »

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

## La vente par correspondance a moralisé l'usage des loteries

« EFFORTS », « respect de la déontologie professionnelle », « réelle diminution des réclamations » : dans un rapport rendu public, mardi 18 février, le Conseil national de la consommation (CNC), qui réunit professionnels et consommateurs sous l'égide de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), décerne quelques bons points aux entreprises de vente par correspondance qui usent, mais abusent moins, semble-t-il, des loteries promotionnelles.

Les professionnels de la vente par correspondance (VPC) se sont si bien autodisciplinés que le CNC n'appelle pas au renforcement de la réglementation. Ce qui a de quoi réjouir les VPCistes, dont les loteries étaient placées sous l'étroite surveillance des pouvoirs publics depuis plus d'un an.

En décembre 1995, un rapport

du CNC avait en effet dénoncé la présentation trompeuse de certaines loteries. Brandissant la menace d'un renforcement de la législation sur ces sweepstakes, le gouvernement avait donné six mois aux entreprises de VPC pour réformer en profondeur leurs pratiques.

Il leur incombait d'éviter, dans la présentation des loteries, toute confusion avec des documents officiels, administratifs ou bancaires, de séparer nettement bo de participation à la loterie et bon de commande, d'utiliser à bon escient le terme « gagnant » et de préciser la valeur réelle des lots... En mars 1996, un Observatoire des loteries avait été créé au sein du CNC pour veiller à la bonne application de ces quelques règles.

Depuis un an, le Syndicat national des entreprises de vente par correspondance et à distance (SEVPCD), qui représente

90 % du chiffre d'affaires du secteur, a multiplié les gages de bonne volonté. Il a complété en janvier 1996 son code de déontologie, il s'est porté partie civile dans le gigantesque procès France Direct Service (FDS) qui s'est tenu à Grasse (Alpes-Maritimes), fin novembre 1996 (Le Monde du 25 novembre 1996), et il n'a pas hésité, en septembre 1996, à exclure de ses rangs la société Maison française de distribution (MFD) « l'une des trois sociétés auxquelles nous devons 80 % des réclamations », précise Bernard Siouffi, délégué général du SEVPCD.

**MISES AU POINT RÉGULIÈRES**

Tout ce admettant la nécessité de mises au point régulières, M. Siouffi rappelle que, « à MFD près, les réclamations ont beaucoup reculé ces derniers temps » et que « pour les brevets gélules, l'arsenal juridique est suffisant, sauf dans les

cas précis de multiplication de plaintes ». Dans son rapport, l'Observatoire constate que les VPCistes ont respecté leurs engagements. « Le respect de la déontologie professionnelle mise en place par le SEVPCD, note-t-il, se traduit par une réelle diminution des réclamations portant sur des opérations de loteries commerciales initiées par les sociétés adhérentes. » Pour l'année 1996, l'Observatoire a dénombré 3 876 réclamations portant sur les loteries commerciales par correspondance reçues par le SEVPCD, le bureau de vérification de la publicité (BVP), l'Institut national de la consommation (INC), la DGCCRF, ainsi que trois associations de consommateurs. « Un volume de réclamations important, précisent les rapporteurs. Toutefois, quatre entreprises concentraient 86,5 % des réclamations. A elles seules, elles contribuent à faire perdurer le contentieux de masse. »

Pascal Krémer

Une centaine de ch  
chaque année vien

La action d'une société de la Ville d



## Une centaine de cheminots seraient chaque année victimes de l'amiante

La SNCF va envoyer un questionnaire de santé à ses 240 000 retraités

L'hebdomadaire *La Vie du rail* calcule, dans une enquête publiée le 12 février, que 97 cheminots meurent chaque année des suites d'une exposi-

tion à l'amiante. Dès le mois de mars, la SNCF va envoyer à chacun de ses 240 000 retraités un questionnaire visant à repérer et à placer sous

surveillance médicale les personnes ayant travaillé au contact de cette fibre cancérogène interdite en France depuis le 1<sup>er</sup> janvier.

EN AOÛT 1996, la SNCF faisait officiellement état de « peu de problèmes » liés à l'amiante, arguant que la plupart de ses constructions dataient d'avant 1960 et que le matériel roulant avait été surveillé de près depuis la fin des années 70 (*Le Monde* du 8 août 1996). Une enquête de *La Vie du rail*, datée du 12 février, jette une toute autre lumière sur la situation : selon l'hebdomadaire, 97 cheminots meurent chaque année des suites d'une exposition à l'amiante. La SNCF va envoyer dès le mois de mars à chacun de ses 240 000 retraités un questionnaire visant à repérer et à placer sous surveillance médicale les personnes ayant travaillé au contact de cette fibre cancérogène bannie en France depuis le 1<sup>er</sup> janvier.

La *Vie du rail* a scruté les registres du mésothéliome, le cancer spécifique de l'amiante, dans six régions de France : Ile-de-France, Basse-Normandie, Lorraine, Auvergne, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse. Parmi les 577 décès par mésothéliome recensés pour la plupart entre 1992 et 1995, trente victimes, soit 5,4 % de l'ensemble, ont travaillé à la SNCF. En extrapolant ces données à l'ensemble des agents et en les recoupant avec les estimations de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), l'hebdomadaire calcule que « le nombre total de décès annuel serait de 97 chez les cheminots ».

L'enquête ajoute que, entre 1965 et 1983, 38 personnes ayant travaillé pour la SNCF sont mortes de ce même cancer, soit 9 % des décès par mésothéliome enregistrés pendant la même période sur tout le territoire. Cette carte de France valide le classement, par

l'Inserm, des cheminots et des ouvriers de l'industrie ferroviaire parmi les professions à risque. Interrogé par l'hebdomadaire, le chef du service de pneumologie du centre hospitalier de La Rochelle raconte ainsi qu'« après les anciens de l'industrie navale [il voit] surtout dans [son] service des retraités de l'industrie ferroviaire mais aussi des cheminots malades de l'amiante. Ils présentent toutes les pathologies : plaques pleurales, asbestoses et même des mésothéliomes ».

A Nevers (Nièvre), forte région ferroviaire, le service de pneumo-

logie de l'hôpital recense un mésothéliome chaque année parmi les retraités des ateliers d'entretien des locomotives de la commune de Varennes-Vauzelles. L'hebdomadaire précise que les demandes d'indemnisation des agents et des retraités pour des maladies liées à l'amiante à la SNCF ont plus que doublé entre 1995 et 1996, passant de 30 à 70.

La direction de la SNCF est sur le point d'envoyer à ses 240 000 retraités un questionnaire

visant à repérer puis à placer sous surveillance médicale les anciens ouvriers concernés. Les services médicaux de la SNCF estiment en effet qu'au moins 3 626 agents ont été exposés à l'amiante à un moment donné de leur carrière et que 4 079 agents répartis sur 112 sites côtoient de façon épisodique la fibre cancérogène.

Ces données rassemblées par la cellule toxicologie de la SNCF à partir des renseignements fournis par les comités d'hygiène et de sécurité dans 115 établissements permettent de fournir une première

## Deux ans de prison ferme pour un chauffard homicide

UN AUTOMOBILISTE en état d'ivresse, qui avait pris la fuite après avoir renversé et tué un commandant de la police judiciaire qui faisait son jogging, a été condamné, lundi 17 février, à trois ans de prison dont deux ans de prison ferme par le tribunal correctionnel de Metz. La peine a été assortie d'une mise à l'épreuve. En juillet 1996, vers 9 heures, Yves Nunigé, vingt-huit ans, avait renversé et tué Michel Daval, quarante-quatre ans, commandant de l'antenne messine de la police judiciaire. La victime avait été découverte dans le fossé par des cyclistes. M. Nunigé, qui, selon son avocat, avait bu au moins une bouteille de whisky dans un bar la nuit précédant l'accident, avait pris la fuite mais s'était finalement livré à la gendarmerie deux jours plus tard. Il avait été mis en examen pour homicide involontaire avec délit de fuite et conduite en état d'ivresse manifeste.

### DÉPÊCHES

■ **PÉDOPHILIE** : un instituteur de cinquante-deux ans, Pierre Boulanger, a été condamné à cinq années de prison, dont quatre ans de prison ferme, par le tribunal correctionnel de Beauvais (Oise), pour agissements sexuels envers des élèves de six à treize ans. Il s'est vu en outre interdire l'exercice de sa profession pendant cinq ans. L'instituteur avait été incarcéré en janvier 1995. En tout, dix-huit élèves ou anciennes élèves, interrogés au cours de l'enquête, ont accusé l'enseignant d'attouchements répétés, mais seules trois familles se sont constituées parties civiles.

■ **AFAIRES** : le tribunal correctionnel de Paris a débouté, lundi 17 février, le président RPR du conseil général de l'Essonne, Xavier Dugoin, qui avait intenté un procès en diffamation contre *Libération*. M. Dugoin attaquait un article sur l'attribution frauduleuse de marchés publics, mais le tribunal a accordé au journaliste le bénéfice de la bonne foi, les termes du texte étant « mesurés » et l'enquête « particulièrement sérieuse ». Sur un second article, M. Dugoin a été débouté, le délit invoqué - « diffamation publique envers un citoyen chargé d'un mandat public » - n'étant pas constitué puisqu'il n'avait pas de fonctions électives en 1983.

■ **ÉDUCATION** : deux groupes scolaires de Vif (Isère) sont occupés par des parents d'élèves depuis lundi 17 février, pour protester contre la fermeture prévue de trois classes à la prochaine rentrée. Samedi 15 février, une quarantaine de parents et d'enseignants avaient manifesté sur un pont de la commune, provoquant un ralentissement de la circulation en distribuant des tracts aux automobilistes.

## Des catholiques attaquent l'affiche du film de Milos Forman « Larry Flint »

CONDUITS par deux prêtres, le Père Daniel-Ange, fondateur de la communauté Jeunesse et Lumière, et le Père Guillaume de Monthien, aumônier du lycée Carnot à Paris, une cinquantaine de catholiques, qui représentent selon leur avocat, Me Alexandre Varaut, une cinquantaine de départements, ont saisi, lundi 17 février, en référé, le tribunal de grande instance de Paris, afin d'obtenir l'interdiction de l'affiche servant à la promotion du film *Larry Flint* de Milos Forman.

Ce film, qui doit sortir en France, mercredi 19 février, est un portrait de l'empereur de la presse pornographique américaine. L'affiche présente un homme dans la position du Christ sur la croix sur le bas ventre d'une femme. Selon les termes de l'assignation, « cette affiche délibérément provocante heurte la conscience des chrétiens dans un but de rattachement publicitaire ». [La représentation publicitaire du symbole de la croix] « constitue un acte d'intrusion agressive et gratuit dans les croyances de ceux qui, circulant librement sur la voie publique, se voient (...) nécessairement et brutalement confrontés avec une représentation qui heurte gravement leur conscience et leur droit d'être respectés dans leur croyance ».

Cette plainte s'inspire, mot à mot, de celle de l'association Credo, conduite par l'écrivain traditionaliste Michel de Saint-Pierre (décédé en 1987) qui, en octobre 1984, avait obtenu de la première chambre du tribunal de grande instance de Paris, présidé par Pierre Drai, que l'affiche du film *Ave Maria* de Jean-Luc

Godard, représentant une jeune fille nue sur une croix, soit retirée des kiosques et lacérée. L'affaire avait alors été plaidée par Me Jean-Marc Varaut. Le tribunal avait estimé que « cette manifestation publicitaire et commerciale était constitutive d'un trouble manifestement illicite ».

### ACTION EN RÉFÉRÉ

Ce sont des catholiques non traditionalistes, qui, cette fois, sans en informer l'épiscopat, ont engagé cette action judiciaire. Promoteur du mouvement, le Père Daniel-Ange, très connu dans les milieux charismatiques, entend traduire l'« écartement » de ses fidèles devant une affiche qui « loue en dérision les croyants » et qui est « une incitation au racisme et au meurtre ». En créant l'association Croyances et libertés, l'épiscopat français vient de se donner les moyens d'agir en justice dans des affaires mettant en cause le respect des croyances (*Le Monde* daté des 9 et 10 février). Mais, n'ayant pas été associée dès le départ de cette action, elle réservait son attitude à propos de l'affiche du film de Milos Forman.

L'association AGRIF (Alliance générale contre le racisme et le respect de l'identité française), qui regroupe des catholiques intégristes proches du Front national, a également engagé une action en référé contre cette affiche. Ces deux actions devaient être plaidées dans la journée du mardi 18 février.

H. T.

## Le directeur des études de Sciences-Po Toulouse accusé de révisionnisme

### TOULOUSE

Jean de Quissac n'est plus directeur des études de l'Institut d'études politiques (IEP) de Toulouse. Le directeur de l'IEP, Christian Hen, devait demander, mardi 18 février, à son professeur d'histoire de démissionner de son poste pour préserver la réputation de l'établissement. M. de Quissac conserve néanmoins sa chaire d'histoire qu'il occupe depuis 1975 à Sciences-Po Toulouse.

C'est l'épilogue d'une polémique qui secoue l'établissement depuis le 12 février. Ce jour-là, trois organisations étudiantes, le syndicat UNEF-ID, l'Union des étudiants juifs de France et le Club Res Publica Pluriels, adressent au directeur de l'IEP une longue lettre pour se plaindre du « prosélytisme d'extrême droite » de certains enseignants.

La lettre, envoyée à l'ensemble des professeurs et au président de l'université de sciences sociales de Toulouse, Bernard Saint-Girons, dénonce tout particulièrement « les propos tendant à un révisionnisme actif ou à un relativisme excessif tenus dans un enseignement de l'histoire ». Suivent des extraits de notes prises par des étudiants lors de ce cours, consacré aux fascismes : « La thèse officielle, c'est 6 millions de morts. Mais il faut bien comprendre que, scientifiquement, il y a 1,5 million de Juifs morts prouvés », avait déclaré l'enseignant, dont le nom n'est pas cité

dans la lettre. Les signataires reconnaissent ne pas disposer de preuves matérielles tangibles et craignent d'être accusés de diffamation. Ils ne cherchent pas à intenter une action en justice mais demandent au directeur « un avertissement clair et sans concession au (s) professeur(s) que cela pourrait concerner ». Ils seront entendus sans avoir à faire appel aux « personnalités de renom » que la lettre envisageait de saisir dans le cas contraire.

### VOTE D'UNE MOTION

Dès le 13 février, le directeur de l'Institut fait adopter par le conseil d'administration une motion (18 voix pour et 5 bulletins blancs), qui condamne « publiquement et solennellement » de tels propos. La motion émet cependant des réserves sur l'exactitude des citations et se cantonne à une déclaration générale : « Si ces propos étaient exacts, ils seraient incontestables que les limites du tolérable auraient été dépassées ». M. Hen tient à se rendre lui-même au cours d'histoire de l'enseignant, dont le nom est sur toutes les lèvres dans l'établissement, pour lire son texte devant les élèves et leur professeur.

Pour le Cercle des étudiants libéraux de France (CELFL), il s'agit bel et bien d'un désaveu de M. de Quissac. Un tract du CELFL dénonce la « kabbale » orchestrée par trois organisations réputées « de gauche ». De nombreux étudiants ont pris la défense du

professeur et faisaient circuler une pétition, lundi 17 février, pour affirmer : « Les propos rapportés ne sont pas ceux qui ont été tenus par le professeur d'histoire, ni dans leur forme ni dans leur esprit ». Les étudiants de deuxième année qui ont assisté au cours incriminé assurent, comme Caroline Claus, qu'ils n'ont pas été choqués par les propos de l'enseignant. Mais plutôt par cette lettre de dénonciation émanant, selon l'étudiante, « de personnes qui n'étaient même pas présentes au moment des faits ».

Interrogé par *Le Monde*, M. de Quissac refuse de répondre officiellement et ne souhaite pas sombrer dans une « polémique nationale ». Il nie farouchement être révisionniste et déclare ne pas connaître les thèses d'historiens comme M. Faurisson. Ses propos, tenus à l'issue d'un cours en réponse à la question d'une étudiante sur le nombre de Juifs victimes de la « solution finale » des nazis, auraient été, selon lui, travestis et mal interprétés.

Sa défense est cependant jugée de moins en moins crédible par le directeur et par ses collègues. Sans aller jusqu'à l'accuser officiellement de révisionnisme, Jean Rives, également professeur d'histoire et doyen des enseignants de l'IEP, évoque « le vieux fond maurrassien » de M. de Quissac.

Stéphane Thépot

## La gestion d'une société de la Ville de Lyon est sévèrement mise en cause

### LYON

Acquisitions surestimées, opérations mal maîtrisées, dérapages en tout genre dans la gestion, la Société anonyme de construction de la ville de Lyon (SACVL), une société d'économie mixte, est sous les feux de la suspicion et des rumeurs. La période 1990-1995 fait l'objet de toutes les attentions. En attendant un rapport de la mission interministérielle du logement social (Milos), qui pourrait être rendu public dans les prochaines semaines, le conseil municipal de Lyon s'est penché sur cette question, lundi 17 février, sans apporter de réponses crédibles.

Ainsi le contenu détaillé d'un audit, réalisé en 1996 par un cabinet privé, n'a-t-il pas été révélé par la nouvelle direction qui l'avait commandité. Marie-Thérèse Gelfroy, élue (RPR) et présidente, de-

puis 1995, du conseil d'administration de la SACVL, s'est contentée de faire état d'« errements passés », de « dysfonctionnements ancrés dans des habitudes fort anciennes ». Gilles Bona, conseiller municipal (Verts), s'est interrogé sur l'utilisation de l'argent « gaspillée » : « A-t-il servi à autre chose ? ». Bruno Gollinich, élu Front national, a parlé de « magouilles », et Henry Charbet, adjoint (RPR) à l'urbanisme depuis 1989, a demandé d'attendre les conclusions de l'enquête de la Milos : « S'il y a des responsabilités à soulever qu'elles le soient, chassons les zones d'ombre », a-t-il poursuivi. Le maire, Raymond Barre, a assuré que toutes les études concernant la SACVL seraient communiquées avant « les délais de prescription ».

La SACVL, créée en 1954, gère un patrimoine de 8 500 logements, dont 2 000 sont conventionnés. A la fin des années 80, elle disposait de 170 millions de francs de trésorerie, qui ont rapidement fondu : il ne lui restait plus que 35 millions de francs en 1995. Les pertes d'exploitation atteignent aujourd'hui 21 millions.

La fin des années 80, elle disposait de 170 millions de francs de trésorerie, qui ont rapidement fondu : il ne lui restait plus que 35 millions de francs en 1995. Les pertes d'exploitation atteignent aujourd'hui 21 millions.

■ **MAI** : Si ce déficit peut s'expliquer par la crise de l'immobilier, différentes opérations hasardeuses soulèvent bien des interrogations sur la conduite de cette société. Ainsi les deux anciens directeurs généraux affirment que des immeubles ont été achetés à un prix supérieur au marché, que la SACVL a repris des programmes privés en panne. Dans ces opérations, on retrouve souvent les mêmes marchands de biens, qui ont aujourd'hui cessé leurs activités, et la même banque. Alertant Michel Noir, alors maire de Lyon, Geneviève Gayda, direc-

trice générale, n'avait pas reçu de réponse. En 1992, au moment de son départ, elle écrivait au conseil d'administration pour lui faire part de son « malaise » sur les « acquisitions immobilières, l'habitat et la gestion de la trésorerie ». Son successeur, Jean-Paul Biéry, découvrait à son tour des surfacturations, des contrats très particuliers comme celui du matériel informatique que la SACVL louait 1,7 million de francs par an, alors que le parc d'ordinateurs avait une valeur d'achat de 2,5 millions de francs.

La nouvelle équipe dirigeante espère un retour à l'équilibre financier vers 1999. On devrait connaître avant les conclusions de la chambre régionale des comptes, qui travaille sur ce dossier depuis quelques mois.

Bruno Caussé



## RENCONTREZ LE NOUVEAU GOUVERNEMENT ET REDECOUVREZ LA ROUMANIE !

LA ROUMANIE A ACHÉVÉ DÉFINITIVEMENT SON PROCESSUS DEMOCRATIQUE LORS DES DERNIÈRES ÉLECTIONS LEGISLATIVES ET PRÉSIDENTIELLES. AVEC DES AUTORITÉS QUI BÉNÉFICIENT DESORMAIS D'UN SOUTIEN CONSIDÉRABLE DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE, LA ROUMANIE, DEUXIÈME MARCHÉ D'EUROPE CENTRALE, EST REDEVENUE UNE PLACE EXCEPTIONNELLE POUR LE COMMERCE, LES ÉCHANGES ET L'INVESTISSEMENT. LE PRÉSIDENT DE LA ROUMANIE, M. E. CONSTANTINESCU, LE PREMIER MINISTRE, M. V. CIOREBA ET LE GOUVERNEMENT DE ROUMANIE VOUS INVITENT À PARTICIPER AU PROCHAIN

### CRANS MONTANA FORUM A BUCAREST

- DU VOUS RENCONTREZ PERSONNELLEMENT LES NOUVEAUX DIRIGEANTS ET LES HOMMES ET FEMMES D'AFFAIRES DE ROUMANIE -

20 AU 23 MARS 1997

INFORMATIONS ET INSCRIPTION : FORUM DE CRANS MONTANA, 3 COURS DE RIVE CH-1204 GENEVE. TEL. : 4122.310935 - FAX : 4122.310905 - INTERNET: http://www.cmf.ch



## RÉGIONS

LE MONDE / MERCREDI 19 FÉVRIER 1997

**AMÉNAGEMENT** A la fin des années 60, sous l'impulsion du général de Gaulle, les pouvoirs publics décidèrent la création de neuf villes nouvelles, dont cinq en région pari-

sienne. ● **VILLENEUVE-D'ASCQ** fut la seule ville nouvelle de la région Nord-Pas-de-Calais. Aujourd'hui, ce « prototype », qui a rejoint le droit commun, est une indiscutable réus-

sie, en dépit des problèmes inhérents à cette forme d'urbanisation. ● **EQUILIBRER** les emplois et l'habitat, faire une vraie ville et non une banlieue déstructurée : les princi-

pales motivations de départ semblent avoir été réalisées. ● **LES OBJECTIFS** initiaux en termes démographiques ont toutefois dû être revus à la baisse, ce qui a souvent per-

mis de conserver une dimension humaine et une cohésion sociale, toutefois menacée, aujourd'hui, par la crise. Ce qui fait craindre aux élus que l'équilibre ne soit très fragile.

# La ville nouvelle de Villeneuve-d'Ascq a réussi sa greffe à l'est de Lille

Les chômeurs y sont moins nombreux et le vote FN plus faible que dans le reste de la région ; la vie associative y est intense. A l'inverse de Vitrolles, malgré des points communs tels que l'absence de vrai centre-ville, la municipalité a su concevoir un ensemble cohérent

**LILLE**  
correspondance  
Villeneuve-d'Ascq est l'une des neuf villes nouvelles conçues en France à la fin des années 60. Née officiellement le 25 février 1970 de la fusion de trois communes rurales, Ascq, Annappes et Fiers, la ville nouvelle s'est construite et affirmée au fil des années pour devenir une ville à part entière. Avec ses réussites nombreuses, mais aussi ses échecs.

« Pour la petite histoire, raconte Gérard Caudron, maire (PS) depuis mars 1977, on dit que tout a commencé un jour d'automne 1966

## La percée contenue du Front national

Au premier tour de l'élection présidentielle de 1995, Jean-Marie Le Pen a obtenu 18,17 % des voix dans l'ensemble du département du Nord. A Villeneuve-d'Ascq, le président du Front national a « fait » presque 5 points de moins, avec 13,44 % des suffrages. Aux municipales de la même année, Villeneuve-d'Ascq a été la seule ville de cette taille (67 000 habitants) où le FN n'a pas présenté de liste.

lorsque Edgar Pisani, alors ministre de l'équipement, a survolé en hélicoptère l'est de la métropole lilloise. » L'idée de créer des villes nouvelles à la périphérie des principales cités était alors dans l'air du temps. De retour à Paris, le ministre annonça son intention de construire la ville nouvelle dont le Nord avait besoin, précisément à l'est de Lille, dans ce secteur de champs et de prairies, sur les terres des communes de Fiers, Ascq et Annappes.

Aujourd'hui, les 28 000 Ascquois, Annappois et Flersois d'origine sont devenus 67 000 Villeneuvois - dont une forte proportion de jeunes, puisque la moyenne d'âge est de vingt-neuf ans. Villeneuve-d'Ascq est la quatrième ville de la métropole lilloise, la sixième de la région Nord-Pas-de-Calais. « L'originalité et l'intérêt de Villeneuve-d'Ascq sont de s'être bâtie autour de ces trois villages qui avaient leurs racines, leur histoire et leur patrimoine, souligne Jean-Claude Savener, adjoint (PCF) à la mairie depuis 1983. Si à l'origine il existait une certaine rivalité, une méfiance même [l'annonce de la création de la ville nouvelle avait été suivie par une vague d'expropriations] des habitants des anciens villages envers les nouveaux arrivants, aujourd'hui on est parvenu à une certaine unité et la ville commence à avoir une âme. » Les quartiers nouveaux se sont développés, mais l'identité des anciens villages a été fortement préservée.

**EQUIPEMENTS EN NOMBRE**  
Autre atout de la ville nouvelle : elle a gardé une dimension humaine. Ici, peu de grandes barres d'immeubles - un soin particulier a été accordé à l'urbanisme - mais d'importantes zones vertes. « Cela ne s'est pas fait sans difficultés », rappelle le maire. A l'origine, il était prévu de construire une ville pour 120 000 habitants. Mais, après la vague des gros chantiers des années 70, la nouvelle municipalité d'union de la gauche, à partir de 1977, a mis un coup d'arrêt à l'urbanisation sans frein. « Nous avons terminé la construction des différents quartiers tout en prenant soin de préserver des zones vertes », dont le fameux et attractif parc du Héron. En 1983, en accord avec le gouvernement, l'arrêt de la ville nouvelle a été décidé. Aujourd'hui, Ville-

neuve-d'Ascq est une ville aérée, qui compte pas moins de 180 hectares d'espaces verts, 120 hectares de zones naturelles, 51 hectares de plan d'eau.

Au fur et à mesure de son extension, la ville s'est dotée d'équipements et d'infrastructures importants : métro, bus, crèches - il y a sept fois plus de places de crèche que la moyenne française -, écoles, collèges et lycées, dispensaires, centres de soins, équipements culturels - comme le Théâtre de la Rose des Vents et le Musée d'art moderne -, équipements sportifs - la ville a obtenu l'an dernier le Trophée de la ville la plus sportive de France. Les deux campus universitaires ont vu leur population grandir, pour compter aujourd'hui 52 000 étudiants.

La vie associative est particulièrement dense : on recense 1 150 associations en tout genre, dont 375 subventionnées. « La ville nouvelle a attiré et attire encore beaucoup d'entreprises [principalement d'activités nouvelles], mais en



même temps on subit les effets de la crise de la même façon que les autres villes », souligne Gérard Caudron. Si le taux de chômage est moins élevé que dans le reste de la région (9,7 % contre 15,2 % en 1990), les demandeurs d'emploi

sont passés de 3 487 en 1993 à 5 227 en 1996, les RMistes de 521 à 839 sur la même période.

L'échec principal est l'absence d'un véritable centre-ville au cœur de Villeneuve-d'Ascq. Ici, le centre c'est « V.2 » (Villeneuve 2), centre commercial gigantesque doté de sa galerie marchande : « L'empire de la consommation », comme le dépeignent certains habitants.

## « RECRIER UN EQUILIBRE »

« C'est une des limites des villes nouvelles et, sur ce point, nous n'échappons pas à la règle », reconnaît Gérard Caudron. « Le développement d'un pôle culturel autour du théâtre, de la bibliothèque, d'une nouvelle bibliothèque et du centre régional de culture scientifique, né en décembre dernier, tend cependant à recréer une sorte d'équilibre », note Jean-Claude Savener. Mais il faudrait qu'il y ait un travail réel avec les responsables et - pourquoi pas ? - l'ensemble des Villeneuvois pour imaginer un vrai centre-ville. »

Nadia Lemaire

## Les prototypes menacés d'un « nouvel art de vivre » urbain

« DELOUVRIER, mettez-moi un peu d'ordre dans ce bordel-là. » On se souvient de l'apostrophe, prêté au général de Gaulle, à l'adresse de son préfet de région.

**ANALYSE**  
L'ambition qui présida à leur création est aujourd'hui freinée par le poids de la crise

Responsable du district de la région de Paris (1961), puis préfet de région (1966), bénéficiaire de l'appui du chef de l'Etat, ce grand commis s'employa à canaliser l'extension de l'agglomération parisienne. « Nous étions tous « graviristes » [allusion au livre fameux de Jean-François Gravier, Paris et le désert français], devait-il déclarer plus tard, c'est-à-dire plus ou moins acquis à l'idée que Paris, surtout au XIX<sup>e</sup> siècle, avait dévoré le reste de la France. »

Pour freiner cette tendance à l'urbanisation des régions en tache d'huile et dans le désordre, l'Etat décida par décret, en 1965, la construction de cinq villes nouvelles en Ile-de-France : Evry, Cergy-Pontoise, Marne-la-Vallée, Melun-Sénart, aujourd'hui baptisée Sénart, et Saint-Quentin-en-Yvelines ; quatre seulement en province : Villeneuve-d'Ascq et Le Val d'Aube (Eure), qui n'ont plus le statut de ville nouvelle ; l'Isle-d'Aube et les Rives-de-l'Etang-de-Berre » (Bouches-du-Rhône), qui l'ont gardé. Par cette action

très fortement volontariste - elle serait difficilement concevable aujourd'hui -, le scénario catastrophe, tel qu'on l'envisageait dans les années 60, d'une agglomération capitale tentaculaire pouvant atteindre 16 millions d'habitants en l'an 2000 allait être écarté. « C'est la combinaison de deux facteurs - augmentation de la population, accroissement de la consommation individuelle d'espace - qui a inspiré tous nos travaux », révélait vingt ans plus tard Paul Delouvrier (Le Monde du 26 novembre 1987).

A l'époque, selon les prévisions de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datat), les plus importantes des villes nouvelles atteindraient 500 000 habitants en l'an 2000 - en fait, la population de ces villes ne dépasse pas un total de 880 000 aujourd'hui - et logeraient trois millions de personnes, dont l'essentiel serait composé, sur le plan socio-économique, de jeunes ménages en cours d'accès à la propriété. Il s'agissait surtout de devenir de « vraies villes », respectant l'équilibre emploi-habitat, se suffisant à elles-mêmes, avec des millions d'arbres plantés, le contraire de villes-dortoirs. L'antithèse, pourrait-on ajouter, de Vitrolles, exemple caricatural et désormais célèbre de la non-ville.

Les concepteurs devaient apporter « liberté, commodité, beauté ». Prototypes, elles se voulaient, grâce à un « nouvel art de vivre », l'antithèse des grands ensembles monolithiques : les pouvoirs publics et les collectivités venaient

de prendre conscience des graves carences que ces derniers faisaient peser sur la vie quotidienne des résidents. Portées sur les fonts baptismaux par les pouvoirs publics, conçues pour être les piliers de l'aménagement du territoire en Ile-de-France, devant aussi accompagner le développement des grandes métropoles provinciales de Lyon, Marseille, Lille et Rouen, les villes nouvelles ont peu à peu intégré toute la gamme des équipements : scolaires (de la maternelle à l'université), transports, loisirs, commerciaux, sociaux...

## « POUVOIR SOCIAL »

Rien de tout cela ne pouvait être réalisé sans un principe de base : la maîtrise du foncier. Sans prix maîtrisés, pas de projets. Enfin, et surtout, les villes ont été « choyées et gâtées », comme on l'a dit, longtemps soutenues par l'Etat à travers le financement privilégié des équipements publics. Plus de trente ans ont passé depuis que le général de Gaulle décida de s'impliquer en présidant lui-même un comité interministériel créé pour l'occasion tandis que, dans son bureau à l'Élysée, il jonglait avec des cartes. « manœuvrant les villes nouvelles comme des divisions cuirassées », ainsi que l'a noté avec humour Paul Delouvrier.

Qu'en est-il aujourd'hui ? « Les villes nouvelles ont atteint les objectifs qui leur ont été assignés car elles ont su offrir les équipements, l'habitat et l'emploi », observait, en 1993, Jean-Jacques Fournier, président du syndicat d'agglomération nou-

velle (SAN) de Sénart ainsi que de l'Association française des villes nouvelles (AFVN). Réunis deux plus tard, en octobre 1995, à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), les élus de sept villes nouvelles devaient reconnaître que ce fragile équilibre est très menacé. Ils redoutent de ne plus avoir les moyens financiers de maintenir la mixité sociale d'origine, qui les distinguait des grands ensembles péri-urbains. Des élus, confrontés à la dégradation de certains quartiers, expriment leur crainte de « vivre sur une poudrière sociale ». Ce qui avait été jusqu'ici évité grâce à l'intercommunalité, dont elles ont, en quelque sorte, anticipé l'actuel développement.

Voilà qu'ils demandent l'aide de l'Etat afin de renégocier leur dette : aujourd'hui plus de 12 milliards, soit 17 000 francs par habitant. « Dans le même temps, nous sommes confrontés à une baisse des ressources de la taxe professionnelle du fait de la baisse de l'activité économique », déclare Roland Nadaus (PS), président du SAN de Saint-Quentin-en-Yvelines. Si les compensations de l'Etat devaient continuer de chuter, nous serions en réelle difficulté, notamment pour assurer le financement du schéma « Université 2000 ». » En fin, conclut Roland Nadaus, nos villes, dont les ressources sont très fragiles, n'échappent pas aux conséquences de la crise économique : la part que nous consacrons à l'ordre social ne cesse de croître. »

Jean Menanteau

**PUBLICATIONS JUDICIAIRES**  
Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle  
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex  
TEL. : 01.46.40.26.07 - FAX. : 01.46.40.70.66

Décision judiciaire par arrêt de la 4<sup>ème</sup> Chambre du 31/01/1997, oppose la Sté DICTIONNAIRES LE ROBERT contre la Sté LIBRAIRIE GENERALE FRANCAISE

La Cour d'Appel à Paris a :  
Dit que la marque « Les Usuels de Poche - le livre de poche » déposée le 16 Octobre 1992 par la Sté Librairie Générale Française enregistrée sous le n° 92437992 constitue la contrefaçon de la marque « LES USUELS » ;  
En conséquence a :  
Dit que le présent arrêt sera transmis aux fins d'inscription sur le registre national des marques au directeur de l'Institut National de la propriété industrielle par les soins du greffe ou sur réquisition de l'une des parties ;  
Fait interdiction à LGF d'utiliser la marque LES USUELS pour les produits ou services protégés par celle-ci ce sous astreinte de 200 F par infraction constatée passé le délai de 2 mois de la signification du présent arrêt ;  
Ordonne le retrait de la vente, dans le même délai et sous la même astreinte, de tous les exemplaires de la collection « Les Usuels de poche », en quelques lieux où ils se trouvent et aux frais de LGF ;  
Condamne la société LGF à payer à la Société Dictionnaires LE ROBERT la somme de 200.000 Frs à titre de dommages intérêts et celle de 15.000 Frs sur le fondement de l'article 700 du nouveau code de procédure civile ;  
Rejette toutes autres demandes ;  
Condamne la Sté Librairie Générale Française aux dépens de première instance et d'appel qui seront recouvrés par la SCP BOMMART FORSTER, Avocat, selon les dispositions de l'article 699 du nouveau code de procédure civile.

LE GREFFIER

LE PRESIDENT

Arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 20/12/1996  
La Société MERLIN et DELAUNAY - Bangkok contre la Société O.J. PERRIN - Paris

Par arrêt en date du 20 Décembre 1996, la 4<sup>ème</sup> Chambre de la Cour d'Appel de PARIS, infirmant un jugement du Tribunal de Commerce de Paris du 1<sup>er</sup> Mars 1994 a considéré que le modèle de bracelet dont la Sté MERLIN & DELAUNAY était titulaire des droits d'auteur témoignait d'une originalité créative justifiant sa protection au titre de la loi sur le droit d'auteur et que la Sté O.J. PERRIN en fabriquant et en commercialisant un modèle LIBERTY 2 qui reproduisait les caractéristiques du modèle de la Sté MERLIN & DELAUNAY avait commis des actes de contrefaçon. La cour a condamné la Sté O.J. PERRIN à payer à la S.A. MERLIN & DELAUNAY la somme de 200.000 Francs en réparation de son préjudice et fait interdiction à la Sté O.J. PERRIN de commercialiser les bijoux litigieux sous astreinte de 10.000 Francs par infraction constatée passé le délai de quinze jours à compter de la signification du présent arrêt. La Cour a par ailleurs ordonné la publication de la présente décision aux frais de la Sté O.J. PERRIN dans deux journaux ou revues du choix de la Sté MERLIN & DELAUNAY et l'a condamnée à payer à la Sté MERLIN & DELAUNAY la somme de 30.000 Francs au titre des frais de procédure. La Sté MERLIN & DELAUNAY entend préciser qu'elle poursuit systématiquement les contrefaiteurs.  
François GREFFE et Muriel ANTOINE LALANCE, Avocats à la Cour.

## Le collège de Brignon contre l'intrusion d'une autoroute

NÎMES

de notre correspondant  
Installé dans un parc de quatre hectares empli de cèdres centenaires et de tilleuls, le collège de Brignon (Gard) ferait rêver plus d'un parent d'élèves. Les locaux ont été refaits à neuf en 1992. A l'entrée, un château du XIX<sup>e</sup> siècle ayant appartenu au propriétaire d'une ancienne régisserie accueille les demi-pensionnaires. Cet établissement d'un millier d'élèves présente bien quelques défauts. Situé entre la nationale 116 reliant Alès et Nîmes et une voie de chemin de fer, il a été construit en zone inondable, près du Gardon, tant redouté pour ses crues dévastatrices. Et voici que maintenant la direction départementale de l'équipement (DDE) projette d'agrandir un peu plus le décor en faisant passer une route nationale à statut autoroutier (deux fois deux voies) à 80 mètres des salles de classe, sur une bande de terrain empiétant sur le parc, à l'arrière du collège. En lieu et place d'une ceinture d'arbres délimitant le terrain de sports, les collégiens auraient pour nouvel horizon un mur antitruit de huit mètres de haut.

Un premier tronçon de cette future nationale est en cours de construction sur une vingtaine de kilomètres, entre Alès et Boucoiran, à quatre kilomètres de Brignon. Trois tracés ont été retenus pour les 20 kilomètres restants. Le premier passe

non loin du Gardon, le second côtoie le collège et le dernier est situé un peu plus haut, sur les terres viticoles. La DDE qui espère lancer l'enquête d'utilité publique d'ici au mois de mai, pour une mise en service prévue en 2002, semble avoir arrêté son choix sur le second tracé, plus court et moins coûteux. « Le collège concentre les menaces. Ce tracé accolé ou ballast de la voie ferrée permettrait de le sécuriser globalement », commente la direction de la DDE du Gard.

## LA BATAILLE DES PARENTS

Réunis au sein d'une association de défense, les parents d'élèves ne l'entendent pas ainsi. Deux cents d'entre eux ont organisé une opération escargot, samedi 8 février, pour dénoncer les nuisances acoustiques et la pollution atmosphérique qu'entraînerait le passage sous les fenêtres du collège de 20 000 véhicules par jour. Dans cette bataille pour la qualité de vie, les parents mènent également campagne auprès des maires des quarante communes concernées par l'utilisation du collège. Mais, comme le remarque un adjoint au maire de Brignon, « tous les élus sont opposés à ce que l'autoroute passe dans le collège, mais pas totalement opposés ; moins que si elle devait passer chez eux ».

Richard Benguigui

## DÉPÊCHES

■ **LYON** : près de 3 000 personnes, dont des élus de toutes tendances, ont manifesté, samedi 15 février, contre un projet de contournement autoroutier dans l'ouest lyonnais qui prévoit de relier l'autoroute A6, au nord de l'agglomération, à l'A7, au sud, par la zone des coteaux du Lyonnais, en traversant 24 communes. Selon les opposants, ce projet aurait pour effet de faire transiter quelque 45 000 véhicules chaque jour et 76 000 en période de pointe. - (Corresp. rég.)

■ **CHAMBERY** : l'autorisation, à titre temporaire et pour une durée de deux mois, de remise en route du pipe-line, dont l'activité était interrompue depuis le 8 janvier en raison de fuites de fuel, a été prise vendredi 14 février par les préfets de l'Isère, de la Haute-Savoie et de la Savoie, moyennant des mesures restrictives d'exploitation, notamment une réduction de près de 40 % de la pression normale et sous réserve d'un contrôle régulier des parois du tube. - (Corresp.)

CARNET DU MONDE

01-43-17-21-34

01-43-17-20-44

ou 38-43



DISPARITIONS

# Li Hanxiang

Un spécialiste des superproductions historiques

LE CINÉASTE chinois Li Hanxiang est mort au début du mois de février à Pékin. Il était âgé de soixante-dix ans. Né le 7 mars 1926 à Jinzhou, dans le nord de la Chine, il a grandi à Pékin, où il étudia à l'Institut des beaux-arts avant de s'installer à Hongkong en 1948. Il devient réalisateur au sein de la Major locale des frères Shaw en 1956, avec *Narcisse*, auquel succèdent un grand nombre de films en costume révélant un grand savoir-faire de composition des images et de construction du récit, qui lui valent de nombreux succès populaires. En 1963, Li s'installe à Taiwan, où il crée sa propre maison de

production, pour laquelle il tourne une dizaine de films à grand spectacle, la plupart adaptés de classiques de l'opéra ou de la littérature chinoises. Il met également en scène un film au ton beaucoup plus personnel et dépeint, *L'Hiver* (1969).

## CADENASSÉ

Après la faillite de sa société, il retourne, en 1970, chez les frères Shaw, où il réalise notamment quelques-uns des premiers films érotiques de Hongkong, avant de devenir un spécialiste des superproductions historiques. Il manifeste une grande adresse de cinéaste sans parvenir à imposer réellement un style

— au point que les *Cahiers du cinéma* pourront écrire qu'il s'agit d'« un cinéaste moqueur n'ayant tourné que des films mineurs ». Sa propre version du *Dernier Empereur* (1986), réalisée juste avant celle de Bertolucci, et surtout son ultime long métrage, *Le Pouvoir derrière le rideau* (1989), témoignent pourtant de qualités certaines, qui n'auront pas trouvé dans le système très cadenassé des studios et des genres à s'exprimer pleinement. Li Hanxiang est mort alors qu'il réalisait à Pékin une série pour la télévision, *L'Incendie du Palais d'Ab-Fang*.

Jean-Michel Frodon

## JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du vendredi 14 février sont publiés :

● **Emprunts russes** : un décret instituant une commission du suivi du mémorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la fédération de Russie. Cette commission proposera au gouvernement les modalités de recensement des porteurs de titres russes émis en France avant 1917, ainsi que des personnes physiques ou morales françaises ayant subi des pertes et dépossessions de biens à la suite de la Révolution russe de 1917 et des annexions opérées par l'URSS entre 1939 et 1945. La commission proposera aussi des modalités d'indemnisation.

Elle sera composée d'un membre de l'Assemblée nationale, un membre du Sénat, un membre du Conseil d'Etat, un magistrat de l'ordre judiciaire, un magistrat de la Cour des comptes, un membre de l'Inspection générale des finances, deux personnalités qualifiées pour leur connaissance des

périodes historiques et des faits concernés.

● **Environnement** : deux circulaires du ministre de l'environnement aux préfets, relatives à la relance du réseau « Natura 2000 » (application d'une directive de la CEE de 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages) ; un arrêté portant approbation de la convention constitutive d'un groupement d'intérêt public dénommé « atelier technique des espaces naturels », ayant pour objet de favoriser le développement et la diffusion de méthodes de gestion patrimoniale des espaces naturels.

● **Collectivités locales** : un arrêté fixant à 15 % la moyenne nationale de participation des communes aux dépenses d'aide sociale et de santé des départements.

Au *Journal officiel* du samedi 15 février sont publiés :

● **SNCF** : la loi portant création de l'établissement public Réseau

fermé de France en vue du renouveau du transport ferroviaire.

● **Nucléaire** : un décret relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants dans les installations nucléaires de base.

Au *Journal officiel* du dimanche 16 février sont publiés :

● **Hôpitaux** : un décret du ministre des affaires sociales modifiant le code de la santé publique et officialisant la création des agences régionales d'hospitalisation, prévue par l'ordonnance du 24 avril 1996 portant réforme hospitalière. Le décret stipule que les activités des agences doivent débiter d'ici au 30 juin 1997.

● **Laboratoires** : d'analyse : le protocole d'accord signé entre l'Etat, les caisses d'assurance maladie et les organisations représentatives des laboratoires d'analyse de biologie médicale.

● **Logement** : un décret modifiant le code de la construction et de l'habitation et relatif à l'Union d'économie sociale du logement.

## AU CARNET DU « MONDE »

### Naissances

**Violaine BINET**, Jean Noël de SOYE, ont la joie d'annoncer la naissance de

**Gabrielle**,

le 30 janvier 1997.

— M<sup>me</sup> Marguerite Amigues, sa fille, Jean-Laurent et Monique Amigues, ses petits-enfants, Marie-Laurence, Isabelle, Emmanuel, ses arrière-petits-enfants, Et Sébastien Socqué, ont l'indécible douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Laure CALLIER**, née BARNÉOUD,

survenue à Marseille, le vendredi 14 février 1997.

In memoriam,

**Albert CALLIER**, († 1993),

**Raymond AMIGUES**, († 1965),

M. Amigues, 3, rue de l'Anceenne-Ecole, 67100 Strasbourg.

— M. Jean Couderc, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Pierre Couderc, M<sup>me</sup> Anne-Marie Couderc, ses enfants, Isabelle et Aude, ses petites-filles, Et toute la famille, ont la peine de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Arnette COUDERC**, née TEYSSEDOU,

survenue à Paris, le 16 février 1997, dans sa soixante-dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 19 février, à 14 h 30, en l'église de Moutier-Rozelle (Creuse), où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Moutier-Rozelle.

16, rue Auguste-Lançon, 75013 Paris.

— Sa famille, Et ses amis, ont la tristesse de faire part de la disparition de

**M<sup>me</sup> Simone DOLLÉ**,

survenue le 13 février 1997.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité.

— Le président de l'université Rennes-II-Haute-Bretagne, Les enseignants, Et les personnels Latos, ont le regret de faire part du décès de

**Charles FOULON**, professeur honoraire de l'université, président d'honneur de la Société internationale arthurienne, directeur honoraire des cours d'université de Saint-Malo, commandeur des Palmes académiques, médaille de la Résistance, secrétaire général du Comité de libération d'Ille-et-Vilaine, membre honoraire du comité central de la Ligue des droits de l'homme,

survenue le 13 février 1997, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Un hommage solennel lui est rendu au Panthéon rennais, place de la Mairie, le mardi 18 février, à 18 heures, par le professeur Rousse, M<sup>me</sup> Lucie Aubrac et M. Edmond Hervé.

Un culte sera célébré au temple protestant de Rennes, 22, boulevard de la Liberté, mercredi 19 février, à 9 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Malo-Rothéneuf, le même jour, vers 11 h 30.

## CARNET DU MONDE

Télécopieur :

01-42-17-21-36

Téléphone :

01-42-17-29-94

ou 38-42

— M<sup>me</sup> Chantal Flores, son épouse, Et la famille, ont la douleur de faire part du décès de

**M. François FLOTTES**, conseiller de tribunal administratif honoraire,

survenue le 11 février 1997, à Solliès-Toucas (Var), dans sa quatre-vingt et onzième année.

Conformément à sa volonté, son corps a été donné à la faculté de médecine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Anne et Nicolas, ses enfants, Sylvie et Valentine, ses petites-filles, Alicia et Sylvie, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Denise FOURNIER**, née BROUSSE,

le 16 février 1997, entourée de l'affection de tous les siens.

Ses obsèques auront lieu au funérarium de Villeneuve-Saint-Georges, le jeudi 19 février, à 15 heures.

6, rue des Haudriettes, 75003 Paris.

— On nous prie d'annoncer la disparition de

**M<sup>me</sup> François GOGUEL**, née Colette FAQUENET,

survenue le 15 février 1997, dans sa quatre-vingt-septième année.

De la part de : M. François Goguel, son mari, M. et M<sup>me</sup> Denis Goguel, M<sup>me</sup> Catherine Goguel, M. et M<sup>me</sup> Sylviane Baumgartner, M. et M<sup>me</sup> Fabrice Goguel, M. Nicolas Goguel, ses enfants, De ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Et des familles Paquement, Juillard, Goguel, Labrousse, ses frères, belles-sœurs et neveux.

Un service religieux sera célébré à sa mémoire le vendredi 21 février, à 16 heures, au temple de l'Oratoire du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, Paris-1<sup>er</sup>. Ni fleurs ni couronnes.

« Vous êtes le sel de la terre. » Matthieu, V, 13.

— M. François Gousseau, son frère, M<sup>me</sup> François Gousseau, sa belle-sœur, Leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

**Léila GOUSSEAU**,

décédée le 14 février, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 20 février, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine, à Paris, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

« Je t'appelle Seigneur tout le jour. Je tends les mains vers Toi. » Psaume 87.

8, rue du Tarte, Nanion, 89240 Pourrain.

— M. Georges Jessula, M. David Jessula, M. et M<sup>me</sup> Daniel Jessula et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Georges JESSULA**, née GEORGETTE LUNEL,

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Monaco.

— M<sup>me</sup> Colette Morel, sa mère, Les docteurs Jean-Marie et André Gorge et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Gérard Grinblat et leurs enfants, M<sup>me</sup> Denise Lamarini-Grinblat, M. Jean-Michel Morel et Gaille, Les familles Benveniste, Boursier et Bonnier, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

**Catherine GRÜNBLATT**,

survenue dans sa trente-neuvième année.

L'incinération aura lieu le vendredi 21 février 1997, à 13 h 45, au crématorium des Joncherolles, 95, rue Marcel-Sembat, à Villeneuve (Seine-Saint-Denis).

L'inhumation aura lieu le samedi 22 février, à 11 h 30, au cimetière Saint-Jean de Château-Gontier (Mayenne).

**M<sup>me</sup> Morel**, 6, esplanade du Val-d'Or, 49240 Avrillé.

— M. et M<sup>me</sup> Max Moinet, ses parents, M. et M<sup>me</sup> Michel Emery et leurs enfants, Ses sœurs et beau-frère, M<sup>me</sup> Jacqueline Poltremaud, sa compagne, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jean MOINET**,

survenue le 14 février 1997, à Villejuif, à l'âge de quarante-huit ans.

Les obsèques civiles auront lieu le jeudi 20 février, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise où l'on se réunira, à 15 h 45.

**M<sup>me</sup> Jacqueline Poltremaud**, 91, rue des Roissys, 92140 Clamart.

— Le conseil d'administration de la

**Société Meccano**,

Le président, M. Dominique Duvanchelle,

Les membres du comité de direction, M. Maurice Beauvois, M. Michel Delhay, M. Jean-Jacques Urvo, M<sup>me</sup> Valérie Millien, sa fidèle collaboratrice,

Les cadres, le personnel, Le comité d'entreprise, Les anciens de la société, ont le regret de faire part du décès de leur directeur général,

**M. Jean-Marie PENNEL**,

survenue à Calais, le 16 février 1997, à l'âge de cinquante-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 19 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Calais.

Meccano, 363, avenue de Saint-Eupéry, 62100 Calais. Tél. : 03-21-46-37-37.

— M<sup>me</sup> Danie Pennel-Cacheux, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Eric Pennel-Basquin, Anne-Charlotte et Justine, M. et M<sup>me</sup> Philippe Buffetaud-Pennel, Mathilde et Camille, M. et M<sup>me</sup> Stéphane Pennel-Laurent, Julie et Thomas, ses enfants et petits-enfants, Toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jean-Marie PENNEL**, directeur général de la société Meccano, ancien directeur financier de la société Massey-Ferguson,

survenue à Calais, le 16 février 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 19 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Calais.

502, rue Jean-Jaurès, 62730 Marck.

— Paul, Claude, Hélène et Françoise, ses enfants, Ses parents, ses alliés, ont la douleur de faire savoir la disparition de

**Joseph VEYNE**, chevalier de l'ordre du Mérite,

à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Les funérailles ont eu lieu à Orange, en l'église Saint-Florent, mardi 18 février.

Cet avis tient lieu de faire-part.

## Remerciements

— M<sup>me</sup> Pierre Laroque et ses enfants, dans l'impossibilité de répondre personnellement aux innombrables témoignages de sympathie qui leur ont été exprimés après la disparition de

**Pierre LAROQUE**,

adressent leurs remerciements à tous ceux qui ont pris part à leur peine.

— Les familles Zmirou, Parienti et Florens-Landais remercient tous ceux qui se sont associés à leur douleur lors du décès de

**Richard ZMIROU**,

survenue le 7 février 1997, à l'âge de quarante-sept ans.

## Anniversaires de décès

— Il y a deux ans, il y a un jour.

**Jacques BROCHOT**

m<sup>me</sup> à quinzé.

Si près, si loin, Anne Zamire.

## THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

— 19 février 1997.

A tous ceux qui l'ont connu et aimé, ses proches demandant d'avoir une pensée pour

**Rémi DARNE**.

## Communications diverses

— Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3<sup>e</sup>, jeudi 20 février 1997, à 20 h 30 : quarante ans après, « L'affaire de Suez » (Éditions Bruno Leprince) par M. D. Le-fèvre, secrétaire général de l'OURS.

## Débats

— L'Association des amis de Passages et la revue PASSAGES organisent une soirée-débat sur le thème :

« La médiocratie dans tous les états : les produits de croûtement, les arbitres et les artistes de l'avenir ».

Le mercredi 19 février 1997, 20 h 30, dans les locaux de la revue PASSAGES.

Autour d'Emile Malet et de : Evelyne Pélissier, Albert Menzlin, Hervé Le Bras, Antoine Lichon, Marc Toubiana, Marie-Christine Pélissier, Naim Kattan, Jacques Poujol, Youssef Seddik, Richard Ayoun, Jean-Pierre Winter, Adnan Houballah, Annie Goldman, André Nahoun.

Réervations et inscriptions au 02 :

TSI : 01-45-86-30-02.

La revue PASSAGES : 17, rue Simone-Weil, Paris-13<sup>e</sup>. (Accès par le 79/83, avenue d'Ivry, Paris-13<sup>e</sup>).

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

● **Joël de Rosnay**, Du pasteur au passeur ● **Paul Caro**, La marche obstinée du savoir ● **Roger Lesgards**, Pour un nouveau pacte républicain ● **Georges Minois**, Savant et théologien : le grand débat ● **Jean-Marc Lévy-Leblond**, Le paradoxe de la démocratie ● **Claudia André-Deshays**, Lettre ouverte aux jeunes ● **Pierre Thuillier**, Qu'est-ce qu'un savant ? ● **Le pouvoir dans l'état** : questions à **François d'Aubert**, secrétaire d'Etat à la recherche, et **François Mer**, président de l'Agence nationale pour la recherche technique ● **L'ombre de l'idéologie**, par **Nicolas Truong** ● **La médiane de l'opinion** — Entretien avec **Isabelle Stengers**, par **Valérie Marange** ● **Manipuler pour comprendre** — Interview de **Georges Charpak** ● **Enseignement** : peut mieux faire, par **Caroline Helfter** ● **Publier on périr**, par **Agnès Sinaï** ● **La mise en scène des inventions**, par **Fabrice Herrieu** ● **La culture du questionnaire** — Interview de **Goëry Delacote**, directeur de l'Exploratorium de San Francisco ● **Marc Dupuis**, La science infuse, Internet diffuse ● **Olivier Postel-Vinay**, La recherche française menacée

**SCIENCE**

d'asphyxie ● **Hervé Hamon** : Lettre ouverte à ceux qui n'aiment pas la science ● **Maïcha Sery**, Cyber m'était conté ● **Cyril Jartion**, Roman au creux d'une éprouvette ● **Portrait** : **Mireille Vignier**, immunologiste.

UNE NOUVELLE FORMULE QUI DONNE À RÉFLÉCHIR

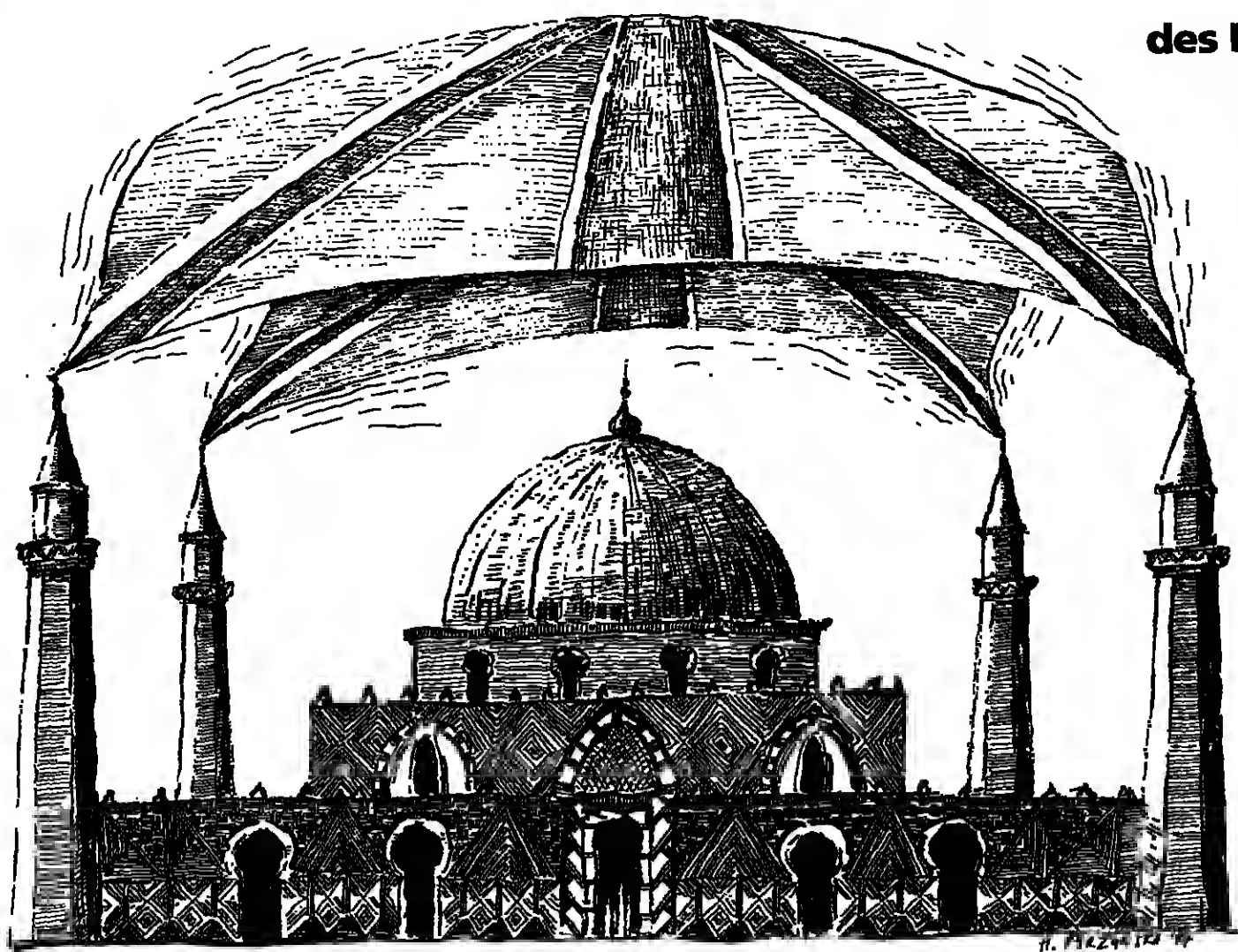
Et aussi :

● **Michel Sarres**, Le jour et le père ● **Jean-Michel Gaillard**, L'aggrégation, un concours royal pour une élite républicaine ● **Portrait de Jean-Pierre Rosenzweig**, activiste des droits de l'homme ● **La violence en débat**, avec **Olivier Cachin**, **Martin Ewen** et **Bernard Charlot**...

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



# L'islam en Grande-Bretagne,



## reconnu mais relégué

**Originaires des Etats asiatiques de l'ex-empire, un million de musulmans britanniques bénéficient des mêmes droits que les Anglais. Indiens et Pakistanais ont toutefois du mal à s'intégrer. Les titulaires du droit d'asile peuvent se livrer à des activités politiques, qui font de Londres l'une des capitales du mouvement islamique**

**A**u coin de Bricklane, dans l'East End, à cinq minutes à pied de la City, se dresse une bâtisse néo-classique en brique. Sur un cadran solaire, on peut lire la date de 1743. Cet ancien temple huguenot français devenu synagogue a été racheté en 1976 par des musulmans venus de Sylhet, au Bangladesh, et rebaptisé *Jamma masjid* (mosquée). C'est là que Zillul Haq, son responsable, et l'imam Zillul Rahman Chaudhury nous reçoivent. En un quart de siècle, ce quartier d'immigrants est devenu à majorité bengalaise ; ceux-ci sont désormais près de 25 % dans la municipalité de Tower Hamlets, où se trouve Bricklane.

Il s'agit du plus fort taux de minorités ethniques outre-Manche, estimées à 3,2 millions de personnes, dont environ 30 % de musulmans. En l'absence de statistiques fondées sur la religion, on ne dispose pas de chiffres précis, mais le million de musulmans britanniques provient surtout du sous-continent indien : Pakistanais, Bengalis et Indiens. D'autres viennent d'Afrique, du Proche-Orient ou du Maghreb. Les premiers ont bénéficié des liens traditionnels avec le Commonwealth, qui leur accordait les mêmes droits qu'aux Anglais, après la difficile obtention d'un visa d'immigration. En plus d'une terre d'immigration, le Royaume-Uni est aussi une terre d'asile. Ce dont ont profité nombre d'islamistes, du Front islamique du salut (FIS) algérien, qui publie un bulletin, au chef du mouvement tunisien Ennahdha, M. Ghannouchi.

Commencant aujourd'hui à la retraite, Zillul Haq est arrivé en Grande-Bretagne en 1956. Il se dit satisfait de ses relations avec les Anglais et avec la police : à la devanture du commissariat local sont placardées des affiches contre la discrimination raciale. Mais la jeunesse a du mal à s'insérer dans la vie active. Si le taux de chômage des Bengalis et des Pakistanais est triple de celui des Anglais (25 %), il est encore plus élevé chez les jeunes : il atteint 50 % à Rotherham, dans le Yorkshire. « Les jeunes sont devenus bilingues : à l'école, ils parlent anglais avec l'accent *cockney* et, à la maison, bengali avec l'accent de Sylhet », dit M. Haq. L'imam Chaudhury se plaint des « mauvaises activités et de la mauvaise culture » : drogue et vols – qui sévissent ici. « Notre pays est pauvre, mais les enfants y obéissent à leurs parents ».

A 200 kilomètres de là, Rotherham, avec ses trois mosquées (on en compte un millier en Angleterre), est une de ces villes des Midlands où se sont installés les « Asians » (Asiatiques), c'est-à-dire les minorités issues du sous-continent indien, en majorité musulmanes : 10 % des habitants de l'ancienne cité sidérurgique et minière sont originaires du Cachemire pakistanais. Là aussi, l'atmosphère est calme, et les incidents de 1994 entre jeunes musulmans, extrémistes blancs et policiers semblent lointains. Mais les Blancs désertent les quartiers peuplés de Pakistanais, qu'ils traitent parfois de *black bastards* ou de « Pakis ». Les relations sont distantes. « Entre voisins, on se dit seulement *banjar-bansoir* », raconte la jeune Taslim. « Il faudra que les gens s'habituent à l'idée que nous sommes ici pour rester », ajoute un autre. « Rotherham, c'est notre home », martèle Nazir Ahmed, trente-neuf ans, conseiller local travailliste, qui espère être élu un jour député et se définit comme « musulman britannique membre du Labour ».

**N**AZIR AHMED représente bien le statut complexe de ces immigrés issus d'une culture différente, arrivés depuis les années 50 quand l'Angleterre manquait de main-d'œuvre. Débrouillard en affaires mais de gauche, ambitieux en politique, mais aussi représentant de sa propre communauté – il s'est battu pour que les écoles servent de la viande *halal* (abattue rituellement) et acceptent le *hijab* (foulard islamique) et se veut le porte-parole de la cause cachemirienne – il n'en demeure pas moins conservateur à la maison. Il est favorable au mariage dans le clan – en particulier des jeunes filles à des cousins restés au pays – et, si ses enfants vont à

l'université, sa femme est analphabète. Il n'aime pas entendre parler de fondamentalisme chez les musulmans et rappelle que l'extrémisme religieux fleurit aussi en Irlande du Nord. Mais il dit aux islamistes : « Si vous voulez vivre dans l'isolement, rentrez chez vous ! »

Autre personnalité représentative, Parveen Qureshi a ouvert un centre multiculturel, où elle s'efforce de donner aux femmes une formation professionnelle et plus de confiance en elles-mêmes, tout en évitant de froisser le conservatisme frileux des parents et des maris. Elle se démène pour convaincre les familles de laisser les filles brillantes poursuivre leurs études, organise des excursions pour permettre aux femmes de voir le monde extérieur et de ne plus rester confinées chez elles.

Taslim a été mariée avec un cousin analphabète ne parlant pas anglais, et donc abonné au chômage. Il est rentré temporairement au village, la laissant avec deux enfants et la permission de faire de l'action sociale « à condition de ne pas rencontrer d'hommes ». Derrière les banalités sur « l'amaur qui vient après le mariage », on la sent meurtrie d'une vie gâchée par une union arrangée alors qu'elle aurait pu entrer à l'université. « Ça va changer, ce sera différent pour nos enfants, je les laisserai choisir, discuter, dit-elle. Le mariage fait partie des peines de la vie, il n'y a guère de place dans l'islam pour les droits de la femme. Personne ne reconnaît nos sentiments, et si nous les exprimons les gens nous haïraient probablement. » Et gare aux rebelles, qui risquent d'être renvoyées dans leur village, mariées de force ou transformées en bêtes de somme, comme Shazia Shafie, treize ans, retrouvée grâce à l'obstination d'une voisine.

Almas Abbasi dirige une branche locale de l'officielle Commission pour l'égalité raciale (CRE), chargée de vérifier la bonne application de la loi sur les relations raciales de 1976 interdisant toute discrimination basée sur la race ou la nationalité, mais pas sur la reli-

gion. En dépit des textes qui régissent cette société multiraciale du Royaume-Uni, il reconnaît : « Nous nous sentons vulnérables. On nous rappelle tout le temps que nous sommes une minorité étrangère. En ne nous pratiquant pas, le gouvernement entretient ce sentiment de frustration, de rejet. Quand je retourne à Islamabad, je sens un poids disparaître de mes épaules, on ne me traite plus de « sale nègre » ou de « Paki » ».

Denis McShane, le député travailliste local, est plus optimiste. « Les membres de la communauté musulmane sont citoyens à part entière ; ils sont maires, conseillers locaux, sont bien implantés dans la société civile. Certains sont candidats aux prochaines élections. Leur pays de référence est très loin, ce n'est ni l'Algérie (comme pour la France) ni la Turquie (pour l'Allemagne), qui pèsent sur l'Europe en

« Il faudra que les gens s'habituent à l'idée que nous sommes ici pour rester »

raison de leur proximité. Leur présence contribue à faire évoluer notre société, elle n'est pas une menace. A l'école, les références à la culture musulmane sont aussi une référence éducative pour les jeunes Blancs du Yorkshire. » Selon lui, les jeunes immigrés « ont évalué ; avant ils avaient peur, aujourd'hui ils savent se défendre. Il n'y a plus beaucoup d'attaques de Pakistanais, c'est trop dangereux ! »

Partagés entre deux cultures, beaucoup se sentent mal dans leur peau. A l'école, l'éducation religieuse est surtout réservée au catéchisme anglican. Ils ont du mal à se faire accepter hors de leurs ghettos. Désorientés, les uns s'occidentalisent, d'autres « s'enfoncent dans la délinquance ou deviennent religieux », dit M. Abbasi. Pourtant, quand ils ont de la chance et de la volonté, les jeunes musulmans réussissent bien : à seize ans, Jakira Khanam vient

d'obtenir les meilleurs résultats du pays à l'examen du GCSE (General Certificate of Secondary Education). Une des journalistes vedettes de la chaîne de télévision Channel 4 se nomme Zahab Badawi. On compte de nombreux musulmans dans les professions libérales et plusieurs millionnaires, comme Shami Ahmed, créateur de la marque de jeans Joe Bloggs, ou le *self-made-man* de Birmingham, Barkat Chaudhry.

**L**A communauté musulmane est, en fait, diversifiée, avec une majorité d'origine rurale et une petite élite cultivée, éduquée à Eton ou à Cambridge. Le journaliste sud-africain d'origine indienne Mushtaq Parker préfère parler de « communautés » et reproche aux médias de céder trop facilement aux stéréotypes. Il pense qu'il ne faut pas surestimer

versel. Nous ne pouvons vivre ici comme des Pakistanais. Le problème, c'est que le niveau d'éducation des adultes est très bas, que la venue d'imams peu éduqués n'encourage pas le progrès : ces imams continuent de vivre avec leur idée de société séparée ; ils ne comprennent rien à leur nouvel environnement, et tout leur paraît *haram* (impur) ».

Cette modération n'est pas le fait de toute la communauté musulmane. Comment oublier l'affaire Rushdie, cet écrivain d'origine indienne condamné à mort par l'imam Khomeiny en 1989 pour avoir écrit *Les Versets sataniques*, l'autodafé de son livre à Bradford, ville à forte population musulmane, la création en 1992 d'un « Parlement islamique » par Kalim Siddiqi, mort récemment, ou les incidents sporadiques et violents dans plusieurs cités ? Londres est, surtout, devenue la base arrière des opposants aux régimes musulmans, qui y ont trouvé asile, continuent de tisser leurs réseaux, de ramasser des fonds – voire des armes – et d'intensifier leur propagande. Des commanditaires des attentats de l'été 1995 en France y attendent toujours leur extradition.

Sheikh Omar Bakri Muhammad est l'un de ces activistes en exil. Il a quitté le Hezb ut Tahrir et pris la tête de son propre groupe, ou groupuscule, Al Muhajiroun (l'émigré), accusé par le Caire et Alger d'« encourager le terrorisme ». Ce quadragénaire harbu d'origine syrienne dirige une « école de charia » au sous-sol de la mosquée de Finsbury Park, à Londres. Il ne cache pas son intention d'« instaurer le califat dans le monde entier » et de « faire flotter le drapeau de l'islam sur Downing Street et sur l'Elysee ». Il reconnaît que « la bonne chose avec l'Occident, c'est qu'il permet aux musulmans de se rencontrer sans obstacles ». Londres est ainsi devenue « la capitale internationale du mouvement islamique ». C'est également celle de la presse en langue arabe en dehors du Proche-Orient. Forts de ces facilités, longtemps

accordées avec libéralité par le Foreign Office, des hommes comme le dissident saoudien Mohammed al Masari se sont installés ici. Le droit d'asile ne leur interdisant pas de se livrer à des activités politiques, ils en profitent et suscitent des protestations dans plusieurs pays arabes.

Sheikh Omar dénonce pêle-mêle tous les dirigeants de pays musulmans, « des fantoches de l'Occident », contre lesquels il faut mener la *djihad*. Mais, sachant jusqu'où il peut aller sans tomber sous le coup de la loi et « utilisant toutes les ressources dans les limites du droit », il se défend d'être l'apologue des terroristes : « Ce sont des combattants qui remplissent un devoir divin », leur lutte armée doit se limiter au monde islamique, qui inclut bien entendu le territoire d'Israël. Mais surtout, Al Muhajiroun se veut « la voix, les yeux, les oreilles et bientôt le bras de la communauté musulmane » et milite activement chez les étudiants. Ce qui inquiète les modérés, qui craignent que l'odeur de soufre engendrée par de tels propos ne jaillisse sur toute la communauté musulmane.

**M**ÊME s'ils se sentent souvent considérés comme des citoyens de seconde zone, les musulmans britanniques – comme les autres minorités ethniques – bénéficient d'une position que l'on imagine mal en France. Il n'est pas rare de voir des « Asians » ou des Noirs présenter le journal télévisé, exercer des postes de responsabilité dans la police ou l'administration locale. Tout compte fait, ils s'accommodent de la séparation entre communautés qui prévaut ici et se sentent mieux en Angleterre que dans une France qui leur renvoie des images de brutalités policières et d'expulsions. Une Angleterre où le curry – plat national du sous-continent – se répand comme une tache d'huile, et où l'on trouve désormais plus de restaurants « indiens » que chinois.

Patrice de Beer  
Dessin : Honia Prynska



# Institutions et xénophobie

par Tzvetan Todorov

**B**ENJAMIN Constant, le fondateur du libéralisme politique en France, a rédigé en 1806 ces lignes d'une étonnante actualité : « L'obéissance à la loi est un devoir : mais, comme tous les devoirs, il n'est pas absolu, il est relatif ; il repose sur la supposition que la loi part d'une source légitime, et se renferme dans ses justes bornes. Mais aucun devoir ne nous lierait envers des lois qui non seulement restreindraient nos libertés légitimes et s'appesantiraient d'actions qu'elles n'auraient pas le droit d'interdire, mais qui nous [en] commanderaient de contraires aux principes éternels de justice et de pitié, que l'homme ne peut cesser d'observer sans démentir sa nature. » Il est nécessaire d'indiquer les caractères qui font qu'une loi n'est pas une loi.

« La rétroactivité est le premier de ces caractères. »  
« Un second caractère d'illegalité dans les lois, c'est de prescrire des actions contraires à la morale. Toute loi qui ordonne la délation, la dénonciation, n'est pas une loi ; toute loi portant atteinte à ce pen-

chant qui commande à l'homme de donner un refuge à quiconque lui demande asile n'est pas une loi. Le gouvernement est institué pour surveiller ; il a ses instruments pour découvrir, pour punir, pour réprimer ; il n'a point le droit de faire retomber sur l'individu, qui ne remplit aucune mission, ces devoirs nécessaires mais pénibles. Il doit respecter dans les citoyens cette générosité qui les porte à plaindre et à secourir, sans examen, le faible frappé par le sort. »

**Benjamin Constant en 1806 : « Anathème et désobéissance à la rédaction d'injustices et de crimes décorée du nom de loi ! »**

« C'est pour rendre la pitié individuelle inviolable que nous avons rendu l'autorité publique impuissante. Nous avons voulu conserver en nous les sentiments de la sympathie, en chargeant le pouvoir des fonctions sévères qui auraient pu blesser au fléatir ces sentiments. »  
« Si la loi nous prescrivait de faul-  
ter aux pieds, et nos affections, et nos devoirs ; si elle nous interdisait la fidélité à nos amis malheureux ; si elle nous commandait la perfidie envers nos alliés, ou même la persécution envers nos ennemis vaincus ; anathème et désobéissance à la rédaction d'injustices et de crimes

(comme on disait naguère). Il existe un petit nombre de règles et de maximes, communes à la justice et à la morale, qui ne figurent pas dans les lois mais sont présumées par elles. Si cela n'avait pas été le cas, on n'aurait jamais pu parler de crimes contre l'humanité (crimes qui ne transgressent pas les lois des pays où ils ont été

pas si, à long terme, ces mesures seroient efficaces pour endiguer l'immigration clandestine, mais elles ont un impact immédiat : elles établissent une forte association entre étrangers et criminels. On prend les empreintes des délinquants, on crée des fichiers pour les suspects. Il y a là un effet symbolique puissant, induit par la loi, et qui inscrit la xénophobie dans les institutions.

Je n'ai pas vécu sous le régime de Vichy, pour établir des comparaisons ; mais j'ai passé une partie de ma vie dans un pays totalitaire (la Bulgarie). Le contact avec les étrangers y était une chose éminemment dangereuse : même si tout se passait dans les règles, on se rendait immédiatement suspect. Il fallait endurer de nombreuses tracasseries administratives pour pouvoir inviter chez soi un étranger ; et l'on devait rapporter son départ au commissariat. La dénonciation était un devoir. Jamais je n'aurais imaginé que la France se mette un jour à limiter les coutumes bulgares.

Ces lois sont proposées, je l'imagine, pour défigurer la France. Cet

effet est loin d'être évident dans le domaine qui est le mien, la recherche scientifique. Tout individu qui y participe sait que les échanges internationaux, qui impliquent des contacts personnels, sont une condition indispensable au progrès de notre travail.

Pense-t-on vraiment que semer des embûches sur le chemin des chercheurs et des étudiants étrangers, pour peu qu'ils ne soient pas des ressortissants des pays de l'Union européenne, va contribuer au rayonnement mondial de la France ? Un tel climat est contraire à l'esprit de la recherche scientifique et risque de la condamner au provincialisme.

Et qu'on ne me dise pas : alors vous voulez que toutes les frontières soient ouvertes ! Seuls les démagogues et les manichéens raisonnent ainsi. Nous n'avons pas à choisir entre deux extrêmes.

Les lois xénophobes ne protègent pas la France, elles l'attaquent.

**Tzvetan Todorov** est directeur de recherche au CNRS.

## Etat d'urgence démocratique

Suite de la première page

Mais leur teneur est toujours la même : ce sont le respect des vivants et des morts, l'hospitalité, l'inviolabilité de l'être humain, l'imprescriptibilité de la vérité. Elles énoncent les valeurs qui permettent à une communauté politique de dire le droit et la justice, et qu'un gouvernement ou un Etat doivent donc sauvegarder à tout prix.

De telles lois non écrites sont au-dessus de toute législation de circonstance, et généralement de toute loi positive. C'est pourquoi, dès lors que les citoyens constatent une flagrante contradiction entre les deux, ils ont pour devoir de porter le conflit sur la place publique, en proclamant leur obéissance aux lois non écrites, serait-ce au détriment de l'obéissance aux lois positives. Du même coup, ils recréent les conditions d'une législation ou de la « volonté générale ». Ils s'attaquent par le concept de la loi, ils le défendent.

A moins de supposer des gouvernements et des peuples parfaits, on voit bien que, si une telle démonstration n'était pas apportée périodiquement, l'empire de la loi dégèrerait en raison d'Etat. L'opinion l'emporterait selon laquelle les conditions formelles des lois (leur adoption par un Parlement régulièrement élu, leur conformité à la Constitution, etc.), évidemment nécessaires, seraient aussi suffisantes. Une telle conception purement étatique se profile dans les déclarations du ministre de la justice, qui peuvent se résumer dans le vieil adage : « La loi c'est la loi ».

Inversement, l'histoire de l'Etat

demeure embarrassante pour les juristes. Rien d'étonnant à cela, puisque la Déclaration énonce ce qui constitue l'homme en citoyen actif : elle a affaire à la capacité politique que le peuple ne délègue pas, et aux responsabilités qui en découlent pour les individus qui le composent. Elle représente ainsi, au sein même de la Constitution, le « pouvoir constituant » du peuple qui dépasse toute Constitution et fonde son caractère démocratique.

Or la Déclaration pose comme droits « naturels et imprescriptibles » (art. 2) « la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression ». L'histoire s'est chargée de nous enseigner l'actualité permanente de cette dernière notion, qui ne figure pas simplement une référence au langage particulier des époques révolutionnaires. Elle est périodiquement remise à l'épreuve et sa signification s'en trouve élargie.

Il se pourrait que, à travers les vicissitudes de la politique d'immigration - qui, tous gouvernements confondus, se ramène à une politique anti-immigrés, préalablement illégales -, nous soyons en train de vivre une de ces expériences cruciales. Son bénéfice aura été de renouveler pour la génération actuelle la démonstration que la résistance à l'oppression ne concerne pas uniquement l'oppression qu'on subit soi-même, mais aussi l'oppression que subissent les autres. Que les deux soient inséparables, et que tel soit justement le sens de la liberté et de l'égalité, non seulement la Déclaration ne le nie pas, mais, à bieu y regarder, elle l'implique.

Nous savons qu'on nous objecte l'opportunité, l'équilibre, le fait que le texte Debré est équilibré, ou qu'il est juste... C'est à-dire les compromis nécessaires avec la réalité, quand ce n'est pas avec la ma-

lequel des dispositions antérieures allant déjà dans le même sens n'ont pas été contestées (ce qui reste à voir), même s'il pointe les responsabilités partagées de la classe politique (pourquoi s'en priverait-il ?), ne porte pas contre la légitimité du mouvement d'indignation actuel. Plus il est tard, plus l'urgence est grande.

La deuxième condition, c'est que l'appel à la désobéissance civique, toujours fondé sur une décision individuelle, ne reste pas un geste de témoignage isolé, mais ouvre la possibilité d'une action collective et d'un changement du cours des choses. Nous serons bientôt fixés sur ce point. Cette condition n'est pas dissociable d'une troisième, pleinement réalisée dans le cas de l'appel des cinéastes : il s'agit d'un appel préventif. Le gouvernement peut encore se raviser. La désobéissance doit être question de conditionnelle : elle ne tend pas à précipiter l'irréparable, mais à l'empêcher, tout en étant résolue à y faire face.

La dernière condition, c'est que la désobéissance civique accepte ses propres conséquences : le risque qu'elle comporte pour ceux qui l'exercent, ce qui va de soi, mais aussi ses effets dans le champ politique. L'enjeu du moment, c'est la remontée du fascisme en France, dont la revocation inlassable d'une législation xénophobe forme une composante essentielle. On dit aux pétitionnaires : vous apportez de l'eau au moulin du fascisme, en illustrant ce qu'il appelle l'anti-France, ou en faisant obstacle à la lutte contre l'immigration clandestine, qui est le fumer sur lequel il prospère. Cela suppose d'accepter que la démocratie puisse durer en faisant la politique de ses adversaires, et qu'elle se renforce en refusant, au nom du consensus national, de trancher entre des principes inconciliables. Ceux qui défendent la liberté de circulation, le devoir d'hospitalité, les droits acquis des résidents, font, ou le voit, le raisonnement inverse. Ils nous demandent à tous de choisir entre camp et autre vérité. Ils tentent encore un effort pour être républicains, et pour que nous le demeurions dans les années à venir.

Qu'il s'agisse de l'essence de la loi, du recours au droit de résistance, ou des responsabilités, on observera que toutes les décisions impliquées dans un tel geste comportent une part irréductible de subjectivité. Elles ne sauraient se déduire de règles préétablies. Elles renvoient donc à ce qu'on d'autre époque on eût appelé le parti, ou l'engagement : En l'occurrence, elles répondent aussi à la démonstration de courage et de responsabilité que, depuis des mois, ils ont publiquement menée. Cet élément subjectif n'est pas extérieur à la politique ; il est la contrepartie nécessaire du danger d'arbitraire du pouvoir, l'équivalent démocratique de l'état d'urgence.

L'épreuve de vérité qui s'engage ainsi aura valeur de test collectif, pour les gouvernements comme pour les citoyens. Il n'est pas exagéré d'y voir un rendez-vous citoyen en vraie grandeur, proposé à la nation tout entière.

**Etienne Balibar**

## Nullité des licenciements : où est le scandale ?

par Tiennot Grumbach et Antoine Lyon-Caen

**L**E temps serait-il venu de réviser la législation sur les licenciements économiques ? A entendre ou à lire certains, il y aurait urgence. L'alerte aurait été donnée par un arrêt de la Cour de cassation rendu le 13 février.

Sa chambre spécialisée en droit du travail y profiterait d'une sorte de grossièreté, en usant d'un mot étrange, insupportable : les licenciements de salariés prononcés au terme d'une procédure ouille pour

duire un effet utile. Rien de moins, mais rien de plus. Où est l'urgence ? Les juges se sont montrés avant tout soucieux des textes et de leur histoire.

Les offusqués oublient alors la loi. Et d'évoquer, sur un ton dramatique, les conséquences de cette nullité. Prêtent-ils un instant attention aux salariés ? Non point. Comme si l'ingénieur, l'employé, l'agent technico-commercial, licenciés entre quarante-cinq et cinquante-cinq ans, aux qualifications

sion ? En vérité, la nullité est pour beaucoup un prétexte. C'est un autre procès que l'on entend instruire. Est-ce celui du droit des licenciements collectifs ? Peut-être. Il aurait, disent certains, mal tourné. Les entreprises vivraient dans un état d'« insécurité permanente ». L'expression est singulière. Cet état était plutôt réservé aux salariés. Il faudrait cependant s'habituer à cette terrible inversion. Dans les rapports de travail de cette fin de siècle, l'insécurité aurait changé de camp. Et surtout, que l'on ne s'avise pas de démontrer que le système français des licenciements économiques est l'un des plus flexibles de l'Europe de l'Ouest, ni de prétendre que le nombre de salariés ainsi remerciés l'atteste. Ce serait un contresens.

Les salariés, quant à eux, n'auraient rien gagné à ce système. Juste un pis-aller, une garantie illusoire : une possibilité de saisir des juges dans l'espoir de faire corriger des initiatives dont ils ressentent l'injustice. Pourtant, devant un jeu de Monopoly porteur d'exclusion et d'amertume, est-il indigne de s'adresser aux juges ?

Mais ce raisonnement n'est que purement théorique. Les maux, l'insécurité qu'éprouveraient les entreprises, l'illusion créée chez les salariés, auraient des responsables. Des responsables qui n'ont pas l'initiative, qui s'efforcent de servir l'intérêt public, qui publiquement, tout le monde partage et qu'on demeure la loi proclamée.

Des responsables quand même, puisqu'ils ont l'intrépidité de prendre au sérieux les textes qu'ils leur est demandé d'interpréter et d'appliquer. Ces audacieux impénitents, ce sont les juges. Ils osent, en effet, obéir à un civisme malséant et ne pas tenir pour nul et de nul effet le mot d'ordre collectif : les licenciements économiques ne doivent être que des mesures d'urgence. Voilà les coupables. Et les autres ? Ils deviendraient leurs victimes, les entrepreneurs dans leurs difficultés et les salariés dans leurs blessures.

Brisons-là. La critique des juges n'est pas interdite. Bien sûr, elle tend à les intimider. Le monde du droit n'a rien de paisible ; il est traversé de luttres. Parfois, d'ailleurs, les juges reculent. Mais dans la critique intempestive des juges, la République elle-même peut être atteinte. A qui se fier, en effet, quand viennent à perdre leur crédit les rares autorités qui, dans leurs actes, expriment leur fidélité à la mission qui leur est assignée ?

**Tiennot Grumbach** est avocat.  
**Antoine Lyon-Caen** est professeur de droit à l'université Paris-X - Nanterre.

**Avec le paradoxe apparent d'une transgression fondatrice, nous sommes au cœur du rapport entre la désobéissance et la citoyenneté. Mais il a des bases encore plus précises dans la Constitution**

républicain en France, avec ses épisodes de lâcheté et d'héroïsme, de l'affaire Dreyfus à la Résistance, et du Manifeste des 121 au procès de Bobigny, ne manque pas d'illustrations du processus par lequel les conditions substantielles de l'obéissance à la loi se trouvent refondues à travers le refus d'accepter les décisions iniques de l'autorité politique ou judiciaire.

Avec ce paradoxe apparent d'une transgression fondatrice, nous sommes au cœur du rapport entre la désobéissance et la citoyenneté. Mais il a des bases encore plus précises dans la Constitution, puisqu'elle s'ouvre par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Il n'en alla pas toujours ainsi. Et la question de savoir en quel sens les énoncés de la Déclaration, énumérant les « droits fondamentaux », doivent être considérés comme contraignants pour le législateur,

forté silencieuse (à laquelle on craint que Jean-Marie Le Pen ne soit en train de donner une voix). Laissons chacun réfléchir ici à ce qu'a produit le réalisme, depuis vingt ans au moins, en fait de contrôle des trafics de main-d'œuvre, d'intégration des étrangers en France, ou de formation de l'esprit public. Tout cela n'élimine pas la question : la désobéissance civique peut-elle être une action politiquement responsable ? A quelles conditions ?

L'une est que nous nous trouvions dans une situation d'urgence. C'est le cas dès lors qu'un seul est en passe d'être franchi dans la dégradation de l'état de droit, au-delà duquel le principe d'une discrimination quotidienne contre les étrangers et d'une surveillance de ceux qui les accueillent, les aident ou les fréquentent serait explicitement inscrit dans la loi. C'est pourquoi l'argument du gouvernement selon



# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-20. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 206 F  
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

## Rafistolage franco-américain

**L**e passage de Madeleine Albright à Paris marque-t-il vraiment un nouveau départ dans les relations franco-américaines, qui semblaient se résumer depuis quelques mois à un enchaînement de polémiques plus ou moins huyantes ? Le ton, à coup sûr, a changé. Hervé de Charette, qui était devenu la cible des crocs-en-jambe du précédent secrétaire d'Etat américain, puisera sans doute dans les bonnes intentions affichées par sa nouvelle collègue un soulagement particulier. Ce n'est pas, même si, comme l'écrit le *New York Times*, « la guerre verbale est finie », rien d'indiquer que les divergences de fond entre Washington et Paris soient en passe de se réduire.

La principale d'entre elles porte sur la réforme de l'OTAN. La France réclame un « véritable partage des responsabilités » entre l'Europe et les Etats-Unis. Elle pose cela comme une condition à la poursuite de sa réintégration dans les instances militaires atlantiques. La revendication française de voir un Européen prendre la place de l'Américain en charge du commandement Sud de l'OTAN reste une pomme de discorde. La seule nouveauté, c'est la présentation qui est faite désormais de ce problème à Paris. « Nous ne sommes pas démonstrateurs », répète-t-on à présent, en ajoutant que, si aucun accord ne peut être trouvé d'ici au sommet de l'OTAN au mois de juillet à Madrid, on n'en fera ni une maladie ni un sujet d'affrontement avec les Etats-Unis.

Face à la résistance américaine, Paris semble désormais se préparer à l'échec. La question est de savoir qui a le plus à y perdre. On fait valoir, du côté français, le discrédit qui en résulterait pour Washington. Pour la première fois dans l'histoire de l'Alliance, souligne-t-on, l'Allemagne avait choisi le camp français, les Italiens aussi, et les Anglais n'étaient pas loin de se laisser entraîner. En refusant toute concession, les Etats-Unis feraient une éclatante démonstration de leur incapacité à partager le leadership, y compris dans la zone devenue stratégiquement la plus sensible pour l'Europe depuis la fin de la guerre froide : la Méditerranée.

C'est vrai. Mais si elle était avérée, l'impossibilité d'« européaniser » l'OTAN ne donnerait pas pour autant de meilleures chances à une défense européenne autonome. Hormis dans le domaine de l'observation militaire, cette dernière est encore illusoire, et on a bien du mal à imaginer quelque intervention militaire menée par des Européens seuls, hors du cadre de l'OTAN. La France fait désormais savoir qu'elle n'entend pas revenir sur le mouvement déjà accompli vers la réintégration dans les instances militaires de l'Alliance. Elle a pour elle une logique qui, avec le temps et lorsque les Etats-Unis consentiront enfin à une vraie réforme de l'OTAN, finira probablement par s'imposer. Mais, à plus brève échéance, un échec à Madrid serait avant tout le sien.

**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE.  
Président du directeur, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directeurs : Jean-Marie Colombani ; Dominique Albry, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint  
Directeur de la rédaction : Edwy Frenet  
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Pierre Lhonnau, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Cassan, Pierre Georges, Laurent Gaudier, Erik Izquierdo, Michel Kojan, Bertrand Le Goff  
Directeur artistique : Dominique Royette  
Rédacteur en chef technique : Erik Aclit  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourquet  
Modérateur : Thomas Fereol  
Directeurs adjoints : Erik Pallou, directeur délégué ; Anne Chassagnon  
Conseiller de la direction : Alain Rollat, directeur des relations internationales ; Daniel Verret  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Corbiau, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Bonne-Mey (1944-1949), Jacques Faurer (1949-1952), André Laurent (1952-1953), André Pomme (1953-1955), Jacques Lesourne (1955-1959)

**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE.  
Durée de la société : cent ans à compter du 15 décembre 1996.  
Capital social : 95 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bonne-Mey, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investissement, Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS **Le Monde**

### Le visage de Moscou

En raison d'un mouvement de grève dans les imprimeries parisiennes **Le Monde** n'a pas paru du vendredi 14 février au lundi 17 mars 1947. L'article ci-dessus a été publié dans le numéro daté 3-6 janvier 1947.

LA VILLE de Moscou a beaucoup changé depuis la révolution. Elle a presque totalement perdu cet aspect asiatique qui faisait son originalité et son charme à l'époque du tsarisme, mais qui le regrette aujourd'hui ?

Moscou a donc pris un visage européen, plus banal, mais conforme aux nécessités pratiques, car le développement énorme de la banlieue industrielle, l'accroissement constant de la population ont exigé le percement de larges avenues à travers le dédale des petites rues pittoresques de jadis. La pierre et le ciment armé ont remplacé le bois dans la construction des im-

meubles modernes, et les petites maisons de bois entourées de jardins ne sont plus que d'attendris-sants anachronismes.

Les Russes désirent faire de Moscou une magnifique cité moderne, réaliser l'idéal que définissait déjà le plan de reconstruction de 1935 : « Faire en sorte que la capitale reflète pleinement la grandeur et la beauté de l'époque socialiste. » Heureusement, ils n'ont pas songé à américaniser Moscou. Gardant le sens de la mesure, ils n'ont pas construit de gratte-ciel et, après s'être emballés au début de la révolution pour les innovations architecturales les plus excentriques, ils ont fini par adopter un style plus simple, plus classique, qui, pour les palais et les ministères, revient aux traditions de l'empire russe.

André Pierre  
(15-6 janvier 1947.)

### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-06-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

## Et maintenant, la « culture virtuelle »

LORSQU'UNE MACHINE de communication culturelle se met en marche - pour un film, un livre, un disque, longtemps avant que quiconque puisse en prendre connaissance - l'objet qu'elle est censée promouvoir devient-il secondaire au point d'être superflu ? En un mot, est-il encore nécessaire que le film ait été tourné, que le livre ait été écrit ? Le bruit fait autour d'un événement culturel ne suffit-il pas amplement à le faire exister ? N'est-ce pas temps de célébrer l'ère de la « culture virtuelle », dans laquelle aucune œuvre, avec ce qu'elle porte de risques, de possibilités de jugements, de discorde, de contestation, ne viendrait gêner le discours dit de communication ? La question peut paraître absurde, provocatrice, énorme. Elle peut aussi, pour les lecteurs de *La Société du spectacle*, de Guy Debord - mais sont-ils si nombreux qu'on le prétend ? - paraître extrêmement banale, enfonçant quelques portes largement ouvertes par celui qui a longuement expliqué, dès 1967,

comment « la culture, devenue intégralement marchandise », devait « devenir la marchandise vedette de la société spectaculaire ».

Mais, trente ans après le travail de Debord, tout est accompli, au point que ceux qu'on pensait être, par fonction, les défenseurs de la culture - intellectuels, écrivains, artistes, voués à produire de la pensée ou des objets s'inscrivant dans la durée -, sont eux aussi pris

vies, du premier film de Bernard-Henri Lévy, *Le jour et la nuit* (*Le Monde* du 15 février). On pourrait y ajouter, dans une moindre mesure, la promotion du premier roman de Claire Chazal - présentatrice du journal télévisé qui explique volontiers de quoi parle *L'Institutive* (Plon), pour que personne n'ait à dire comment c'est écrit - ou celle du livre à quatre mains de l'éditeur Olivier Orban et de son épouse,

doivent apparaître et s'exprimer « mais à leur heure, selon leur rythme et sous la dictée de leur seule conscience ». Il se désolait de voir que certaines personnes, à son sujet « ont tendance à oublier l'œuvre et à s'émouvoir sur la personne ». Mais il a lui-même évité de montrer son film aux critiques de cinéma et a abondamment favorisé ce qu'il considérait : le déplacement du discours, de l'œuvre vers la personne, la multiplication des propos préliminaires, qui visent, en premier lieu, à empêcher la critique, à l'éliminer, qu'elle soit positive ou négative, parce qu'elle est « parole autre » et parole de l'autre, d'un individu.

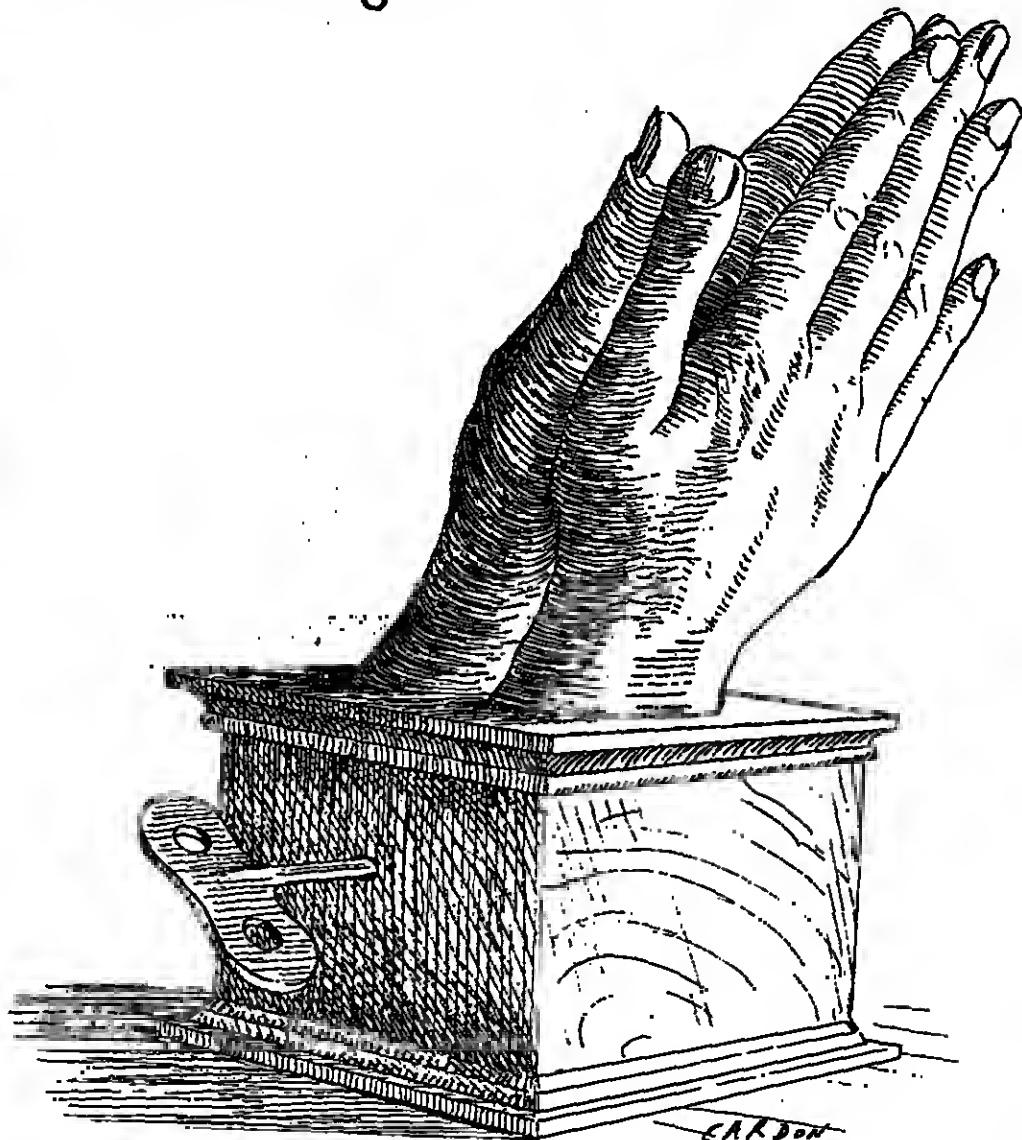
La critique est un obstacle majeur à la communication et au « virtuel », car elle a vocation à légitimer. Elle est un acte non publicitaire. La communication, elle, use des procédés publicitaires, qui fonctionnent par effet de transfert de séduction : le spot publicitaire plaît au public, donc l'objet vanté lui plaira. En matière culturelle, le discours promotionnel joue à la fois sur l'argument d'autorité - « est intelligent donc son livre ou son film le sera » - et sur la séduction publicitaire - les auteurs sont riches, la maison est belle, les photos sont bonnes, donc le livre ou le film auront du succès.

Lorsqu'on s'est débarrassé ainsi de la fonction critique, il devient facile d'annuler la culture elle-même, entre deux postures : promotion et commémoration, deux gestes symétriques d'évitement de l'œuvre vivante. Tous deux détournent l'attention de l'objet lui-même vers ses protagonistes : la promotion anticipe, l'auteur annonçant un hypothétique ouvrage à venir, la commémoration célèbre le créateur mort en obligeant ce qu'il a créé. L'événement se situe, dès lors, en amont ou en aval de l'objet culturel. La promotion est, au fond, commémoration anticipée. L'existence de l'œuvre dérange, elle perturbe le mécanisme. Car la définition même de l'œuvre est d'être ouverte à l'interprétation, donc à une multiplicité de paroles.

L'objet culturel peut être autre chose que les discours faits sur lui. Ces discours sont seulement des discours d'intention. L'œuvre, elle, est en tension entre des intentions et des effets ; c'est même la condition de sa durée, de son inscription dans l'histoire. Et la possibilité de l'exercice critique sur elle va de pair avec le fonctionnement démocratique de la société. Il ne faudrait pas, au moment où la culture subit les attaques frontales des partis anti-démocratiques, que les intellectuels oublient les menaces plus sournoises et évitent de s'interroger sur le danger totalitaire des stratégies de communication, de cette confiscation préalable d'un objet culturel dont l'idéal serait qu'il soit seulement nommé, pour être dispensé d'exister.

Josyane Savigneau

## Les arts ménagers par Cardon



## Déferlante par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

Les Sables-d'Olonne, 18 février.

A l'entrée des Sables, même par petit vent, des bancs font lever une houle improbable. Les bateaux les plus lestés partent au surf. Certains estomacs font de même. On se sent soulevé vers nulle part, au-dessus de soi.

C'est un sentiment à cette image qui a empaumé les milliers de curieux massés lundi le long du chenal, au passage d'Auguin, et, de proche en proche, des millions de téléspectateurs. Que leur inspirait donc ce gamin amaigri, mal rasé et courant sur son pont pour d'ultimes réglages ?

Le vainqueur du *Vendée Globe* offrait d'abord, par procuration, l'émotion de tous les retours, de toutes les frayeurs surmontées. Il donnait le spectacle d'un bonheur de haute qualité, avec femme rayonnante, bébé dans les bras, parents en larmes. Mais encore ? Cela valait-il un triomphe à la Lindbergh, à la Armstrong ? Après tout, Auguin n'a pas vaincu l'Atlantique en avion, ni marché sur la lune.

Le saut technique est le pour-tant, moins voyant mais certain et prometteur. Le Tour du monde en solitaire consacre un troisième âge de la voile sportive. Après

l'époque bois-cuivre-coton (1920-1960) - celle d'un autre Granvillais, Marin-Marie -, après l'ère plastique-inox-nylon (1960-1990) - mettons, l'ère Tabarly -, sont venus le carbone, facteur de légèreté insensée (coque de 4 mm d'épaisseur ; grément, d'ailleurs, de dérivés de plage), et le bond des communications, qui a permis des sauvetages incroyables auparavant, et le partage de l'aventure en direct.

Reste que des hommes et des femmes auront veillé trois mois et plus sur ces laboratoires géants, dérapé sur ces ponts nus, courbé le dos lorsque s'écroulaient sur leur arrière si peu défendu des immeubles d'eau antartique à deux degrés. Quand on a dit : « Ces fous ! », on s'en rend compte. Ce n'est pas de la lucidité !, devrait-on dire. Là où tout plaisancier chevronné n'aurait plus pensé qu'en termes de survie, on les entendait jongler avec des « options » de course, un bord vers l'Afrique, l'autre vers l'Amérique, comme s'il s'agissait d'une régate entre trois bouées.

Auguin ne porte pas par hasard le prénom du saint des voyageurs. On a lu partout son esprit de méthode : de fait, son fléme en impose. Vers Noël, j'ai croisé

son père sur le port désert de Granville. « Ne vous en faites pas pour Christophe ! », répétait-il. Lundi dernier, le même m'avouait : « Je préfère quand même le voir rendu », le savoir « quitte », comme on dit chez nous. Et son visage s'inondait de soulagement fier.

D'un équilibre impressionnant, Auguin réfléchit finement à ce qui lui arrive. Il sait déjà qu'il ne recommencera pas la grande boucle - « J'ai ma dose ». Il a pris la mesure de la relativité où son exploit reléguait nos petites et grandes misères. J'oubliais : il a choisi un accomplissement, la mer, qui, à l'inverse d'a peu près toutes les autres réussites qu'on nous vante, ne tolère aucune frime. Le rare skipper qui tenta naguère de tricher sur son itinéraire a fini fou, et le film tiré de sa pauvre ruse - *Les Quarantièmes rugissants* - fut un naufrage.

Astuce, sensibilité, profondeur, morale : cela fait beaucoup de raisons pour comprendre ce qui soulevait nos cœurs, dans le chenal des Sables, cette déferlante intérieure dont notre époque ne fournit plus guère l'occasion, et dont le nom même pourrait disparaître, faute d'en user : l'ADMIRATION.

### RECTIFICATIFS

#### PAKISTAN

Dans notre article sur la victoire de la Ligue islamique de Nawaz Sharif au Pakistan (*Le Monde* du 6 février), il fallait lire que celui-ci s'était abstenu durant la campagne de toute « position anti-indienne » et non de toute « position indienne ».

#### ÉCOLES

Une erreur s'est glissée dans les effectifs des formations technologiques (*Le Monde* du 11 février). Pour les écoles d'ingénieurs, il fallait lire : 75 700 étudiants dont 24 200 dans les écoles universitaires et 19 650 dans les écoles publiques (ENI, INSA, Ensam).

#### APM

C'est à propos de l'appel à désobéir aux lois sur l'immigration, et non de la mobilisation des artistes pour défendre Châteauneuf, que l'Association professionnelle des magistrats, l'APM, a indiqué qu'elle « s'indignait de cette manifestation irresponsable de personnes totalement coupées des réalités » (*Le Monde* du 15 février).

#### MOTS CROISÉS

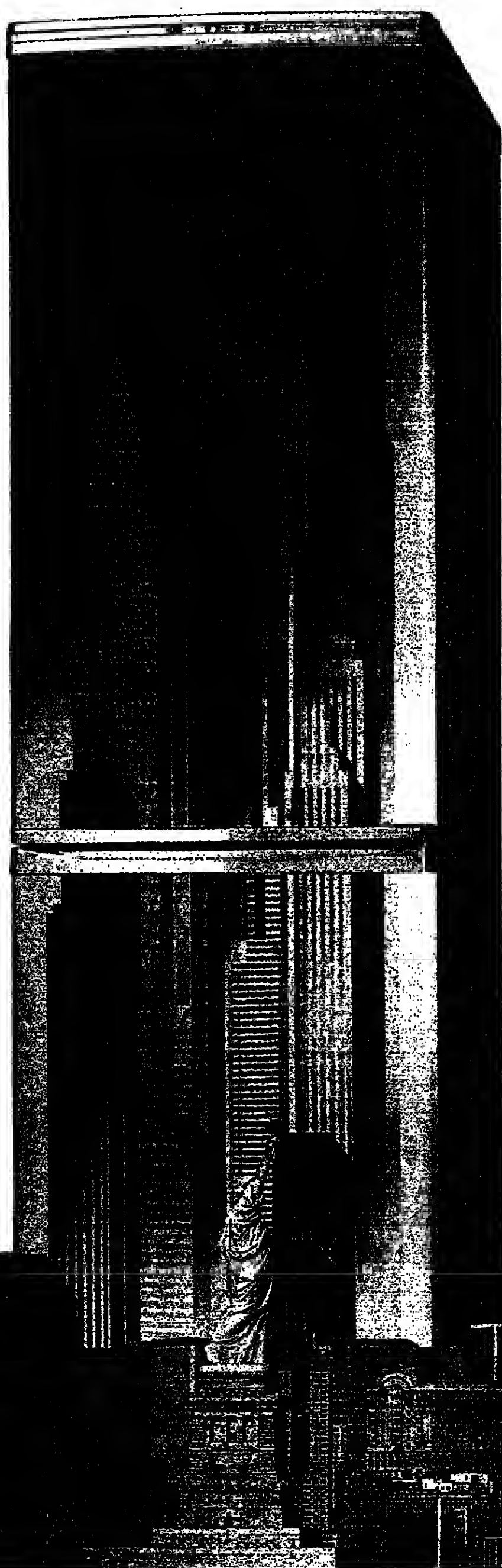
A la suite d'incidents techniques, les grilles de mots croisés n° 97 021 (*Le Monde* du jeudi 13 février) et 97 024 (*Le Monde* daté dimanche 16-17 février) comportaient des erreurs. Dans le premier cas, une case noire a été déplacée de II-9 en II-8 ; dans le second cas, l'ensemble des cases noires ont subi une translation d'une colonne vers la gauche.



# Ariston met *New York* dans le réfrigérateur.

(Vous mettez de la gaieté dans la maison).

TESTA INTL



Aujourd'hui,  
une nouvelle idée Ariston est née:  
le réfrigérateur décoré.  
Décliné dans une gamme de  
10 motifs différents,  
exposé à la Foire de Cologne  
à partir du 18 Février, il est déjà  
en vente dans toute l'Europe.  
Audacieux et coloré,  
il embellit la maison  
et charme ses utilisateurs.  
Invitez-le chez vous.

<http://www.merloni.com>

**ARISTON**  
Enrichissez votre maison.



## ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 19 FÉVRIER 1997

**FINANCE** Le ministre français de l'économie et des finances, Jean Arthuis, a donné l'assurance lundi 17 février au commissaire européen chargé de la concurrence, Karel Van

Miert, que le nouveau plan de sauvetage du Crédit lyonnais lui sera transmis avant la fin de la semaine. ● **COMPTE TENU** de la complexité du dossier, Karel Van Miert a annoncé

qu'il lui faudrait au moins trois mois pour prendre position. ● **BRUXELLES** veut obtenir, en contrepartie d'une recapitalisation de plus de 10 milliards de francs, des sacrifices de la

banque allant jusqu'à une réduction de son activité en France. ● **LE GOUVERNEMENT** et les dirigeants de la banque vont chercher à convaincre Bruxelles que pour privatiser rapide-

ment le Lyonnais, il faut lui conserver une partie de ses activités les plus rentables. ● **LA BANQUE PUBLIQUE** va devoir se séparer de sa filiale allemande, la BfG.

## La France défend à Bruxelles l'avenir du Crédit lyonnais

Les concurrents de la banque publique convoitent ses réseaux américains et asiatiques. Ils n'acceptent pas que l'établissement soit recapitalisé sans une forte réduction de ses activités, notamment les plus rentables

AVANT LA FIN de la semaine, la Commission de Bruxelles aura sur son bureau la dernière mouture du plan de préparation à la privatisation du Crédit lyonnais. Un plan que les pouvoirs publics et la banque devront défendre pied à pied. Car les concurrents du Lyonnais peuvent difficilement accepter que la banque présidée par Jean Peyrelevade soit à la fois totalement déchargée de ses erreurs passées et recapitalisée de 10 milliards de francs sans subir, en contrepartie, une forte réduction de son périmètre.

Marc Viénot, le président de la Société générale, n'a donc sans doute guère d'espoir d'obtenir gain de cause lorsqu'il demande à Bruxelles d'imposer aux autorités françaises d'envisager une autre solution que la poursuite de l'activité du Lyonnais et, notamment, une liquidation contrôlée ou une vente par blocs (Le Monde du 18 février). Mais ce n'est certainement pas sans arrière-pensées qu'il prône la cession de ses activités américaines, de son réseau asiatique ou de ses activités de gestion pour compte de tiers en France, et pas seulement celle des filiales européennes les moins rentables. « Marc Viénot veut réduire le Crédit lyonnais à son activité domestique, explique un banquier. C'est de bonne guerre. » Sans ses activités internationales, les plus rentables aujourd'hui, le Lyonnais serait contraint de restructurer – et de réduire – encore son réseau en France.

Le président du Lyonnais va donc se battre pied à pied pour conserver ses marques en Asie et aux

Etats-Unis. Il estime la contribution du Crédit lyonnais - Etats-Unis au résultat de son groupe, pour l'ensemble de l'année, à 200 millions de dollars – plus d'un milliard de francs – tandis que l'Asie offrirait une contribution voisine de 150 millions de dollars, près de 800 millions de francs.

Ces activités sont surtout au cœur de la stratégie définie par M. Peyrelevade en vue de sa privatisation : être une banque de détail en France et une banque tournée vers les grandes entreprises, les ins-

titutionnels et les marchés de capitaux, à l'étranger. Une stratégie qui semble, pour l'heure, recevoir le soutien du ministère de l'Economie et des Finances. Or, elle est très proche de celles que développent la BNP ou la Société générale. D'où leur amertume.

### PÉRIMÈTRE RÉDUIT

En Asie par exemple, le Crédit lyonnais Securities, société de Bourse, a été classée en 1996 troisième meilleure équipe de recherche par la revue *Institutional In-*

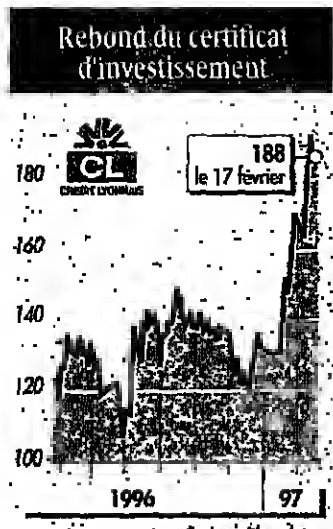
vestors, devant Crosby Securities, la filiale de la Société générale, ou encore devant WI Carr, filiale d'Indosuez.

Côté France, le Lyonnais souligne qu'il a déjà fait des efforts pour réduire son périmètre. Il a mis sur le marché, il y a quelques années, la majorité du capital de sa filiale d'assurance vie, l'UAF. Il a aussi signé un partenariat avec Allianz dans l'assurance dommage et sous-traité ses activités de crédit à la consommation dans une filiale commune avec le Cetelem. Le

Lyonnais aurait envisagé d'aller plus loin l'été dernier, en faisant un partenariat avec Paribas dans la gestion d'actifs. Et l'activité du réseau se redresse peu à peu, comme dans toutes les banques françaises. Les négociations à Bruxelles ne devraient donc pas remettre en cause l'architecture générale du plan stratégique du Lyonnais, déjà largement intégrée par la Bourse. Mais les discussions sur les cessions seront serrées, comme celles portant sur le montant de la recapitalisation. Celle-ci paraît indispensable

pour absorber les pertes liées aux cessions du réseau européen (5 à 9 milliards de francs), mais Bruxelles et les concurrents du Lyonnais veilleront à ce qu'elle soit calculée au plus juste. Il faut à Bruxelles trois à quatre mois pour examiner un dossier de cette ampleur. Et le gouvernement a, à l'évidence, la ferme intention de classer définitivement le sujet avant d'entrer dans les turbulences politiques des élections législatives.

Sophie Fay



Le certificat d'investissement. Crédit lyonnais a bénéficié de la publication d'études favorables à la banque pour regagner 56 % en deux mois.

## La Commission européenne va exiger de nouveaux sacrifices

### BRUXELLES (Union européenne)

de notre correspondant

Jean Arthuis a devancé un rappel à l'ordre de la Commission européenne en affirmant, lundi 17 février à Bruxelles, que le programme d'orientation stratégique du Crédit lyonnais est sur le point d'être transmis. « Ce sera fait avant la fin de la semaine », a assuré Jean Arthuis, en marge du conseil éconfin. Karel Van Miert, le commissaire chargé de la politique de concurrence, s'apprêtait en effet à adresser une lettre à Paris pour se plaindre de n'avoir encore aucune nouvelle. Initialement, la transmission du plan parisien était prévue pour la fin janvier.

Ce retard est sans doute dû aux difficultés qu'ont éprouvées la direction du Trésor et l'état-major de la banque pour parvenir à un accord. Celui-ci existe désormais, et il ne reste plus qu'à convaincre M. Van Miert et sa redoutable DG 4 (la direction générale de la concurrence). Un exercice qui n'ira pas de soi, ne serait-ce qu'en raison de l'importance des aides nécessaires pour rendre le Crédit lyonnais à peu près attractif aux yeux d'éventuels repreneurs.

L'effort encore à consentir sous forme de re-

capitalisation et pour effacer les pertes résultant de la vente de filiales non rentables se situerait au-dessus de la barre des 20 milliards de francs. Compte tenu de la complexité du dossier, M. Van Miert a déjà annoncé qu'il lui faudrait au moins trois mois pour prendre une position définitive.

### CONTREPARTIE

Cela dit, les négociations vont apparemment s'engager dans un climat de relative confiance. Les quelques mots prononcés lundi à Bruxelles par M. Arthuis tranchent déjà avec le discours qu'avait tenu Jean Peyrelevade, le PDG du Crédit lyonnais, lorsqu'il était venu rendre visite à la Commission en janvier. M. Peyrelevade avait alors expliqué que, s'il était disposé à céder la moitié de son réseau européen et même à aller au-delà, il n'envisageait pas pour autant vendre ses filiales les plus rentables, en particulier les établissements suisses et belges.

Pour la Commission, un tel tri n'est pas compatible avec la jurisprudence communautaire : une restructuration assortie d'aides d'Etat doit avoir comme contrepartie d'authentiques

sacrifices de la part de l'entreprise concernée. « Il faut trouver un équilibre », estime M. Arthuis, entre le point de vue de la Commission, qui – sous la pression de la concurrence – exige que le Crédit lyonnais cède un maximum, et la nécessité de garder la banque rentable, donc privatisable. Le ministre est plutôt optimiste, puisque désormais « tout laisse penser que le Crédit lyonnais est effectivement bien engagé sur la voie du redressement ». Mais cela ne l'épargne pas.

La banque devra-t-elle non seulement se séparer de l'une ou l'autre de ses plus profitables filiales étrangères (comme l'établissement belge), mais encore réduire sensiblement son périmètre d'activité en France même. M. Van Miert l'avait laissé entendre. Du côté français, on fait valoir que la Banque a déjà procédé à cinq mille suppressions d'emplois en deux ans. Mais il est clair que, compte tenu de l'importance du nouveau renforcement par rapport à ce qui avait été prévu en 1995, ce sera là un thème de discussion qui ne pourra pas être écarté.

Philippe Lemaître

### COMMENTAIRE

#### LE BOUT DU TUNNEL ?

Le Crédit lyonnais est-il tiré d'affaire ? La question peut sembler saugrenue après une succession de plans de sauvetage calamiteux et au moment même où la banque publique et son actionnaire l'Etat vont se retrouver engagés dans une négociation au couteau avec Bruxelles. D'autant que le climat social n'est pas non plus au beau fixe. A en croire la plupart des syndicats, le moral du personnel est plus proche de l'abattement que de l'enthousiasme pour une entreprise en passe de renouveau de ses cendres. Et pourtant, Jean Peyrelevade n'a jamais été aussi près de remporter son pari : refaire du Lyonnais une banque viable et profitable quel qu'en soit le prix.

Voilà pourquoi la Société générale tente un ultime baroud d'honneur pour éviter de se retrouver dans quelques mois face à un Lyonnais redevenu un concurrent à part entière. Car si le contexte économique reste favorable à l'ensemble du secteur bancaire, et si le Lyonnais bénéficie de la recapitalisation attendue en conservant les joyaux que

représentent son activité aux Etats-Unis et son réseau en Asie, le rebond de sa rentabilité peut être spectaculaire. Dans une étude parue le 12 février, la banque américaine Salomon Brothers considère que, dans une hypothèse favorable, le bénéfice net pourrait atteindre 2,2 milliards de francs en 1998. Dans une autre analyse en date du 10 janvier, le CCF prévoit, lui, 2,5 milliards de francs de résultat net en 1998. Certains cadres de la banque vont plus loin, et n'hésitent pas à annoncer, sous le sceau de l'anonymat, que le bénéfice pourrait être supérieur l'an prochain à trois milliards de francs compte tenu à la fois de la rentabilité des Etats-Unis, de l'Asie, des activités de marché, et du faible besoin de provisions d'une banque totalement « nettoyée ».

Révélateur d'un changement de perception sur l'avenir de la banque, ses dirigeants et le Trésor ne recherchent plus, comme il y a quelques mois, un improbable partenaire et actionnaire sur lequel le Lyonnais aurait pu s'appuyer. Ils misent plutôt sur la privatisation classique sur le marché boursier et non une vente de gré à gré en catimini.

Eric Leser

## Les candidats au rachat de la filiale allemande BfG sont rares

### FRANCFORT

de notre envoyée spéciale

Depuis plusieurs mois déjà, le Crédit lyonnais a fait son deuil de son réseau européen. Certes, la banque s'accroche à certaines parcelles, comme son réseau belge, mais sur d'autres implantations, comme sa filiale allemande, la BfG (Bank für Gemeinwirtschaft) acquise en 1992, elle s'est fait une raison.

Entre la BfG et le Lyonnais, les synergies n'ont de toute façon jamais été très fortes, et beaucoup en Allemagne s'en félicitent. Paul Wleand, qui dirige la banque, « a toujours voulu préserver son indépendance, quitte à s'appeser payés à son actionnaire. Pour la survie de la BfG aujourd'hui, c'est une bonne chose que les liens opérationnels avec le Crédit lyonnais ne soient pas trop étroits. On peut facilement séparer les deux banques », explique Dieter Hein, analyste à la BfH-Bank à Francfort, qui souligne que « le Crédit lyonnais n'a que deux membres au conseil de la BfG et ils n'occupent pas les postes les plus stratégiques ». « Notre image reste avant tout celle d'une banque allemande », souligne-t-on d'ailleurs à la BfG.

Vendre la BfG suppose toutefois quelques préalables compliqués.

Le Lyonnais doit déterminer un prix acceptable alors qu'il a payé la banque très cher à la fin de 1992. A l'époque, pour la moitié du capital de la banque plus une action, la banque avait investi 1,42 milliard de deutschmarks (près de 5 milliards de francs). « En réalité, reconnaît-on au Boulevard des Italiens, il faut multiplier ce chiffre par deux ». Si Jean-Yves Haberer n'avait acheté que la moitié du capital en 1992, il s'était aussi engagé auprès des deux actionnaires minoritaires résiduels, l'assureur AMB (un peu moins d'un quart du capital) et la BGAG, la société de portefeuille des syndicats allemands (25 % plus deux actions), à leur racheter leurs parts au prix auquel le Crédit lyonnais avait acquis sa majorité.

Or aujourd'hui, selon une évaluation réalisée par le CCF Elsyès Bourse, la valeur de la petite banque allemande serait de l'ordre de 6,3 milliards de francs, sur la base du prix moyen des grandes banques allemandes cotées en 1995. « Mais la BfG a beaucoup moins de réserves cachées que les autres banques », précise Dieter Hein. La banque a brûlé toutes ses réserves pour faire face à ses mauvais risques, lorsqu'elle était au bord du gouffre avant de passer

dans le giron du Lyonnais. Le prix de vente de la BfG serait donc vraisemblablement inférieur au montant de ses fonds propres (8,7 milliards de francs à fin 1995, soit un ratio Cooke « dur » de 6,5 % et global de 9,6 %) et dégrèverait la situation financière du Lyonnais, même sans tenir compte de la moins-value de cession, de l'ordre de 5 milliards de francs selon les analystes. La banque demande donc à son actionnaire, l'Etat, une recapitalisation en conséquence.

### MARGES FAIBLES

Restera ensuite à trouver un acheteur. Ce qui ne sera pas facile, compte tenu de la situation particulière de la BfG au sein du secteur bancaire allemand. Avec ses 200 agences, elle couvre tout le territoire national mais n'a qu'une très faible part (1 %) d'un marché où les marges sont parmi les plus faibles d'Europe.

La BfG est aujourd'hui concentrée sur une clientèle de particuliers et sur le financement de l'immobilier acquéreur à long terme. Elle a conservé une clientèle proche de l'économie sociale mais a fortement élargi son portefeuille de clientèle entreprises. « Aujourd'hui, explique un concurrent, la BfG gagne de l'argent (190 millions de

marks en 1995). Elle pourrait intéresser une banque qui cherche un accès au marché allemand, en matière de banque de détail. Mais elle ne présente pas d'intérêt pour les banques allemandes qui cherchent à réduire leurs coûts et leur réseau ».

Restera donc à séduire une banque étrangère. Pour Dieter Hein, seules les banques suisses ou néerlandaises peuvent être intéressées. Mais elles visent la clientèle de grandes entreprises plutôt que celle des particuliers « milieu de gamme ».

En attendant, la BfG poursuit ses efforts de restructuration. « En 1999, la banque (hors filiale hypothécaire ou d'assurance) comptait 7 400 personnes. Ce nombre a été ramené à 4 800 », explique Jean-Christophe Irmann, l'un des deux représentants du Crédit lyonnais au conseil de la BfG. « Nous devons maintenant améliorer l'organisation des centres de traitement, tout en continuant à développer la clientèle », poursuit-il. Ce que la BfG a fait en lançant, il y a un an, un compte courant gratuit, une première en Allemagne. En un an, elle a gagné 100 000 clients sur 900 000.

S. F.

## Les ballons de football ne seront plus cousus au Pakistan par des enfants

### GENÈVE

Le Bureau international du travail (BIT) ne se contente plus de dénoncer l'exploitation inhumaine de quelque 250 millions d'enfants de cinq à quatorze ans – dont 61 % en Asie. Son premier objectif vise désormais l'élimination de la main-d'œuvre enfantine pour la fabrication des ballons de football cousus à la main. Un premier accord vient d'être signé à Atlanta, aux Etats-Unis, avec l'Unicef et la Chambre de commerce et d'industrie de Sialkot, dans la province du Pendjab, au Pakistan.

L'accord est d'importance car Sialkot produit 75 % du marché mondial des ballons de football aux

coutures faites à la main. Actuellement, au Pakistan, 7 000 enfants sont employés à cette tâche afin de participer à la fabrication de quelque 36 millions de ballons.

L'accord prévoit une libération en dix-huit mois de cet esclavage. Sa réalisation coûtera environ 1 million de dollars. Les Etats-Unis en fourniront le quart par le truchement de leur contribution au BIT. L'Unicef s'est engagée pour une participation de 200 000 dollars, les fabricants locaux verseront 360 000 dollars pour financer un contrôle indépendant. Le Soccer Industry Council of America, qui représente plus de 50 marques d'articles de sport, versera 100 000 dollars pour couvrir les dépenses de certains

points du programme de protection sociale de ces enfants. L'accord, qui repose sur la base du volontariat, prévoit la mise en place d'un système interne de surveillance qui devrait être d'autant plus efficace que les industriels acceptent de joindre à un régime de vérification au sein des entreprises un contrôle indépendant.

### D'AUTRES INDUSTRIES

Le BIT, afin de parvenir à cet accord, avait négocié avec la fédération mondiale des industries de sports WFSGI, qui groupe toutes les grandes marques dont, naturellement, Adidas. Celles-ci se sont engagées à ne fournir en ballons de football que ceux qui proviennent

de producteurs qui ne recourent pas au travail des enfants.

Un comité de coordination comprenant le BIT, l'Unicef, le Soccer Industry Council of America ainsi que l'organisation non gouvernementale Save the Children Found (Royaume-Uni) sera chargé de veiller au respect des dispositions de l'accord et publiera des rapports à cet effet, que la fédération mondiale des industries du sport diffusera auprès des acheteurs du monde entier.

Un programme de protection sociale a été mis sur pied pour assurer l'avenir – ne serait-ce qu'immédiat – des enfants libérés de leur joug. Il s'agira de parer au manque causé par la perte de leurs maigres

revenus, de se pencher sur leur éducation, leur formation, leur état de santé, et d'éviter que l'enfant aille chercher du travail ailleurs. Il conviendra, dans la mesure du possible, de remplacer l'enfant de moins de 14 ans qui aura quitté son poste de travail par un adulte, si possible un membre de sa famille. L'Unicef pourrait se pencher sur la situation de leur environnement.

Le BIT s'efforcera, dans le cadre du programme international pour l'abolition du travail des enfants, d'étendre cette expérience à d'autres industries, en commençant par les plus dangereuses : construction, fabrication d'instruments chirurgicaux, de fous à briques. Le programme destiné à sauver les en-

fants sera assorti d'un effort pour faire prendre conscience à la population environnante des effets négatifs de la main-d'œuvre enfantine. Ce qui pourrait être largement facilité si on parvenait à créer pour les familles d'autres possibilités de gagner l'argent indispensable à leur survie. Le gouvernement pakistanais s'est félicité de cet accord et a annoncé la mise sur pied d'un large programme destiné à promouvoir des activités pour la jeunesse. Cet accord intervient quelques jours avant la tenue aux Pays-Bas, les 26 et 27 février, d'une conférence internationale sur le travail des enfants.

Isabelle Vichniac

Senior Safflor forge un...  
en s'appuyant sur de...

...de la...  
...de la...  
...de la...

...de la...  
...de la...  
...de la...

...de la...  
...de la...  
...de la...

...de la...  
...de la...  
...de la...

...de la...  
...de la...  
...de la...

...de la...  
...de la...  
...de la...

...de la...  
...de la...  
...de la...

...de la...  
...de la...  
...de la...



## Usinor Sacilor forge une sidérurgie mondiale en s'appuyant sur des partenaires locaux

Le groupe a dégagé un bénéfice de 1,5 milliard de francs en 1996, en baisse de 66 %

Usinor Sacilor a annoncé, mardi 18 février, un résultat net de 1,5 milliard de francs, en baisse de 66 %, pour l'exercice 1996. Pour la première fois

depuis vingt ans, le groupe sidérurgique est parvenu à rester bénéficiaire en période de bas de cycle. Restructuré, désendetté, il souhaite s'im-

planter dans d'autres régions du monde. Une évolution imposée par ses clients internationaux.

Le GROUPE Usinor Sacilor a réalisé en 1996 un bénéfice de 1,5 milliard de francs, en baisse de 66 % par rapport à 1995. Ce résultat, décevant, sonne pourtant presque comme une victoire dans le groupe : pour la première fois en vingt ans, Usinor Sacilor est resté bénéficiaire, alors que le marché, en bas de cycle, enregistrait une chute des volumes et des prix allant de 10 % à 40 %, selon les produits.

Usinor Sacilor a le sentiment de toucher enfin les fruits de sa politique de recentrage. Afin d'échapper aux concurrence les plus rudes, notamment des sidérurgistes de l'Europe de l'Est, le groupe a choisi de produire uniquement des aciers techniques, à valeur ajoutée. Restructuré, désendetté, il a désormais pour ambition de s'affirmer comme un sidérurgiste mondial.

### RÉSEAU DE DISTRIBUTION ÉLARGI

Le temps des grandes manœuvres est revenu dans la sidérurgie. Cette fois-ci, la mutation ne sera pas conduite par les changements techniques, selon Usinor Sacilor, mais par la mondialisation des clients. Travaillant essentiellement pour les constructeurs automobiles, l'électro-ménager et l'emballage, Usinor Sacilor constate de plus en plus les effets de l'internationalisation des groupes. « C'est la première année où nous avons dû aller à Detroit pour négocier nos contrats avec Ford. De même, avec Crown Cork [premier groupe mondial d'emballage depuis la reprise de CarnaudMetalBox], nous dis-

cutions à Philadelphie », constate Guy Dollé, directeur de la stratégie du groupe.

Pour tenter de suivre ses clients, Usinor Sacilor est en train de tisser un réseau de distribution élargi. L'an dernier, il a repris des distributeurs en Italie, en Grande-Bretagne, en Espagne, et il s'est renforcé en France. Ces premiers pas ne peuvent suffire à répondre to-

au plus serré. S'implanter partout dans le monde est tout autant hors de portée : les investissements dans le secteur se comptent en milliards de francs. Le groupe n'a pas la puissance financière pour supporter un tel choc.

Seuls les sidérurgistes japonais ont, pour l'instant, mené cette politique, en s'implantant aux États-Unis à la suite des constructeurs

cette spécialité, s'est implanté en Thaïlande, avec l'appui de partenaires locaux. Une usine de laminage à froid, qui a démarré en 1994, est en cours d'extension. Usinor Sacilor espérait réitérer une opération similaire en Inde, mais, à la suite de difficultés financières chez son partenaire indien, il a dû renoncer au projet. Il continue aussi à négocier pour l'implantation d'une usine en Chine.

Dans les aciers plats, l'autre grande branche du groupe, rien, en revanche, n'est encore conclu. La multiplication des projets des constructeurs automobiles en Asie, en Amérique du Sud et en Europe de l'Est lui impose, cependant, de presser le pas. Des contacts informels ont été pris avec des partenaires locaux. Le français réfléchit aussi à la reprise d'un groupe en Slovaquie ou en Pologne. Il s'est déclaré également intéressé par le rachat de SCI, deuxième sidérurgiste espagnol, qui devrait être prochainement privatisé.

Usinor Sacilor n'a pas l'intention d'aller plus loin dans le renforcement de sa base européenne. De nouvelles concentrations, pourtant, s'annoncent dans le secteur. Tous les sidérurgistes européens sont soumis, de la part de leurs clients, aux mêmes impératifs de taille et d'innovation. Pour y répondre, les groupes vont être tentés de se regrouper. En cherchant à prendre l'avance, avec sa propre méthode, Usinor Sacilor espère échapper à cette perspective.

Martine Orange

### Un marché déprimé

La déprime du marché de l'acier n'a pas épargné Usinor Sacilor. Pour 1996, le sidérurgiste français, numéro 1 européen, a annoncé, mardi 18 février, un résultat net de 1,5 milliard de francs, en baisse de 66 % par rapport à 1995. Frappé par d'importants mouvements de désinvestissement et une chute des prix, il a vu son chiffre d'affaires diminuer de 8,6 % à 71,1 milliards de francs. Le groupe, qui poursuit d'importants programmes de productivité, a réalisé 1,4 milliard de francs d'économies en 1996. Tout en augmentant ses investissements de près de 30 % à 3,9 milliards, il a continué à se désendetter. Fin décembre 1996, son endettement net s'élevait à 6,5 milliards de francs contre 11 milliards en 1995, et représentait 22 % de ses fonds propres.

Le groupe s'attend à connaître un premier semestre 1997 toujours difficile. Si les volumes ont augmenté, les prix restent bas. En outre, le groupe, qui pratique une politique de contrats à long terme avec ses principaux clients, a dû consentir des baisses de tarifs, lors de leurs renégociations à l'automne.

talement aux exigences de groupes internationaux, qui ne retiennent que les fournisseurs capables de les accompagner dans toutes les régions du monde.

Le groupe sidérurgique se retrouve devant des choix importants. Exporter sa production à partir de la France se révèle impossible : les coûts de transport seraient insupportables, alors que les prix de ses produits se négocient

automobiles nippons. « Notre internationalisation ne peut se faire qu'en partenariat avec des sidérurgistes locaux. Mais il ne s'agit pas pour nous de prendre une petite participation financière. Nous voulons être opérationnels », explique M. Dollé.

Dans l'acier inoxydable, marché le plus porteur, mais aussi le plus concentré, de la sidérurgie, le groupe, numéro un mondial dans

## France Télécom lance une carte pré-payée de téléphonie mobile

ALORS QUE le marché français du radiotéléphone a confirmé en 1996 son décollage, le nombre d'abonnés ayant doublé en un an pour atteindre 2,5 millions, les opérateurs s'efforcent d'attirer un public toujours plus large. C'est ainsi que France Télécom s'approprie à lancer la « Mobicarte », un équivalent de la télécarte - la carte à puce pré-payée pour publiphones - appliquée au téléphone mobile. Elle permettra, sans formellement souscrire à un abonnement ni acquitter une facture, de communiquer dans l'ensemble de la métropole à travers le réseau Itinère.

La Mobicarte sera lancée en Ile-de-France le 19 mars 1997, puis courant avril dans l'ensemble du pays. Elle sera vendue dans les points de vente itinéraires au prix de 270 francs (TTC). Associée à un numéro de téléphone, qui sera obtenu en appelant le 222, elle ouvrira droit à trente minutes de communications nationales.

Ce crédit épuisé, le client pourra recharger sa Mobicarte en achetant, pour 144 francs (TTC), une autre carte, dite « carte à gratter », ouvrant droit elle aussi à trente minutes de communications. Il lui faudra pour cela se rendre dans un bureau de tabac, puis appeler le 222 pour communiquer le numéro de code contenu sur cette carte à gratter. Après rechargement, le crédit sera valable deux mois pour téléphoner et quatre mois pour être appelé.

### Telefonica privatisée

Lancée fin janvier, la vente par l'Etat espagnol des 20,9 % qu'il détenait encore dans l'exploitant téléphonique Telefonica a été un succès. L'entreprise est désormais entièrement privatisée, l'Etat ne conservant qu'une action symbolique. Aux côtés des institutionnels, près de 1,2 million de petits investisseurs ont souscrit 768 millions d'actions, soit 9,4 fois l'offre initiale. Le prix de l'action a été fixé lundi 17 février à 3 239 pesetas (129 francs) pour le public et à 3 360 pesetas (133 francs) pour les institutionnels. L'opération doit rapporter à l'Etat plus de 600 milliards de pesetas (24 milliards de francs).

Le système paraît un peu complexe. Surtout, il conduit à payer au prix fort les communications : l'équivalent de 9 francs la minute pour le premier achat d'une Mobicarte, 4 francs la minute pour la recharge. Sauf à penser que, contrairement à son slogan, France Télécom Mobiles inclut dans le prix de vente une part correspondant à un abonnement.

L'opération est vaine manifestement pas à fidéliser une clientèle, mais plutôt à l'appâter, pour qu'elle opte ensuite pour les formules classiques d'abonnement. « Nous voulons permettre à ceux qui ne sont pas encore satisfaits de leur fait de tester le téléphone mobile », explique Michel Bertinotto, le directeur de France Télécom Mobiles (FTM), l'entité qui chapeaute les activités de radiotéléphone et radiomessagerie du groupe, en France et à l'international. « Nous visons aussi une clientèle n'ayant que des besoins épisodiques », poursuit-il, refusant de communiquer tout objectif en matière de ventes pour ce service.

FTM a réalisé en 1996 un chiffre d'affaires de 11,2 milliards de francs, contre 6,5 milliards en 1995. Le radiotéléphone représentait à lui seul 6,4 milliards de francs. Cette activité affichera ses premiers résultats positifs qu'en 1997, et non fin 1996 comme initialement prévu.

Philippe Le Cœur

## American Airlines engage à nouveau une guerre des prix

LA GUERRE des prix a redoublé d'intensité dans le ciel aérien américain. Lundi 17 février, Continental Airlines, United Airlines et Northwest Airlines ont offert des rabais importants. TWA envisage de suivre le mouvement. Ces compagnies aériennes emboîtent le pas à American Airlines, qui a lancé l'offensive samedi 15 février en cassant ses prix sur ses vols vers l'Europe (au départ des États-Unis), sur ses lignes intérieures (États-Unis, Hawaï) ainsi que sur le Canada : moins 50 % si le voyage est effectué avant le 14 mars et moins 45 % s'il l'est avant le 31 mai. Par ailleurs, les passagers d'American Airlines, possédant une carte de fidélité, se verront attribuer deux fois plus de points kilométriques gratuits qu'en temps normal.

American Airlines espère récupérer les clients qui ont récemment déserté ses vols, craignant de devoir subir des grèves (Le Monde daté 16 et 17 février). La compagnie aérienne n'arrive pas à s'entendre avec ses pilotes sur un accord régissant leurs conditions de travail et de

rémunération. Ceux-ci avaient appelé à la grève le 15 février, mais l'intervention du président Clinton, en vertu d'une loi de 1926 sur les chemins de fer, les en a empêchés. Une commission nommée par le président et composée de personnalités neutres a 30 jours pour proposer un compromis. Les deux parties ont ensuite un nouveau délai maximum de 30 jours pour d'éventuelles négociations. Après quoi, le Congrès pourra fixer la hausse, les pilotes la refusent et se mettent en grève.

Confrontées à la hausse du prix du kérosène - plus 40 % sur les six derniers mois - les compagnies américaines ne sont pas aujourd'hui en mesure de brader leurs billets, sans compromettre leurs marges du premier trimestre. La suite des négociations entre la direction d'American Airlines et ses pilotes sera déterminante puisque toutes les autres compagnies américaines sont aujourd'hui engagées dans des négociations similaires avec leurs pilotes.

Virginie Malingre

## Les postiers allemands s'opposent à la fin du monopole

BONN de notre correspondant « Non à la concurrence sauvage » : tel était le mot d'ordre de 20 000 postiers allemands venus manifester contre le projet gouvernemental de privatisation de la poste, lundi 17 février à Bonn. Leur colère porte moins sur le principe que sur les modalités de l'abandon du monopole d'Etat en matière d'acheminement du courrier à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1998. Le projet de loi qui devait être discuté par la coalition gouvernementale, mardi 18 février, représente le dernier volet d'un grand mouvement de privatisation des P & T, déjà largement engagé avec les télécommunications et les services bancaires de la poste.

La loi prévoit, à partir de 1998, l'introduction de la concurrence privée pour toutes les lettres dépassant 350 grammes. L'abandon définitif du monopole pour tout type de courrier ne devrait intervenir qu'à partir de 2002. Mais le Parti libéral (FDP), membre de la coalition au pouvoir, veut obtenir

rapidement une concurrence beaucoup plus étendue, à partir du courrier supérieur à 50 grammes dès 1998. Son argument : même en fixant la limite à 50 grammes, la poste conserve son monopole sur 87 % du courrier distribué (au-dessus de 350 grammes, le monopole demeure à 95 %). Finalement, la limite retenue par les partis de la coalition, qui devaient en débattre mardi 18 février, serait de 100 grammes.

La poste emploie aujourd'hui 300 000 personnes en Allemagne. Or les postiers ne veulent pas être condamnés à assurer, à l'avenir, la partie non rentable de l'acheminement du courrier, autrement dit la desserte des régions peu peuplées. Ils réclament en ce sens des garanties financières. Toute la discussion va donc porter sur le montant des licences que les distributeurs privés de courrier devront payer auprès d'une autorité de régulation qui est d'ores et déjà prévue afin d'adoucir les effets de la privatisation.

Lucas Delattre

## Le bénéfice de la banque Barclays progresse de 13 %

LE GROUPE bancaire britannique Barclays a annoncé, mardi 18 février, un bénéfice imposable de 2,356 milliards de livres (près de 22 milliards de francs) pour 1996, en hausse de 13 % sur 1995. Les provisions pour créances douteuses ont reculé de 46 % à 215 millions de livres. Le bénéfice de la banque d'affaires BZW est en repli de 30 % à 204 millions de livres.

Estimant que la position financière du groupe s'est renforcée en 1996, la banque envisage d'effectuer un nouveau rachat de ses propres actions, faute « d'usage alternatif » pour cet argent.

### DÉPÊCHES

■ **DEUTSCHE BANK** : la première banque allemande a dégagé un bénéfice net de 2,2 milliards de deutschemarks (7,4 milliards de francs) pour 1996, en hausse de 4,8 % par rapport à 1995. Les pertes de la filiale britannique Morgan Grenfell Asset management ont pesé sur ce résultat.

■ **NISSAN** : le constructeur japonais a réduit à dix-neuf mois la durée nécessaire au développement d'un nouveau modèle, contre quatre-vingt-quatre à trente mois actuellement. « La durée du développement dépendait jusqu'alors du type de la voiture, mais, avec notre nouveau système, elle sera ramenée à dix-neuf mois dans tous les cas », a indiqué, lundi 17 février, un responsable du numéro deux nippon de l'automobile. Ce nouveau système doit permettre de réduire de 30 % les coûts de développement du groupe.

■ **AMERICAN AXLE** : les syndicats de l'un des principaux fournisseurs de General Motors (GM), sont parvenus, lundi 17 février, à un projet d'accord avec la direction sur un nouveau contrat de travail, ce qui évite une grève qui aurait mis plusieurs sites de GM en chômage technique. American Axle est le seul fabricant de pièces de transmission pour petits utilitaires de GM et Ford.

■ **LUFTHANSA** : la compagnie aérienne allemande a annoncé lundi 17 février une baisse immédiate de ses tarifs sur sept lignes intérieures allemandes (Berlin-Stuttgart, Berlin-Düsseldorf, Berlin-Cologne/Bonn, Munich-Berlin, Munich-Düsseldorf, Munich-Cologne/Bonn et Munich-Hambourg) ouvertes à la concurrence de la compagnie britannique British Airways. En réponse à cette baisse, British Airways Allemagne a annoncé une baisse des tarifs sur les liaisons Munich-Hambourg.

■ **BERTRAND FAURE** : l'équipementier automobile français a annoncé, lundi 17 février, la signature d'un accord de joint venture aux États-Unis avec l'industriel Sid Taylor pour la production d'articulations de sièges destinés au véhicule Ford Explorer.

■ **SAS** : le groupe aérien et hôtelier scandinave a vu son bénéfice avant impôt baisser de 31 % en 1996 à 1,815 milliard de couronnes (1,4 milliard de francs). Le chiffre d'affaires a très légèrement diminué à 35,19 milliards de couronnes (26,5 milliards de francs) en 1996. La compétition s'est fait sentir sur le marché scandinave avec l'apparition de huit nouveaux concurrents, ce qui a pesé sur les prix.

■ **FRANCE TÉLÉCOM** : la fédération SUD-PTT a assigné France Télécom en justice. Le syndicat demande la nullité de l'accord social (Le Monde du 10 janvier). SUD fait valoir qu'il n'y a pas eu de négociations mais seulement des réunions bilatérales, que cet accord de droit privé ne peut pas concerner les fonctionnaires et qu'il fait référence à des accords d'établissement, alors que, juridiquement, France Télécom est un établissement unique. Le tribunal de grande instance de Paris examinera cette plainte le 28 avril.

■ **TELEPHONE** : la fédération FO des PTT a déclaré, lundi 17 février, être opposée à l'intervention de la SNCF dans les services téléphoniques. Le syndicat dénonce la mise à disposition des capacités de transmission de la SNCF à la Compagnie générale des eaux (CGE), qui « fragilise » le service public et risque d'avoir de « graves conséquences pour le personnel de France Télécom et de la SNCF ».

■ **ALCATEL-CIT** : le syndicat CGT du site de Lannion (Côtes-d'Armor), où sont prévues 530 suppressions d'emplois, a écrit au directeur d'Alcatel Alsthom, Serge Tchuruk, pour lui demander, compte tenu des bons résultats du groupe, « d'engager, dans les meilleurs délais, des négociations » qui « pourraient déboucher sur la préservation des emplois ».

■ **CDR** : le Consortium de réalisation, qui liquide les actifs du Crédit lyonnais, pourrait rapprocher les sociétés informatiques CCMX et Concept, a indiqué, lundi 17 février, la CFDT de CCMX, opposée à cette perspective.



### CHIFFRE D'AFFAIRES EN PROGRESSION DE 13,6%

PHYTO-LIERAC qui conçoit, fabrique et commercialise des produits capillaires et cosmétiques haut de gamme à base de plantes, a connu une bonne année 1996 en dépit des grèves du mois de novembre. En effet, le groupe a été contraint de reporter au mois de janvier le lancement de treize produits majeurs mis au point par les Laboratoires LIERAC (une gamme de douze fonds de teint, Teint Lift, et Arkeskin Corps).

(en millions de francs)	1996	1995	Variation
Chiffre d'affaires consolidé	441,7	388,9	+ 13,6%
dont France	270,1	255,7	+ 5,6%
Export	171,6	133,2	+ 28,8%

L'année 1996 a été marquée par les lancements de nouveaux produits (Phytosadine, Phytérose, et Phytostéine des Laboratoires LIERAC) qui ont été très favorablement accueillis par les distributeurs et les clients.

Au-delà des objectifs annoncés, les ventes réalisées à l'exportation représentent déjà aujourd'hui 38,8 % du chiffre d'affaires consolidé. Une filiale en Italie a été créée en janvier 1996 pour la distribution des produits LIERAC. De nouveaux contrats de distribution ont été signés : Thaïlande, Singapour, Japon et Corée pour la commercialisation des produits capillaires, Suisse, Russie et Taiwan pour celle des produits cosmétiques.

### RESULTATS PROVISOIRES

Le résultat net consolidé part du groupe devrait être conforme aux prévisions annoncées lors de l'introduction au Second Marché, supérieur à 30 millions de francs contre 9 millions en 1995.

### FAITS MARQUANTS

Au 31 décembre 1996, dans le cadre du plan de stock options mis en place à l'occasion de l'introduction en bourse, 87 027 actions nouvelles ont été créées.

A cette date, le groupe a levé l'intégralité du nantissement qui portait sur 70,87 % de ses actions.

A compter du 24 février prochain, le titre PHYTO-LIERAC, introduit à 170 francs le 15 octobre 1996, et dont le cours actuellement est régulièrement au-dessus de 350 francs, figurera parmi les valeurs qui composent l'indice SBF 250.

Information financière Arielle DUFOUR-CONAN / 01 34 23 50 28  
L'EXIGENCE DE NATURE



■ LA BOURSE DE TOKYO a cédé du terrain, mardi 18 février, après cinq séances de hausse. L'indice Nikkei a perdu 279,90 points, soit 1,49 %, à 18 470,75 points.

■ LE DOLLAR était en légère hausse mardi en fin de journée sur le marché des changes de Tokyo. Le billet vert s'échangeait à 124,58 yens, contre 124,46 yens un peu plus tôt.

■ LA BOURSE DE PARIS, après avoir enregistré des prises de bénéfice durant la séance, a finalement inscrit lundi un nouveau record de clôture, à 2 634,48 points.

■ LA BANQUE D'ANGLETERRE a laissé entendre, lundi, que la hausse de la livre et la modération de la consommation la conduisaient à assouplir sa position sur les taux d'intérêt.

■ LA BOURSE DE MADRID a terminé sur un nouveau sommet lundi. L'indice a gagné en clôture 1,29 point (0,27 %), à 481,95 points. Le précédent record datait de vendredi.

## LES PLACES BORSIÈRES

### La Bourse de Paris au plus haut

LA BOURSE DE PARIS était à la conquête de nouveaux sommets, mardi 18 février, stimulée par la fermeté du dollar et la détente des taux d'intérêt à long terme. L'indice CAC 40 affichait une dernière plus tard un gain de 0,79 %. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises s'inscrivaient en hausse de 0,89 % à 2 657,89 points. Quelques minutes avant elles avaient atteint un nouveau record absolu à 2 658,62 points. Lundi la séance s'était achevée sur le quinzième record depuis le début de l'année. Le marché était actif, avec un chiffre d'affaires sur le règlement mensuel s'élevant à 3,6 milliards de francs.

Lundi, la Bourse de Paris avait subi durant une grande partie de la séance des prises de bénéfice avant de se redresser et d'afficher à la clôture un nouveau record. Bruxelles et Amsterdam étaient également à des sommets. Malgré les records atteints ces dernières semaines, les investisseurs sont toujours attirés par les actions en raison des pers-

pectives de reprise de l'économie qui devraient avoir des effets bénéfiques sur les résultats des sociétés en 1997.

Du côté des valeurs, Francis Mer.

le PDG d'Usinor Sacilor s'attendait à une nette amélioration des résultats du groupe après des résultats divisés par trois en 1996. Le titre montait de 5,7 %.

### BNP, valeur du jour

LA BNP a poursuivi son rattrapage, lundi 18 février, à la Bourse de Paris, repassant au-dessus de son cours de privatisation pour la première fois depuis dix-neuf mois. En clôture, le titre gagnait 3,3 % à 244,90 francs dans des transactions étonnantes portant sur 923 000 titres. La banque avait été privatisée à 240 francs en 1993. Le titre avait franchi ce seuil pour la deuxième fois le 11 juillet 1995, atteignant 242,50 francs avant de descendre jusqu'à 171,50 francs le 19 août 1996.

Selon un gérant, les investisseurs qui veulent avoir des valeurs bancaires dans leur portefeuille choisissent la BNP.

### Accès de faiblesse à Tokyo

LA BOURSE DE Tokyo a mis un terme mardi 18 février à une série de cinq séances consécutives de hausse, les investisseurs ayant cessé, au dire des courtiers, de s'intéresser aux grandes valeurs internationales après les fortes hausses enregistrées ces derniers jours. L'indice Nikkei a terminé sur un recul de 279,90 points (1,49 %), à 18 470,75 points, son plus bas niveau du jour.

Alors que Wall Street chahotait en raison de la célébration du Président's Day, les places européennes ont terminé en légère baisse, consolidant les gains enragés au cours des dernières séances. La Bourse de Londres a clôturé lundi sur un petit repli au terme d'une séance très calme. L'indice Footsie des cent principales valeurs a baissé de 3,2 points,

soit 0,07 %, à 4 337,8 points. Le reste de la semaine devrait être plus animé avec la publication des chiffres des déficits publics, des ventes de détails, de la masse monétaire et du PIB. La Bourse de Francfort a également consolidé ses gains après deux semaines de records ininterrompus. L'indice DAX 30 a finalement cédé 0,48 % pour clôturer à 3 232,57 points.

### INDICES MONDIAUX

	Cours au 17/02	Cours au 18/02	Var. %
Paris CAC 40	2634,48	2657,89	+0,89
New York DJ	6986,96	6986,96	0
Tokyo Nikkei	18750,75	18470,75	-1,49
Londres FT100	4337,8	4337,8	0
Frankfurt DAX 30	3232,57	3232,57	0
Madrid IBEX 35	11137,7	11095,9	-0,38
Bruxelles BEL 20	2515,67	2512,28	-0,14
Amsterdam AEX	2010,04	2008,03	-0,10
Milan MIB 30	1084	1084	0
Stoxx 50	4291,1	4291,1	0
Stoxx 100	2062,30	2062,30	0
Londres FTSE	2852,50	2849,40	-0,11
Hong Kong Hang Seng	13144,60	13133,30	-0,08
Singapore Straits	2556,10	2552,40	-0,14

### NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

	17/02	18/02
Allied Lyons	69,25	69,25
Alcoa	73,62	73,62
American Express	68,12	68,12
AT & T	39,62	39,62
Bethlehem	7,75	7,75
Boeing Co	107,75	107,75
Case Western	79,75	79,75
Chrysler Corp	68,37	68,37
Coca-Cola Co	60,62	60,62
Disney Corp	78,12	78,12
Du Pont Nemours & Co	109,62	109,62
Eastman Kodak Co	92,87	92,87
Exxon Corp	103,87	103,87
Gen Motors Corp	58,62	58,62
Gen Electric Co	106,37	106,37
Goodyear T & Rubber	53,62	53,62
IBM	145,12	145,12
Ind Paper	43	43
J.P. Morgan Co	106,75	106,75
McCormick & Co	66,75	66,75
Merck & Co Inc	97,37	97,37
Minnesota Mining & Mfg	85,12	85,12
Philip Morris	125,50	125,50
Procter & Gamble Co	124,87	124,87
Sears Roebuck & Co	54,75	54,75
Tecumseh	102,87	102,87
Union Carbide	46,62	46,62
Uni Tech	76	76
Westinghouse Electric	17,87	17,87
Woolworth	19,50	19,50

### PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

	Cours au 17/02	Cours au 18/02	Var. %
HAUSSES, 12h30	1802	1702	51/2
CEP Communication	470	470	0
Ward-Ed	155,10	155,10	0
Schlegel (Ind)	451	451	0
Legis Index	283	283	0
Harris Advertising	673	673	0
CS Signaux (CSSE)	297	297	0
Union Amer Fiel	29,80	29,80	0
Thomson-CSF	67	67	0
Usinor Sacilor	177,50	177,50	0
USP	87,20	87,20	0

### PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

	Cours au 17/02	Cours au 18/02	Var. %
HAUSSES, 12h30	1802	1702	51/2
CEP Communication	470	470	0
Ward-Ed	155,10	155,10	0
Schlegel (Ind)	451	451	0
Legis Index	283	283	0
Harris Advertising	673	673	0
CS Signaux (CSSE)	297	297	0
Union Amer Fiel	29,80	29,80	0
Thomson-CSF	67	67	0
Usinor Sacilor	177,50	177,50	0
USP	87,20	87,20	0

### INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	17/02	18/02	Var. %
Ind. SBF 120	1831,62	1831,62	0
Ind. SBF 250	1762,50	1762,50	0
Ind. Second Marché	1875,25	1875,25	0
Ind. MIDCAC	1561,25	1561,25	0

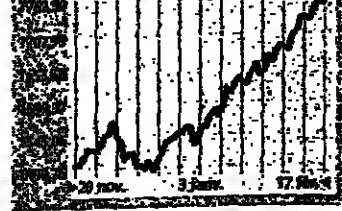
### VALEURS LES PLUS ACTIVES

	18/02	18/02
SEANCE, 12h30	1802	1702
CEP Communication	470	470
Ward-Ed	155,10	155,10
Schlegel (Ind)	451	451
Legis Index	283	283
Harris Advertising	673	673
CS Signaux (CSSE)	297	297
Union Amer Fiel	29,80	29,80
Thomson-CSF	67	67
Usinor Sacilor	177,50	177,50
USP	87,20	87,20

### SEANCE, 12h30

	18/02	18/02
SEANCE, 12h30	1802	1702
CEP Communication	470	470
Ward-Ed	155,10	155,10
Schlegel (Ind)	451	451
Legis Index	283	283
Harris Advertising	673	673
CS Signaux (CSSE)	297	297
Union Amer Fiel	29,80	29,80
Thomson-CSF	67	67
Usinor Sacilor	177,50	177,50
USP	87,20	87,20

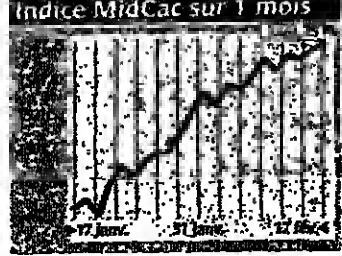
### Indice SBF 250 sur 3 mois



### Indice second-marché sur 3 mois



### Indice MidCac sur 1 mois



## LES TAUX

### Le Matif inscrit un nouveau record

LE CONTRAT notional du Matif, qui sert à mesurer la performance des emprunts d'Etat français à court terme, mardi 18 février, a ouvert en hausse, après cinq séances consécutives de hausse, les investisseurs ayant cessé, au dire des courtiers, de s'intéresser aux grandes valeurs internationales après les fortes hausses enregistrées ces derniers jours. L'indice Nikkei a terminé sur un recul de 279,90 points (1,49 %), à 18 470,75 points, son plus bas niveau du jour.

Alors que Wall Street chahotait en raison de la célébration du Président's Day, les places européennes ont terminé en légère baisse, consolidant les gains enragés au cours des dernières séances. La Bourse de Londres a clôturé lundi sur un petit repli au terme d'une séance très calme. L'indice Footsie des cent principales valeurs a baissé de 3,2 points,

### PARIS

Jour le jour

### NEW YORK

Jour le jour

### FRANCFORT

Jour le jour

### US/F

1,202

### US/DM

124,600

### DM/F

3,374

### E/F

9,262

### LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux au 17/02	Taux au 18/02	Indice des prix
France	3,12	3,12	1,00
Allemagne	3,08	3,08	1,00
Grande-Bretagne	6	6	1,00
Italie	7,42	7,42	1,00
Japon	0,50	0,50	1,00
Etats-Unis	5,13	5,13	1,00

### MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

	Taux au 17/02	Taux au 18/02	Indice
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,12	4,12	100,00
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	4,17	4,17	100,00
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,35	5,35	100,00
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,71	5,71	100,00
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,30	6,30	100,00
Obligations françaises	5,69	5,69	100,00
Fonds d'Etat à TME	2,29	2,29	100,00
Fonds d'Etat à TRE	2,02	2,02	100,00
Obligat. franc. à TME	2,10	2,10	100,00
Obligat. franc. à TRE	0,07	0,07	100,00

### LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

	Ach. 17/02	Vente 17/02	Ach. 18/02	Vente 18/02
Jour le jour	3,1875	3,1875	3,1875	3,1875
1 mois	3,24	3,24	3,24	3,24
3 mois	3,36	3,36	3,36	3,36
6 mois	3,38	3,38	3,38	3,38
1 an	3,38	3,38	3,38	3,38

### PIBOR FRANCS

	Ach. 17/02	Vente 17/02	Ach. 18/02	Vente 18/02
Pibor Francs 1 mois	3,3425	3,3425	3,3425	3,3425
Pibor Francs 3 mois	3,3125	3,3125	3,3125	3,3125
Pibor Francs 6 mois	3,3125	3,3125	3,3125	3,3125
Pibor Francs 9 mois	3,3125	3,3125	3,3125	3,3125
Pibor Francs 12 mois	3,3425	3,3425	3,3425	3,3425

### PIBOR ECU

	Ach. 17/02	Vente 17/02	Ach. 18/02	Vente 18/02
Pibor Ecu 3 mois	4,1198	4,1198	4,1198	4,1198
Pibor Ecu 6 mois	4,0998	4,0998	4,0998	4,0998
Pibor Ecu 12 mois	4,0998	4,0998	4,0998	4,0998

### MATIF

	Echéances 17/02	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %						
Mars 97	6817	132,26	132,44	132,44	132,24	132,24
Juin 97	927	131,08	131,08	131,08	130,84	130,84
Sept. 97	2	129,38	129,38	129,38	129,24	129,24
Déc. 97	—	—	—	—	—	—

### PIBOR 3 MOIS

	Ach. 17/02	Vente 17/02	Ach. 18/02	Vente 18/02
Pibor 3 mois	7056	96,70	96,71	96,69
Pibor 6 mois	7839	96,73	96,76	96,76
Pibor 9 mois	1375	96,73	96,73	96,73
Pibor 12 mois	1829	96,76	96,76	96,65

### ECU LONG TERME

	Ach. 17/02	Vente 17/02	Ach. 18/02	Vente 18/02
Pibor Ecu long terme	1230	98,36	98,42	98,38

### CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

	Echéances 17/02	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Février 97	7184	2642	2643	2643	2643	2643
Mars 97	342	2647,50	2647,50	2647,50	2647,50	2647,50
Avril 97	1	2644	2644	2644	2644	2644
Mai 97	—	—	—	—	—	—

## LES MONNAIES

### Nouvelle progression du dollar

LE DOLLAR POURSUIVAIT sa progression, mardi 18 février, au cours des premières échanges entre banques. La devise américaine s'échangeait à 5,7425 francs et, à 1,7028 mark, contre 5,7303 francs et 1,6985 mark la veille en clôture. Lundi, le dollar avait continué de grimper face aux devises européennes - s'inscrivant même à son plus haut niveau depuis mai 1994 par rapport au franc - sur des marchés nerveux qui

semblaient tester la volonté de résistance des banques centrales et qui craignaient surtout une intervention de la Banque du Japon. Les opérateurs attendent, cette semaine, les chiffres américains de l'inflation pour janvier. Le franc restait quasi inchangé face au deutschemark. La monnaie allemande se négociait à 3,3742 francs, contre 3,3742 francs au cours des échanges interbancaires de lundi soir.

### MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours 18/02	1.180
Allemagne (100 dm)	337,330	-0,04
Ecu	5,7195	-0,05
Australias (1 und)	6,5985	-0,48
Belgique (100 f)	16,3525	-0,04
Pays-Bas (100 f)	300,600	-0,04
Italie (1000 lir)	3,4175	-0,25
Irlande (1000 Ir)	88,5100	-0,06
France (100 f)	9,0995	-0,30
Grèce-Bretagne (1 £)	9,2625	-0,43
Grece (100 drach.)	2,150	-0,07
Suisse (100 fr)	77,2400	-0,28
Surinam (100 k)	387,4900	-0,62
Norvège (100 kr)	64,9900	-0,02
Australie (100 sch)	67,9490	-0,05
Canada (100 \$)	3,9800	-0,08
Portugal (100 esc)	3,2560	-0,15
Canada 1 dollar ca	1,3900	-0,05
Japon (100 yens)	4,6070	-0,05
Finlande (mark)	113,9100	-0,71







**MÉTÉOROLOGIE** Il y a en permanence autour du globe des milliers d'orages en activité. La foudre frappe la Terre 50 à 100 fois par seconde, et occasionne des dégâts

considérables, évalués en France à plusieurs milliards de francs par an. **DES DÉTECTEURS** d'éclairs, installés dans les pays industrialisés, localisent et enregistrent ces points

d'impact de la foudre. **MALHEUREUSEMENT**, les statistiques déduites de ces informations ont une portée géographique limitée, puisqu'elles ne prennent en compte

qu'une partie des terres et pas du tout les océans. **SEULES** des moyens spatiaux sont capables d'offrir une vision globale de l'activité orageuse de notre planète en temps

réel. L'utilisation, au cours de l'été 1996, d'un satellite américain couvrant le territoire des États-Unis, a démontré tout l'intérêt des mesures faites par des moyens spatiaux.

## Pour détecter les orages, les scientifiques vont utiliser les satellites

La foudre frappe 800 000 fois chaque année le territoire français, provoquant des dégâts considérables qui se chiffrent à plusieurs milliards de francs. C'est du ciel que les éclairs peuvent être le mieux repérés, et leurs effets analysés. Les Américains se sont livrés à des premiers essais concluants

L'ACTIVITÉ ORAGEUSE est inhérente à notre planète. Il y a en permanence 2 000 à 5 000 orages en action autour du globe. La foudre frappe la Terre 50 à 100 fois par seconde, et le sol français reçoit en moyenne 800 000 impacts par an. Elle provoque des incendies, la plupart des feux de forêt, endommage les installations électriques et les matériels électroniques. Sans compter les pertes en vies humaines et les nombreux blessés. Les dégâts occasionnés par le feu du ciel sont considérables, et se chiffrent chaque année en milliards de francs en France.

Pour se prémunir contre un tel risque, des systèmes de détection ont été mis au point, qui ont pour objectif de prévoir l'arrivée d'un orage et de localiser les impacts de la foudre au sol. Ces systèmes ont cependant une limite. Installés surtout dans les pays industrialisés, ils

laissent de côté une bonne partie des terres émergées et la totalité des océans. Or les orages en mer sont suffisamment fréquents et dangereux pour être craints des commandants de navire, en particulier des pétroliers.

### DE JOUR COMME DE NUIT

Aussi, pour dépasser ces limites, les scientifiques et les météorologues ont pensé à utiliser les satellites, seuls capables d'assurer un suivi global, en temps réel, des orages et de leur activité électrique. Outre-Atlantique, plusieurs organismes - le NASA Marshall Space Flight Center, le Global Hydrology and Climate Center, le National Weather Service Office, et l'US Air Force - se sont associés pour étudier la faisabilité d'un tel projet.

Un essai a été effectué pendant l'été 1996, en Floride, à l'aide d'un détecteur optique développé par la

NASA (Optical Transient Detector) et embarqué sur le satellite MicroLab-1, capable de photographier les éclairs à l'intérieur des nuages et entre les nuages et le sol, de jour comme de nuit. Les résultats concluants de cette expérience ont été présentés le 5 février à Long Beach (Californie), à l'occasion de la septième conférence de l'American Meteorological Society.

Pour évaluer l'apport du satellite, il était nécessaire d'effectuer des comparaisons avec des systèmes de détection terrestres. Ce qui a été fait pour le continent américain, en utilisant les données fournies par le réseau national de détection des éclairs (National Lightning Detection Network) et celui propre de la NASA (Lightning Detection and Ranging). Puis les expérimentateurs ont superposé les deux types d'informations, pour les traiter en temps réel dans un terminal interactif.

L'expérience américaine constitue un premier pas. D'autres sont prévues à la fin de l'année, lorsque sera lancé par une fusée japonaise H-2 le satellite américain Tropical Rain Measuring Mission (TRMM-1), emportant à son bord un détecteur optique d'éclairs encore plus perfectionné, le Lightning Imaging Sensor (LIS). La mission du satellite TRMM-1, placé sur une orbite équatoriale, sera d'observer et de mesurer les variations des pluies tropicales et subtropicales, responsables des deux tiers des précipitations sur Terre, mais aussi d'analyser la convection, la dynamique et la microphysique des orages.

Le Lightning Imaging Sensor devra étudier l'incidence globale de la foudre et ses relations avec les précipitations et d'autres paramètres géophysiques. Le champ de vision de LIS (un carré de 600 km de côté) et l'amélioration du sys-

tème optique lui permettront notamment d'observer un nuage pendant 80 secondes, ce qui est suffisant pour estimer le nombre d'éclairs générés par de nombreux orages. Un système de traitement calculera également les moments précis des éclairs observés pendant la journée.

### MIEUX CONNAÎTRE L'ATMOSPHÈRE

La dernière étape doit consister à installer des détecteurs optiques sur des satellites météorologiques en orbite géostationnaire, à 36 000 km de la Terre. Ces détecteurs pourront alors fournir des informations sur les éclairs, qu'ils soient intra-nuages ou nuages-sol, sur la majeure partie de notre planète, en trente secondes.

Les scientifiques attendent beaucoup de l'observation par satellites de ces phénomènes orageux et de l'électricité atmosphérique. D'abord, cela leur permettra

de générer des « statistiques globales à l'échelle mondiale, qui manquent cruellement à l'heure actuelle, et qui viendront enrichir les banques de données météorologiques », explique Anne Bondiou-Clergerie, spécialiste de la foudre à l'Office national d'études et de recherches aérospatiales (Onera).

Ensuite, les détecteurs embarqués permettront de mieux connaître l'électricité atmosphérique dans son ensemble, et surtout les phénomènes qui président à la naissance et à l'évolution des cellules orageuses, sur lesquelles bien des inconnues subsistent. Enfin, ils apporteront des informations sur les oxydes d'azote et les constituants mineurs de l'atmosphère. Car les éclairs, insiste Anne Bondiou-Clergerie, « sont la plus importante source naturelle d'oxydes d'azote en altitude ».

Christiane Galus

## Calculer le point d'impact en quelques secondes

LA FRANCE dispose de deux réseaux de détection des impacts d'éclairs au sol, faisant appel à des techniques de localisation différentes. La première, qu'utilise la société Météorage, consiste à capter le rayonnement électromagnétique émis par l'éclair dans la bande de fréquence de 1 à 500 kHz au moyen d'antennes radio-goniométriques. Dix-sept capteurs, installés sur le territoire français, permettent d'effectuer ces mesures et font partie du réseau de surveillance des orages de Météo-France, exploité par Météorage.

Les données recueillies permettent, par triangulation, de localiser les points d'impact et de déterminer l'amplitude et la polarité de chaque impact. Il y a dix éclairs chargés négativement pour un éclair chargé positivement. Ces derniers sont souvent ceux qui causent le plus de dégâts au sol. Les informations ainsi obtenues sont envoyées sur des consoles de visualisation, qui renouvellent les données tous les quarts d'heure, ou sur des postes d'observation travaillant en temps réel. Dans ce dernier cas, « cinq secondes

après l'impact de la foudre, l'information se trouve chez le client », explique Alain Voron, directeur de Météorage.

D'autres pays européens disposent de systèmes de détection équivalents à celui de Météorage. Ils envisagent d'ailleurs de constituer avec la France un réseau européen de surveillance, dans le cadre de l'association Météo-tech. L'interconnexion est déjà réalisée avec l'Espagne, l'Italie, la Suisse et l'Autriche.

### AU SERVICE DE ROLAND-GARROS

Le second procédé utilisé en France, dénommé Safir, pour Surveillance et alerte foudre par interférométrie radioélectrique, détecte tous les types d'éclairs, ceux qui sont dans les nuages comme ceux qui vont des nuages vers le sol, en captant le rayonnement électromagnétique de très haute fréquence qu'ils émettent dans la bande VHF. La localisation s'effectue par interférométrie.

Issu de recherches effectuées par l'Office national d'études et de recherches aérospatiales

(Onera) à la demande du Centre spatial guyanais, et commercialisé par la société Dimensions, Safir permet de localiser « un éclair deux secondes après qu'il ait eu lieu », précise André Soulaige, directeur technique de la société. Huit systèmes Safir existent dans le monde : deux en France, un au Centre spatial guyanais, un en Belgique, un en Hollande, deux au Japon et un à Singapour.

Pour affiner ses prévisions, Météo-France dispose d'une station de prévision immédiate : Aspic (Approche synthétique de la prévision immédiate en Ile-de-France Centre). Avec ce type de station, les techniciens superposent les images du radar météorologique de Trappes (Yvelines), qui, toutes les cinq minutes, détecte les grosses gouttelettes d'eau en altitude, et celles obtenues par Safir ou Météorage. C'est cette technique qui est utilisée lors des Internationaux de France de tennis de Roland-Garros pour évaluer les menaces de pluie et d'orages dans l'heure qui vient.

C. Ga.

## Un bassin de l'arsenal de Toulon a été désenvasé par des bactéries

### TOULON

de notre correspondant  
Éliminer en trois mois 2 600 mètres cubes de sédiments qui envasaient la darse de l'Horloge, au cœur de l'arsenal maritime de Toulon, c'est ce que vient de réaliser une jeune société vaudoise de dépollution biologique, et en ne faisant appel qu'à des bactéries gloutonnes. Mieux encore, cette opération a pu être menée pour un prix inférieur de moitié à celui qu'aurait coûté un dragage mécanique.

Depuis la création, au XVII<sup>e</sup> siècle, de cette darse de 6 000 mètres carrés, aucun travail de dragage ou de nettoyage des fonds n'avait été opéré et l'épaisseur de vase variait de 40 à 135 centimètres. « Pour autant, nous ne pouvions pas recourir à une méthode mécanique par aspiration, explique l'un des officiers chargés de l'environnement. Nous n'aurions fait que déplacer la pollution et, de surcroît, le protocole Défense-Environnement, signé en 1995, nous fait interdire de rejeter en mer quel que sédiment que ce soit ».

Restait alors une méthode « naturelle », notamment celle de l'oxygénation de l'eau, qui a déjà été testée dans de nombreux bassins et darses mais n'obtient que des résultats modestes. Heureusement, « un projet novateur de désenvasement par procédé biologique nous a été proposé et a retenu notre attention dans la mesure où les sédiments concernés contenaient une forte concentration de matières oxydables ».

Vivant en symbiose avec les sédiments, de très nombreuses souches bactériennes participent à leur élimination dès lors que ceux-ci sont biodégradables (Le Monde du 20 décembre 1996). Un apport d'oxygène favorise la multiplication et l'appât de ces micro-organismes qui ont une activité biochimique et sont des agents de synthèse ou de dégradation, dont l'activité est quasiment illimitée. La plupart des bactéries transforment en effet un grand nombre de molécules organiques et minérales grâce à leur grande richesse en enzymes qui catalysent les réactions liées à leur respiration et à la synthèse de la matière vivante contenue dans les sédiments, par biodégradation.

C'est en partant de ce principe biologique simple que Thierry Arnaud, professeur d'hydrologie dans une école d'agriculture à Annecy, a mis au point une technique et un brevet pour dépollution par biodégradation. Son procédé repose sur l'utilisation des bactéries aérobies endogènes, à l'exclusion de toute souche étrangère au milieu à traiter, afin d'éviter tout risque écologique ultérieur. Cet

élément sera déterminant pour la Marine nationale, d'autant que dans le cadre de la société ARM biotechnology dont il est l'initiateur, Thierry Arnaud est déjà intervenu avec succès en eau douce avec l'entretien des bassins et cours d'eau de Disneyland, à Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne), le traitement de quelques tronçons du canal de Vaucluse ou d'importants plans d'eau comme celui d'Embrun (26 hectares, dans les Hautes-Alpes).

S'il n'a jamais encore opéré en milieu marin, la Royale va lui en donner l'opportunité. Un contrat est signé en juillet 1996 : trois mois plus tard, démarre ce chantier visant à l'élimination de 2 000 mètres cubes de sédiments, moyennant 150 000 francs. « C'était un pari que nous savions pouvoir gagner, explique Thierry Arnaud. Comme en eau douce, nous avons procédé, dès l'été, à des prélèvements en vue d'identifier les souches dont 90 % ont été éliminées car elles risquaient de présenter des dangers. Après des tests antérieurs, nous avons isolé les quelques bactéries intéressantes pour réaliser des essais de biodégradabilité en laboratoire ».

### BREST ET ROCHEFORT INTÉRESSÉS

Ensuite, c'est la société marseillaise Germe qui prendra en compte la culture des souches : un « fermenteur » permettra de dupliquer les bactéries en très grand nombre jusqu'à en obtenir un million par gramme de sédiment à éliminer. Au terme de ces trois mois de préparatifs, le bouillon de culture prêt à être ingéré par la darse, un oxygénateur de 30 kW est mis en fonctionnement. Le festin bactérien peut commencer. Il durera trois mois au terme desquels 2 600 mètres cubes de vase encombrant les fonds sont transformés en matière minérale dissoute et autres bio-gaz de type azote ou gaz carbonique.

Les résultats obtenus seront supérieurs de près d'un tiers à ceux escomptés, pour un coût inférieur de moitié à celui d'un dragage conventionnel. De quoi séduire la marine. A telle enseigne que les ports de Brest et de Rochefort sont intéressés par le procédé et que celui de Toulon a déjà pris une option pour la dépollution de ses trois autres rades couvrant environ 30 000 mètres carrés de plans d'eau. Les travaux ne seront pas entamés avant 1998, date à laquelle la station d'épuration du Cap Sicié (La Seyne) traitera certaines eaux toulonnaises riches en matières organiques et qui, se jetant actuellement dans les rades militaires, représentent plus de 60 % de leur pollution.

José Lenzini

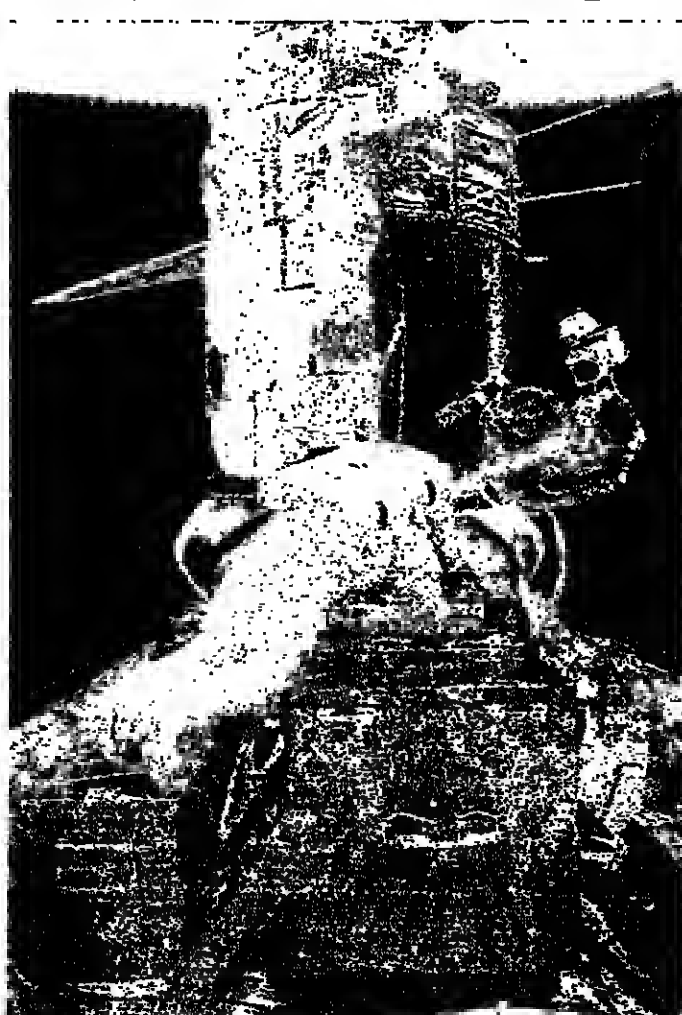
## Cinq sorties dans l'espace ont été nécessaires pour réparer Hubble

IL AURA finalement fallu cinq sorties dans l'espace pour que les astronautes de la navette américaine Discovery mènent à bien leur mission d'entretien du télescope spatial Hubble. L'observatoire, lancé en 1990, fait actuellement l'objet d'une seconde visite, au cours de laquelle deux de ses systèmes d'observation et divers équipements de bord ont été changés. Ces « remises à niveau » doivent permettre d'améliorer sensiblement ses performances (Le Monde du 13 février).

Quatre sorties extra-véhiculaires étaient initialement prévues, mais la NASA, après avoir constaté la dégradation du système d'isolation thermique du télescope, a décidé d'en programmer une de plus. Les astronautes Mark Lee et Steven Smith ont donc à nouveau revêtu leur scaphandre, dans la nuit du lundi 17 au mardi 18 février, afin de consolider le revêtement extérieur de Hubble. Les dégradations constatées sont certes faiblement étendues (1,3 m<sup>2</sup>), mais les responsables de la NASA n'ont voulu courir « aucun risque ».

Les astronautes ont constaté que seule la première des dix-sept couches, composée de Téflon, avait été touchée, sur le côté du télescope qui est le plus exposé au Soleil. Hubble « encaisse » d'énormes variations de température (de +200 à -240 degrés) à chacune de ses révolutions. Or, en sept ans de fonctionnement, il avait déjà fait, au moment de sa capture, plus de 37 130 fois le tour de la Terre.

Cette cinquième sortie permet à l'équipage de Discovery d'égaliser la performance de celui de la navette Endeavour qui, en 1993, était déjà venu au chevet de Hubble afin de corriger sa myopie, due à un défaut de courbure de son mi-



C'est la deuxième révision que le télescope subit depuis 1990.

roir principal. La présente mission avait donc des allures de « retrouvailles avec un vieil ami », selon la formule des astronautes. Croisant à 25 000 km/h, Discovery a rejoint Hubble sur son orbite, à 590 kilomètres d'altitude

environ. Une fois fixé à l'« établi » installé dans la soute de la navette, la précieuse cargaison - Hubble a coûté plus de 10 milliards de francs - a été étendue sous toutes les coutures, afin de s'assurer que le télescope n'avait

subi aucun dommage majeur dû à l'impact de micrométéorites. C'est lors de cet examen que les « peures » de la couverture isolante ont été détectées.

### RETOUR PRÉVU LE 21

Pour le reste, la mission s'est passée comme prévu. L'essentiel des réparations a été fait lors de la première sortie. Malgré un petit problème, vite réglé, sur les panneaux solaires de l'engin, Steve Smith, perché à l'extrémité du bras télescopique, et son collègue Mark Lee, qui flottait plus librement dans le vide, ont changé plusieurs instruments d'observation. D'abord le spectrographe STIS, qui, grâce à ses détecteurs à deux dimensions, doit permettre d'engranger entre 30 et 500 fois plus de données que ses prédécesseurs, et, notamment, d'observer les trous noirs supermassifs, puis les trois caméras à infrarouge et le spectromètre de Nicos qui permettront de se faire une meilleure idée de la vitesse d'expansion de l'Univers, et peut-être d'en préciser l'âge.

Les astronautes ont dû manipuler des objets de la taille d'une cabine téléphonique pour effectuer ces changements pièce par pièce et just in time : l'un des anciens spectromètres, à l'indiqué la NASA, était en effet tombé en panne le 7 février. Les trois sorties suivantes n'ont servi qu'à remplacer des pièces de « quincaillerie », tels que des enregistreurs de bord, un nouveau système de pointage, et l'unité de guidage des panneaux solaires, fournie par l'Agence spatiale européenne.

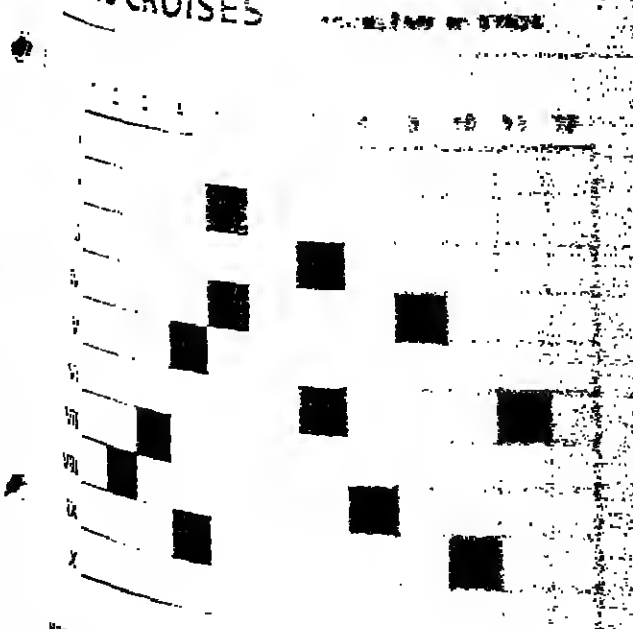
Le calendrier prévoit toujours le retour sur Terre de la navette le 21 février, après 9 jours, 22 heures et 47 minutes de vol.

Hervé Morin

Christophe Auguin ré...  
après son se...

John Gliksmann

MOTS CROISÉS





# Christophe Auguin réussit son retour aux Sables-d'Olonne après son succès dans le Vendée Globe

Le vainqueur du tour du monde en solitaire sans escale a promis qu'il ne retenterait plus l'aventure

Vainqueur de la troisième édition du Vendée Globe, Christophe Auguin, qui est arrivé aux Sables-d'Olonne (Vendée), lundi 17 février à

9 h 33, a parfaitement réussi son « retour sur terre ». La course continue pour les autres concurrents : Marc Thiercelin (Crédit Immo-

lier de France) et Hervé Laurent (Groupe LG Traitmat), à la lutte pour la deuxième place, sont attendus aux alentours du 25 février. Ils

devraient être précédés par Isabelle Autissier (PRB), mise hors course après une escale le 1<sup>er</sup> décembre dernier au Cap.

## LES SABLES-D'OLONNE

de notre envoyé spécial  
Christophe Auguin avait montré son indépendance d'esprit en retardant par prudence - et peut-être

aussi un peu par calcul - au lundi 17 février, son arrivée aux Sables-d'Olonne. Une fois franchie la ligne d'arrivée dans les gerbes

d'écume irisée soulevées par les bateaux accompagnateurs, le triple vainqueur d'un tour du monde à la voile et nouveau détenteur du record de la circumnavigation en solitaire sans assistance et sans escale (105 jours 20 heures 31 minutes 23 secondes) n'a eu de cesse de réaffirmer sa volonté de contrôler les différentes étapes de son retour à la vie de terrien.

Ainsi, le petit homme qui avait fièrement gardé sa barbe hirsute de trois mois, n'a mis pied à terre qu'après avoir passé un long moment d'intimité dans l'habitacle de son bateau, avec sa compagne Vé-

ronique et son fils Erwan. Il n'a consenti à descendre sur le quai que pour organiser à sa guise ses premières rencontres avec tous ceux qui l'attendaient. Christophe Auguin n'avait manifestement pas envie de faire d'efforts pour ceux qui avaient attendu sa troisième victoire dans un tour du monde en solitaire pour le découvrir.

Il a d'abord tenu à mettre un terme aux polémiques sur la sécurité, nées des drames survenus pendant la course : « Il est évident que l'on ne peut pas éternellement se prévaloir du droit international pour demander aux Australiens de mettre en œuvre leurs moyens de sauvetage à chaque fois que l'on organise une course dans les mers du Sud. Il faut éviter que de tels incidents se répètent. J'attends donc que les organisateurs, les ingénieurs météo, les architectes et les coureurs se réunissent après les dernières arrivées pour trouver des solutions. Et il n'y a aucun obstacle technique pour trouver comment empêcher un bateau de rester retourné ».

Christophe Auguin a balayé avec une certaine délectation toute tentative de relativiser son succès : « Si les bateaux d'Isabelle Autissier et d'Hervé Laurent ont pu être préparés pendant un an de plus, on aurait pu commencer à discuter. Moi, j'avais tout investi sur la qualité de la mise au point de Geodis ». Et le skipper granivore a confirmé que le rythme du début de course im-

posé par ses adversaires n'avait pas vraiment été de son goût : « Ils ont voulu me pousser à la foute avec leurs nouveaux bateaux, intrinsèquement plus rapides que le mien. J'ai échappé à la casse, mais je me suis senti un peu forcé de suivre leur cadence, et j'ai eu peur pour mon propre bateau. Il y avait une véritable violence dans cette façon d'aborder la course. Pour moi, c'était mon troisième tour du monde, et je savais que pour gagner, il fallait trouver une véritable harmonie entre le voilier et son skipper ».

« UNE LONGUE PARENTHÈSE »  
Parti avec seulement cent jours de vivre, comme pour mieux se

fixer un objectif connu de lui seul, et de simples rations de survie au-delà, Christophe Auguin a expliqué comment il s'était contenté de gérer son avance dès la mi-course, alors qu'il avait à ce moment-là une dizaine de jours d'avance sur le record de Titouan Lamazou. « Un marin qui n'a pas peur de la mer est un marin qui n'a jamais navigué. Le moindre détail a des conséquences colossales. Dans le Sud, on a peur tout le temps. Et là il n'y a que deux situations possibles. Les conditions sont maîtrisables en dessous de 47 nœuds (sic) de vent. Au-delà, cela devient de la survie. On passe son temps allongé ou fondus du bateau pour se protéger. J'ai simplement fait en sorte de passer le moins de temps

possible dans des conditions aussi pénibles ». Profondément affecté par les nouvelles des naufrages de ses compagnons, ainsi que par la brutale interruption des liaisons radio avec son ami, le Canadien Gerry Roufs, Christophe Auguin a préféré gérer prudemment sa traversée du Pacifique et sa remontée de l'Atlantique : « Une fois de plus, j'ai eu le sentiment que nous, les navigateurs, nous sommes des explorateurs, des découvreurs. Nous prenons tous les risques. Il n'y a que nous à nous lancer dans ces déserts marins, que personne n'a jamais vraiment étudiés ».

Beaucoup plus serein que ce que ces premiers mots le laissent entendre, Christophe Auguin a rapidement encaissé le « choc violent » de son retour. Il a exprimé son étonnement d'avoir mis un terme à ce qui lui est apparu comme « une longue parenthèse ». « J'ai l'impression d'avoir pris dix ans, mais aussi d'être parti hier, d'avoir vécu une minute qui était une éternité, disaient-ils en arrivant. Je retrouve les mêmes têtes, les mêmes amis que quand j'ai quitté les Sables-d'Olonne, il y a plus de trois mois. Je dois avouer que finalement, du départ à l'arrivée, je me suis demandé ce que j'étais allé faire dans cette galère ». Si bien qu'il a prévenu : « Cette fois, ça suffit, j'ai assez joué avec le feu jusqu'ici. On va tourner la page ».

Christophe de Chenay

## Messages de félicitations

Le chef de l'Etat et le premier ministre ont fait parvenir, le 17 février, au vainqueur du Vendée Globe, Christophe Auguin, et à l'organisateur de la course autour du monde à la voile en solitaire, Philippe Jeantot, des messages de félicitations :

● Jacques Chirac : « Cette édition du Vendée Globe restera gravée dans toutes les mémoires comme l'une des plus belles mais aussi des plus dramatiques que cette course ait connues. C'est notamment le président. Je suis admiratif et j'espère que les passionnés de sport le sont aujourd'hui, de vous voir franchir la ligne d'arrivée en battant le record de l'épreuve. Nous sommes tous très fiers de vous ».

● Alain Juppé : « Cette course autour du monde, unique en son genre pour l'engagement qu'elle implique de la part de ceux qui s'y livrent, est, plus encore qu'un événement sportif, l'occasion d'une incroyable rencontre entre l'homme et le courage. Le chef du gouvernement a ajouté : « Je pense aussi à tous les concurrents qui sont encore en mer et dont le mérite n'est pas moins impressionnant que celui du vainqueur du jour [Christophe Auguin]. Jerry Roufs est bien sûr plus particulièrement présent dans tous nos esprits ».

## Alain Gliksman : « En matière de performance, c'est comme à la guerre, tout ce qui est possible est obligatoire »

CONCURRENT des premières courses transatlantiques et autour du monde dans les années 70, Alain Gliksman avait fait naufrage sur son trimaran RTL-Tuxes, en avril 1979, en se rendant à New York pour tenter de battre le record de la traversée de l'Atlantique. En août 1979, il avait déjà remis en cause les moyens de sauvetage après la course du Fastnet où quinze navigateurs et cinq accompagnateurs avaient trouvé la mort dans une violente tempête. A propos des naufrages et disparition qui se sont produits durant le Vendée Globe, il nous a adressé le courrier suivant :

« Les voiliers de 18 mètres du Vendée Globe, avec un seul marin et un mètre cube d'électronique vont plus vite que les maxis de 24 mètres de la Whitbread avec leur équipage d'une dizaine d'athlètes. Qui a pu croire que cela pouvait se faire sans risques ? Le choix des routes n'a rien à voir avec les accidents : des dizaines de bateaux sont passés en course bien plus au sud sans drame, et de toute manière les vagues sont aussi énormes sous les quarantièmes « rugissants » que sous les « cinquan-

tièmes » « hurlants ». J'ai pu en faire la comparaison. Le vrai problème des courses comme le Vendée Globe, que personne ne semble voir, c'est que les progrès fabuleux de la technologie obligent à mettre la barre de plus en plus haut et incitent les concurrents à compter sur l'aide extérieure. Les bateaux d'aujourd'hui sont devenus des avions. Les bateaux d'aujourd'hui sont devenus des avions. Les bateaux d'aujourd'hui sont devenus des avions ».

En matière de performance, en compétition, c'est comme à la guerre, tout ce qui est possible est obligatoire : les foods plats, les hallats, les lest-torpilles au bout d'un frein aléon de cinq mètres de long, les mâts ailes en carbone qui poussent comme des bœufs à sec de tolle,issent cent kilos en temps normal et deux ou trois tonnes quand ils sont pleins d'eau, sous le bateau chaviré. Inversement, en ce qui concerne la sécurité, tout ce qui n'est pas obligatoire est éliminé. Un problème supplémentaire pour les organisateurs, c'est que les concurrents ne disparaissent plus avec leur bateau. Comme ces soldats dont les stratèges modernes s'ingénient à faire des blessés plutôt

que des morts, parce qu'un blessé est plus encombrant, les concurrents chavirés font désormais peser la menace de leur mort à petit feu.

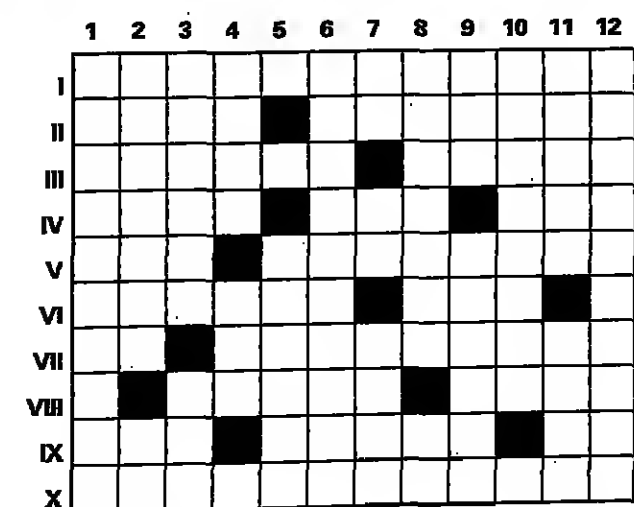
Le seul débat intéressant, la question que personne ne pose, ce n'est pas « Faut-il repêcher à grand frais les héros imprudents ? », mais bien plutôt « Peut-on faire des bateaux qui se redressent après un chavirage ? ». Poser la question, c'est y répondre. C'est une question de mâts étanches, de caissons remplis de mousse, de ponts aussi solides que les coques, de quilles qui se replient pas, de volumes fixes (roufs) et gonflables qui empêchent un bateau chaviré de flotter bien à plat. Une légère angulation suffit pour que la quille retrouve son rôle et redresse le bateau. Et si le règlement a imposé des espars de fortune, il n'y a plus qu'à les installer et partir vers les nord à petite vitesse.

Le problème ne relève ni de la technique ni de l'argent, mais de la volonté. Il faut simplement que les organisateurs, quels qu'ils soient, admettent que les bateaux peuvent chavirer, et ne se contentent plus d'allumer des cierges ».

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97026

3615 LEMDNE, tapez SOS (2,23 f/min).



### HORIZONTALEMENT

1. Un appel que l'on ne devrait plus entendre. - 2. Accueillie par la foule en délire. Fit porter. - 3. La grande cour à Rome. Permet de vérifier un bon papier. - 4. Possessif. Toujours à la conquête de ses terres. Pour que la coque tienne en place. - 5. Devient une habitude quand il est mauvais. Préparer la sortie. - 6. Comme pour son vin et son ballon. Dans des mains qui ne restent pas dans les poches. - 7. Un peu d'éloge.

Fait preuve d'une grande attention. - 8. Pour se draper avec dignité et élégance dans les lles. Dans le Brabant. - 9. Le père de l'euro. Fait tourner le PC. En fin de devoir. - 10. Sont plus à leur place sur les terrains qu'à la ville.

### VERTICALEMENT

1. Doivent être muselés, pour tenir en place. - 2. Prêt pour un bon travail. Bon conducteur. - 3. Des vers sans poésie. N'a subi aucun outrage. - 4. Au début de la

chaîne alimentaire. Se retrouve par hasard. - 5. On y prépare des hommes de plume ou des bêtes à poil. - 6. Fient travailler le hirsion. - 7. Evite une répétition. Bouts de fil. A besoin d'isolement pour être totalement libre. - 8. Au bout du bout. Un peu dans l'embarras. - 9. Salle à l'Est. Dans certains cas. Il faut partir avec elle. - 10. Peut être monté. - 11. Finit à la corbeille. Le premier des soft-drinks. - 12. Ils doivent savoir conter pour les autres.

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU N° 97025

#### HORIZONTALEMENT

1. Opportuniste. - 2. Noire. Serein. - 3. Ellipses. PAF. - 4. Mèlera. Tira. - 5. Ali. Tôtier. - 6. Ntr. Si. Rom. - 7. Sidéens. Tarn. - 8. Hs. Média. Nie. - 9. Ossu. Induite. - 10. Water-closets.

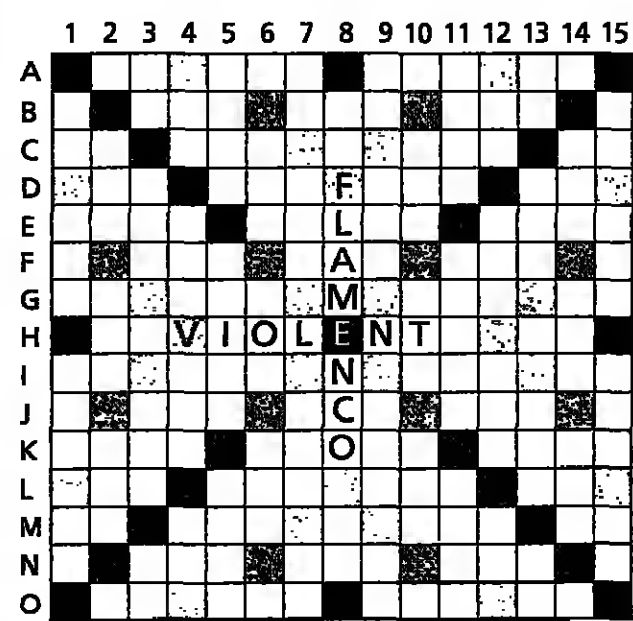
#### VERTICALEMENT

1. One-man-show. - 2. Pole. Tissa. - 3. Pillard. St. - 4. Oriel. Emue. - 5. Représée. - 6. Sa. Indic. - 7. Usé. Simi. (fins) - 8. Nestor. Ado. - 9. Il. Ilot. Us. - 10. Septimanie. - 11. Tiare. Rist. - 12. Enfarinées.

## SCRABBLE

PROBLÈME N° 5

## Le troisième mot



Le tirage a été : A I L O P R T

1) Trouvez et placez un mot de sept lettres.

2) Trouver six mots de huit lettres en utilisant six lettres différentes appartenant à l'un ou l'autre des deux mots placés sur la grille.

Préparation de la grille du problème de la semaine prochaine. Premier tirage : A C D E M S U. Trouver un sept-lettre.

Deuxième tirage : I M N O P R T. En utilisant deux lettres du tirage précédent, trouver deux huit-lettres.

Solution la semaine prochaine.

Solution du problème de la semaine précédente. Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) BÉCOTAI, 1 H, 137, faisant BENJOINS ;  
b) COHABITE, D 6, 80-BORACITE, minéral contenant du bore et du magnésium, G 6, 72, faisant au passage BI et ON-ECOBUIAT, F 4, 66-CABOTINE, 3 B 78-JACOBITE, 4 H, 90 ou l'anagramme OBJECTAI ;  
c) VIOLENT ou VOILENT ;  
d) FLAMENCO.

Michel Charlemagne

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.  
ISSN 0395-2037  
Imprimerie du Monde  
12, rue M. Guesbroug  
94852 Ivry cedex  
133, avenue des Champs-Élysées  
75409 Paris cedex 08  
Tél : 01 44 43 76 00 Fax : 01 44 43 77 30  
PRINTED IN FRANCE



## Courrier du Nord

Voyage en coup de vent  
autour de Boulogne-sur-Mer  
par temps de grain... et de soleil

SÉVÈRES les lecteurs, pas commodes parfois. Il faut dire aussi que l'on n'est jamais assez clair, jamais assez précis. On veut faire le malin, passer au second degré, clouer les idées reçues, se montrer bienveillant, et on se ramasse. Une catastrophe, ce papier sur les ambassades de la cuisine du Nord à Paris, publié dans *Le Monde* du 23 octobre. « Quel est donc cet hurleur ? Un escroc (...), un dément, vivant sur des clichés éculés ». « Quand vous viendrez dans le Nord, n'oubliez pas votre gros imperméable doublé de fourrure ». « Sur-tout, ne prenez pas la peine de répondre; la pluie, le froid, la crasse empêchent le courrier de parvenir ». Terrible malentendu.

Alors, quand aux abords de Boulogne-sur-Mer, sur une route hercée de travaux et de chicanes, un grain serré comme un carreau de dentellière s'est mis à nous aggraver, nous ne pouvions que penser à la punition méritée qui était la nôtre d'avoir si légèrement parlé de la souriante région. Le lendemain, pour nous signifier que la sanction était levée, le pas de Calais clignait d'un œil bleu tendre, les falaises de Douvres lançaient des bonjours d'amitié et la Côte d'Opale reprenait ses pinceaux.

Toujours amusant, à la mort-saison, un Parisien qui part faire le Huron hors de sa ville préférée. Il s'étonne de tout, prend tout au pied de la lettre. Et quelle curiosité ! Oh ! la mer; sur la mer, un bateau. Oh ! un bateau; sur la grève, un coquillage. Oh ! un coquillage; C'est de l'aventure toute fraîche, toute requinquante; une moules-frites par là-dessus et c'est un homme neuf. Mais au fait...

Il est assez rare que nos deux arbitres nationaux en élégances culinaires, le Michelin et le Gault-Millau, accordent aussi joliment leurs violons; les voilà, sur ce court territoire, parfaitement d'accord dans leur sélection de restaurants: Le Relais de la Brocante, à Wimille, l'Hostellerie de la Rivière, à Pont-de-Briques, et La Matelote, à Boulogne. Tous les trois avec une unique et méritante étoile et des carnets de notes pourvus de très honnêtes 14 et 15 sur 20.

Et une fois encore ce même



constat, qui veut que la province – toujours sous l'obédience des critiques de la capitale – passe davantage de temps à essayer de mériter les éloges qu'à faire sonnailler ses trophées. Non sommé d'avoir à s'acquiescer de l'octroi de la réussite, le voyageur n'aura souvent qu'à se mettre au diapason de la simplicité et de la modestie les moins feintes. Reposant.

Comme dans cette Matelote du bout du port, avec Tony Lestienne aux « pianos », et, en vedette américaine, un personnage aimé et respecté qui produit le meilleur effet. A la « une » du menu, la reproduction d'un tableau montre un grand amiral de la flotte peint dans toute son emphase par un artiste local. Mon aïeule seulement, dira la patronne; il s'agissait de la plus fameuse vendeuse des plus fameux pains d'épices fabriqués dans la place et doublée d'une femme à barbe. Un endroit qui entretient à



### Les frites en sachet

Dans Les Demoiselles de Rochefort, Catherine Deneuve et Françoise Dorléac interprètent l'air fameux des sœurs jumelles, hommage à leur maman, qui « voulait de nous faire des frites ». L'abnégation de Danielle Darrieux, leur mère dans cette comédie musicale, mérite en effet d'être louée. A l'époque, les frites du plus humble bouillabaisse étaient fraîches, et personne ne coupait à la corvée d'épluchage.

Les temps ont bien changé. La quasi-totalité des 220 000 tonnes de frites servies dans des restaurants français en 1996 sont sorties directement d'un sachet. Les responsables sont Harrison et Wallace Mc Cain, deux frères néerlandais, qui y aura cette année quarante ans, ouvraient à Florenceville leur première usine de frites surgelées. Adieu économies, adieu maudolines: aujourd'hui, c'est glacée et prête à cuire que 48 % des ménages français conçoivent la frite. Ecrasant leader de ce marché: les

frères Mc Cain, qui ont débarrassé de leur New Brunswick d'origine dans les années 80 une frite froide en guise de bâton de pèlerin.

Pour fabriquer l'objet, la pomme de terre est pelée à coup d'injection de vapeur, puis découpée selon différents calibres. Ceux-ci vont de la très chic « pomme paille », comme celle que Bécassine voyait servir chez la marquise de Grand-Alr, à la rustique « frite américaine », deux fois plus large qu'épaisse. Les bâtonnets de pomme de terre, après avoir été séchés, sont ensuite « prêts », en étant plongés dans un bain, de frites, souvent d'huile de palme, peu coûteuse. Ce n'est qu'à l'issue de ces opérations qu'aura lieu leur congélation. Les frites surgelées peuvent être complètement cuites. Dans ce cas, elles ne nécessitent plus à domicile de passage en friteuse, il suffit de les réchauffer au four. Mais elles sont alors assez sèches. La fureur du micro-ondes n'a pas non plus épargné la frite. Une société néerlandaise, Fri d'Or, a lancé il y a peu la « Magnétron »,

une frite à réchauffer en trois minutes dans ce type d'appareil. Molle, peu croustillante: le produit est-il vraiment au point? Patrick Varoquaux, directeur de recherche à l'INRA de Montfavet, n'est de toute façon pas tendre pour la frite surgelée en général. D'après ses études, « congélation et précuisson provoquent des microfissures dans ces frites. Les essais que nous avons fait montrent une reprise en huile deux fois plus importante qu'avec la pomme de terre fraîche ». Du gras en perspective! Depuis mai 1996, une petite entreprise en hale de Somme, Nature frais, commercialise des frites qui ne sont ni surgelées ni précuites, mais vendues crues. Le produit, bien qu'il ne se conserve que dix jours au frais, a séduit les supermarchés Continent et Carrefour mais aussi l'épicerie de luxe Fauchon. Juste retour des choses, Cussy, préfet du palais de Napoléon, ne parlait-il pas de la pomme de terre comme du légume « de la cabane et du château »?

Guillaume Crouzet

\* Frites crues, Nature frais, 14 F environ le kilo.



## BOUTEILLE

### Vin de pays d'oc

#### DOMAINE DES PIERRES-PLANTÉES

■ Le cépage viognier, une variété originaire de Condrieu (Rhône), semblaient voué à la disparition au lendemain de la guerre. Soigné avec amour et talent, ce cépage a connu un retournement de destin au point d'être aujourd'hui, par un effet de mode, transplanté dans des régions éloignées de l'appellation d'origine. Les réussites sont rares, mais parfois spectaculaires. Ainsi à Vauvert (Gard), où l'architecte lyonnais Gilles Perraudin a planté 3 hectares de viognier en 1990. Une taille sévère, des rendements soigneusement maîtrisés et une récolte de raisins à maturité, rafraîchis par la brise de mer l'été, ont précédé une vinification classique. Une petite partie a été confiée à des barriques neuves de chêne. La première cuvée, en 1995, est un vin de couleur or à légers reflets vert d'eau, au nez explosif de senteurs de fruits frais et de quelques notes d'agrumes sur un fond minéral. Dans la bouche, des arômes de violette assurent une persistance douce et soyeuse. D'emblée, ce vin appelé Sud-de-la-Cabane-de-Magnan, a séduit nombre de « toqués » en raison d'accords exceptionnels avec les crustacés ou les viandes blanches. En 1996, sous le nom Les Pierres-Plantées, un second vin, moins complexe mais d'une même élégance – et plus abordable –, est aujourd'hui disponible. L'un et l'autre doivent être passés en carafe avant d'être dégustés.

\* Sud-de-la-Cabane-de-Magnan, cuvée 1995: 90 F. Domaine des Pierres-Plantées, cuvée 1996: 45 F, à la propriété, Jourda et Perraudin Vignobles. Chemin des Salines. 30600 Vauvert. Tél.: 04-66-73-34-08. Télécopie: 04-66-73-34-82.

J.-C. Ri

## TOQUES EN POINTE

### Bistrots

#### L'AVANT-GOÛT

■ Christophe Beaufort, après une solide formation classique et une première tentative à Vouvray, tente sa chance près de la Butte-aux-Cailles. Avec détermination. La cuisine du marché – deux entrées, deux plats, et quelques desserts – devient alors, par miracle, exactement ce que l'on attend de crevettes tièdes en salade au gingembre, d'un râble de lapereau émincé sur un lit de ratatouille fondante, un rictus de saucisses justes et savoureuses. De prétention point, dans cette cuisine bien bonnette, ni dans la potée de cochon en deux services (98 F), où palette et oreille voisinent avec la patate douce et le fenouil. Menu du jour, 59 F (dél.), et menu carte, 135 F.

\* Paris. 26, rue Bohillot (75013). Tél.: 01-53-80-24-00. Fermé dimanche et lundi.

#### LE REMINET

■ C'est le nom d'un petit coq, en patois de basse Normandie, et c'est l'enseigne d'un modeste bouchon parisien. Dix tables, mais une belle vue sur le chevet de Notre-Dame. Service féminin un peu guindé, pour une cuisine fine et recherchée, qui fait l'originalité du produit. Voici d'abord la mijotée d'huîtres au céleri rave et truffe, ou bien la salade de caille au miel et vinaigre de xérès, tombée de pleurotes et encore la petite soupe de coquillages safranée, effilochée de légumes. Belle viande d'agneau ou pintade, et de modestes poissons. On ne saurait trop approuver le choix de la morue, du merlan ou de la raie. Mais pourquoi une crépinette de plets de porc à la purée de charlotte truffée? Pourquoi infliger la « grande transformation » à un produit qui est souvent meilleur nature, grillé avec de bonnes frites. Le soufflé inspiré de la haute cuisine chavire quelques bistrots, qui veulent faire mode. A la carte, compter 160 F.

\* Paris. 3, rue des Grands-Degrés (75005) Tél.: 01-44-07-04-24. Fermé lundi et mardi midi.

## Brasseries

#### LE CONGRÈS

■ On pouvait craindre de cette brasserie passée sous le contrôle d'un groupe voilà dix ans que l'atmosphère et la cuisine, peu à peu, ne soient mises aux normes d'une gestion routinière. Il n'en est rien. La même clientèle fidèle continue d'accorder sa confiance à l'écailler, dont les fines de chair vertes ou les creuses de Bretagne sont d'excellente provenance. La terrine de lapin à l'ancienne et compote d'oignons, le pavé de saumon grillé beurre de ciboulette et épinards comme la tête de veau relèvent de cette inébranlable tradition des bonnes brasseries, avec le rognon grillé béarnaise, la choucroute fatalement royale ou le tartare préparé à la demande. Menu: 179 F. A la carte, compter 200 F.

\* Paris. 144, boulevard Exelmans (75016). Tél.: 01-46-51-15-75.

#### PARIS-NEUILLY

■ Depuis trois générations, la famille Cros de Saint-Amans des Cots (Aveyron) soutient dans l'agglomération parisienne la cause des spécialités du haut Rouergue. Aujourd'hui, le Paris-Neuilly reste une enclave, avec le bon Jenny Jacquet de la Truffe-Noire, dans un quartier livré à la nourriture industrielle. Trois spécialités tiennent la vedette, la saucisse fraîche au couteau à l'ail, les lundi et mardi, puis les deux jours suivants, le chou farci... garni à l'ail, et, en fin de semaine, le confit de canard aux pleurotes et ail, naturellement. Et aussi quelques salades, des plats du jour (fricassée de lapin à la crème d'oseille) et la belle série des viandes grillées. L'ail – fallait-il le préciser – peut être servi avec tous les plats. A la carte, compter 160 F.

\* Neuilly. 1, place Parmentier (92200). Tél.: 01-46-24-94-01. Fermé dimanche.

Jean-Claude Ribaut

#### PARIS 7<sup>e</sup>

**Choumieu**  
SPECIALITE DE CASSINOULET  
et COURT DE CANNARD  
Tous les jours de 12h à 14h  
Dimanche de 10h à 12h  
35, rue St Georges  
Tél. 01 47 26 21 48

#### PARIS 9<sup>e</sup>

**TY COZ**  
01 48 78 42 95 34 61  
35, rue St Georges  
POISSONS - CRUSTACÉS  
FRUIT DE MER  
Menu de la "Mer" le soir: 170 F  
Fidm., lundi soir - Climatisé

#### PARIS 13<sup>e</sup>

**LES VIEUX MÉTIERS DE FRANCE**  
Michel MOISAN  
13, boulevard Auguste Blanqui  
Tél. 01 45 88 90 03 - 01 45 81 07 07  
- Ouvert tous les jours -

#### CUISINE TRADITIONNELLE

**"Le Bistrot de Breteuil"**  
Le restaurant que l'on aimerait trouver souvent. Qualité-prix, pas de pièges, c'est clair et net, sûrement une des meilleures formules à ce prix-là: 182 F, apéritif, vrai vin de propriété (1 bouteille pour 2 personnes), café. Excellente sélection de produits parmi les plus chers. Foie gras, jambon de Parme, espèges sauce mousseline, carré d'agneau, cœur de rumsteak, haddock bretonne, 1/2 homard frais (sup. + 20 F). Carte des desserts. Repas d'affaires. 177 F.  
3, place du Breteuil - PARIS 7e  
Tél: 01 45 67 07 27 - Fax: 01 42 73 11 08



**"Menu de l'Ecailler" à 139 F**  
30 Huîtres de Normandie N°5  
Dessert, 1/4 de vin, Café  
24 Boulevard des Italiens.  
Paris 9<sup>e</sup>. Tél.: 01 47 70 16 64



**LA MARE AU DIABLE**  
le restaurant romantique de George Sand  
Un havre de paix, pour déjeuner ou dîner, auprès des grandes cheminées.  
Menu d'affaires 215 F (vin et café comp.)  
Menus découvertes 245 F.  
Menu dégustation 350 F + Carte.  
Dîner aux chandelles "St Valentin"  
(35 km de Paris) Accès direct autoroute A64, sortie 12 - RN 6 - Melun Sénart  
01 64 10 20 50 - Séminaires. Hôlesurbois

#### PARIS 14<sup>e</sup>

**Restaurant LA BOUCHERIE**  
Les meilleures viandes en toute confiance  
Ouvert 7 jours/7  
PARIS LES HALLES (1er)  
10, rue Capillière - 01 42 36 03 14  
PARIS MONTMARTRE (14e)  
158, rue Montmartre - 01 43 20 47 87  
ANGERS  
27, Bd Vichy - 02 41 57 27 85  
ANNEMASSE  
34, rue du Parc - 04 30 38 90 88  
ROUEN  
Place St-Marc - 02 25 07 70 71  
BREST  
104, rue Jean Jaurès - 02 98 43 84 98  
LE MANS  
Pl. de la République - 02 43 23 72 41  
NANCY  
20, rue des Marchands - 03 83 22 02 04  
CAEN  
43, quai de Joliet - 02 31 34 84 89  
RENNES  
1, rue Lavoisier - 02 99 76 34 79  
LILLE - rue de l'Église Militaire - 03 20 57 71 77  
GENÈVE  
50, rue de Montebello - 74 12 51

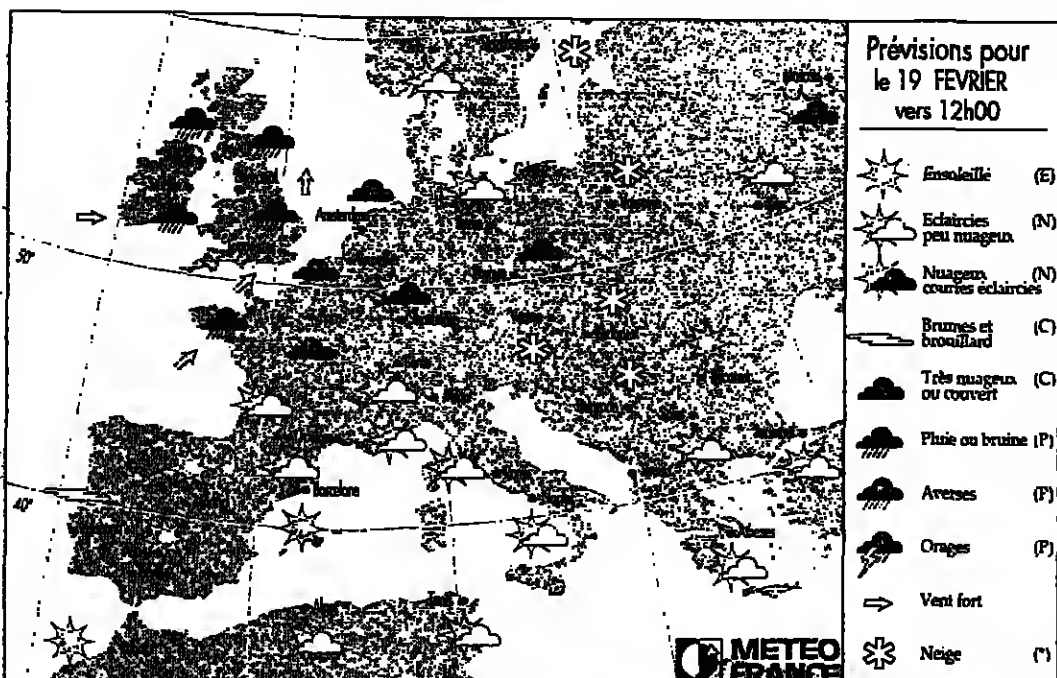
#### PARIS 14<sup>e</sup>

**L'ATLANTIQUE**  
Face à la gare MONTMARTRE  
Une vraie brasserie à l'esprit confortable, des plats du jour, un service dévoué, s'imposent l'atmosphère d'un tel restaurant. J.C. Ribaut.  
Formule 95 F (avec plat du jour)  
Menu tout compris 150 F + Carte  
Banc d'huîtres et Fruits de mer.  
Petit déj. à partir de 6h. OTJ jusqu'à 2h.  
37, rue du Départ - Tél.: 01 43 20 63 62

#### PARIS 6<sup>e</sup>

**ALSACE A PARIS** T1  
01 43 26 21 48  
9, pl. St-André-des-Arts, 6<sup>e</sup> - SALONS  
CHOUKROUTES, GRILLADES,  
FLAMMEQUECHE, POISSONS,  
HUITRES ET COQUILLAGES





LE 19 FEVRIER  
Temps/Températures  
minima/maxima

FRANCE

metropolitaine	
AJACCIO	N/6/15
BIARRITZ	N/5/17
BORDEAUX	N/4/15
BOURGES	N/2/10
BREST	P/6/12
CAEN	P/4/8
CHERBOURG	P/4/9
CLERMONT-F	N/1/12
COCOT	N/0/8
GRENOBLE	N/1/9
LILLE	P/3/8
LIMOGES	N/3/12
LYON	N/2/9
MARSEILLE	N/4/14
NANCY	N/1/6
NANTES	C/4/12
NICE	N/7/14
PARIS	C/2/9
PAU	N/2/16
PERPIGNAN	N/5/15
RENNES	P/3/12
ST-ETIENNE	N/2/11
STRASBOURG	N/1/5
TOULOUSE	N/4/14
TOURS	N/2/10

FRANCE outre-mer	
CAENNE	P/3/28
FORT-DE-FR.	E/24/26
NOUMEA	C/24/25
PAPEETE	E/24/27
POINTE-A-PIT.	E/24/26
ST-ONIS-REU.	E/25/27

EUROPE	
AMSTERDAM	C/4/8
ATHENES	N/7/9
BARCELONE	E/7/10
BELFAST	P/4/11
BELGRADE	*/-5/2
BERLIN	N/1/5
BERNE	N/-4/-2
BRUXELLES	C/1/9
BUCAREST	E/-8/-2
BUDAPEST	*/-6/3
COPENHAGUE	N/2/4
DUBLIN	P/5/11
FRANCFORT	N/0/4
GENEVE	N/-4/1
HELSINKI	N/-9/-6
ISTANBUL	N/1/4
KIEV	N/-12/-5
LISBONNE	C/7/17
LIVERPOOL	P/4/11
LONDRES	P/3/10
LUXEMBOURG	E/0/5
MAORID	E/-2/11

MILAN	E/-2/4
MOSCOU	N/-15/-12
MUNICH	*/-4/1
NAPLES	N/5/10
OSLO	N/-7/-4
PALMA DE M.	E/13/14
PRAGUE	C/-3/3
ROME	N/5/11
SEVILLE	E/4/17
ST-PETERS.	N/-13/-9
STOCKHOLM	*/-1/1
TENERIFE	E/17/18
VARSOVIE	*/-4/1
VENISE	E/-2/5
VIENNE	*/-4/3

AMERIQUE	
BRASILIA	E/18/26
BUENOS AIRES	P/14/23
CARACAS	E/21/25
CHICAGO	C/-2/7
LIMA	C/15/21
LOS ANGELES	E/8/16
MEXICO	E/7/21
MONTREAL	*/-3/1
SAN FRANC.	N/9/14
SANTIAGO	E/3/23

AFRIQUE	
ALGER	N/10/13

Prévisions pour  
le 19 FEVRIER  
vers 12h00

Ensoleillé (E)	
Ensoleillé peu nuageux (EN)	
Nuageux, courtes éclaircies (N)	
Brumes et brouillard (C)	
Très nuageux ou couvert (C)	
Pluie ou bruine (P)	
Averses (P)	
Orages (P)	
Neige (*)	

## Vent fort en Manche et Bretagne

UNE NOUVELLE perturbation ventueuse, associée à une profonde dépression, touchera le quart nord-ouest de notre pays, tandis que le reste du pays bénéficiera de l'influence protectrice de hautes pressions centrées sur la péninsule ibérique.

Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie. - Le ciel sera couvert, avec une petite pluie, qui se renforcera un peu en fin de journée. Mais c'est surtout le vent qui marquera la journée, avec des rafales de sud-ouest jusqu'à 100 ou 120 km/h sur la côte, 80 à 90 km/h dans l'intérieur. Les températures seront douces, atteignant 10 à 13 degrés dans l'après-midi.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le ciel sera très nuageux, et il pleuvra un peu, dès le matin sur les côtes de Manche, l'après-midi dans l'intérieur. Le vent de sud atteindra en fin de journée 100 à 120 km/h en rafales sur les côtes de Manche, 80 à 90 km/h dans l'intérieur. Les températures seront douces, voisines de 10 degrés l'après-midi.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Après des éclaircies en début de

journée, le ciel deviendra de plus en plus nuageux au fil des heures. Les températures seront assez douces, variant entre 0/2 degrés le matin et entre 6 et 9 l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - En Vendée et dans le Poitou, le soleil cèdera petit à petit la place aux nuages, alors que plus au sud, le soleil arrivera à se maintenir toute la journée. Les températures, fraîches le matin, avec 2 à 4 degrés, deviendront agréables l'après-midi, atteignant 13 à 17 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Ce sera une belle journée, une fois les quelques nuages bas de fond de vallée dissipés. De fins de nuages élevés envahiront toutefois le ciel par le nord-ouest l'après-midi. Les températures seront légèrement supérieures aux normales, atteignant 8 à 12 degrés l'après-midi.

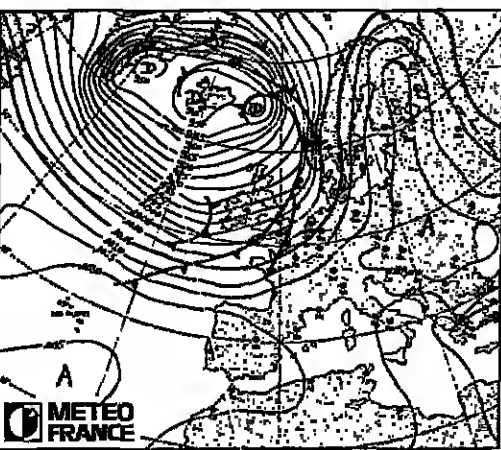
Langue-d'Oc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - La journée sera très bien ensoleillée. Il soufflera un mistral modéré, avec des rafales jusqu'à 60 ou 70 km/h; celui-ci s'atténuera en fin de journée. Les températures seront très agréables, partant de 3 à 7 degrés le matin, pour atteindre 13 à 15 l'après-midi.

## LE CARNET DU VOYAGEUR

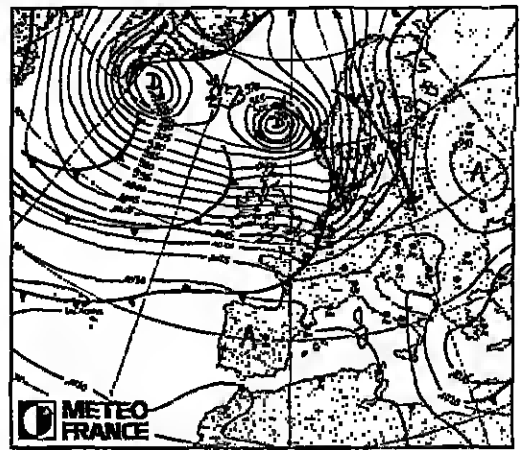
■ **THAILANDE.** La municipalité de Bangkok vient de lancer une campagne contre la nourriture avariée vendue sur les écus en bordure de routes. Une étude récente de la Thai Farmers Bank a montré qu'un million de personnes achètent chaque jour des plats cuisinés dans la rue et que 30 % d'entre elles ont des problèmes de santé dus à une nourriture malsaine. - (AFP)

■ **FIDJI.** Les vols de la compagnie Air Pacific au départ et à destination des Fidji sont perturbés depuis le 17 février.

■ **TRANSPORTS AERIENS.** Le groupe canadien Bombardier doit procéder, mercredi 19 février, à Montréal, au lancement officiel de l'avion de transport régional CRJ-X, un bi-réacteur de soixante-dix à soixante-dix-huit places, qui devrait être mis effectivement en service mi-1999. Version allongée du Regional Jet de cinquante places, le CRJ-X sera équipé de réacteurs General Electric et offert en deux versions de base permettant de parcourir de 3 152 km à 3 763 km. Le prix de l'appareil variera de 90 à 110 millions de francs. - (AFP)



Situation le 18 février



Prévisions pour le 20 février

## PRATIQUE

# Les prospectus submergent les boîtes aux lettres

Par vente ou échange de fichiers, enquêtes auprès de futures « victimes », des entreprises spécialisées cernent le client au plus près, c'est-à-dire chez lui. Pour la publicité, aucun rempart du domicile n'est infranchissable

EXCÉDÉ de trouver chaque soir sa boîte aux lettres débordant de prospectus et de perdre du courrier entre deux départs, un récalcitrant à l'abus publicitaire avait fini par apposer un autocollant dissuasif. Hélas ! seuls les distributeurs du journal municipal, qu'il souhaitait continuer de recevoir, avaient obéi à la consigne. « Un jour, raconte-t-il, j'ai dû décoller l'employé d'une société de portage qui passait vérifier que le travail avait été bien fait. Les colporteurs font en effet l'objet d'un surveillance régulière et doivent laisser des traces visibles de leur passage : croix à la craie sur les immeubles, dépliant visible au bord des boîtes aux lettres.

L'industrie du marketing direct représente un marché estimé à plus de 40 milliards de francs. Celle-ci comprend deux secteurs : la publicité non adressée (prospectus et catalogues distribués dans toutes les boîtes du quartier) et la publicité adressée, envoyée nominativement au destinataire.

Rien n'est laissé au hasard. Les cibles des envois nominatifs sont

répertoriées dans différents fichiers. Quant à la publicité non adressée, elle relève de la technique du « géomarketing ». Il s'agit de repérer les sites susceptibles d'héberger la clientèle recherchée : par exemple, les jeunes célibataires consommateurs de produits surgelés, ou bien les ménages aisés, éventuels acquéreurs d'une deuxième voiture.

A l'aide de données sur les catégories socio-professionnelles, les revenus et la consommation des ménages, provenant de différentes sources (l'Insee, la direction générale des impôts, ainsi que des enquêtes spécifiques), des sociétés spécialisées constituent des banques de données sur le comportement des Français. Elles parviennent ainsi à isoler, à l'échelle du quartier, des « îlots » où les entreprises commerciales (hypermarchés par exemple) trouveront des clients potentiels. Le coût d'une telle étude peut varier de 200 000 à 500 000 francs.

Les données sont collectées par questionnaire, distribué sous papier kraft... dans les boîtes aux

lettres. « Nous en déposons vingt millions par an, avec un taux de retours de 5 % », dit-on à la société Calyx. Ces questionnaires sont volumineux : 144 à 178 rubriques sur quatre ou cinq pages. « Pourquoi avez-vous saisi cette assurance vie ? », demande celui de Calyx, qui s'intéresse à la profession des sondés (avec une question sur le chômage), aux cartes bancaires, au revenu mensuel net du foyer, au montant de l'épargne, de la facture de téléphone, et... au poids du chien !

### PARAVENTS RASSURANTS

Pour rassurer, ils prennent l'apparence d'enquêtes administratives ou scientifiques : Consodata se présente sous le logo « Institut de recherche sur la consommation ». Pour atténuer l'indiscrétion, la forme s'efforce d'établir une certaine convivialité : « La voiture ? Un vaste sujet... Parlez-moi de vos passions. » A la rubrique « Pour vous désaltérer », on demande de chiffrer sa consommation d'eau et d'alcool. On interroge même sur « les habitudes des voisins : ont-ils le même âge que vous, des enfants scolarisés, un niveau de vie semblable, déménagent-ils souvent ? ». Des offres spéciales, chez Calyx, voire des lots, chez Consodata (trois Caméscope et trois minichatons hi-fi, attribués par tirage au sort, pour des millions de personnes interrogées), sont promis afin d'inciter à fournir nom et adresse.

Certes, on est toujours libre de ne pas répondre, mais on peut aussi se retrouver dans des fichiers à la suite d'achats par correspondance, ou tout simplement parce qu'on a payé par chèque. Une société annonçait récemment qu'elle se faisait fort de proposer fin 1997, 200 000 adresses de futures mères (« le fichier qui le sait dès le troisième mois »), grâce aux réponses des acheteuses d'un guide pour femmes enceintes.

Les entreprises commerciales vendent, louent ou échangent leurs fichiers : de 30 centimes à 4 francs l'adresse. Les échanges ont lieu entre des marques qui visent le même créneau, mais commercialisent des produits non concu-

rents : par exemple, de la literie et des compléments d'épargne-retraite pour les « seniors ». Tout le monde s'y met, y compris France Télécom qui propose ses adresses, soit à des fins commerciales, soit pour l'édition d'annuaires spécialisés. Quant à La Poste, elle a créé une filiale - MédiaPost - pour la distribution de publicités dans les boîtes aux lettres. L'argument de vente repose sur l'accessibilité aux boîtes, puisque, en principe, seuls les facteurs possèdent les clés des immeubles.

Seuls les heureux propriétaires d'une boîte aux lettres protégée par un gardien d'immeuble (16 %, essentiellement à Paris, selon une enquête de MédiaPost en 1995) ont quelque chance d'échapper à l'avalanche des publicités non adressées. La loi du 16 janvier 1978 oblige les sociétés commerciales à déclarer leurs fichiers à la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) et stipule que chacun a le droit de s'opposer à la cession de données le concernant.

Les sociétés doivent faire figurer sur les supports de collecte la mention suivante : « Les réponses au présent questionnaire sont facultatives. Vous disposez d'un droit d'accès aux informations vous concernant, et de rectification de celles-ci. Vous pouvez être amené à recevoir des informations d'autres sociétés. Si vous ne le souhaitez pas, il vous suffit de nous écrire. » Pour simplifier les démarches, la CNIL a recommandé l'apposition d'une simple case à cocher pour exprimer ce droit d'opposition. La CNIL a ainsi don-

né, en décembre 1995 (délégation 95-163 du 19 décembre 1995), un avertissement à Consodata, qui s'était dispensé des fameuses cases. Estimant que cette omission « obligeait les personnes à accomplir une formalité supplémentaire, voire à engager une dépense pour exercer leur droit, et les privait de surcroît de l'envoi de tout bon de réduction au échantillon par Consodata », la CNIL a refusé son aval au questionnaire, lequel était néanmoins encore distribué en janvier 1997.

Le code de déontologie des professionnels du marketing direct recommande le rappel systématique des droits du consommateur sur les questionnaires. Mais celui-ci est le plus souvent composé en caractères microscopiques. Un groupe de travail mis en place en 1995, au ministère de l'environnement, réfléchit à une charte qui permettrait à la fois aux particuliers de refuser de manière sélective la publicité non adressée et de faciliter le recyclage des prospectus. Mais il fonctionne au ralenti.

A voir l'acharnement avec lequel les professionnels du marketing direct traquent la moindre « NPAI » (« N'habite plus à l'adresse indiquée »), pour savoir s'il s'agit d'une adresse mal libellée, d'une erreur d'acheminement, ou d'un déménagement, on ne peut être que pessimiste sur l'efficacité de la commission, face à un secteur qui regroupe plus de mille professionnels.

Michèle Bobasch

## DÉPÊCHES

■ **NUCLÉAIRE.** Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) a révélé, lundi 17 février, qu'un agent du centre de Grenoble avait été victime, jeudi 6 février, d'une « contamination interne au cobalt 60 », à la suite d'une plûme à l'index à travers un gant de protection. Selon le CEA, l'extraction des fragments de tissu a permis « une décontamination totale », la dose reçue par l'employé restant « très en dessous des valeurs limites réglementaires ».

■ **SÉCURITÉ.** Le ministère français de l'économie met une nouvelle fois en garde, lundi 17 février, les utilisateurs de la centrifugeuse multifruits 202 de Moulinex contre les « risques graves que pouvait entraîner l'utilisation de cet appareil ». Une vingtaine d'accidents se sont produits postérieurement aux premières campagnes d'informations lancées en 1993. La direction générale de la concurrence et de la consommation a pour instructions de prendre, « en liaison avec le fabricant, toutes les dispositions pour appeler à nouveau l'attention des utilisateurs sur le danger que représente l'usage de ce produit et l'interdit qu'il y aurait à le retourner ».

■ **ENVIRONNEMENT.** Les bus rouges à impériale londoniens pourraient être sauvés de la casse grâce à un flou plus propre et à un pot catalytique. London Transport, chargé de régir les transports dans la capitale britannique, a accepté de reconsidérer sa décision de retirer de la circulation les Routemasters non conformes aux normes antipollution. Avec les cabines téléphoniques en voie de disparition et les casques des bobbiés dont le remplacement est à l'étude, les bus constituent une des attractions de Londres. - (AFP)

■ **GASTRONOMIE.** « La cuisine lyonnaise résiste comme la vieille garde qui meurt et ne se rend pas. Elle n'invente plus », estime Jean-François Haber, l'un des principaux critiques gastronomiques lyonnais. Plusieurs chefs ont mis la clé sous la porte sans successeur : Mandon, Bourlind, Le Gourmandin, la mère Guy, Antonin à Loyettes, en plus du fameux Gagnaire à Saint-Etienne. Selon le syndicat des restaurateurs, 196 établissements - cafés ou restaurants - ont fermé en 1996 dans la région lyonnaise, soit un tiers des deux jours. 1997 s'annonce pire. Un horzoo sinistre que le syndicat attribue aux charges sociales, à la TVA, à la méfiance des banques et aux changements d'habitudes de la clientèle. - (AFP)

## Pour refuser

- **Liste Robinson, Stop publicité.** On peut supprimer son nom de la liste des mailings en écrivant à l'Union française du marketing direct (UFMD), Liste Robinson, 60, rue La Boétie, 75008 Paris. Mais il n'existe que 150 entreprises adhérentes.
- **Liste Orange de France Télécom.** Pour ceux qui refusent d'être « vendus » sur les listes extraites des annuaires. Inscription gratuite à l'Agence Télécom par le 14 ou le Minitel 3614 FT. La protection n'est pas totale, car France Télécom est tenue de fournir aux éditeurs d'annuaires privés des fichiers exhaustifs (arrêté de la cour d'appel de Paris du 7 février 1994). Le seul moyen d'y échapper est l'inscription sur la liste rouge.
- **Liste Safran de France Télécom.** Contre le démarchage

par télex et télécopie. Toute entreprise qui souhaite adresser un message publicitaire par fax doit demander à France Télécom les destinataires à éliminer (décret 91-638 du 9 juillet 1991).
- **Publicité non adressée.** Il n'y a rien à faire contre la publicité non adressée, sauf de placer un écriteau sur sa boîte aux lettres et d'en parler avec le facteur qui distribue MédiaPost.
- **Résistance à l'agression publicitaire (RAP).** Cette association mène depuis 1992 des actions contre l'invasion de la publicité dans les boîtes aux lettres, sur les panneaux, au cinéma et à la télévision. Président : Yvan Gradis. RAP, 61, rue Victor-Hugo, 93500 Pantin. Tél : 01-46-03-59-92.
- **Commission nationale informatique et libertés.** 21, rue Saint-Guillaume, 75340 Paris Cedex 07. Tél : 01-53-73-22-22 ou 3615 CNIL.

Parcs d'attractions
Expositions
Musées
Monuments

Sortez informés !  
(Thèmes, moyens d'accès, tarifs, horaires...)  
3615 LEMONDE



# CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 19 FÉVRIER 1997

**MUSIQUE** Fondée en 1977, l'Association à la recherche d'un folklore imaginaire (ARFI) fête ses vingt ans lors d'un concert à Oullins (Rhône), où les dix-sept musiciens actuels de

l'Association présenteront leurs diverses formations et inviteront ceux qui les ont accompagnés depuis les débuts de ce collectif dont la longévité et les multiples activités artis-

tiques pourraient faire figure de modèle. ● **VENUS** du jazz, de tous les jazz, les membres de l'ARFI collaborent régulièrement avec d'autres arts, le théâtre, le cinéma, la danse,

la poésie, investissent la rue, des hôpitaux, des prisons, des usines et fréquentent la gastronomie. ● **LES MUSICIENS** de l'ARFI expliquent leurs rêves, leurs envies. Engagés sur le

terrain social depuis longtemps, ils se sont naturellement impliqués dans les débats actuels sur la présence de la culture dans les municipalités tenues par le Front national.

## Vingt ans de jazz et d'esprit libre

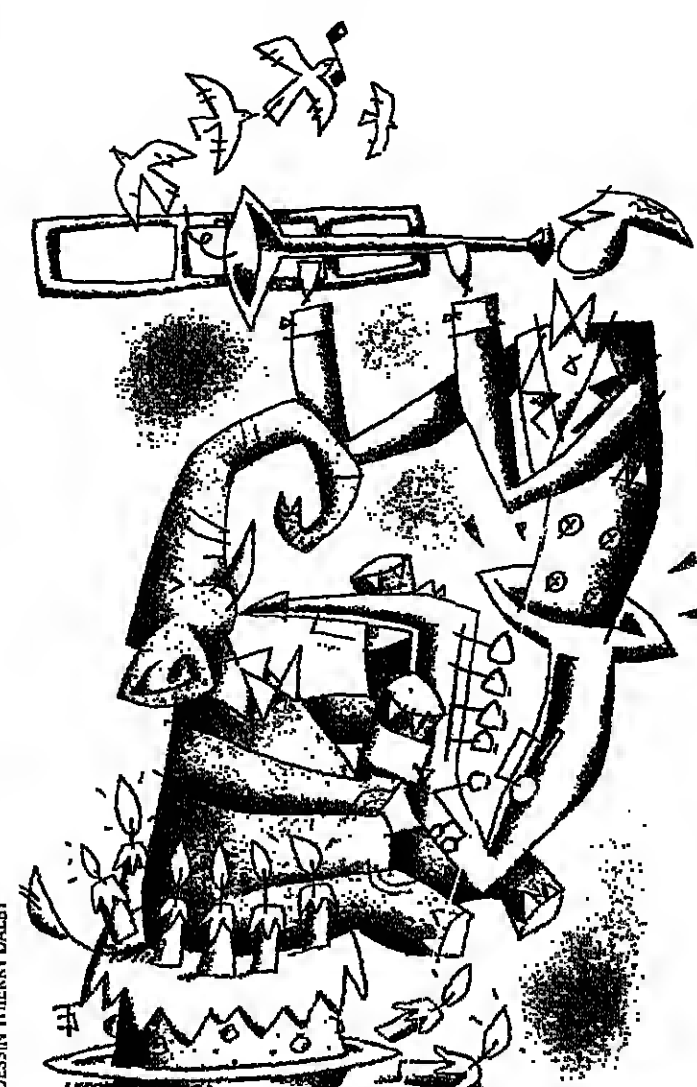
Depuis deux décennies, l'Association à la recherche d'un folklore imaginaire (ARFI) regroupe un collectif d'artistes et de musiciens engagés sur des principes esthétiques et politiques. Et sur l'amitié

**ARFI CONCERT DES VINGT ANS.** Théâtre de la Renaissance, 7, rue Orsel, 69600 Oullins. 20 h 30, mardi 18 février. De 60 F à 100 F.

L'Association à la recherche d'un folklore imaginaire (ARFI) - titre instructif, chaque mot pesé - est fondée par un collectif d'artistes et de musiciens en 1977 à Lyon. C'est une histoire de musiciens, d'agitation, de bande et d'esprit libre. L'histoire d'un temps et de gens pris dans l'époque. L'ARFI, c'est d'abord en free jazz, les Cobra de l'improvisation (semblable aux peintres du collectif Copenhague-Bruxelles-Amsterdam), l'Oulipo de l'impro collective, l'esprit de fête, une poignée de Lyonnais internationalistes et saxophonistes. Dans un autre monde, cela eût pu faire l'histoire de Lyon. Si l'ARFI se fonde et bourgeoise sitôt que fondée, en 1977, sur les traces de deux autres groupes fondateurs, le Free Jazz Workshop, futur Workshop de Lyon (désormais trentenaire), et le Marvellous Band, c'est qu'il faut remonter plus haut.

En 1971, Patrice Chéreau monte à Villeurbanne sa première grande mise en scène : *Massacre à Paris*. C'est le centenaire de la Commune de Paris. Mgr Charles convoque, autre grande première, les fils à l'intérieur du Sacré-Cœur de Montmartre. Bagarres et course à pied. On le dit pour situer l'époque. Les usines bougent. On agit en théâtre, en musique. Fabrizio Carpi, compositeur italien qui a beaucoup écrit pour le cinéaste Luigi Comencini, signe la partition de ce *Massacre à Paris*. Chéreau, avec cette oreille toujours dressée vers le blues, vers le jazz, se lie avec place avec les Lyonnais du Workshop que l'on retrouve au sein d'un orchestre d'une dizaine de pupitres : Maurice Merle (les yeux gourmands de tout, saxophoniste), Jean Méreu (Méreu la Science, trompettiste), Christian Rollet (percussionniste acrobate) et Jean Bolcato (le bassiste, l'âme du groupe). Patrick Vollet (le mathématicien, au piano) est là aussi, il entrera en 1972 dans le Workshop.

Le groupe fonctionne comme groupe. Dans la discrétion comme tante des individus et des noms propres. Priorité au collectif. L'AR-



FI fait de cette priorité son mode de vie. Elle produit d'autres groupes, d'autres orchestres. La Marmite infernale, l'Effet vapeur, Baron Samedi Percussions, Apollo Trio, Bomonstre, Torero Loco... Les ARFistes ont en commun l'amour du jazz. C'est de là qu'ils partent. Ils sont curieux. Ils créent des ponts, des géométries, des lignes de passage. Ils sont nombreux. Ils sont à eux-mêmes leurs propres contemporains. Ils aiment tout, du blues paléolithique à Albert Ayler, et bien au-delà. Ils jouent à Lyon, ils jouent à la Croix-Rousse ou rue de l'Arbre-Sec, dans les écoles, les quartiers, les fêtes, les hôpitaux, les

grèves. Lyon se méfie. Accorde selon les années une subvention, la supprime par priorité. Ils sont dans l'esprit de Don Cherry, Bill Dixon (fondateur de la Jazz Composers Guild Association en 1964, animateur de la *Révolution d'octobre en jazz*), ils se comportent en New-Yorkais de travail, ceux de la tribu la plus célèbre du moment, le jazz *Composers' Orchestra*, association de Carla Bley et Michael Mantler, créée à la fin des années 60. L'Europe s'enflamme. Ajoutons, c'est du même ordre, les Pays-Bas. En 1967, Misha Mengelberg, Hann Bennink et Willem Breuker

fondent l'Instant Composers Pool, d'où Breuker se détache pour organiser son *Willem Breuker Kollektief*. En Allemagne, en Grande-Bretagne, des groupes, des associations se rassemblent sur les mêmes principes esthétiques, des choix politiques. Tout cela, étiqueté « avant-garde », « utopie », « libertaire », « free », vient de durer vingt ou trente ans. L'ARFI vient de là, et ce n'est pas fini. Ce n'est pas une question d'âge. En France, quand le Workshop de Lyon commence, Portal, Tusques ou Chautemps font figure de précurseurs. C'est encore moins question de style. Le « jazz » (son image stéréotypée, bloquée, redondante) semble à tous avoir fait son temps. Encore moins de couleur de peau. C'est une question de tâche à accomplir. Une question de vie ou de mort. Les titres des albums d'Ornette Coleman, fin des années 50 ont indiqué le programme : *Change of Century*, *Some-thin' Else*, *To-Morrow is The Question*, *Free Jazz* (Libérez le jazz !).

**COMME LES COPAINS** L'ARFI n'imite rien, ne se limite en rien, ne calcule pas. L'ARFI fait comme les copains. Cherche imaginairement ses marques. Duke Ellington ou Charles Mingus n'ont rien fait d'autre. Les autres font comme ils doivent. Ornette Coleman, Sun Ra et sa troupe érotique, Frank Wright sans la moindre nuance, Charlie Haden et son Liberation Music Orchestra ont payé de leur personne. Ce sont des formations à leaders. Ce n'est pas le cas de l'ARFI. L'ARFI n'est pas un syndicat, ni un grand orchestre, c'est un collectif de musiciens, une association d'idées. Ils sont aujourd'hui dix-sept réguliers. On dénombre une cinquantaine de compagnons de route. Les conduites sont libres, peu formalisées, même si, régulièrement, l'assemblée générale se réunit pour penser ce qui a été fait. Ce qui pourrait l'être.

L'ARFI fête ses vingt ans. Que semblable entreprise ait tenu vingt ans est d'excellente indication sur cette société. Vingt ans, comme le Centre Georges-Pompidou. Vingt ans d'expérience, de mélange, d'hospitalité, de mise en scène de la rue. Sans hiérarchie. Vingt ans de brassage des pratiques artistiques (musique, théâtre, cinéma,

danse) ; des pratiques textuelles (poésie) ou sociales (gastronomie). Steve Waring et ses chansons pas idiotes pour les gosses, les saxophonistes Maurice Merle, Guy Villard, Alain Rellay, les batteurs Christian Rollet, Christian Ville, le contrebassiste Jean Bolcato, les trombonistes Alain Gibert, Yves Robert, le trompettiste Jean Méreu, Louis Scavias, le pianiste Patrick Vollet sont de la première vague. Certains partent, d'autres arrivent : le saxophoniste Jean-Paul Autin, le percussionniste Abdelouab Abrit, le tromboniste Jacques Veillé, le trompettiste Jean-Luc Capozzo, le pianiste Xavier Garcia.

Leur seul luxe, ce sont des bureaux un peu plus vastes que ceux de la rue du Charlot-d'Or où s'entassaient les projets. Et les musi-

ciens jouent à Lyon. Pour les projets ponctuels, résidence, intervention dans les écoles ou auprès des amateurs - formule que l'ARFI a inventée bien avant que les festivals ne la transforment en stages -, les aides viennent de la DMD au ministère de la culture ou des départements.

« Ces subventions nous sont nécessaires », dit Manuela Gimeno, l'administratrice. *Mais notre existence n'est pas conditionnée à ce système. En 1994, on a connu une chute brutale de 200 000 francs. Les musiciens ont réinjecté leurs économies, co-chets, dans l'ARFI, avec un système de prorata.* « On peut voir là une décision volontariste. L'ARFI vit, comme l'ensemble du jazz, sur une économie critique, mais en en gardant l'autonomie et le contrôle. 20 % des prix de ventes des spec-

### Faut-il jouer à Vitrolles ?

Le 8 mars, le Workshop de Lyon est annoncé au Théâtre Fonblanche de Vitrolles (Bouches-du-Rhône). La victoire aux municipales, dimanche 9 février, de Catherine Mégrét, changera-t-elle ce programme ? Pour Maurice Merle, an non du Workshop : « Il faut aller jouer, c'est un moyen de montrer que tout n'est pas lamié. Lors d'une tournée en Amérique du Sud, nous n'avions pas voulu aller au Chili parce qu'il y avait la dictature. Des Chiliens nous ont dit, plus tard, que ne pas venir, c'était les oublier un peu plus. C'est pareil, il faut penser à ceux qui n'ont pas voté pour le FN, ne pas les oublier, résister. »

A Vitrolles, Maud Zawadzki, la directrice de la salle de 178 places, ne sait pas si ce lieu, qui soutient la création contemporaine dans la région et mène une action de fond auprès des jeunes publics et des scolaires, existera toujours dans les jours à venir. Société d'économie mixte où les élus ont 51 % des parts, le reste se divisant entre diverses associations de Vitrolles et de Marseille et le Crédit mutuel, le Théâtre Fonblanche se sait moins médiatique que Châteauneuf. L'équipe de cinq personnes attend que la nouvelle équipe municipale soit formée et annonce ses orientations culturelles.

ciens. Rue de l'Arbre-Sec, l'ARFI partage ses locaux avec La Carrière, théâtre musical pour enfants créé par des ARFistes. En commun, un poste de comptabilité et l'objet d'un projet de conscience en tenue pour assurer le secrétariat. L'association (de type classique, selon la loi de 1901, subventionnée au nom de l'aide au fonctionnement et aux activités de création, de diffusion et de pédagogie) renouvelle ses projets, vend les spectacles de sa dizaine de troupes. En 1996, la DRAC Rhône-Alpes accorde 180 000 francs, le conseil régional Rhône-Alpes, 100 000 francs, la Ville, 80 000 francs pour que les

tacles sont réinvestis dans le fonctionnement quotidien des structures de l'association (en 1996, 400 000 francs pour loyers, électricité, salaires) et pour son développement (disques, publications). Ce sont des gestes qui expliquent l'esprit de l'ARFI. Sa gaîté d'organisation répond à celle des concerts. Un lieu où l'on n'est pas en religion, mais par affinité musicale et par choix de vie. Autant pour en vivre que pour assurer la vie du modèle. Contre toute raison, ça marche.

Francis Marmande et Sylvain Sicler

### Musique vivante, musique enregistrée

● **Concerts.** Festin d'oreille est une rencontre entre l'improvisation musicale (Jean Méreu, Christian Rollet et Guy Villard) et la gastronomie avec deux chefs lyonnais, Philippe Chavent et Daniel Ancel, qui créent des plats en direct, selon ce que leur inspire la musique (Espace Albert-Camus de Bron, Rhône, le 14 mars) ; La Bête à bon dos, fanfare peu commune, jouera en ouverture d'un concert de l'ONI Laurent Cugny (Salle polyvalente de Bourgoin-Jallieu, Rhône-Alpes, le

18 mars) ; création le 18 mars : à Vaux-en-Velin (Rhône) pour le Festival A Vaux Jazz d'Emiliano Z, textes et mélodies évoquant le Mexique révolutionnaire, avec Jean Méreu, Maurice Merle, Guy Villard, Jacques Veillé, Christian Rollet, Patrick Charbonnier et la chanteuse Lucia Reio ; Baron Samedi, qui tire son nom d'un dieu des rythmes vaudou d'Haïti, est un quartette de percussionnistes, Michel Bolton, Christian Rollet, Michaël Boudoux et Abdelouab Abrit auxquels se joint parfois l'accordéoniste Jean-François Baez (Amphithéâtre de Pont-de-Claix, Rhône, le 19 mars, dans le cadre du Festival Jazz à Grenoble) ; La Marmite

infernale, big band de quatorze musiciens, joue un programme « vingtième anniversaire » composé d'anciens et de nouveaux thèmes (salle L'Heure bleue, Saint-Martin d'Hères, Rhône-Alpes, le 20 mars, dans le cadre de Jazz à Grenoble) ; Torero Loco avec le tromboniste Patrick Charbonnier, le saxophoniste Alain Rellay et Lucia Reio, voyage vers l'Espagne (Festival jazz on the Cuc à Fermanville, Manche, le 16 mars et au Théâtre Le Rio pour Jazz à Grenoble, le 26 mars) ; enfin, le 12 avril, l'Effet vapeur, ludique mélange d'électroniques (Xavier Garcia), de fantaisies percussives (Alfred Spirli) et de vents (Jean-Paul Autin, Jacques Veillé) sera à Saint-Claude (Jura) pour jazz au Bistrot. ● **Disques.** Outre un programme de réédition, l'ARFI devrait publier cinq nouveautés : le premier enregistrement de l'Effet vapeur, *Pièces et accessoires* ; un nouveau disque de La Marmite Infernale ; les musiques des ciné-concerts *Potemkine*, d'après l'œuvre d'Eisenstein, et *Tragédie ou cirque*, inspiré par les films de l'acteur Lon Chaney ; un disque de La Bête à bon dos. ● **Contacts.** L'ARFI édite sa Gazette, à la périodicité très irrégulière, qui recense les activités des musiciens de l'ARFI et de leurs compagnons. ARFI, 13, rue de l'Arbre-Sec, BP 1102, 69202 Lyon Cedex 01. Tél. : 04-78-39-87-31. E-Mail : ARFI-Carrerarie@Wanadoo.fr.

### Paroles d'ARFistes

En quelques phrases, certains des musiciens racontent l'ARFI et ce qu'ils en attendent.

**Christian Rollet, batteur et percussionniste.** « Comment entre-t-on à l'ARFI ? Parce qu'on s'y rend indispensable, dans un rôle qu'on définit très personnellement, ou milieu d'autres musiciens actifs, critiques, entrepreneurs et libres. L'idéologie y est un parfum et un goût. »

**Xavier Garcia, claviers.** « Le choc musical, pour moi, a été un concert de La Marmite infernale en 1985. A cette époque, j'ignorais absolument tout de l'univers des musiques improvisées, et je détestais le jazz. Mais le compositeur de musiques electro-acoustiques est sorti de son studio et a commencé à croire qu'il y avait d'autres gens... Sans oublier que la « famille » a des lourdeurs parfois oppressantes, je crois que nous sommes, à l'intérieur, tous conscients d'être les

premiers bénéficiaires de l'énergie que nous y investissons. »

**Alain Gibert, tromboniste.** « L'idée forte de l'ARFI est sûrement l'égolisme. Vingt ans à construire une musique populaire collective. Est-ce que la réussite humaine indéfinissable s'accompagne d'une réussite esthétique ? Si vous tordez à répondre, nous vous accordons volontiers quelques années supplémentaires. »

**Michaël Boudoux, percussionniste.** « C'est une grande aventure en terre inconnue. »

**Guy Villard, saxophoniste.** « C'est un moyen de répondre collectivement à des situations diverses dans une société qui a plutôt tendance à survaloriser l'individu. L'association, par sa longévité et par la sincérité de ses propos, est la preuve vivante que l'union fait encore la force. »

**Pascal Lioret, pianiste.** « Un lieu où l'on apprend sans cesse le plaisir des confrontations. »

**Alain Rellay, saxophoniste.** « Autrefois, je faisais de la musique ; à présent, c'est la musique qui me fait. »

**Myriam Boyer**  
Jean-Pierre Kalion  
Bruno Subrini  
dans une pièce de Maurice Laberge  
mise en scène Gabriel Carraz  
du mardi au dimanche de 18h à 20h30  
01 46 87 52 55

le faucon

**GEORGE DANDIN**  
ou le mari confondu  
**MOLIERE**  
mise en scène François Rancillac  
21 février - 2 mars  
20h30  
La Ferme du Buisson  
01 64 62 77 77

**ZAKAT**  
SOLEIL COUCHANT  
d'Isaac Babel  
Mise en scène  
Bernard Sobel  
21 février - 23 mars  
Théâtre de  
Gennevilliers  
01 41 32 26 26

**biennale danse**  
Catherine Diverres  
CCN de Rennes et de Bretagne  
Stances I et II (création)  
20, 21, 22 février 20h30  
Villeneuve, Théâtre Romarin Rolland  
(le 20 : soirée au profit de la lutte contre le Sida)  
réservations : 01 46 86 70 70

**biennale**  
Catherine Diverres  
CCN de Rennes et de Bretagne  
Stances I et II (création)  
20, 21, 22 février 20h30  
Villeneuve, Théâtre Romarin Rolland  
(le 20 : soirée au profit de la lutte contre le Sida)  
réservations : 01 46 86 70 70

Un rapport de la Commission des dysfonctionnements

Mesguich passe

STUDIO  
THEATRE  
Embarquement immédiat

01 44 36 93 70



## Un rapport de la Cour des comptes dénonce des dysfonctionnements dans la gestion des musées

Il insiste également sur le manque de personnel dans les établissements

La Cour des comptes a dévoilé, mardi 18 février, son rapport sur les musées nationaux et les collections nationales d'œuvres d'art (éditions du

Journal officiel, 236 p., 73 F). Ce document passe au crible les missions et la gestion de la Direction des musées de France et de la Réunion des mu-

sées nationales. Plusieurs institutions, dont le ministère de la culture, répondent en fin d'ouvrage à cette enquête publique.

CONSIDÉRÉ comme une institution désuète dans les années 70, le musée, vingt ans plus tard, affiche sa bonne santé. Les établissements neufs ou rénovés se sont multipliés dans toute la France et le nombre des entrées payantes dans les musées nationaux est passé de 5,7 millions en 1980 à 10,2 millions en 1994. Dans un rapport dévoilé mardi 18 février, la Cour des comptes évalue ce « développement sans précédent », résultat d'une politique de l'Etat qui a apporté « son soutien technique et son concours financier à environ deux cent cinquante chantiers de création ou de rénovation » depuis le début des années 80.

La Cour note que les crédits affectés au fonctionnement des musées tournent, chaque année, autour de 130 millions de francs à partir de 1982 alors qu'ils n'atteignent pas 20 millions de francs en 1970. Les crédits d'acquisition sont passés de 27,5 millions de francs, en 1982, à 140 millions de francs en 1994. Ces fonds ont-ils été employés à bon escient ? La réponse de la Cour des comptes, qui a effectué une enquête auprès des trente-trois musées nationaux (sur les mille deux cents musées recensés en France) est nuancée.

Selon la Cour, la Direction des musées de France (DMF) et son bras commercial, la Réunion des musées nationaux (RMN), suivent difficilement cette marche en avant, notant qu'« une dispersion des responsabilités à l'échelon central n'a facilité ni l'exercice d'une tutelle d'ensemble sur les musées ni la conduite d'une gestion cohérente des musées nationaux », et que la DMF est « structurellement dans l'impossibilité d'asseoir son autorité ». Plusieurs centaines de musées en effet ne sont pas de son ressort, dont le Musée national d'art moderne (MNAM), et deux « poids

lourds », le Louvre et Versailles, ont acquis une autonomie de gestion en devenant des établissements publics.

La Cour pointe aussi le manque de personnel. A Versailles, « près de 20 % des salles restent depuis plusieurs années fermées quasiment en permanence ». Le nombre des postes occupés par des vacataires frise le scandale : à Orsay, « sur 250 vacataires embauchés chaque année, environ la moitié occupait des emplois permanents » ; au Louvre, leur nombre est passé de « 135 en 1988 à 520 en 1995 ». La complexité des circuits administratifs et la multiplication des statuts ne facilitent pas la tâche de la DMF - « le Musée national des arts et traditions populaires relevait de sept circuits de financement différents, sans compter un circuit parallèle ». Et la Cour d'épingler la hausse des tarifs d'entrées - passant de 12 francs en 1983 à 27 francs en 1990 pour le Louvre. La Cour constate aussi la confusion entre mécénat et actions commerciales, et pointe l'ambiguïté de statut des sociétés d'amis des

marché « ne suffit pas à expliquer qu'au fil du temps » elle ait vu ses missions et ses charges (expositions, édition, vente de produits dérivés, exploitation d'espaces commerciaux) « s'accroître très au-delà de sa mission première », à savoir enrichir les collections. La Cour constate que l'évolution des musées nationaux vers une plus grande autonomie financière place la RMN en position délicate - elle accuse un déficit de 13 millions de francs -, puisque ses ressources proviennent des droits d'entrée. En fait, la RMN doit concilier deux logiques qui « ne sont pas aisées à mettre en harmonie » : rentabilité économique et exigence culturelle, « qui lui impose de favoriser l'accès du plus grand nombre ». Et la Cour d'épingler par exemple la hausse des tarifs d'entrées - passant de 12 francs en 1983 à 27 francs en 1990 pour le Louvre. La Cour constate aussi la confusion entre mécénat et actions commerciales, et pointe l'ambiguïté de statut des sociétés d'amis des

musées, parfois transformées en comptabilité bis. Plus grave, la Cour relève des lacunes dans la gestion des collections : insuffisance des inventaires, recensements incomplets, carence de l'inspection générale des musées qui, « depuis 1991, n'a procédé à aucune inspection générale ni à aucune inspection des collections dans les musées nationaux ». L'information du catalogue des musées n'est pas une bonne « visibilité » de l'action et de la gestion de l'ensemble des musées. Le ministère souligne que, contrairement aux affirmations du rapport, deux inspections ont été récemment menées par ses services. « Consciente » que certaines sociétés d'amis des musées nationales étaient dévouées « des associations para-administratives », la DMF a décidé de faire disparaître « ces dysfonctionnements ».

Le ministère de la culture évoque surtout la fameuse loi sur les musées qui doit être soumise au Parlement dans le courant de l'année. Elle remplacera l'ordonnance (provisoire) de 1945 qui régissait les institutions muséales. Selon le ministère, cette loi permettra d'assurer un contrôle scientifique et technique sur l'ensemble des musées et mettra en place « un Conseil des musées de France dont la vocation serait de fédérer les différentes familles de musées ».

Michel Guerrin et Emmanuel de Roux

### « Œuvres disparues » et « pillages organisés »

La partie la plus incisive du rapport de la Cour des comptes concerne les disparitions d'œuvres d'art : vols de dessins au Musée Gustave-Moreau dont « la répétition, entre 1962 et 1990, ressemble à un pillage organisé » ; disparition de deux tableaux du XVIII<sup>e</sup> italien et de trois montres en or appartenant au Louvre ; vol de moulages antiques dans les Petites Ecuries de Versailles (1990) ; perte d'un médaillon de Matisse « oublié au fond d'une caisse ». La Cour a étudié 4 925 œuvres placées en dépôt à l'extérieur des musées nationaux : « Un nombre important de ces œuvres [1974] a échappé à la vigilance des responsables auxquels elles avaient été confiées ». La grande majorité sont « non localisées ».

En réponse, le ministère de la culture insiste sur « le caractère historique d'un grand nombre de disparitions (faits de guerre, sinistres...) » (« Les dépôts récents n'ayant pu être localisés par la Cour sont extrêmement rares »). Pour la Cour, les raisons « historiques » ne suffisent pas « à justifier le nombre considérable des œuvres non localisées », notamment pour le Fonds national d'art contemporain (FNAC) : en 1990, sur 5 895 œuvres déposées en province par le FNAC, « un millier étaient disparues, détruites ou non retrouvées ».

## Beaubourg va exposer les œuvres de son catalogue récupérées à la Libération

Les 39 pièces seront visibles à partir du 9 avril

A PARTIR du 9 avril et pour une durée de deux semaines, le Musée national d'art moderne (MNAM) exposera « ses » MNR (Musées nationaux récupération). Il s'agit là de 39 œuvres qui lui ont été attribuées au début des années 50 au terme des procédures de récupération et de restitution des œuvres d'art pillées ou achetées par les nazis durant l'Occupation. Pour la circonstance, quatorze d'entre elles reviendront à Paris depuis les musées de province où elles avaient été déposées. Chacune sera accompagnée d'un dossier où doivent figurer, outre la bibliographie traditionnelle, les éléments documentaires connus qui pourraient permettre aux héritiers des propriétaires spoliés de se manifester. L'occasion sera donnée de juger de l'inégalité des toiles et cause et, peut-être, de reconstituer quelques bribes d'une histoire du marché de l'art sous l'Occupation qui est encore mal connue.

L'une des ces œuvres, une *Tête de femme* de Pablo Picasso, jusqu'ici en dépôt à Rennes, a d'ores et déjà été identifiée comme ayant appartenu jusqu'à la guerre à la collection Kahn et fait l'objet d'une

réclamation de la part des héritiers du collectionneur, dont les biens avaient été saisis par les nazis. Pour d'autres, telle la *Femme en rouge et vert* de Fernand Léger, leur itinéraire a pu être retracé, d'une collection privée au jeu de paume, où était accumulé le butin des pillages. Pour d'autres encore, vendues par des marchands soucieux de se concilier l'occupant et de réaliser des bénéfices, il est moins probable que se découvrent des ayant droits.

Cette décision a valeur emblématique. Pour la première fois, un musée français accepte de traiter publiquement de la question des MNR, longtemps passée sous silence avant que des enquêtes parues dans la presse ne la réveillent et que la Direction des musées de France (DMF) admette sa gravité. On doit remarquer à ce propos que la décision du MNAM émane de l'un des très grands musées qui ne se trouve pas sous la tutelle de la DMF, mais relève de la direction du Centre Georges-Pompidou, dont il est l'un des départements.

Philippe Dagen

### DÉPÊCHE

■ CINÉMA : l'opération 18 heures/18 F est mise en place pour la neuvième année consécutive par la Mairie de Paris et les exploitants de salles de la capitale. Durant la semaine du 19 au 25 février, les séances de cinéma débutant en fin d'après-midi seront donc proposées à tarif réduit à l'ensemble des spectateurs. Cette initiative, qui permet chaque année une hausse croissante de la fréquentation globale durant la période où elle est en vigueur, suscite également une meilleure affluence pour des films d'ordinaire moins connus du grand public.

## Daniel Mesguich passe son Offenbach au Français

LA VIE PARISIENNE, de Jacques Offenbach. Livret : Meilhac et Halévy. Mise en scène : Daniel Mesguich. Direction musicale : Michel Frantz. Avec Thierry Hancisse, Catherine Salviat, Véronique Vella, Michel Favary, Sylvia Bergé, Céline Samie, Alain Lenglet... COMÉDIE-FRANÇAISE, 2, rue de Richelieu, Paris-1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Palais-Royal. Tél. : 01-44-58-15-15. En alternance. 35 F à 185 F. Durée : 3 h 10. Jusqu'à fin juin.

Daniel Mesguich est un fief fiéru. Le dramaturge-acteur-auteur n'a rien à envier à la rouerie que Meilhac et Halévy prêtent à la courtisane Métella dans cette Vie

parisienne, l'opéra bouffe sans doute le plus joué de l'abondante production offenbachienne. Telles ces maîtresses de malice qui sèment l'angoisse chez leurs convives en annonçant qu'elles ont expérimenté un plat qui va sans doute provoquer la consternation chez les gourmets tout en sachant fort bien avoir mijoté un excellent rôt, Mesguich tente de nous gâcher le plaisir par avance. Écoutons-le théoriser : sa *Vie parisienne* comme un bonimenteur de baraque foraine qui chercherait non pas à faire entrer le chaland, mais à le repousser : « Il s'agit de défaire le théâtre à peine il prendra ; de le faire tourner en bourrique, de proposer un spectacle qui se déconstruirait au fur et à mesure qu'il se construirait jusqu'à épuiser l'inouvable : qu'il ne repose sur rien. »

Fichtre !, ou plutôt : sac à papier !, pour jurer à la Meilhac et Halévy, allait-on nous attirer au Français pour une « déconstruction » d'arrière-pensée de l'œuvre du « Mozart des Champs-Élysées » ? Serions-nous offenbachiens fervents et orthodoxes contraints, Mesguich doit de « nous muler par terre, hogards, et de lâcher la jolie maquette de la salle Richelieu en criant à la trahison » au motif que lui-même et son complice Xavier Maurel auraient « adapté » le livret original ? Allons donc !, au risque de mécontenter Mesguich, proclamons haut et fort : « Nous nous amusons ! », pis même, nous primes quelque plaisir, et, comme dirait un ami suisse, nous fûmes déçus en bien !

Le parti pris de mise en scène de cette *Vie parisienne* repose sur la littéralité : c'est la vie parisienne à la Comédie-Française, et pas une autre. Lorsque Raoul de Gardetou (l'excellent Thierry Hancisse) affirme qu'il emmène le baron et la baronne de Gondremark chez lui, en leur faisant croire qu'ils sont au Grand Hôtel, il les enfourme dans une maquette de l'immeuble de la salle Richelieu. Figurants et comparses sont costumés en personnages des rôles majeurs du répertoire du Français, d'Iphigénie à

Cyrano. Les troisième et quatrième actes se passent dans un décor « en miroir », représentant hyper-réalistement la salle or et velours où sont assis les spectateurs.

### LOGIQUE GROUCHOMARXIANNE

Dans une logique totalement grouchomarxienne, Mesguich prend au pied de la lettre le texte des airs principaux. Exemple : quand, dans la partie fine organisée avec les domestiques pour le baron de Gondremark par le faux amiral suisse Bobinet, le baron chante : « Je suis gris, je suis gris, moi tête est partie ! » le chœur : « Il est gris, il est gris, sa tête est partie », on voit effectivement partir la tête du Baron grâce à un stratagème astucieux à mi-chemin entre l'illusionnisme et le Grand Guignol. Il n'y a pas là d'idée générale et encore moins de déconstruction, mais une jolie chose bien faite, de l'artisanat astucieux, comme cette lettre du baron de Frascati lue en chantonant par Métella qui s'autodétruit par le feu à mesure que les couplets avancent, merveille de pyrotechnie adaptée à la scène.

Au chapitre des trouvailles, notons encore cette parodie d'« opéra muge à thème révolutionnaire » cher à M<sup>me</sup> Mao pour traiter le chœur des employés de la Compagnie de l'Ouest au premier acte, une séance de tap-dance hollywoodienne au troisième. On appréciera peut-être moins les citations un peu lourdes de Johnny Hallyday ou de Gilbert Bécaud (le héros se fait passer pour guide,

alors évidemment...) et surtout les railleries plus jouées à Brecht, que l'on prononce « Brekt », à la manière dont les anti-européens prononcent « Maastricht » pour effrayer le peuple. C'est un peu facile, et cela ne rapporte pas bien gros.

Reste le grand, le seul problème de cette mise en scène : à-t-on le droit, en dehors des fêtes de patronage ou de comité d'entreprise de monter *La Vie parisienne* avec des acteurs excellents, mais dont Boris Vian aurait dit qu'ils ont « une jolie voix d'auteur » ? L'argument selon lequel cette pièce aurait, dès l'origine, été conçue pour des acteurs non chanteurs professionnels, qu'il s'agit de théâtre rythmé par des airs ne vaut qu'à moitié. Pourquoi donc, à côté d'airs faciles, Offenbach aurait-il glissé là des morceaux qualifiés par Hortense Schneider, la chanteuse préférée du maître, « d'adambies », tels *La Vieille du colonel* ou *Le Rondo du Brésilien* ? On va sans doute en débattre longtemps, mais cette matière vocale après tout est secondaire, il fallait en passer par là si l'on voulait voir *La Vie parisienne* à la Comédie-Française. Il serait inutile et même néfaste d'aller découvrir Offenbach à cette occasion. Mieux faut-il y aller avec, eût-elle, les airs que l'on fredonne intérieurement avec le souvenir des meilleures voix de l'histoire (Dario Moreno dans le Brésilien !). Alors, le plaisir est total.

Luc Rosenzweig

**L'ŒUVRE**  
**DIMANCHE PROCHAIN**  
de PIERRE CHARRAS  
Mise en scène GÉRARD MARO  
PARC  
CIC  
Paris  
**GAUDE GIRAUD**  
YVES PIGNOT - ANICK ROUX - ALEXIS RITZER - SYLVIE FEIT  
LE MARCHÉ À L'ŒUVRE - TARIF UNIQUE 80 F  
01 44 53 88 88

NANTERRE  
AMANDIERS  
**L'annonce faite à Marie.**  
CLAUDEL / FISBACH  
DU 20 FÉVRIER AU 22 MARS  
01 46 14 70 00

CINEFIL  
**Julien Duvivier**  
sur CINE CINEFIL  
le mercredi 19 février à 20h30  
Pépé, Jojo et les autres rendent hommage à Julien.  
au programme :  
• PÉPÉ LE MOINE (1936)...  
• JOJO ET LES AUTRES (1953)...  
• LE TRAVAIL D'UN CINÉASTE  
LES CHAINES JOM CINÉMA DU CÂBLE ET DE CANALSATELLITE

**STUDIO THEATRE**  
**THÉÂTRE**  
Du mercredi au dimanche à 18 h 30  
**Embarquement immédiat**  
d'Élisabeth Janvier  
Mise en scène d'Alain Pralon  
avec Claire Vernet et Catherine Sauval  
Du 19 février au 16 mars 1997  
Prix des places : 80 F.  
Achat des places le jour même sans réservation  
01 44 58 98 58  
Galerie du Carrousel, place de la Pyramide inversée, entrée 99 rue de Rivoli



« Woud », une des plus belles œuvres de la chorégraphe



oiseaux, il y a la nature du film *Tripé-  
pette*, armature principale de la pre-  
mière partie, comme une complicité  
jeu que le chorégraphe raconterait à  
ses deux jeunes enfants : une fable  
sur le déterminisme et l'instinct. Il y  
a dans cette partie des « creux »  
dans la construction que la  
deuxième partie viendra combler.  
Danse fluide, résistante, admirable-  
ment claire. Eblouissement de l'intel-  
ligence.

★ Théâtre de la Villa, 2, place du  
Châtelet, Paris-6. M<sup>c</sup> Châtelet  
du 30 h 30, les 18, 19, 20, 21 et 22. Tél.  
01-42-74-22-77. De 95 F à 140 F.

★ Théâtre de la Ville, 2, place du  
Châtelet, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet  
20 h 30, les 18, 19, 20, 21 et 22. Tél.  
01-42-74-22-77. De 95 F à 140 F.

pour jouer un concerto. Devant la mauvaise qualité de l'orchestre et du chef, il parut en claquant la porte. Star aux États-Unis, il ne s'est donc pas beaucoup fait entendre ici. Qu'il y a eotéodé ne serait-ce qu'une fois n'a pu oublier la magie de sa sonorité, la pertinence de ses interprétations. Mozart, *Kl. 42, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100* et *Symphonie no 14 « Romantique »*, Pinchas Zukerman (violin), Semyon Bychkov (direction). *Solel Poyel*, 257, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Mo Terres, 20 h 30, les 19, 20 et 21. Tél. : 01-47-61-65-89. Location FNAC, Virgin. De 60 F à 240 F. Dimitri Nalditch Trio Nê à Kiev en 1963, le pianiste Dimitri Nalditch - études très poussées de piano classique et prix en pagaille en terre soviétique - est arrivé en France en 1992 dans les bagages des Lyounnais de l'ARFI, en tournée en Ukraine. Encore marqué par son héritage de virtuose programmé, Dimitri Nalditch est en train de trouver son langage et sa personnalité dans le domaine du jazz. *Sunset*, 64, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. 22 heures, le 20. Tél. : 01-46-24-46-60. 80 F.

Une sélection des pièces  
à Paris et en Ile-de-France

A l'ex-entreprise Unipierre, 6, rue  
Courières, 92 Nanterre. A partir  
20 février. Du jeudi 20 au samedi  
20 h 30 ; le dimanche 23, à 17 h.  
Bél. : 01 47 00 00 00. Durs. : 01 47  
00 00 00. À 140 F. Jusqu'à 22 mars.

À la rue de gosse  
de Serge Valletti, mise en scène de  
lippe Berling, avec Christian Car-  
minique Charpentier, Francisco G-  
né Hernandez, Piers Lamas,  
Jean-François Leloup, Philippe  
Jean-Louis Fayollet, Jacques Ma-  
zard, Anne Rotger, Audé de Rouffign-  
en alternance, Balthazar Berling-  
tonin Lebas, Isaac Mazeran et Si-

Théâtre de l'Est parisien, 159, av.  
Gambetta, Paris-20. M. Peller,  
Saint-Fargeau. Les mardi 18, le-  
di 21, samedi 22, à 20 h 30 ; le ven-  
di 19 et jeudi 20, à 19 heures ;  
marche 23, à 15 heures.  
Bél. : 01 40 00 00 00. Durs. : 01 40  
00 00 00. À 140 F. Jusqu'au 1<sup>er</sup> mars.  
Guy Bédos

à 17 heures. Tél. : 01-46-06-11-90. Durée : 1 h 05. 70 F\* et 100 F. Jusqu'à 24 mars.

Le Faucon de Marie Laborie, mise en scène de Gabriel Garran, avec Myriam Boyer, Catherine Kallan, Jean-Louis Brunet. Théâtre Déjazet, 41, boulevard de Temple, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> République. À partir du 18 février. Du mardi 18 à vendredi 21, à 20 h 30 ; le samedi 22, 16 heures et 20 h 30. Tél. : 01-48-37-88-50. 70 F\* et 100 F. Jusqu'à 6 avril.

La Force de l'habitude de Thomas Bernhard, mise en scène d'André Engel, avec Hubert Bonnier, Jean-Pierre Lutz, Pascal Bonger. Théâtre de la Ville, 11, rue de Valenciennes, 75002 Paris. À partir du 22 février. Du mardi 22, à 20 h 30 ; le 23, mercredi 23, à 20 h 30 ; le 24, jeudi 24, à 20 h 30 ; le 25, vendredi 25, à 20 h 30 ; le 26, samedi 26, à 14 h 00 et 20 h 30. Tél. : 01-40-72-72-22. Durée : 2 heures. 60 F\* à 140 F. Jusqu'à 26 mars.

Le Diable de la nuit de Jean-Pierre d'après Ostrovsky, mise en scène d'André Engel, avec Sava Lelov, Alain Roubert et la voix de Jean-François Servadei. Théâtre Paris-Villiers, 211, avenue Jean-Baptiste-Perrault, 75002 Paris. À partir du 22 février. Du mardi 22, à 21 heures. Tél. : 01-42-02-02-68. Durée : 1 h 45. Entrée libre. Jusqu'à 28 février.

Le Tricorne de William Shakespeare, mise en scène de Paul Gault, avec Simon Akbarian, Catherine Schaub, David Ayala, Olivier Celma, Jean-Yves Duparc, Christian Gaudin, Jean-Louis Jourd'heuil, Jean-Louis Lulim, Maurice Christine Rigou, Yvan Sirey. Théâtre de la Ville, 11, rue de Valenciennes, 75002 Paris. À partir du 22 février. Du mardi 22, à 20 h 30 ; le 23, mercredi 23, à 20 h 30 ; le 24, jeudi 24, à 20 h 30 ; le 25, vendredi 25, à 20 h 30 ; le 26, samedi 26, à 14 h 00 et 20 h 30. Tél. : 01-40-72-72-22. Durée : 2 heures. 60 F\* à 140 F. Jusqu'à 26 mars.

**Théâtre du Rond-Point Champs-Elysées**, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt  
Paris-8<sup>e</sup>. MF Franklin-D. Roosevelt et  
Champs-Elysées - Gémenceau. A partir  
du 19 février. Le mercredi 17 h, 19 h 30  
les jeudi 20 h, le vendredi 21 h, le sa-  
med 22 h, le dimanche 22, 18 heures et  
21 heures; le dimanche 23, à 15 h 30.  
Tél.: 01-45-95-38 10. Durée : 1 h 40.  
80 F° + 16 Q. Jusqu'à 5 avril.

Quand Marie est partie  
d'Iraël Horowitz, John Berry de Rebecca  
Roger Flippart, John Berry et Valérie  
Pauly.

**Théâtre de la Madeleine**, 19, rue de Su-  
rene, Paris-8<sup>e</sup>. MF Madeleine. A partir  
du 18 février. Du mardi 18 au vendredi  
21, 21 h; du samedi 22, samedi 23,  
dimanche 24, 21 heures; le di-  
manche 23, à 15 h 30. Tél.: 01-42-65-  
07 09. De 80 F° à 240 F°. Jusqu'au  
30 juin.

**Le Révisor**  
de Nicolas Gogol, mise en scène de  
François Kergoulay, avec John Arnold,  
Cyrille Bosc, Benoist Brionne, Brigitte  
Damiens, Thierry Kazanov, Armand Kel-  
ler, Jean-Louis Lemaire, Michel Ma-  
clerc, Christophe Malli, Georges  
M'Boussi, Virginie May, Gerald Paquin,  
Marie Payen, Olivier Pelgère, Ar-  
naud Pissier, Pierre Scaes, Salah Ter-  
tout et Pascal Vannson.

**Théâtre Firmin-Gémier**, place Firmin-  
Gémier, 92 Annancy. A partir du 16 fé-  
vrier. Du mardi 18 au samedi 22,  
le dimanche 23, à 15 h 30.  
Tél.: 01-45-66-02 74. Durée : 3 heures.  
80 F° et 110 F. Jusqu'au 16 mars.

Voyages dans le chaos

**Parcours Carpentier-Cariou**, Paris-19r.  
Mardi de la Vilette, Du jeudi au samedi,  
à : 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures  
Tel. : 01-40-03-75-75, Duresse 1 et 45  
110 € et 140 €. Jusqu'à 16 ans.

L'Honnêteté ou les Difficultés de s'ex-  
primer

Copli, mise en scène de Philippe  
Aclot, avec Margot Abascal, Chris-  
tophe Raymond, Benoit Stiebler, Do-  
minique Boissel et Jean-Daniel Ma-  
gnin.

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête  
du Champ-de-Manœuvre, Paris-12e.  
Moi Château-de-Vincennes  
mise nouvelle Cartoucherie ou bis 112  
Du mardi au samedi, à 20 heures ;  
le dimanche, à 16 h 30. Tel. : 01-43-38-  
36. Durée : 1 h 15. De 50 € à 110 €. Der-  
rière la porte

L'illusion comique

Mise de Pierre Corneille, mise en scène de  
Jean-Marie Villegier, avec Anne-Glaire  
Jean-Pierre Baudry, Stéphane Bon-  
ville, François Frapart, Antoine Girard,  
Frédéric Lavaret, Didier Nivard, Candy  
Saulnier et Bernard Waver.

Ardent Théâtre du Parc, square du  
Marquis-Louis-Jouvet, Paris 9e. M. Opé-  
ra. Le Mardi, à 19 heures ; du mercredi  
au samedi, à 20 heures ; le dimanche,  
à 16 heures. Tel. : 01-47-33-67 16  
De 20 € à 150 \$. Jusqu'à  
8 ans.

Macbeth

de William Shakespeare, mise en scène  
de Ketharina Thälbach, avec Jérôme  
Bailloir, Jeanne Bailloir, Ahmed Belba-  
chi, Jérôme Bergman, Jacques Bou-

**SELECTION**  
Tel. 01 41 26 26 26, Durée: 1 h 50. D. 80  
91 € à 140 €. Jusqu'à 23 mars.

**Les Bonnes**  
de Jean Genet, mise en scène de Phi-  
lippe Adrien, avec Catherine Hiegel,  
Dominique Constanta et Muriel  
Dreyfus  
Comédie-Française Théâtre du Vieux  
Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier  
Paris 6. M<sup>e</sup> Saint-Sulpice ou Sèvres  
à 19h30, M<sup>e</sup> Saint-Sulpice à 20h30, tous  
samedis, à 20h30, le jeudi,  
19 heures; le dimanche, à 16 heures.  
Tel. 01 47 35 55 00. Durée: 1 h 30. D. 80  
91 € à 160 €. Derrière.

**Le Cinq-Faune**  
de Bernard Kudlak, mise en scène de  
l'auteur, avec Alexandre Drenay, Valé-  
rie Dreyfus, Michèle Falvry, Walter  
Gayton, Jean-Marie Jacquet, Pierre Ku-  
dalk, Alain Mallet, Robert Winy, Re-  
chel Ponsonby, Frieda Reynoldson, Je-  
sée Schneider et Brigitte  
Sépser.

mit, Kahne Louis, 183-184  
 de la Cour, de la Caldeira, Sandrine  
 Bouteau, Sylvia Conti-Caustier et les  
 L'attribution Eloi Jacquelin, Ludwig-  
 niklaus Loison-Robert et Léo Maugis-  
 18  
 Athènes-Louis Jouve, 4 square du  
 Opère-Louis Jouve, Paris-9, M. Opère  
 le mardi, à 19 heures; du mercredi  
 16 heures; du jeudi, 15 heures; du  
 16 heures; Tél.: 01-47-42-67-27, sur  
 2 h 30. De 60 F\* à 120 F. Jusqu'à  
 5 mars.  
 18  
 de Bernard-Marie Collès, mise en  
 scène d'Elisabeth Chailout, avec An-  
 toine Basler, Eduardo Galmes, Rolan-  
 de Lemaire, Jean-Louis Buvion, An-  
 chète Oppenart; Agnès Pontier, Chris-  
 tiane Thuail et Michèle Oppenart.  
 Théâtre Antoine-Michel, 3, rue Simon-  
 de-Denis, 183-184, 185-186, samedi  
 de 22, à 20 h 30; le dimanche 23,  
 16 heures. Tél.: 01-46-72-23-43. Durée  
 180 min. De 70 F\* à 110 F. Jusqu'à  
 16 mars.  
 (\*) Tarifs réduits.

## NOUVEAUX FILMS

Gaumont Parnasse, dolyb, 14\* (réservation : 40-30-20-10).  
**PROF ET REBELLE**  
 Film américain de Hart Bochner, avec  
 John Wood, John Goodman, Michael  
 Guillelmo Diaz, John Neville, Prinf  
 Williams (1 h 25).  
 VO : UGC Ciné-cté les Halles, dolyb, 14\*  
 Gaumont Marignan, dolyb, 8\* (réservation : 40-30-20-10); George-V, 8\*.  
**TOUT LE MONDE DIT I LOVE YOU**  
 Film américain de John Wood, avec  
 Alan Alda, Woody Allen, Drew Barry  
 more, Lukas Haas, Goldie Hawn, Gary  
 Hoffmann (1 h 41).  
 VO : UGC Ciné-cté les Halles, dolyb, 14\*  
 14-Juillet Beaubourg, 3\* (réservation :  
 40-30-20-10); Equinox, dolyb, 8\*  
 45-28-84\*, réservation : 40-30-20-10  
 UGC Montparnasse, dolyb, 6\* ; UGC  
 Danton, dolyb, 8\* ; La Pegode, dolyb, 7\*  
 (réservation : 40-30-20-10); UGC  
 Champs-Élysées, dolyb, 8\* ; Max Linder  
 Panorama, THYX, dolyb, 8\* ; 40-42-58-84  
 (réservation : 40-30-20-10); Majestic  
 Bastille, dolyb, 11\* (01-47-00-02-48 ;  
 réservation : 40-30-20-10); Les Nations  
 dolyb, 12\* (01-43-43-04-67 ; réservation :  
 40-30-20-10); Escorial, dolyb, 11\* (01-47-  
 26-04 ; réservation : 40-30-20-10).  
 Film de Robert Roldin, 17\* (01-47-  
 07-55-88 ; réservation : 40-30-20-10).  
 Gaumont Alesia, dolyb, 14\* (01-43-27-84-  
 50 ; réservation : 40-30-20-10); Miramax  
 dolyb, 14\* (01-35-17-70-00 ; réservation :  
 40-30-20-10). 14-Juillet 45-28-84\*,  
 dolyb, 15\* (01-45-75-75-79); Majestic  
 Passy, dolyb, 16\* (01-42-24-24-24 ;  
 réservation : 40-30-20-10); UGC Maillot, 17\*  
 Pathe Wapleur, dolyb, 18\* (réservation :  
 40-30-20-10); 14-Juillet ar-Senre, dolyb

## EXCLUSIVITÉS

### AU LOIN S'EN VONT LES NUAGES

Cacho, Manisa Paredes, Patricia Reyes Espindola, Julietta Egurrola, Rosa Furman, 19 (01-43-26-19-02);  
 VO : méditerranéen-espagnol, (7 h 54).  
 VO : 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> réservation : 40-30-20-10; 14-Juillet Parnasse, 3<sup>e</sup> réservation : 01-43-26-58-00; réservation : 40-30-20-10; 14-Juillet Hauteufelle, dolyb, 6<sup>e</sup> (01-46-33-79-38; réservation : 40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, dolyb, 11<sup>e</sup> (01-43-57-11-01; réservation : 40-30-20-10); 14-Juillet Seine, 19<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10).  
**CRIMINALS**  
 de Joseph Strick.  
 Américain (1 h 13).  
 VO : Epière de Bois, 5<sup>e</sup> (01-43-37-57-47).  
**DRAMA**  
 de Shaji N. Karun.  
 avec Aswani, Sarath, Praseetha, Hari Das.  
 Indien, couleur et noir et blanc (2 h 14).  
 VO : Images d'ailleurs, 5<sup>e</sup> (01-45-87-18-18).  
**DOLBY**  
 de Didier  
 d'Alain Chabat.  
 avec Jean-Pierre Baci, Alain Chabat, Isabelle Gelfin, Caroline Cellier, Chantal Lauby, Dominique Farrugia.  
 Français (1 h 45).  
 UGC Cinéma des Halles, dolyb, 1<sup>er</sup>; Gaumont Olympia, dolyb, 2<sup>e</sup> (01-43-12-91-40; réservation : 40-30-20-10); Rex, 2<sup>e</sup> (01-39-17-10-00); UGC Odéon, dolyb, 3<sup>e</sup>; UGC Montparnasse, dolyb, 8<sup>e</sup>; Gaumont Ambassade, dolyb, 8<sup>e</sup> (01-43-59-19-08; réservation : 40-30-20-10); George-V, THX, dolyb, 8<sup>e</sup>; Saint-Lazare-Pasquier, dolyb, 8<sup>e</sup> (01-43-87-35-43; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Opéra, dolyb, 10<sup>e</sup> (01-47-70-33-68; réservation : 40-30-20-10); Les Nations-Lyrique, 12<sup>e</sup> (01-43-43-04-67; réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolyb, 12<sup>e</sup>; UGC Gobelins, dolyb, 13<sup>e</sup>; Gaumont Parnasse, dolyb, 14<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolyb, 14<sup>e</sup> (01-47-27-84-50; réservation : 40-30-20-10); Miramar, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00; réservation : 40-30-20-10); 14-Juillet Beau-grenelle, dolyb, 15<sup>e</sup> (01-45-75-79-79); Gaumont Convention, dolyb, 15<sup>e</sup> (01-48-28-22-37; réservation : 40-30-20-10); Majestic, Pathe, dolyb, 16<sup>e</sup> (01-42-24-46-46); Gaumont Alésia, dolyb, 16<sup>e</sup>; Mallet, 17<sup>e</sup>; Pathe Wexler, dolyb, 18<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10); 14-Juillet Seine, dolyb, 19<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10); La Gambetta, dolyb, 20<sup>e</sup> (01-46-36-10-96; réservation : 40-30-20-10).  
**DIEU SAU QUOI**  
 de Jean-Claude Pollet.  
 Français (1 h 30).  
 VO : Les Érudits, 5<sup>e</sup> (01-43-26-19-02).  
**EAU DOUCE**  
 de Marie Vermeilard.  
 avec Nathalie Richard, Antoine Chamo-

pey, Elie Tazartès, Alexis Batoussou, Raymond Martin.  
 Français (50).  
 Espace Saint-Michel, 5<sup>e</sup> (01-44-07-20-49).  
**GHOST IN THE SHELL**  
 de Mamoru Oshii,  
 dessin animé Japonais (1 h 25).  
 VO : UGC Ciné-cité des Halles, dolby, 1<sup>er</sup>  
 UGC Rotonde, 6<sup>e</sup>; George-V, 8<sup>e</sup>.  
**JOURNAL D'UN PUCE**  
 de Marco Ferreri,  
 avec Sabrina Ferilli, Valentino Macchi.  
 Italien (1 h 28).  
 VO : Action Christiane, 6<sup>e</sup> (01-43-29-13-30).  
**LAYLA MA RAISON**  
 de Tahireh Louchidi,  
 avec Faruk Akca, Serif Boutella, Anca Nicola, Fátma ben Saldaime, Mouna Norredine, A. al-Rachi.  
 Tunisien (1 h 30).  
 VO : Images d'ailleurs, 5<sup>e</sup> (01-45-87-17-09); Refrét Médicis II, 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34).  
**LOOKING FOR RICHARD**  
 d'Al Pacino,  
 avec Al Pacino, Harris Yulin, Penelope Allen, Alec Baldwin, Kevin Spacey, Wona Ryder.  
 Américain (1 h 53).  
 VO : UGC Ciné-cité des Halles, dolby, 1<sup>er</sup>  
 Grand Action, dolby, 5<sup>e</sup> (01-43-29-44-40); UGC Rotonde, dolby, 6<sup>e</sup>; UGC Triomphe, dolby, 8<sup>e</sup>; La Bastille, dolby, 1<sup>er</sup> (01-50-77-42-60).  
**LOVE SERENADE**  
 de Shirley Barrett,  
 avec Miranda Otto, Rebecca Frith, George Shevtsov, John Alarus, Jessie Napier.  
 Australien (1 h 41).  
 VO : Images d'ailleurs, 5<sup>e</sup> (01-45-87-17-09).  
**LES « LUMIÈRE » DE BERLIN**  
 de Wim Wenders,  
 avec les étudiants de la Hochschule für Fernstudien Film de Munich, Udo Kier, Nadine Büttner, Christoph Meyer, Otto Kuhnle.  
 Allemand, couleur et noir et blanc (1 h 20).  
 VO : Refrét Médicis II, 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34).  
**NÉNETTE ET BONI**  
 de Claire Denis,  
 avec Grégoire Colin, Alice Houri, Jacques Nolot, Valeria Bruni-Tedeschi, Vincent Gallo.  
 Français (1 h 43).  
 Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (01-40-30-39-50-40; réservation : 40-30-20-10); La Balza 5<sup>e</sup> (01-55-10-50-50); 14-Juillet-Bastille, 11<sup>e</sup> (01-43-50-70-41; réservation : 40-30-20-10); Le Cinéma des cinéastes, dolby, 17<sup>e</sup> (01-53-42-40-20; réservation :

40-30-20-10 ; 14 Juillet-sur-Seine, dolsby 19 (réservation : 40-30-20-10).  
**NAI** (10-30-20-10) (ADADJ (\*)  
 de Jean-Paul Chevray  
 avec Guillaume Vergier, Morgane Hanau, Frédéric Gagnol, Héléne Chambon, Luc Tissot, Lucile Nogier.  
 Français (1 h 30).  
 14-Juillet Beaugourd, 3<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; Espace Saint-Michel, 5<sup>e</sup> (40-30-20-10) ; La Balize, 5<sup>e</sup> (40-45-67-10-80) ; Sept Paroissiers, 14<sup>e</sup> (01-43-20-32-80).  
**NITRATE D'ARGENT**  
 de Marco Ferri,  
 avec Sabrina La Leggia, Doriana Bianchi, Erik Berger, David Bernier, Mario Costa. 5<sup>e</sup> (1 h 27).  
 VO : Acton Christine, 6<sup>e</sup> (41-43-29-11-30).  
**POUR RIRES**  
 de Luc Beuveux,  
 avec Ornella Muti, Jean-Pierre L  aud, Catherine Cheape, Toni   Martelli, Philippe Treut, Bernard Mazzinghi.  
 Français (1 h 40).  
 Gaumont les Halles, dolsby, 1<sup>er</sup> (01-40-39-99-40 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Saint-Germain-des-Pr  s, Salle G. d. 1<sup>er</sup> (01-40-30-10-20) ; La Balize, 5<sup>e</sup> (40-45-67-10-80) ; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Escorial, 1<sup>er</sup> (01-47-07-28-04 ; réservation : 40-30-20-10) ; Blevement Mornay, 15<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10.  
 14 Juillet-sur-Seine, 19 (réservation : 40-30-20-10).  
**LA SERVANTE AIGLE**  
 de Jean Couchart,  
 avec Catherine Hiegel, Jean-Yves Du Bois, Alain Pralon, Claire Vernet, Nicolas Silberg.  
 Français (2 h 46).  
 L'Entrepr  , 14<sup>e</sup> (01-45-43-41-63).  
**SE**  
 de Joe Pytko,  
 avec Michael Garfield, Bill Murray.  
 Américain (1 h 29).  
 VO : UGC Cin  th   les Halles, dolsby, 1<sup>er</sup> ; Gaumont Marignan, dolsby, 8<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; George-V, 8<sup>e</sup> ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolsby, 13<sup>e</sup> (01-40-30-20-10) ; réservation : 40-30-20-10.  
**THAT THING YOU DO**  
 de Tom Hanks,  
 avec Tom Everett Scott, Liv Ull  r, Johnathon Schaech, Steve Zahn, Tom Hanks.  
 Américain (1 h 50).  
 VO : UGC Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> ; 14 Juillet Odéon, dolsby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; 14 Juillet, 14<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; Métro, 14<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; Métro, 14<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; réservation : 40-30-20-10. 5<sup>e</sup> ; Gaumont Champs-  lys  es, dolsby, 8<sup>e</sup> (01-43-59-08-08) ; réservation : 40-30-20-10.

**67 ;** réservation : 40-30-20-10) ; Le Montparnasse, 14 (01-39-17-10-00) (\*)  
Voyage en 30-20-10)  
**THE CROWL, LA CITÉ DES ANGES** (réservation : 40-30-20-10) ; de Tim Pope, avec Vincent Perez, Mia Kirshner, Richard Broudy, Iggy Pop, Thomas Jane, Vincent Castellanos.  
Amérique (1 h 25).  
VO : Jean-Marc, Stéphanie Halles, doly, 1<sup>re</sup> UGC Odéon, 14 Gaumont Margarin doly, 8<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) George V, 8<sup>e</sup>.  
**THE PILLOW BOOK** de Peter Greenaway, avec Vivian Wu, Yoshi Odo, Ken Ogata, Yoko Yoshida, Ewan McGregor, Judi Dench.  
Franco-britannique (2 h 05).  
VO : Gaumont les Halles, doly, 1<sup>re</sup> (01-40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10) Europe Panthéon (ex-Relfet Panthéon), 5<sup>e</sup> (01-45-54-15-04) ; La Pagoda, 7<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; Eyedies Lincoln, 8<sup>e</sup> (01-43-59-34-10) ; La Bastille, doly, 11<sup>e</sup> (01-43-07-48-60) ; Sept Parmassiens, 14<sup>e</sup> (01-43-07-32-20).  
**Y AURA-T-IL DE LA NEIGE À NOËL ?** de Sandrine Veysset, avec Dominique Reymond, Daniel Duval, Joëlle Martines, Alexandre Roger, Xavier Colonna, Fanny Rochier.  
Français (1 h 30).  
Gaumont Hôpital, 2<sup>e</sup> (01-43-12-51-40) ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, doly, 3<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, doly, 5<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; réservation : 40-30-20-10) ; Eyedies Lincoln, 8<sup>e</sup> (01-43-59-34-10) Gaumont Ambassade, doly, 8<sup>e</sup> (01-43-59-19-08) ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 1<sup>re</sup> (01-47-57-90-81) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Grand Ecran Halle, doly, 13<sup>e</sup> (01-45-00-77-00) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, doly, 14<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; 14-75-75-79-79.  
VO : Jean-Marc, Stéphanie Halles, doly, 1<sup>re</sup> UGC Odéon, 14 Gaumont Margarin doly, 8<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) George V, 8<sup>e</sup>.  
**THE PILLOW BOOK** de Peter Greenaway, avec Vivian Wu, Yoshi Odo, Ken Ogata, Yoko Yoshida, Ewan McGregor, Judi Dench.  
Franco-britannique (1 h 33).  
VO : Action Christine, 6<sup>e</sup> (01-43-29-11-11) (\*) Films interdits aux moins de 12 ans.  
(\*\*) Films interdits aux moins de 16 ans.

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE

**3615 LEMONDE**  
ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)



# COMMUNICATION

LE MONDE / MERCREDI 19 FÉVRIER 1997

**AUDIOVISUEL.** Le projet de loi sur l'audiovisuel sera examiné, les 19 et 20 février, en première lecture au Sénat. ● **LE TEXTE** prévoit d'élargir les pouvoirs du Conseil supérieur

de l'audiovisuel (CSA), notamment pour les adapter à l'arrivée des bouquets de programmes numériques. ● **LA RÉORGANISATION** de l'audiovisuel public est au cœur du projet

gouvernemental. Elle devrait se faire en deux pôles, celui de France-Télévision, à vocation grand public, et celui de la connaissance, du savoir et de la culture, né de la fusion

de La Cinquième avec la Sept/Arte. ● **LA RADIO** fera l'objet d'amendements spécifiques soumis au Parlement par le gouvernement, alors que les négociations se poursuivent

entre le CSA et les acteurs de la bande FM. Un groupe d'experts a été constitué, lundi 17 février, pour réaliser l'audit de la modulation de fréquence.

## Le projet de loi sur l'audiovisuel vise à remodeler le secteur public

Le Sénat doit examiner, les 19 et 20 février, le texte présenté par Philippe Douste-Blazy. Il s'agit notamment d'adapter les pouvoirs du CSA à l'arrivée du numérique, de réorganiser la synergie de France-Télévision et de mettre en œuvre la fusion entre La Cinquième et Arte

**ÉLARGIR** les pouvoirs du CSA : il en était déjà question, il y a trois ans, dans les motifs de la loi sur l'audiovisuel votée par Alain Carignon. Dans le projet de texte rédigé par Philippe Douste-Blazy, que le Sénat va examiner en première lecture, mercredi 19 et jeudi 20 février, il s'agit à nouveau d'« étendre les compétences de l'autorité de régulation de l'audiovisuel ». Pour le ministre de la culture, chargé de la communication, la nécessité, cette fois, est née de l'évolution technique du paysage audiovisuel. Le numérique a fait fleurir des bouquets de programmes dont il convient

de contrôler la diffusion et de garantir le pluralisme du contenu. Le rôle de l'organisme de régulation doit évoluer à la vitesse de l'audiovisuel et de ses lois. Les adaptations prévues par le gouvernement ne devraient pas susciter de tohu-bobu politique, même si certains, comme le sénateur Jean Chuzel (Union centriste, Allier) proposeront des amendements destinés à « sectionner définitivement le cordon ombilical » entre le CSA et le pouvoir. On est encore loin de la « constitutionnalisation » de cet organisme de régulation telle que la souhaite son président, Hervé Bourges (Le

Monde du 21 janvier). La véritable justification de ce seizième projet de loi sur l'audiovisuel élaboré depuis 1981 - la vingt-deuxième modification de la loi de 1986, a calculé M. Chuzel - est ailleurs. Dès l'annonce de sa mise en chantier, en août 1996 à l'Université d'été de la communication, à Hourtin (Gironde), il était apparu clairement que le projet gouvernemental visait une refonte des structures de l'audiovisuel public. France-Télévision se remettrait à peine des séquelles de l'affaire des animateurs-producteurs et entrevoyait déjà les prémices des restrictions budgétaires pour

1997. « La télévision publique présente des faiblesses, diagnostiquait Philippe Douste-Blazy. Une certaine dispersion des moyens et une insuffisante synergie, qui peuvent conduire à des problèmes d'identité » (Le Monde daté 1<sup>er</sup> - 2 septembre 1996).

**DEUX PÔLES**  
Le texte qui sera discuté par le Parlement prévoit de « remodeler le secteur public » en deux pôles. « D'un côté, un pôle France-Télévision, grand public, avec France 2 et France 3 ; et, de l'autre, un pôle d'accès à la connaissance, au savoir et à la culture », a précisé le

ministre, dimanche 16 février à l'émission « Le grand jury RTL-Le Monde ». Pour le premier, la commission des affaires culturelles du Sénat, rejointe par Jean Chuzel, propose de chapeauter les deux chaînes par une société holding dotée d'une personnalité morale. La présidence commune se trouverait ainsi dotée d'un outil de pilotage plus efficace. Mais cette perspective inquiète les syndicats de l'audiovisuel public (CFDT Radio-Télé et SNRT-CGT), qui volent dans la filialisation de France 2 et de France 3 le risque d'une « privatisation partielle ou majoritaire, à terme, de l'une ou l'autre des deux chaînes ».

Les syndicats s'opposent de surcroît à la fusion entre la Sept/Arte et La Cinquième dans le pôle de la connaissance, dénonçant « une version 1997 du mariage de la corbe et du lapin ». La majorité parlementaire, qui s'était déchirée à propos de la création de la « chaîne éducative » en 1994, devrait se retrouver sur un projet destiné à produire 140 millions de francs d'économies, selon le rapport de Jean-Michel Bloch-Lainé sur l'audiovisuel public. La pertinence économique de la fusion de ces deux chaînes - à forte personnalité, mais à faible audience et à budget réduit - n'apparaît toutefois pas à tous. « Il faudrait, a souligné M. Douste-Blazy, faire une chaîne de télévision avec deux lignes éditoriales. »

### Pressions sur l'amendement M 6

Les sénateurs devraient présenter un amendement à la loi sur l'audiovisuel qui permettrait la diffusion de publicités nationales pendant les décrochages régionaux de M 6 (Le Monde du 6 février). Ce projet suscite la colère de l'un des concurrents de M 6 en régions : la Générale des eaux. Une telle situation aboutirait à « un monopole de fait de l'information locale aux mains d'une chaîne nationale », a déclaré Etienne Mallet, président de la Générale d'Images. M. Mallet a affirmé que la CGE fermerait ses télévisions locales à Lyon et Toulouse si l'amendement était adopté.

Pour sa part, Nicolas de Tavernost, le directeur général de M 6 - dont les principaux actionnaires sont la Lyonnaise des eaux et la CIT - s'interrogeait sur la « pérennité des décrochages existants » si l'amendement était rejeté. Partenaires de M 6, pour la plupart des décrochages, les journaux régionaux ont révisé leur position face à cet amendement. Le Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR) s'est prononcé contre le projet de M 6, sous la pression des journaux qui ne « bénéficient » pas de ces décrochages.

## L'audit de la bande FM confié à un groupe d'experts

**POUR** la deuxième fois en un mois, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a organisé, lundi 17 février, une « table ronde » avec les responsables des radios publiques et privées. Après le tour d'horizon du 21 janvier, il s'agissait pour l'organisme de régulation d'exposer aux opérateurs le « communiqué 343 », c'est-à-dire les propositions faites pour la loi sur l'audiovisuel (Le Monde du 11 février). Les modifications retenues par le gouvernement seront présentées sous forme d'amendements au Sénat et à l'Assemblée nationale.

Devant la vingtaine de représentants des radios, Hervé Bourges, président du CSA, a insisté sur la nécessité « d'optimiser la gestion des fréquences », c'est-à-dire de rechercher des « ressources inexploitées ». Pour réaliser cette mise à plat de la bande en modulation de fréquence, le CSA proposait la création d'un groupe de cinq experts, comportant des représentants de Télévision de France (TF1), de la Sogetec (groupe NRT), de Radio-France, du Bureau de liaison des radios et de l'Association Vive La Radio.

Des critiques ayant été formulées sur la trop forte présence de certains groupes ou l'insuffisante représentation des radios associatives, un consensus a finalement été trouvé sur la constitution d'un groupe de sept personnes, avec deux représentants pour le Bureau de liaison et deux représentants pour Vive La Radio.

« **DES MEGAHERTZ À MOUDRE.** » En ce qui concerne la méthode de travail de ce groupe, qui sera animé par Pierre Wiclia, membre du CSA chargé des radios, M. Bourges proposait que l'audit débute dans des « zones tests » et qu'un premier rapport soit établi au bout de deux mois. La plupart des opérateurs ont plaidé pour un travail plus global sur la bande FM.

« C'est une réunion historique, car elle représente une réappropriation du spectre de la bande FM par l'ensemble des acteurs. On va donner des méga-hertz à moudre », commente Pierre Bellanger, président de Sogetec. Les responsables des radios ont décliné la possibilité de participer au réaménagement de quelque six mille fréquences et ils espèrent au passage en récupérer entre 10 % et 15 %. Pour ce grand ménage, le service public est dans le collimateur des opérateurs privés, qui citent l'exemple de l'île de France, où le service public bénéficie de soixante-quinze fréquences pour ses cinq programmes alors que les privés disposent seulement de vingt-huit fréquences pour neuf programmes. Méfiants à l'égard des monopoles, et notamment de TF1, certains opérateurs ont confié une étude parallèle à un cabinet américain et le Bureau de liaison en a déjà fait réaliser une dans la région Languedoc-Roussillon.

Françoise Chivot

Jean-Jacques Bozonnet

## Le « Daily Mail » se substitue à la justice britannique dans une affaire de meurtre raciste

**LONDRES**  
de notre correspondant  
La controverse fait rage au Royaume-Uni après la décision du Daily Mail de publier la « une » à la photo de cinq jeunes, soupçonnés du meurtre d'un adolescent noir, mais innocents par la justice, sous le titre « Meurtres, le Mail accuse ces hommes de meurtre. Si nous avons tort, qu'ils nous fassent un procès ». Les uns accusent le tabloïd de s'improviser juge et jury. Les autres défendent cette initiative sans précédent en invoquant l'incurie de la police et l'incapacité des tribunaux à rendre justice. Deux députés, un conservateur et un travailliste, ont présenté, lundi 17 février aux Communes, une motion de soutien au Mail.

En avril 1993, un jeune lycéen noir, Stephen Lawrence, était poignardé par un groupe de cinq jeunes Blancs près d'un arrêt de bus, prototype parfait du crime raciste gratuit. Neil et Jamie Acourt, Gary Dobson, Luke Knight et David Norris étaient arrêtés peu après, mais le parquet abandonna les poursuites, estimant qu'elles avaient peu de chances d'aboutir. L'an dernier, la famille de Stephen portait plainte pour meurtre contre trois des jeunes. Mais

le juge ayant refusé de prendre en compte le principal témoignage, les suspects étaient innocents. La semaine dernière, le coroner chargé d'examiner les causes du décès a - fait assez exceptionnel - pris position. « Nous avons établi qu'un groupe de jeunes Blancs a tué un jeune homme de sang froid, et sans autre raison, apparemment, que la couleur de sa peau », a-t-il statué. Les jeunes ont refusé de répondre aux questions, prétextant que cela pourrait leur porter tort.

**SUR DU VELOURS**  
Simple indignation, volonté de vendre du papier ou découverte par le directeur du journal qu'il avait employé quelques années plus tôt le père de la victime ? Toujours est-il que le Mail a frappé fort. Il se sent sûr de lui sur le plan juridique. Il sait que si les jeunes portaient plainte en diffamation, il aurait le droit de faire état de tous les témoignages disponibles, y compris ceux qui n'ont pas été utilisés au tribunal ; comme ce film pris clandestinement par la police au cours duquel on les voyait se livrer à un simulacre de poignardage et prononcer des propos orduriers sur les Noirs qu'ils se promettaient de torturer à mort.

La presse est divisée. Ne risque-t-elle pas d'y avoir des débordements, des accusations sans preuve, des innocents montés du doigt à plusieurs millions d'exemplaires ? Non, réplique Roy Greenslade, spécialiste des médias peu suspect de partialité envers le Mail, mais qui en fait l'éloge dans le Guardian. Le tabloïd, a-t-il écrit, « a rééquilibré la balance de la justice en faveur de la victime ». Pour le Times, un second mail ne saurait corriger le premier. Les hommes politiques sont partagés, les juristes aussi. Le ministre de l'Intérieur a affirmé que le Mail n'avait rien fait d'illégal. L'attorney général, interpellé par lord Donaldson, ex-président de la Cour de cassation, qui a dénoncé ce cas flagrant d'« outrage à la justice », a répondu qu'il étudiait la question. Le Mail, quant à lui, persiste et signe. « Ce journal ne méprise ni la loi ni les tribunaux, bien qu'il pense qu'ils ont malheureusement échoué dans cette affaire, écrivait-il lundi. Le Mail joue sur du velours, il sait qu'il a l'opinion avec lui. Mis à part, peut-être, leurs avocats, il n'y a guère de Britanniques aujourd'hui qui ne soient convaincus de la culpabilité des cinq jeunes gens. »

Patrice de Beer

### CORRESPONDANCE

## Une lettre de Georges Hourdin

LE GROUPE de La Vie catholique n'est pas un groupe commercial, mais un groupe chrétien d'apostolat et d'opinion. Il a été fondé par quelques militants laïcs après que l'interdiction eut été donnée, en 1936, par le maître général de l'ordre dominicain, aux religieux de Latour-Maubourg de rédiger Sept Des laïcs, Elia Sauvageot, Beuve-Méry, Fumet, Mauriac, Daniel-Rops et moi décidâmes alors de rédiger nous-mêmes, avec l'accord de ses lecteurs, Temps chrétien. Il s'agissait de faire connaître et aimer, dans sa liberté confonduement à la vocation dominicaine, le message évangélique et ses conséquences sociales. Les Pères Boisselot et Chenu vinrent se joindre assez vite à nous. Fondée à partir de ces éléments et

avec l'appui de certains évêques, en 1945, La Vie catholique illustrée - puis son groupe - a fait de très grandes choses et a exercé une action importante. Ceux qui l'ont voulue sont aujourd'hui, sauf mort, tous morts. La génération suivante prend sa retraite. D'où la crise actuelle. C'est d'une restructuration du groupe qu'il s'agit aujourd'hui. Je déconseille la vente, qui provoquerait le chômage chez une partie des collaborateurs et supprimerait toute variété dans le monde de la presse chrétienne.

Je propose pour sortir de cette situation de prendre les décisions suivantes : 1. Une association des amis et des lecteurs de La Vie catholique sera constituée. Cette association aura pour objet

d'acheter pour un prix relativement modeste les actions des propriétaires actuels qui voudraient vendre. Ses membres auront la volonté de rendre ainsi possible la poursuite de notre action apostolique, politique et sociale en toute liberté. 2. Un directeur des rédactions serait nommé à côté du président-directeur général qui sera, à partir du mois de juin, responsable pour gérer la maison. Depuis l'origine de la fondation, le groupe de La Vie a toujours été dirigé par deux personnes.

Si notre groupe devient un assemblage de titres, de sociétés et d'institutions, il perd tout sens.

Georges Hourdin

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES	DEMANDES
<b>UNIVERSITÉ PARIS-XI ORSAY</b> recherche <b>2 INGÉNIEURS ETUDES RÉSEAU</b> Profil : inform. opt. réseau. Mathématiques, DEA, DESS, etc. Ing. Connaissances : Unix, C, IP. Ethernet, anglais lu. Poste : CDI au bout d'un an par concours externe. Disponibilité : poste immédiat et un ou 1-4-97. Lieu : Orsay et campus Paris sud, banlieue sud. Véhicule indispensable. Écrire : Direction technique CRI bâtiment 210, 91405 Orsay Cedex. Les journaux recrutent <b>PIGISTES</b> sur le 3615 PIGEPLUS (2.23 Fnm). <b>URGENT</b> famille française, très exigeante, résidente en Afrique, cherche <b>COUPLE</b> avec références, exp. probante, sans des respons. pour s'occuper d'un petit domaine. Ces personnes devront être très dispo. lors des séjours en France. Permis de conduire indisp. avec voiture si possible. Ecr. au Monde Publicité sous n° 9077 133, avenue des Champs-Élysées, 75409 Paris Cedex 08 <b>L'ASSOC. MAJAV PARIS</b> recherche <b>SECRÉTAIRE A MI-TEMPS</b> (Poss. plein temps) exp. autonome, responsable et organisée. Connait. en informatique impératives. Excel, Word 6. Tél. à M. Joseph MARCEAU 01-43-48-63-57	Assoc. Coop. Inter. Euro Afrique recherche <b>DIRECTEUR GÉNÉRAL</b> très b. angl., solide exp. des milieux de la coopér. internationale. Connait. média est un +. Basé à Paris. 300 Kf/an Ecrire au Monde Publicité sous n° 9075 133, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. • Lycée français Pondichéry rech. Instit. cert. lettres classiques, modernes, maths, documentation. Fax : 00-91-413-34265 • <b>FONDATION SANTÉ DES ÉTUDIANTS DE FRANCE</b> recherche pour rentrée 1997 <b>15 PROFS TIT. E.N.</b> Maths, angl., esp., S.T.E., Doc et P.L.P. env. Niv. lycée en ét. de soins. Mission sur région paris. B.O.E.N. n° 3, 1997, page 180 <b>J.F. 28 ans.</b> Ing. math. appl. cherche poste ING. en CALCUL. numérique, statistiques ou dvpt informatique. Tél. : 03-01-50-80-95 (rép.). Étud. toutes propos. - permis B - permis ambulancier 1988, diplôme BNPS <b>LEFRANÇOIS Alain</b> 3, rue du 19-Mars-1962, 93330 Noisy-sur-Marne. Tél. : 01-43-08-24-36. 36 ans. Célibataire. 20 ans exp. cherche poste en entreprise internationale <b>DIRECTRICE COMMUNICATION</b> Anglais, allem., italien, espagnol, français. Format. supér. Etap, Emp., Insead. Conseil, stratégie, organisation. Esprit d'équipe d'entreprise, décision Paris. Temps complet ou partiel. Tél-Fax : 01-46-04-89-73 <b>J.F. 23 a., MO-TI-VÉE</b> Sciences. po + DEA pénal 1 <sup>re</sup> expérience. Conseil en RH + stages Industrie TB anglais 9 mois Canada. WORD 7-EXCEL 5 ACCESS-NET. Méthodes TB relationnel cherche poste Paris/RP CHARGÉE D'ÉTUDES RH Tél. : 01-44-74-65-62 (rép.) <b>CHAUFFEUR DE DIRECTION</b> 44 a. angl., all., norvégien. Dispo. de suite, 15 a. exp. même patron. 2 a. gde remise limousines, pilote privé hélico Miro-Bilubines, avion bimoteurs, ch. place stable. Sérieuses référ. T. : 01-45-32-90-17 (rép.) <b>F 45 DES BARQUES/RH.</b> Spécialiste, productivité, contrôle des coûts, ISO, rech. poste Process/Qualité, Bil. anglais basés Paris. Mobile. Fax : 01-48-34-38-51 <b>SPECIALISTE 3 A. D'EXTR. CONSTRUCTION</b> ingénierie gestion, SEM ou HLM. Rech. ach. à temps partiel ou location. Ecrire au Monde Publicité sous n° 9076 133, av. des Champs-Élysées, 75409 Paris Cedex 08 <b>JURISTE CONFIRMÉ</b> 3 années exp. AVOCAT Très sérieux et motivé rech. poste JURISTE étud. toutes propos. Paris, R.P., province. Fax : 01-45-65-06-84 <b>CHAUFFEUR DE DIRECTION</b> 8 a. d'exp. ch. emploi sur Paris, banl. T. 01-45-31-72-32

**NIGERIA**  
 Dirigeant 49 ans, expertise comptable, nationalité française, trilingue anglais, arabe, 25 ans d'expatriation en Afrique et Proche-Orient. Actuellement en poste au Nigeria depuis 7 ans. Excellentes relations dans les hautes sphères bancaires, administratives et commerciales.  
 Cherche poste D.G. ou D.A.F. ou création de filiale en Afrique / Proche-Orient, de préférence au Nigeria. Libre sous préavis de 4 mois.  
 Ecrire (sous n° 9070) à : Le Monde Publicité - 133, avenue des Champs-Élysées - 75409 PARIS Cedex 08, qui transmettra.



## Réponses savantes

par Alain Rollat

QUE PUIS-JE attendre de la science de l'an 2000? L'autre nuit, Laure Adler, en bonne copine, avait eu l'ambabilité de profiter de son « Cercle de minuit » pour transmettre la question à deux physiciens, à un philosophe et à un sociologue. Voici ce que m'ont répondu ces quatre savants...

**Le premier physicien :** « Nous ne savons pas encore si la technologie est soluble dans la démocratie. C'est plus facile de fabriquer une bombe atomique que de résoudre les problèmes de la ville. La philosophie des Lumières rêvait pour l'humanité d'un despotisme éclairé; nous allons vers une démocratie éteinte, autrement dit vers une démocratie qui se vide de sens, dans laquelle les habitants des cités votent pour des hommes qui s'en remettent, pour leurs décisions, à des experts, lesquels vivent en cercles trop fermés et trop compartimentés pour être capables de comprendre les tenants et les aboutissants des problèmes qu'ils sont censés résoudre... » Je me suis dit que la situation était grave.

**Le second physicien :** « Les hommes ne sont toujours pas sortis de l'âge des cavernes, mais on voit déjà de nouveaux intégrismes, notamment l'intégrisme antiscience, s'ajouter à la remontée des superstitions et des obscurantismes. La science doit donc relancer ses différentes branches entre elles pour apprendre aux hommes à faire gaffe. Les hommes ne doivent pas se laisser assujettir à l'oubli des spécialistes. Ils doivent, en toute circonstance, demander aux scientifiques en quoi leur connaissance

est pertinente pour le bien-être individuel et collectif. Voilà pourquoi nous aspirons à devenir les nouveaux bouffons, pour essayer de corriger l'exercice des pouvoirs en insistant au besoin les souverains et leurs courtisans en toute impunité... » Je me suis dit que la situation était désespérée.

**Le sociologue :** « Nous avons perdu l'illusion du progrès en même temps que nous avons découvert les limites de la croissance et celles de la raison. Mais, en perdant l'illusion que le futur était automatiquement vecteur de progrès, nous avons avancé dans la conquête de la pensée puisque nous sommes désormais conscients de notre ignorance. Cette lucidité n'a rien de triste; nous allons pouvoir progresser vers de nouveaux types de connaissance. » Je me suis dit que, si la situation était désespérée, cela n'était pas grave.

**Le philosophe :** « Grâce à la cosmologie, en tout cas, nous avons appris que notre planète est un corps perdu dans l'Univers. Dans cette situation, la seule chose à faire, pour les hommes, c'est d'apprendre à civiliser leurs rapports entre eux. C'est ça, notre problème planétaire. Et, comme nous sommes confrontés à des barbaries qui sont multiformes mais dont les racines se situent en nous-mêmes, nous devons à nous-mêmes, nous avons à nous-mêmes, le retour à la civilisation de chaque individu sur soi-même. C'est notre seul espoir... » Je signale donc la première pétition qui, au lieu de la désobéissance à la bêtise, ajoutera cette proposition de révolution intérieure.

## Greffer au nom de la vie

Le magazine « Ça se discute » aborde la pénurie grandissante d'organes transplantables et les redoutables difficultés morales qu'elle soulève

COMMENT la télévision peut-elle parler d'un sujet aussi délicat que celui du devenir du corps humain en état de « mort encéphalique » ? Il ne faut pas, en effet, s'y tromper. Au-delà du thème de la greffe et du don d'organes, ce numéro du magazine « Ça se discute » traite d'un sujet hautement troublant et si important qu'il semble dépasser par moments un Jean-Luc Delarue peu habitué à convoier la mort sur ses tréteaux et qui abrége malencontreusement des témoignages empreints d'une grande noblesse, comme celui de cet homme venu expliquer pourquoi il a refusé de laisser prendre les organes de son fils décédé.

Le cadre est connu. En progressant à grande vitesse, l'art chirurgical a multiplié les indications de greffes d'organes et amélioré sans cesse ses taux de succès. Dépassé par sa réussite, le chirurgien doit gérer des « listes d'attente » d'autant plus longues que les organes transplantables se font plus rares. Jusqu'en 1994, une loi dite « loi Caillaud » faisait qu'une personne qui, de son vivant, n'avait pas fait connaître son opposition au prélèvement d'organes, était, ipso facto, considérée comme un donneur potentiel. Depuis cette date, les lois sur la bioéthique ont complété ce principe général par un dispositif ad hoc, centralisé et informatisé, permettant à chacun d'exprimer, s'il le souhaite, son refus. Annoncé comme imminent depuis des mois, ce registre, devrait bientôt voir le jour.

Qu'est-ce que la « mort encé-



phalique », cet état que l'on appelle hier « coma dépassé » et qui fait que, par le truchement de la réanimation, un corps mort a encore l'apparence d'être vivant ? Pourquoi faut-il que ce soit les proches du défunt qui soient interrogés sur la possibilité ou non de prélever le cœur, les reins, le foie, les poumons et d'autres os-

**CHAÎNE DE SOLIDARITÉ**  
Quels trésors de psychologie faut-il trouver pour convaincre une famille réticente ? Et comment respecter, malgré tout, le corps et la mémoire du donneur alors que tous les esprits sont

tournoyés vers le receveur ? Contrairement à ce qu'avaient imaginé les pionniers des greffes d'organes, cette chaîne de solidarité biologique n'est pas simple à créer, ni à maintenir. Des rumeurs autour de sordides trafics internationaux, quelques fautes majeures commises en France par certains praticiens, ont suffi pour que la confiance s'épuise et que les dons se raréfient.

Que faire pour convaincre ? « Ça se discute » fait l'économie de la foi béate en la technique et dans la culpabilisation du plus grand nombre. Des chirurgiens conscients de la portée symbolique de leurs gestes, un directeur

général de l'établissement français des greffes et de nombreuses personnes concernées à divers titres confèrent par moments à cette émission une banalité solennelle. Le plus étonnant est que les spécialistes abordent rapidement la question dont le législateur pensait pouvoir faire l'économie : pourquoi n'a-t-on prévu que l'expression du refus ? Pourquoi ne pas poser à chacun la question du devenir de son corps après sa mort ? Les moyens ne manquent pas, à commencer par le tout jeune carnet de santé, qui permettrait à chacun de s'exprimer ou conscience.

Un tel dispositif aurait l'avantage d'en finir avec les hypocrisies et les obstacles qui caractérisent la notion de consentement présumé. Il soulagerait les familles dans le deuil. La multiplication des débats de ce type et la campagne d'information qui suivra la mise en œuvre du registre informatisé des refus permettront peut-être de revoir sur cette question lors de l'examen, prévu en 1999, des textes sur la bioéthique. Car ces textes, qui ont permis de donner un statut légal au corps humain, ont été jusqu'à laisser le vivant se proclamer clairement sur la survie de ses organes dans le corps de son prochain.

Jean-Yves Nau

★ « Ça se discute » : Greffes et dons d'organes : qu'est-ce qui nous fait peur ? France 2, mercredi 19 février à 22 h 30.

TF 1

**INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE**  
Film de Steven Spielberg, avec Harrison Ford, Sean Connery (1983, 130 min.) 387218

**LE MONDE DE LÉA**  
Magazine présenté par Paul Amara (100 min.) 347147  
0.35 et 1.15, 2.15, 3.20, 4.20 TF1 nuit.  
0.50 Reportages.  
Documentaire.  
R.C. : Les fils de l'ombre (rediff., 25 min.). 9146203  
Les caméras de Reportages ont pu, pour la première fois, filmer les investigations d'un service dans la région Midi-Pyrénées.  
1.25 et 2.25, 4.30, 5.05 Histoires naturelles. Documentaire (rediff.). 3.30 Cinq à la derive. Série (28) 5.00 Musique. Concert 15 min.

France 2

**DENIS LA MALICE**  
Film de Nick Castle, avec Walter Matthau (1972, 105 min.) 190031  
D'après le personnage de BD.  
22.35 Les films qui sortent le lendemain dans les salles de cinéma.

**UN HOMME QUI ME PLAÎT**  
Film de Claude Lelouch, avec Jean-Paul Belmondo (1967, 105 min.) 616673  
0.35 Journal.  
Bourse, Météo.  
0.50 Le Cercle de minuit.  
Quatre jours pour l'an 2000 : Le destin des images : allons-nous devenir prisonniers ? (80 min.) 3153109  
2.10 Histoires courtes. La relecture. 2.30 L'été. 2.40 Les films qui sortent le lendemain dans les salles de cinéma. 3.10 Chip et Charly. 120 min.

France 3

**FA SI LA CHANTER... SPÉCIALE**  
Spécialité présentée par Pascal Brunner. Invités : Jacques Sanchet, Les Chevaliers du bel, Olivier Lefebvre, Laurence Boccolini (115 min.) 591505  
22.45 Journal, Météo.

**VU DE PRÈS**  
Documentaire de Christophe de Pontigny. Nos enfants de la patrie (55 min.) 6421857  
La vie de six jeunes appelés dans une caserne.  
0.15 Cinéma étoiles.  
Invités : Lydia Ewonde (Macadam Tribu), Camille Taboulay (Dernier tout entier), Julie Gayet (Select Hôtel) (30 min.) 498119  
1.15 Capitaine Furillo. Série.  
2.00 Musique. Magazines. Duo en sol majeur. 4.20 pour violon et alto, de Mozart, par William Fried, violon de Paul Blis, alto 12 min.

Arte

**LA VIE EN FACE : APPRENDRE À SE VENDRE**  
Documentaire de Harun Farocki (1994, 55 min.) 7284302  
Comment se préparer aux entretiens d'embauche. Le regard inégalitaire du documentariste Harun Farocki.

**SOIRÉE THÉMATIQUE : JEAN COCTEAU**  
Présentée par Noël Siméon.  
21.45 Orphée (1950, 95 min.) 3096673  
Film de Jean Cocteau, avec Jean Marais, Maria Casarini (1949, 95 min.) 3096673  
22.20 Jean Cocteau, mensonges et vérités. Documentaire de Noël Siméon (1996, 40 min.) 88-2263  
0.20 La Ville Sans Souffrir. Documentaire de Jean Cocteau (1951, 40 min.) 4724513  
1.00 Bibliographie. Cocteau.  
Claire Keim (rediff., 60 min.) 8878109  
1.05 L'Incruste. Téléfilm d'Emile Deleuze, avec Claire Keim (rediff., 25 min.) 8700156  
2.30 La Panthère rose (rediff., 25 min.)

M 6

**L'APPEL DE LA FORÊT**  
Film de Ken Annakin, avec Charlton Heston (1972, 120 min.) 143684  
Adaptation d'un roman de Jack London, bien décevant en dépit de la présence de Charlton Heston.

**UNE FEMME EN ENFER**  
Téléfilm de Michael Scott, avec Adam Sharie, Maria Phillo (100 min.) 1841857  
Le conte de fée d'une jeune réceptionniste qui vient d'épouser son séduisant patron tourne rapidement au cauchemar. Son mari se révèle être un homme violent, qui s'adonne à la drogue...  
0.30 Capital.  
Magazine (rediff.).  
3.00 Hot News. Magazine (rediff.). 3.30 Jazz & Magazine. 4.40 La Folie du diable. Documentaire. 5.35 Fun de Magazine (rediff., 30 min.)

Canal +

**FOOTBALL**  
En direct. Coupe de la Ligue. Demi-finale : Strasbourg - Monaco. 20.30 Coup d'envoi : A la mi-temps, le Journal du Foot (15 min.) 8670586  
22.30 Flash d'information.

**TITANIC : LE NAUFRAGE DU SIÈCLE**  
Documentaire de Christopher Rowley (rediff., 50 min.) 5006673  
Le Titanic sombra, après avoir heurté un iceberg, lors de son voyage inaugural, avec 2285 personnes à son bord.  
23.25 Lune rouge  
Film de John Bailey (1995, v.o., 94 min.) 1886437  
et le Magicien  
Film de Klaus Maria Brandauer (1995, v.o., 122 min.) 5377172

Radio

**France-Culture**  
20.30 Archipel science.  
Avec Yves Le Maho, directeur de recherches au CNRS, président du Conseil scientifique de l'Institut polaire.  
22.40 Nuits magnétiques. Liège, une cité ardente.  
0.05 Du jour au lendemain. Alain Sued, Claude Royet-Journoud et Dominique Touraie. 0.30 Musique. Les chœurs du music-hall. 1.00 Les Nuits de France Culture (rediff.).

**France-Musique**  
19.30 Concert.  
En direct de Rudolfinum à Prague. Chœur de la philharmonie de Prague et Orchestre symphonique de la radio de Prague. Dir. Christopher Seaman. Œuvres de Beethoven : Symphonie n° 8 en fa majeur op. 83. Walton : Alexander's Feast, Michael George (Beverly).  
22.25 Dépêche-notes.  
22.30 Musique pluriel.  
23.07 About coeur.  
Œuvres de Scarlatti, Vivaldi, Lully, Caldara.  
0.00 Des notes sur la guitare. Œuvres de Rodrigo, Moriconi, Nono, Lurkin, Consente, Chabrier. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

**Radio-Classique**  
20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Concert enregistré le 13 octobre 1996 à la Salle Gaveau. Le pianiste Titi Felner. Au programme : Sonate pour piano n° 14 D. 784, Six Moments Musicaux D. 780-785, Scherzo : Années de pèlerinage : 2<sup>e</sup> année (Italie), de Liszt.  
22.40 Les Soirées de Radio-Classique.  
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 1.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View (90 min.).

**Chaînes d'information**

**CNN**  
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 1.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View (90 min.).

**Euronews**  
Journal toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.45 et 21.15, 0.20 Correspondent. 20.30 et 21.40, 0.15, 1.40 Analysis. 20.35 No Comment. 20.35 et 22.20, 1.45 Europa. 20.45 et 22.45 Euronews. 21.45 Artissimo. 21.50 Média. 22.30 et 1.20 International. 23.15 Euronews. 23.30 Agenda (180 min.).

**LCI**  
Journal toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.45 et 20.30 Le Grand Journal. 19.45 et 21.56, 1.12 Bourne. 20.35 et 20.45 Le 16-21. 21.30 Le Journal du monde. 21.37 et 22.30 Le Journal de l'économie. 21.36 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 22.10 TALK Média. 22.50 L'invité de l'économie. 23.40 Sports. 0.22 Santé. 0.15 Le Débat (15 min.).

**ABONNEZ-VOUS**  
et économisez jusqu'à 294 F  
soit 41 numéros gratuits

**1 AN - 1890 F**  
au lieu de 2 184 F\*

\* Prix de vente au numéro (Taux en France uniquement, hors TVA).

**BULLETIN - RÉPONSE**  
Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :  
☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1 038 F ☐ 1 AN - 1 890 F  
au lieu de 546 F au lieu de 1 092 F au lieu de 2 184 F

Je joins mon règlement soit :  
☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde  
☐ par carte bancaire N° \_\_\_\_\_  
Date de validité \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

	FRANCE	USA - CANADA
1 AN	2 086 F	2 980 F
6 mois	1 123 F	1 560 F
3 mois	572 F	790 F

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.  
Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :  
LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Lafont  
92048 Châtigny Cedex.

TV 5

20.00 Envoyé spécial.  
L'affaire d'Orson : Le temps des bricolages : Récit-spectacle : parole de juge.  
21.30 Perfecto.  
21.53 Méteo.  
des cinq continents.  
22.00 Journal (France 2).  
22.33 Bouillon de culture : La culture en scène.  
23.50 Viva. Fête des Vignerons : vignerons 99 !

Planète

20.35 Ya basta !  
Chiapas été 96.  
21.35 Hamsa.  
la rage au ventre.  
22.30 Tony Joe White, l'homme du Sud.  
23.30 Lumière.  
0.25 Skelba.

Animaux

20.30 et 2.30  
Monde phénoménal. Safari africain.  
21.00 Monde sauvage. Quand la bête se réveille.  
21.30 La Vie des zoos.  
22.00 Emas.  
23.00 Faune ibérique. Le singlier d'Europe.  
23.30 Le Berger allemand.  
0.00 Monde sauvage.  
0.30 Le Vagabond. La chaise.  
1.00 Le Phoque gris (60 min.).

Paris Première

20.00 et 23.50  
20 h Paris Première.  
21.00 Nova.  
21.55 et 1.35 Le J.T.S.  
22.25 L'été.  
Film de Jacques Demy (1960, N. 85 min.) 68780050  
0.45 Stars en stock. James Stewart. Audrey Hepburn.

France

**Supervision**  
20.30 Made in USA  
Film de Jean-Luc Godard (1966, 90 min.) 2824812  
22.00 Grand Large.  
22.50 Le Cochon de Gaston.  
23.20 Le Lièvre et l'enfant au luma blanc.  
23.45 Les Movidas espagnoles. Filastroco on the Rock.

Ciné Cinéfil

20.30 Persona  
Film d'Ingmar Bergman (1966, N. 85 min.) 21425437  
21.55 La Tosca  
Film de Carl Hagen (1940, N. 100 min.) 35824031  
23.35 Sérénade  
Jazz images  
Film d'Antoine Cayrol (1945, N. 90 min.) 3683021  
1.05 Le Retour du Mouton rouge  
Film d'Hans Schwarz (1937, N. v.o., 80 min.) 1026703

Ciné Cinémas

20.30 Fellini-Roma  
Film de Federico Fellini (1971, 115 min.) 7161234  
22.25 Rambo 2 : la mission  
Film de George Pan Cosmatos (1984, v.o., 95 min.) 4853780  
0.00 Érotisme surréaliste  
Film de John Badham (1987, 115 min.) 9478219

Série Club

20.45 Les Champions. La bombe.  
21.35 et 1.30 La Comtesse de Charny.  
22.30 Zéro un Londres. Les anges du ciel.  
23.00 Un ours pas comme les autres. La musique adoucit les ours.  
23.45 Chapeau melon et bottes de cuir. Le verger volait.

Canal Jimmy

21.00 Friends.  
Celui qui faisait le lien.  
21.25 Le Fugitif.  
Le revers de la médaille.  
21.50 Chronique de la route.  
22.20 Camibouls. En direct du salon automobile à Paris.  
23.15 Star Trek : The Next Generation.  
Le long adieu (v.o.).  
0.05 V.R.S. Petite sœur.

Festival

20.30 Maîtres et Valets.  
Renaissance (v.o.).  
22.20 Sentiments.  
Partenariat-moi je t'aime. Téléfilm de Vivian Maier, avec Gordon Landgrave, Friedrich von Thun (95 min.) 91704188  
23.35 La Baby-Sitter.  
Maman connexion (20 min.).

Téva

20.30 et 23.30 Talk Show.  
20.55 Pour la vie d'un enfant.  
Téléfilm de John Herdfield, avec Judith Light (95 min.) 80789875  
22.30 Murphy Brown. Les péchés dans le plat.  
23.00 Documentaire.

Voyage

19.55 et 23.25  
Chronique de Jacques Lanzmann. Paris.  
20.00 Suivez le guide. L'héritier de la nuit. L'Inde du Sud. Marc : Doublons ; Les égyptes de Paris. Carrot de route.  
22.05 L'Heure de partir. Le Nord.  
23.35 Suivez le guide. Aventures écologiques. Jersey : Pérou (120 min.).

Eurosport

15.00 Tennis.  
En direct. Tournoi d'Anvers (2<sup>e</sup> jour) (120 min.) 389944  
17.00 Athlétisme.  
En direct. Le meeting de Moscou (120 min.) 793588  
20.00 Tennis.  
En direct. Tournoi d'Anvers (2<sup>e</sup> jour) (120 min.) 381925  
22.00 Boxe.  
Championnat d'Europe poids légers.  
Zeljko Mavrovic (Cro.) - Julius Franch (GB).  
23.00 Football.  
World Cup Legends (9 parties).  
0.00 Équitation.  
Coupe du monde Volvo. Tour préliminaires de saut d'obstacles à Bordeaux.

Muzzik

20.00 et 0.40 L'Invité.  
Lix Mc Combs.  
21.00 Symphonie n° 3 de Beethoven dirigée par F. Brüggner.  
Concert en soirée à Amsterdam (15 min.) 88437  
21.55 Nuits d'été d'Hector Berlioz.  
Wille Dixon et Art Blakey.  
23.15 Gaudy Mater polonaise par Penderecki.  
0.05 Le Carnaval des animaux de Saint-Saëns (60 min.).

Signification des symboles :

► Signal dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».  
■ On peut voir.  
■ Ne pas manquer.  
■ Chef-d'œuvre ou classique.  
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



# La pornographie prospère en Amérique

Selon l'étude du magazine « US News and World Report » cette industrie rapporte, aux Etats-Unis, davantage que la production d'Hollywood

**COMMENT** les Américains produisent-ils et consomment-ils une telle quantité de ce qu'ils condamnent par ailleurs ? Le magazine *US News and World Report* a voulu répondre à cette question en menant une longue enquête sur une « industrie » florissante : la pornographie. Il en ressort que la plus grande partie des bénéfices tirés de cette dernière échoit à des entreprises parfaitement honorables, telles que les compagnies de téléphone (grâce au *phone sex*), les opérateurs de chaînes de télévision câblées ou les propriétaires d'hôtels (qui préparent leur part sur les programmes pornographiques payants diffusés dans leurs établissements). C'est essentiellement à cet aspect économique que s'est intéressé *US News*.

Il s'agit incontestablement d'une affaire qui marche. « En 1996, les Américains ont dépensé plus de 8 milliards de dollars [44 milliards de francs] en vidéos, peep shows, spec-

tacles, émission câblées, accessoires et magazines pornographiques, soit bien davantage que l'ensemble des recettes dégagées par la production d'Hollywood », écrit *US News*. A titre de comparaison, le gouvernement fédéral évaluait il y a vingt-cinq ans à 10 millions de dollars le chiffre d'affaires annuel de ce secteur d'activité.

L'offensive lancée par les présidents Reagan et Bush a paradoxalement coïncidé avec l'essor de cette activité, en particulier la location de vidéos. Actuellement 25 000 boutiques est centralisée dans la région de Los Angeles, et le coût a baissé avec celui des équipements. L'aventure a tenté nombre d'entrepreneurs, par ailleurs des hommes tranquilles. « Vous seriez surpris d'apprendre combien d'entre eux sont membres du Parti républicain », explique Nina Hartley, une vedette de films pornographiques.

Ce milieu a eu effet ses stars, au



nombre d'une quinzaine, payées par contrat entre 80 000 et 100 000 dollars par an. La plupart des « actrices » ne reçoivent cependant que 300 dollars pour le tournage d'une scène, et certaines d'entre elles « cassent » même le marché en acceptant 150 dollars. Les hommes sont moins bien rémunérés.

Il existe même des compagnies spécialisées dans la commercialisation des vidéos réalisées par des amateurs.

*US News* raconte l'histoire peu connue de Reuben Sturman, présenté comme le « Bill Gates de la pornographie ». Cet homme d'affaires de Cleveland avait commencé sa carrière dans les années 50 en vendant des bandes dessinées aux kiosquiers et aux confiseurs. Voyant que les magazines pornographiques se vendaient mieux, il en produisit lui-même et devint le « numéro un » dans ce domaine. C'est lui qui aurait inventé le *peep show*, qui lui a permis d'acquiescer à sa fortune personnelle. Longtemps sorti victorieux de ses démêlés avec la justice, il a été finalement condamné, comme Al Capone, pour fraude fiscale. Aujourd'hui âgé de soixante-douze ans, il purge une peine de dix-neuf ans de prison.

Dominique Dhombres

## EN VUE

■ La doyenne de l'humanité fêtera, vendredi 21 février, son 122<sup>e</sup> anniversaire. Jeanne Calment a été placée, depuis le 9 janvier, sous la tutelle de l'union départementale des associations familiales des Bouches-du-Rhône, afin d'être « protégée des tracasseries de la notariété ». En 1996, la surveillante en chef de la maison de retraite, où la très vieille dame est entrée à cent dix ans, avait été mutée pour l'avoir poussée à enregistrer un compact-disc dans lequel elle interprétait quatre titres de funk-rap, techno et dance-music.

■ Après la naissance, dans la nuit de samedi 15 à dimanche 16 février, d'une petite fille conçue pour la première fois à partir d'un ovocyte congelé, au centre de stérilité et de fécondation de Bologne, en Italie, M<sup>re</sup> Elio Greccia, vice-président de l'Académie pontificale pour la vie, a déploré qu'Elena n'ait pas été procréée grâce à « une expérience d'omatur total entre les parents ». Le bébé a été, par ailleurs, surnommé « l'enfant qui vient du froid ».

■ La journaliste Christine Ockrent devrait publier en mars son autobiographie aux éditions Fayard. L'ancienne directrice de *L'Express*, aujourd'hui conseillère du groupe de presse BFM, y raconte sa vie « sans complaisance ni optimisme » selon l'éditeur.

■ La correspondance amoureuse et le journal de Clara Petacci, la maîtresse de Mussolini, ne seront pas accessibles avant 2015. Les chercheurs devront

donc patienter, conformément à la loi sur la protection de la vie privée, pour consulter ces archives concernant, en partie, la fin de la République de Salò. De rares lecteurs privilégiés ont déjà pu donner le ton. Clara écrivait, par exemple, à « Ben », en marge d'un dessin de la madone en extase : « Notre amour fait voile dans l'azur du ciel ». La correspondance contient six cents lettres de ce style.

■ Selon les statistiques officielles, le montant des salaires impayés en Russie s'élève à cinquante trillions de roubles, soit environ cinquante milliards de francs. Depuis 1991, la natalité a diminué de 23 % et la mortalité a augmenté de 32 % dans le pays où, chaque année, a précisé Aleksander Tzaregorodtzev, vice-ministre de la santé, il y a un million d'habitants de moins.

■ Dans une récente interview au quotidien *Halifax Chronicle Herald*, Joe Landry, sénateur du Parti libéral au pouvoir au Canada, a estimé que si Hitler « avait été confronté au problème actuel de la drogue, il aurait tué tout le monde et [que] ça ne lui aurait posé aucun problème ». M. Landry commentant une proposition gouvernementale visant à interdire des additifs de carburant, notamment le MMT, avait affirmé auparavant : « Si Hitler avait eu des doutes sur le MMT, il l'aurait interdit de suite. Nous devrions peut-être avoir un peu plus de Hitler en nous ». Le sénateur Landry, qui doit quitter ses fonctions en juin prochain, n'avait auparavant jamais fait parler de lui.

## DANS LA PRESSE

**LCI**  
Pierre-Luc Séguillon  
■ Comment sortir de ce véritable guêpier politique qu'est devenue l'affaire du projet de loi sur l'immigration ? Alain Juppé a déjà dessiné deux issues possibles. Première issue, l'Assemblée nationale elle-même. Deuxième issue, si la voie parlementaire échoue, celle du Conseil constitutionnel. Alain Juppé l'a évoquée

explicitement. Lionel Jospin a annoncé qu'il demanderait la saisine. C'est alors le Conseil qui prendrait la responsabilité de recaler la disposition contestée. La majorité pourrait ainsi montrer à son électorat qu'elle a fait ce qu'elle pouvait mais a dû se rendre à l'avis des sages. L'opposition pourrait se targuer d'avoir fait appel à ces mêmes sages sans pour autant s'être engagée sur le sujet même de l'immigration. Et c'est ainsi que les politiques, qui dénoncent volontiers le syndrome de la Répu-

blique des Juges, s'en remettraient tout aussi volontiers à ces Juges pour pallier leur propre incapacité à décider et leurs propres ambiguïtés.

**EUROPE 1**  
Alain Duhamel  
■ Madeleine Albright a beau être le premier secrétaire d'Etat américain depuis au moins vingt-cinq ans à parler vraiment français, elle ne pouvait pas et d'ailleurs elle ne voulait pas tenter de surmonter en une visite les nombreux disséminés

franco-américains. Ils sont, on le sait bien, une tradition solide sous la V<sup>e</sup> République. Leur multiplication en ce moment n'en est pas moins impressionnante : rivalité en Afrique, divergence à propos de la question palestinienne, opposition sur le type de rapports à entretenir avec l'Irak, l'Iran ou Cuba et, surtout, confrontation sévère sur la réforme de l'OTAN et la défense européenne. Aucun alibi des Etats-Unis d'Amérique en ce moment un tel florilège de désaccords.

## TF 1

16.15 L'Homme qui tombe à pic. Série. Jeu d'enfant.  
17.10 Métrouze Place. Feuilleton. Soupçons tous azimuts.  
18.00 R 2000. Série.  
18.15 Les voleurs de diamants.  
18.55 Le Bâtisseur du sport.  
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.  
19.50 et 20.45 Métrouze.  
20.00 Journal.  
L'Image du jour.

## 20.45

**USHUATA PRÉSENTE OPERATION OKAVANGO**  
Magazine.  
Madagascar, les rescapés du Gondwanaland.  
100 min.  
163635  
Découverte de la flore et de la faune de Madagascar.

## 22.15

**COLUMBO**  
Accident.  
Série d'Edouard Abramo, avec Peter Falk, James Gregory.  
105 min.  
601604  
23.30 Walker Texas Ranger.  
Série.  
La grande peur d'Alex O.  
0.40 et 1.20, 2.20, 4.00  
TF 1 nuit.  
0.50 et 1.30, 5.10  
Histoires naturelles.  
Documentaire.  
2.30 L'Odyssée sous-marine du commandant Cousteau. Documentaire. Du grand large aux grands lacs (rediff.). 430 Chos à la doris. Série.  
1.50 (rediff.). 5.00 Musique. Concert (5 min).

## France 2

17.20 Le Prince de Bel Air.  
Série. Guerre froide.  
17.50 Kirk. Série.  
18.15 Madison. Série.  
18.50 Qui est qui ? Jeu.  
19.25 et 1.45 Studio Gabriel.  
Invités : Sophie Dues, Dominique Thierry.  
19.55 et 20.45 Tirage du Loto.  
20.00 Journal.  
A Cheval, Métrouze.

## 20.50

**LE CENSEUR DU LYCÉE D'EPINAL**  
Téléfilm de Marc Rivère, avec Jean-François Balmer.  
100 min.  
236618  
La vie d'un jeune homme de lycée reprend des couleurs lorsqu'il retrouve un ami d'enfance.

## 22.30

**ÇA SE DISCUTE**  
Magazine. Greffes d'organes : pourquoi manque-t-on de donneurs ?  
(10 min).  
933271  
0.20 Journal.  
Bonne nuit, Métrouze.  
0.35 Le Cercle de minuit.  
Magazine. Quatre jours pour l'an 2000 : Rushdie, un symbole de la liberté d'expression.  
Invité : Salman Rushdie.  
70 min.  
550866  
1.30 Le jour de la ségrégation. 2.45 Source de vie (rediff.). 3.15 Rapport du Loto. 3.30 24 heures. 3.30 Métrouze. 4.30 Outremont. Documentaire (rediff.). 70 min.

## France 3

18.20 Questions pour un champion. Jeu.  
18.50 Un livre, un jour.  
Un grand week-end à Briançon.  
18.55 Les 19-20.  
Magazine d'information.  
20.00 Métrouze.  
20.05 Fa si la chanter. Jeu.  
20.35 Tout le sport.  
20.45 Consoz.

## 20.50

**LA MARCHÉ DU SIÈCLE**  
Magazine présenté par Jean-Louis Poulletier. Invités : Jean Guédon, Forly Family, Jak Farinas, Véronique Rivière, Uptown (50 min).  
791298  
22.40 Journal, Métrouze.

## 23.15

**UN SIÈCLE D'ÉCRIVAINS**  
Documentaire de Sébastien Gatti.  
50 min.  
652772  
0.05 Captain Café. Magazine présenté par Jean-Louis Poulletier. Invités : Jean Guédon, Forly Family, Jak Farinas, Véronique Rivière, Uptown (50 min).  
791298  
1.00 Capitaine Furlio. Série.  
1.45 Musique graffiti. Magazine. Pole-nique n°1, opus 36 de Frédéric Chopin : Les Colines d'Alsace de Claude Debussy ; Sonate en mi bémol majeur de Domenico Scarlatti. François Lelanc, piano (20 min).

## La Cinquième

18.25 Le Monde des animaux. La société des insectes l'envol des papillons.  
18.35 Le Journal du temps.  
**Arte**  
19.00 La Panthère rose. Dessins animés.  
19.30 7/12. Chypre, un conflit d'Europe ; Profession : madame Papi.  
20.00 Au cœur de la nuit : la chouette et le hérisson. Documentaire (1997, 30 min).  
3762  
20.30 8 1/2 Journal.

## 20.45

**LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE : LUMUMBA, LA MORT DU PROPHÈTE**  
Documentaire de R. Peck (1991, 60 min).  
776984  
1960, Patrice Lumumba devient président du Congo indépendant. 1961, il est exécuté au Katanga. Pour évoquer ce parcours fulgurant, Raoul Peck confronte les souvenirs, les témoins, la presse, les archives.

## 21.45

**MUSICA**  
21.45 Musiques de films : Zhao Jiping.  
Documentaire d'Alain Miller.  
105 min.  
9948838  
22.50 Apprendre l'opéra à Pékin.  
Documentaire de Gerald Fox.  
(1994, 30 min).  
1768074  
Visite guidée.  
23.20 Profil : Cinéma, de notre temps.  
Akerman, autoportrait.  
Documentaire de Chantal Akerman.  
(1996, 20 min).  
6747908  
0.30 La Lucarne : D'Est.  
Film documentaire de Chantal Akerman.  
(1993, 110 min).  
8686339  
2.20 La Panthère rose (rediff., 10 min).

## M 6

18.05 Central Park West. Série.  
Le retour.  
19.00 L'Or et Clark. Série.  
Lune de miel.  
19.54 Six minutes d'information.  
20.00 Notre belle famille.  
Série. Katakouli.  
20.35 Écolo 6. Magazine.  
Une île écologique.

## 21.45

**AVENTURES CARIBÈRES**  
Téléfilm de Paolo Barzman, avec Yves Lenoir, Kim Rossi Stuart.  
105 min.  
86109  
Mariés depuis une semaine, Linda et Lucas filent le parfait amour sur une plage des Caraïbes.

## 22.30

**S8 HEURES D'ANGOISSE**  
Téléfilm de Mel Damski.  
105 min.  
7295780  
Une fillette de dix-huit mois, profane d'un moment d'inattention de sa mère tombe dans un puits désaffecté.  
0.10 Secrets de femmes.  
Magazine. Prête à tout (5 min).  
7622198  
0.45 Rock express.  
Interview de Noir Désir (30 min).  
3742136  
Lis Best of pop rock. 2.00 World Beat. Les fils d'Édith. 4.20 Émission de 1.45 Fréquence William Sheller. 5.35 Couilloux. Patricia Kaas (25 min).

## Canal +

16.30 Basket américain.  
Les Angeles Lakers - San Antonio Spurs.  
17.50 Grand Cross.  
Le spectacle de lord Plumkett.  
En clair jusqu'à 21.00  
18.35 Nulle part ailleurs.  
Magazine. Invités : Tim Burton, Bim Sherman.  
20.30 Le Journal du cinéma.

## 21.00

**POURQUOI ÇA DURE**  
Film de Michel Thibault, avec Gérard Philipe.  
105 min.  
5610364  
Un motard de la police retrouve sa femme au bras d'un policier véreux.  
22.25 Flash d'information.

## 22.30

**PAR-DELÀ LES NUAGES**  
Film de Michelangelo Antonioni, avec Isabelle Huppert, Kim Rossi Stuart.  
105 min.  
7016880  
Pendant un voyage en avion et au cours de repérages, un cinéaste rêve aux histoires qu'il voudrait filmer. Un film inspiré d'un passage d'un hymne à la femme, au désir amoureux, à la vie.  
0.20 The Killer.  
Film de John Woo.  
(1989, 110 min).  
3835440  
Un tueur à gages qui remplit un ultime contrat aveugle accidentellement une jeune chanteuse.

## Radio

**France-Culture**  
20.30 Paroles sans frontières.  
20.30 Tintin la langue.  
Le nouvellon du voyageur au ballonnement.  
21.32 Correspondances.  
22.00 Communauté des radios publiques de langue française.  
22.40 Nuits magnétiques.  
Léopold, une café antique.  
0.05 Du jour au lendemain. James Sacré, et Jean-Jacques Vitor. 0.48 Musique : Les Cinglés du muséum. Journée du 12 avril 1995. Jaime Pons et son orchestre. 1.00 Les Nuits de France Culture (rediff.).

## 22.00

**France-Musique**  
20.00 Concert.  
Présenté par 97, en direct de la salle Olivier-Messiaen à Radio-France, le Quatuor Saint-Lawrence. Michael Collins, clarinette. Œuvres de Henri Martini : Bégue pour quatuor à cordes (première française) ; Printemps ; Quatuor à cordes (La Ronde). Collopy ; Valse (Shostakovich).  
22.30 Musique pluriel.  
Présenté par 97, en direct de la salle Olivier-Messiaen à Radio-France, le Quatuor Saint-Lawrence. Michael Collins, clarinette. Œuvres de Henri Martini : Bégue pour quatuor à cordes (première française) ; Printemps ; Quatuor à cordes (La Ronde). Collopy ; Valse (Shostakovich).  
22.50 Les Nuits de Radio-Classique.  
Un tueur à gages qui remplit un ultime contrat aveugle accidentellement une jeune chanteuse.

## 22.30

**Radio-Classique**  
20.40 Les Soirées de Radio-Classique.  
Le Saint-Alexis, drame musical de Landi. Orchestre par William Christie.  
22.50 Les Soirées de Radio-Classique.  
Un tueur à gages qui remplit un ultime contrat aveugle accidentellement une jeune chanteuse.

## TV 5

20.00 Faut pas rêver.  
Invité : Marthe Keller.  
Espagne : loi des eaux.  
France : billes en tôle.  
Indonésie : les casseurs de pierre.  
(France 3 du 14/02/97).  
21.00 Droit de cité.  
Au foot, caprice (RTBF du 14/02/97).  
21.55 Métrouze.  
des cinq continents.  
22.00 Journal (France 2).  
22.35 Pulsations. La migration (RTBF du 14/02/97).  
23.35 Bons baisers d'Amérique.

## Planète

20.35 Lumière.  
21.30 Fascisme, le retour.  
22.25 Jesuïte de l'Urbique.  
23.25 Festin à Jérusalem.  
0.20 Les Altes de France.  
Le Mirage III (50 min).

## Animaux

21.00 Monde sauvage. De l'Alaska aux Antilles.  
21.30 Le Vagabond.  
Lancer Trappier.  
22.00 Okavango : les trésors du Kalahari.  
23.00 Faune ibérique.  
Le sanglier d'Europe.  
23.30 Portés par le vent.  
0.00 Monde sauvage. Les plus belles espèces.  
0.30 La Vie des zoos.

## Paris Première

20.00 et 23.45  
20 h Paris Première.  
Invité : Anne Roumanoff.  
21.00 Paris mode.  
21.55 et 1.50 Le T.T.S.  
22.25 Le Grand Petit Chemin de Mireille. Hommage à la caricature de minuit.  
Conservatoire (50 min).  
23.15 Marcel Marceau.  
0.40 Ella Fitzgerald (55 min).

## France Supervision

20.25 Basket. En direct. Euroleague : Asvel - Séville.  
110 min.  
9498616  
22.05 La Légende des sciences. Découvrir.  
22.55 La Dernière Science. Science et nouvelles.  
23.50 Le Magique en fête.

## Ciné Cinéfil

20.30 Un hommage à Julien Duvivier.  
Invités : Patrick Lacomme, Jean-Charles Tadiella, Christophe Gant, Hubert Noguère.  
20.40 Pépé le Moko. Film de Julien Duvivier (1936, N., 105 min). 6482180  
2.25 Le Travail d'un cinéaste.  
Julien Duvivier 180 min.  
23.45 Boulevard.  
Film de Julien Duvivier (1960, N., 95 min). 48936708

## Ciné Cinémas

20.30 Qui de neuf, Bob ?  
Film de Frank Oz.  
(1991, 95 min).  
3220518  
22.05 Le Guepard. Film de Luchino Visconti (1963, v.o., 185 min).  
11794180  
1.10 Ciné-cinéma.  
Invité : Pierre Esch.

## Série Club

20.40 Le Club.  
20.45 Flash. Le charisme.  
21.35 et 1.30 Le Gerfauf.  
Témoignage à charge.  
22.00 Les Champions. La bombe.  
23.45 Chapeau melon et Bottes de cuir.  
0.40 Alias le Baron.  
Cheval et cascade rouge.

## Canal Jimmy

20.30 Star Trek : The Next Generation.  
Le long sédu.  
21.15 Vêlo.  
21.45 Mister Gun.  
Le retour d'Humphrey.  
22.15 Chronique de mon camp.  
22.20 Séinfeld.  
C'est aux consignes.  
22.45 Friends.  
Celui qui faisait le bien.  
23.10 Absolutely Fabulous.  
Le caisson.

## Festival

19.35 Une journée au Luxembourg.  
Téléfilm de Jean Berrou, avec François Boucher.  
105 min.  
56340229  
20.30 Puisseance 4.  
Vieux garçons.  
Téléfilm de Paul Planchon, avec Martine Le Gall.  
(1981 min).  
52260093  
21.55 Les Raches du mal.  
Régulier. Invités : Jean Guédon, Forly Family, Jak Farinas, Véronique Rivière, Uptown (50 min).  
57712838  
23.30 Sœurs froides. A force, l'acteur et demi (30 min).

## Téva

20.55 Nuits secrètes 2.  
Téléfilm de Billy Hale, avec Arlette Dombase (12).  
(95 min).  
50385187  
22.30 Murphy Brown.  
Un douloureux stage d'accouchement sans douleur.  
23.00 Elles s'appellent toutes Sarajevu (90 min).

## Voyage

19.55 et 23.25 Chronique de Jacques Meunier.  
Derrière l'horizon.  
20.00 Suivez le guide.  
Tadzi, le dernier refuge ; La maîtrise du vide ; Le musée de l'événement.  
22.05 Carnet de route. Hawaii.  
22.35 L'Heure de partir.  
Le Nord.  
23.35 Suivez le guide (115 min).

## Eurosport

15.00 Tennis.  
En direct. Tournoi d'Amers (19 jour, 165 min).  
5913068  
17.45 Basket-ball.  
En direct. Euroleague (2<sup>e</sup> tour préliminaire) : Panathinaïkos-Pan-Othinos.  
20.00 Tennis.  
En direct. Tournoi d'Amers (19 jour) (120 min).  
787165  
22.00 Motors.  
23.00 Tennis.  
Tournoi de Hanovre (19 jour) (150 min).

## Muzzik

20.15 L'Instantané de la danse.  
20.30 Le Journal.  
21.00 Soirée 1<sup>er</sup> anniversaire de Muzzik : Deuzedika n° 2.  
23.05 L'Invité.  
Liz McComb.  
0.00 Felicity Lott en concert (65 min).  
6796681  
1.05 Magma.  
Concert à l'auditorium des Halles 1996 (110 min).  
4723372

## Chaînes d'information

**CNN**  
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World News Today. 20.30 et 22.00, 1.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View (90 min).  
**Euronews**  
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.50 et 21.50, 0.15 Perspective. 20.10 Sport. 20.15 No Comment. 20.25 et 22.20, 1.40 Europa. 20.40 et 23.45 Label Europe. 21.40 et 22.50, 1.20 International. 21.45 Océan. 21.50 et 0.50 Visa. 23.15 et 0.10 Analysis. 23.20 Labovoz. 0.20 Perspective (120 min).  
**LCI**  
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.50 et 21.50, 1.12 Grand Journal. 19.56 et 21.56, 1.12 Bourne. 20.10 et 20.40 Le 11-21. 21.10 Le Journal de l'économie. 21.26 Cinema. 21.42 Talk cultural. 22.10 Talk Media. 22.50 L'Invité de l'économie. 23.40 Sport. 0.12 Santé. 0.25 Le Ciel (15 min).

## LES CODES DU CSA

○ Accord parental souhaitable.  
△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.  
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

## Les films sur les chaînes européennes

**RTBF 1**  
21.15 Le Colonel Chabert. Film d'Yves Angelo (1993, 110 min), avec Gérard Depardieu. Dram.

**RTL 9**  
22.30 Dolly. Film de Maria A. Leese (1990, 95 min), avec Denise Crosby. Hurreur.  
0.10 Les Maîtres. Film de Raymond Bernard (1933, 100 min), avec Harry East. [15] Une temple sous un crâne. Dram.

**TMC**  
22.40 Gabriela. Film de Emilio Barreto (1984, v.o., 100 min), avec Sonia Braga. Comédie.

**TSR**  
22.25 Swing Kids. Film de Thomas Carter (1992, 110 min), avec Robert Sean Leonard. Comédie dramatique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :  
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».  
■ On peut voir.  
■ Ne pas manquer.  
■ Chef-d'œuvre ou classique.  
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



## Bulletins de santé

par Pierre Georges

PENDANT QUE le général-pachiste Alexandre Lebed effectue un vol de reconnaissance du côté de Colombey-les-Deux-Églises, que raconte la presse russe ? Des horreurs, évidemment, sur l'état de santé du président Eltsine. Et notamment celle-ci, rapportée par le quotidien *Komsomolskaja Pravda* : il y aurait eu une scène de ménage au Kremlin, une sorte d'ultimatum lancé par l'épouse, Naina Eltsine, aurait demandé à Boris de démissionner au plus vite afin de ne pas mourir à la tâche.

Préférant nettement un mari vivant à un président mort, la dame du Kremlin se serait ainsi aventurée à provoquer une énorme colère de son conjoint lui enjoignant, selon le quotidien, d'avoir à se mêler de ses affaires. Et non de celles de l'Etat.

Est-ce vrai ? Est-ce faux ? En tous cas - et même si le Kremlin a démenti, qualifiant l'information de « *délire complet* » -, cela donne une idée de l'ambiance actuelle à Moscou. Il n'est de jour où la presse russe ne spéculer sur l'état de santé réel du président. Les caricaturistes sont à son chevet. Les journalistes sont à l'affût. Un jour, ils rapportent que Boris Eltsine n'a même pas pu assister, ou si peu, à la fête familiale organisée, le 1<sup>er</sup> février, pour son soixante-sixième anniversaire. Un autre, ils le tiennent pour incapable de simplement lire le premier des soixante-dix feuillets d'un discours destiné au Parlement.

Bref, Boris Eltsine fait mal. Et déjà ses biographes préparent la scène des orléans. Alexandre Lebed, lui, va plutôt bien. Avec sa belle voix de basse, qui lui aurait naguère garanti une chaire à vie dans les chœurs de l'Armée

rouge, le général en réserve fait la tournée des popotes françaises. Autrement dit des grands ducs du RPR et alliés. Ne pouvant être reçu par le président ou le premier ministre français, question de bienséance, le visiteur a rendu visite à Charles Pasqua et rendra visite à Philippe Séguin, ainsi d'ailleurs qu'à René Monory.

C'est dire si, côté français, l'on prend quelques précautions et quelques solides bords de garantie sur l'avenir russe. Preuve extrême : ce pèlerinage organisé sur la tombe du général de Gaulle à la demande du visiteur. Général, me voici ! Je vous ai compris ! Ah ! le général Lebed, auto-proclamé « *tueur de guerres* », possède ses classiques. Il sait combien, ces temps-ci, il pourrait avoir à gagner à la fréquentation des cinéastes. Français. Comme russes.

La santé des grands et le souci que l'on peut en avoir conduisent l'actualité sur le chemin de Pékin. Aux dernières nouvelles, même si elles sont rares, Deng Xiaoping n'aurait pas bien. Et même très mal. Selon ses proches, l'état de santé du patriarche rouge se serait « *notablement aggravé* » samedi dernier. On en était là, et déjà prêt au pire, lorsqu'un autre communiqué, des affaires étrangères chinoises, est venu confirmer une « *aggravation* » et, dans le même instant, affirmer une « *stabilisation* ».

Tout est probablement affaire de sémantique sur la santé des gouvernants. L'idée de ce grand vieillard de quatre-vingt-douze ans, oscillant sur un lit d'hôpital entre « *aggravation* » et « *stabilisation* », résume fidèlement la situation. Le pouvoir chinois s'exerce bien derrière le paravent d'une unité de soins intensifs.

## Reprise en avril des vols d'Air Algérie à partir de Paris

L'accord conclu entre les gouvernements algérien et français met fin à deux ans de suspension

AIR ALGÉRIE va reprendre ses vols au départ de Paris vers l'Algérie à partir d'avril, au terme de près de deux ans de suspension, selon un accord conclu à la fin de la semaine dernière entre des représentants des deux pays et rendu public lundi 17 février, à Paris. L'accord, qui prévoit dans un premier temps trois ou quatre vols par jour au départ de Roissy 1, devrait être officialisé dans quelques jours par la partie algérienne.

Un porte-parole du Onai d'Orsay, Yves Doutriaux, a cependant indiqué que les discussions qui ont eu lieu la semaine dernière « *dans une excellente atmosphère* » ne sont « *pas terminées* », notamment sur le plan technique. « *Les deux parties souhaitent parvenir rapidement à une solution satisfaisante* » permettant d'ouvrir une liaison à partir du 1<sup>er</sup> avril, a-t-il estimé.

### HORAIRES « NON ALIGNÉS »

La compagnie algérienne sera basée à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, au terminal 1, dans le seul espace où l'on peut

séparer les flux d'arrivée et de départ des voyageurs. Air Algérie, seule compagnie à relier Paris à Alger, avait suspendu ses vols au départ de Paris en juin 1995. La compagnie avait refusé le transfert de ses activités d'Orly-Sud vers un terminal sécurisé de Roissy, pour raisons de sécurité, jugeant cette décision « *discriminatoire* ».

Comme Air Algérie n'a pas pu

exploiter ses lignes depuis près de deux ans, la compagnie a perdu ses droits d'autorisation de décollage ou d'atterrissage, nécessaires pour l'exploitation sur tous les aéroports du monde. Air Algérie n'avait pas non plus fait de demande lors de la conférence internationale d'attribution des créneaux qui a eu lieu à Vancouver cet automne : la reprise des vols se

fera donc avec des horaires non alignés, ce qui, en jargon aéronautique, veut dire qu'ils n'auront pas lieu à heure fixe chaque jour.

Le dossier d'Air Algérie a contrarié les relations entre la France et l'Algérie pendant plusieurs mois. Il avait notamment été évoqué lors de la visite à Alger, en juillet 1996, du ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette.

Depuis juin 1995, Air Algérie avait redéployé ses vols au départ de Lyon-Satolas, Marseille et Charleroi en Belgique. La suspension de ses vols au départ de Paris, où réside une partie importante de la communauté algérienne en France, avait conduit des dizaines de milliers de voyageurs à transiter dans des conditions souvent difficiles par des villes de province, pour se rendre dans leurs familles.

Air France, de son côté, a suspendu ses vols vers l'Algérie après l'attaque d'un des ses Airbus par un commando de quatre islamistes, à Alger, en décembre 1994. - (AFP, Reuters.)

### Trente-trois villageois massacrés près de Blida

Trente-trois villageois de Kérach, près de Blida, à cinquante kilomètres au sud d'Alger, ont été massacrés dans la nuit de dimanche 16 à lundi 17 février, ont révélé mardi, à Alger, des journaux qui précisent que les victimes ont été tuées à l'arme blanche ou brûlées vives. Cette information n'était pas confirmée mardi en début de matinée par les services de sécurité. Selon *Liberté* et *El Khabar*, les agresseurs ont aspergé d'essence les maisons « *ciblées* », avant d'y mettre le feu pour contraindre les habitants à sortir. C'est la première fois que les groupes armés islamistes ont recouru à une telle méthode.

Ce nouveau massacre est intervenu alors que les milices villageoises armées par le pouvoir ratisaient la région depuis dimanche et appuient les opérations menées par l'armée et par la police. Selon *Liberté*, soixante extrémistes islamistes ont été tués au cours du week-end à la suite d'une autre action héloportée de l'armée algérienne, dans le nord-est de l'Algérie. - (AFP, Reuters.)

## Vitrolles : Lionel Jospin met en cause les médias

INTERROGÉ sur France-Inter, mardi 18 février, au sujet de la victoire du FN à Vitrolles, le premier secrétaire du PS, Lionel Jospin, a affirmé que les « *responsabilités* » étaient partagées entre « *la gauche et les socialistes, la droite, ainsi que les médias* ». Tout en reconnaissant que le candidat du PS, Jean-Jacques Anglade, « *n'était pas totalement inattaquable* », M. Jospin s'est déclaré « *fâché de voir que la presse, alors qu'elle se disait inquiète par le risque de la victoire du Front national, a passé toute la campagne à taper sur Jean-Jacques Anglade et à épargner totalement le couple Mergat, avec quand même un phénomène incroyable, qui est qu'un homme qui avait été déclaré indigne pouvait mener campagne à travers son épouse* ». « *C'est quand même un phénomène de truccage, de manipulation par rapport à la démocratie, qui aurait dû être mis en lumière* », a-t-il ajouté.

## Bernard Faivre d'Arcier renouvelé à la tête du Festival d'Avignon

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION du Festival d'Avignon, présidé par Marie-Josée Roig, député (RPR) et maire d'Avignon, a proposé le lundi 17 février le renouvellement de Bernard Faivre d'Arcier à la direction du festival. Le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, a donné son agrément à ce nouveau contrat, qui prendra effet en octobre 1997 pour trois ans. Bernard Faivre d'Arcier, ancien directeur du théâtre et des spectacles au ministère de la culture (1989-1992), a déjà dirigé le festival, de 1980 à 1984 puis à nouveau depuis 1992 ; il en sera le directeur artistique jusqu'à l'édition de l'an 2000, année où Avignon sera par ailleurs capitale culturelle européenne. Il avait publiquement souhaité rester dans ses fonctions, alors que la municipalité d'Avignon et l'Etat lui ont longuement et vainement cherché un autre successeur.

■ CINÉMA : la projection du film de Bernard-Henri Lévy, *Le Jour et la nuit*, au festival du film de Berlin où il était présenté hors-compétition lundi 17 février, a tourné au fiasco. Une partie du public, formé en majorité de critiques et de journalistes, a éclaté de rire à la mort du héros. Des centaines de spectateurs avaient déjà quitté la salle avant la fin de la projection. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, Bernard-Henri Lévy, hué à son arrivée, a déclaré que son film, « *ambitieux* », se référait au cinéma « *lyrique et romantique des années 1950* ». - (AFP)


## BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 8615 LEMONDE

Cours relevés le mardi 18 février, à 10 h 15 (Paris)

PERMETTURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	16750,70	+0,15	-4,59
Hong Kong Index	13144,60	+0,34	-2,38
Tokyo Nikkei sur 3 mois			
100	100		
200	100		
300	100		
400	100		
500	100		
600	100		
700	100		
800	100		
900	100		
1000	100		
OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES			
Cours au 17h02	Var. en %	Var. en %	fin 96
Paris CAC 40	2634,46	+0,27	+13,77
Londres FT 100	—	—	+5,91
Zurich	2152,44	+0,37	+14,86
Milan MIB 30	—	—	+4,35
Frankfurt Dax 30	3236,15	-0,37	+13,02
Bernolles	—	—	+12,42
Suisse SMI	1658,63	+0,16	+8,52
Madrid Iboex 35	—	—	+8,06
Amsterdam CBS	—	—	+12,50

Tirage du Monde daté mardi 18 février 1997 : 498 715 exemplaires

- Je me demande... - Demandons-le au 711 Itineris.



Connaitre le CAC-40 ou la météo ; réserver un taxi ou un spectacle : le 711 SVP Itineris vous accompagne partout en France (dans les zones couvertes par Itineris) et votre téléphone mobile devient bien plus qu'un simple mobile.

# itineris®

On va beaucoup plus loin avec Itineris.

N° Vert 0 800 830 800

France Telecom Mobiles

Le Monde Economie le lundi

Le Monde Emploi le mardi

et la nuit

Le Monde des Initiatives Locales le vendredi

Trois rendez-vous à ne pas manquer pour vos opportunités

\* date mardi

\*\* date mercredi

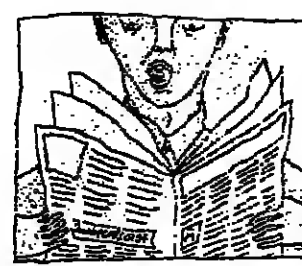
\*\*\* date samedi



DANS  
« LE MONDE  
EMPLOI »  
du 26 FÉVRIER  
Les nouveaux types  
de conflits sociaux



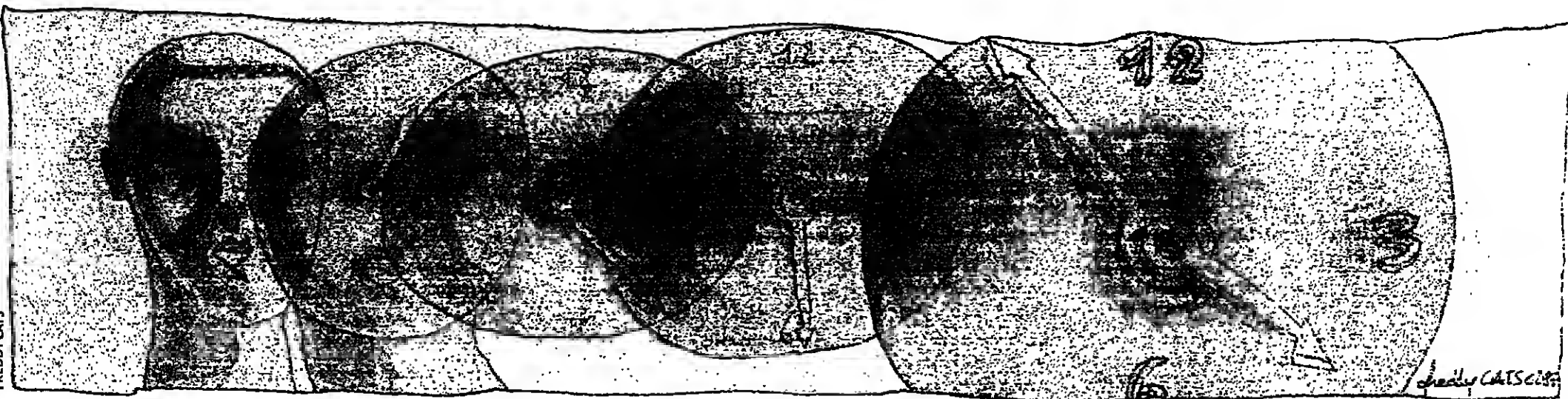
# Le Monde EMPLOI



ANNONCES CLASSÉES  
de la page V  
à la page XII

MERCREDI 19 FÉVRIER 1997

INITIATIVES



Alors que presque  
tout a été obtenu  
par les entreprises,  
celles-ci continuent  
de revendiquer  
des assouplissements.  
Jusqu'où ?

## La flexibilité toujours recommencée

**T**rente ans, votre avan-  
tage... Voilà, de trois années  
que, de loin en loin, revient le dé-  
bat sur la flexibilité. Toujours avec  
les mêmes arguments d'ailleurs,  
qui laisseraient supposer que les  
rigidités sociales sont demeurées  
inchangées pendant tout ce temps.  
Toujours avec les mêmes réactions  
outragées, du côté des agressés,  
qui considèrent que l'attaque se-  
rait, cette fois, plus insupportable  
que les précédentes.

Deux constats s'imposent.  
D'une part, la permanence des re-  
vendications, puisque tous les  
thèmes aujourd'hui évoqués par  
ceux qui réclament plus de sou-  
plesse dans la gestion sociale des  
entreprises figuraient déjà dans le  
catalogue mis en avant pour la fa-  
meuse négociation de la fin 1984,  
dont l'échec n'a pas fini de pro-  
duire ses effets néfastes. Aména-

gement du temps de travail et de  
sa durée, freins supposés à l'em-  
bauche, seuils sociaux, facilités de  
licenciement ou nouvelles formes  
d'emploi, tout y est encore,  
comme si rien n'avait été fait ou  
que la précarité n'était pas devenu  
le maître mot.

D'autre part, complètement lié à  
cette première observation, le ca-  
ractère insistant de l'exigence, une  
fois de plus justifiée par l'environ-  
nement économique, qui, une  
étape à peine franchie, amène à en  
vouloir « toujours plus » dans un  
processus que l'on imagine sans  
fin. Négociée ou légalisée, l'annu-  
lisation ne suffit plus, en l'état : de  
même que la libéralisation du  
contrat à durée déterminée, de  
l'intérim ou du travail à temps par-  
tiel ne paraît pas davantage ré-  
pondre à des demandes, insas-  
surables. Pour autant, faut-il,

comme le déclarait récemment  
Alain Touraine, « être contre la  
flexibilité » ? Si détestable soit-il, ce  
terme qui sert d'épouvantail re-  
couvre des réalités auxquelles il  
n'est sans doute ni possible ni sou-  
haitable de s'opposer de manière  
irréductible. Nul ne peut nier, en  
effet, la nécessité d'évolutions, et  
encore moins le besoin que  
peuvent avoir les entreprises de  
s'adapter aux conditions de la  
compétitivité, à l'instar de tout  
corps vivant. Introduire de la sou-  
plesse dans des modes de fonc-  
tionnement qui risquent sinon de  
se scléroser est évidemment indis-  
pensable en situation normale.

Cela devint une clause de survie  
quand la mondialisation s'accéléra  
et qu'il faut sans cesse améliorer  
sa performance.

Certes, la flexibilité fait partie  
des moyens à mobiliser, parce

qu'elle est censée permettre l'ad-  
aptation aux critères de la con-  
currence. Elle participe du mouve-  
ment qui, avec l'externalisation,  
impose des systèmes de gestion  
extrêmement réactifs où la préca-  
rité de l'emploi s'alimente d'une  
précarité entrepreneuriale. Pour  
tenir, une entreprise doit se recen-  
trer sur ce qui constitue le noyau  
dur de son activité et, continue-  
ment, procéder à des choix straté-  
giques qui l'obligent à réviser sa  
configuration initiale puis, par  
suite, à tenter de se libérer de  
contraintes sociales dues pour l'es-  
sentiel à une autre époque.

Mais les solutions ne résident  
pas, quoi qu'on en dise, dans une  
seule flexibilité, qui serait externe,  
telle qu'elle est actuellement dé-  
fendue par les tenants du libé-  
ralisme. Il existe d'autres réponses,  
tout aussi compatibles avec l'ob-

Aujourd'hui huit embauches  
sur dix relèvent  
de dispositifs précaires  
par Olivier Piot

Les allers et retours  
de la liberté de licencier  
par Philippe Baverel

A la recherche de contrats  
de plus en plus flexibles  
par Laetitia Van Eckhout

La course  
à l'externalisation  
a métamorphosé  
l'entreprise  
par Clarisse Fabre

Des législations successives  
ont beaucoup assoupli  
l'aménagement  
du temps de travail  
par Francine Alcovici

Trop de formalités  
administratives  
par Catherine Leroy

Les années 80 ont mis  
l'entreprise sous l'emprise  
du management participatif  
par Marie-Béatrice Baudet

Quand la formation  
facilite les rapports  
entre donneurs d'ordres  
et sous-traitants  
par Marie-Claude Betbeder

mobilité fonctionnelle, puis sur-  
tout dans la négociation, résident  
des potentialités qui ouvrent des  
perspectives, pour peu que l'on  
veuille parler sur l'avenir, sur des  
compromis inscrits dans la durée,  
puis dans les démarches sociale-  
ment équilibrées.

Le drame, c'est que l'on a retenu  
une hypothèse au détriment de  
toutes les autres possibilités. Au  
risque d'endommager durable-  
ment la cohésion sociale, voire de  
provoquer des dégâts irréme-  
diables pour la société dans son  
ensemble ; le patronat, d'abord,  
leurs relais au sein de la majorité  
ensuite, persistent à vouloir don-  
ner l'impression qu'il n'y a qu'une  
seule voie praticable. Quand bien  
même celle-ci serait préjudiciable,  
humainement, et qu'elle n'aurait  
pas offert les résultats escomptés,  
il faudrait poursuivre.

A ce stade, et à constater la  
somme des dégâts commis sous  
couvert d'une des flexibilités pos-  
sibles, il ne nous manque plus que  
de connaître l'épilogue contradic-  
toire que découvrent les Améri-  
cains. Là-bas, en Californie, un Mi-  
chael Eisner, PDG de Walt-Disney,  
peut se faire garantir par contrat  
qu'il restera à son poste jusqu'en  
2006, moyennant 750 000 dollars  
par an et 8 millions de stock-op-  
tions. C'est-à-dire que l'un des pa-  
trons les mieux payés des Etats-  
Unis obtient la garantie d'emploi  
et de revenu qu'il refuse à ses sala-  
riés au nom de la flexibilité. L'ar-  
dente obligation de souplesse se  
comprend d'autant mieux quand  
on l'applique aux autres.

Alain Lebaube

Le Monde  
Economie le lundi \*

Le Monde  
Emploi le mardi \*\*

et la rubrique

Le Monde des  
Initiatives Locales le vendredi \*\*\*

Trois rendez-vous à ne pas manquer  
pour vos opportunités de carrière

\* daté mardi  
\*\* daté mercredi  
\*\*\* daté samedi

**INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA**  
The Link Between Continents  
NEW YORK - PARIS - SAN FRANCISCO

avec **Pace University, New York**  
accréditée AACSB  
et **université à San Francisco**

**MBA** Master of Business Administration  
in International Management

- Programme intensif de 3 mois à Paris et 9 mois à New York ou San Francisco.
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

**ieMBA** International Executive  
Master of Business Administration

- Compatible avec vos activités professionnelles de salarié
- 520 h de formation intensive :
  - 10 séminaires à PARIS : 240 h
  - 280 h en juillet/août à SAN FRANCISCO et/ou NEW YORK

**IUA, School of Management**  
143, rue de Grenelle 75007 Paris  
Tél. : 01-45-51-52-52 - Fax : 01-45-51-09-08  
IUA, New York - Paris - San Francisco  
E-Mail : IUA @ IUA.EDU

**IUA**



## Aujourd'hui huit embauches sur dix relèvent de dispositifs précaires

Les contrats à durée déterminée et les missions d'intérim sont devenus la principale forme de recrutement

**S**outenue pour la circonstance par Nicolas Sarkozy, ancien ministre du budget du gouvernement Balladur, la requête est formulée par des représentants du patronat : porter à 36 mois – au lieu de 24 actuellement – la période maximale des contrats à durée déterminée (CDD). Objectif avancé ? Favoriser la création d'emplois en collant aux besoins de flexibilité des entreprises. La logique d'une telle demande est celle qui prévaut depuis plus de quinze ans : contrats à durée déterminée, missions d'intérim, contrats aidés, autant de formes précaires de travail qui, encore marginales à la fin des années 70, se sont imposées depuis.

A raisonner en termes de stock d'emplois (sur l'ensemble des effectifs salariés), la précarité apparaît comme un phénomène qui s'est peu à peu installé au cœur même de la population active occupée. Selon l'Insee, les emplois précaires ont représenté environ 9 % de l'emploi salarié en 1996, contre 5,7 % en 1991 et moins de 2,8 % en 1984. Cette photographie cache une tendance plus essentielle encore : la précarité est devenue, en un peu plus de dix ans, la règle dominante des flux d'emplois en France. Autour d'un noyau dur de salariés en contrat à durée indéterminée (CDI), le marché du travail se renouvelle chaque année – environ 4 millions d'embauches en 1996 – sur la base de « flux de main-d'œuvre » dont l'essentiel est constitué d'emplois précaires (CDD, intérim). Dans les

entreprises de plus de cinquante salariés, en 1996, près de huit embauches sur dix se sont faites sur la base de contrats précaires (74 % pour les CDD).

Quelle logique préside à cette préférence pour les formes précaires de salariat ? La même qui a conduit les entreprises à gérer leur recrutement au plus près des contraintes de marché. Saisonnalité de certaines activités, baisses soudaines de commandes ou, inversement, consommation subite

de 1 200 intérimaires, pour 5 000 salariés en CDI. « Ce volontarisme permanent d'intérimaires nous permet de suivre à vue les commandes au d'assurer des livraisons de matériels sans avoir à nous engager durablement sur l'emploi », précise Jean-Pierre Gouteyron, directeur des ressources humaines de Citroën.

Tout comme les effectifs sont devenus l'un des principaux facteurs d'ajustement de la rentabilité des entreprises, la précarité des

### Contrats aidés

Dans la catégorie des formes temporaires de travail, il faut ajouter aux 790 000 contrats à durée déterminée (CDD) et 273 000 intérimaires enregistrés en mars 1995 quelque 450 000 « contrats aidés » (321 000 en 1992), qui sont en majorité des CDD (entre 12 et 36 mois). Il s'agit, entre autres, de l'apprentissage, des formules liées à la formation en alternance, des contrats initiativ-emploi, etc. De plus, alors que ces dispositifs sont susceptibles de déboucher sur des embauches définitives, on s'aperçoit qu'ils conduisent en majorité à de nouveaux CDD. L'enquête de la Dares (février 1997) montre que les dispositifs des contrats aidés, qui ont concerné 330 000 personnes en 1994, ont débouché pour l'essentiel sur des contrats précaires.

ment relancée par des aides gouvernementales : ces facteurs se sont traduits par des effectifs en croissance.

On trouve ainsi des entreprises et des groupes qui, selon leur secteur ou la période de l'année, ont aujourd'hui des populations de CDD et d'intérim qui varient entre 15 % (Bolloré Technologies) et 50 % (Ateliers et chantiers du Havre) de leurs effectifs. Depuis des années, l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois emploie entre 200

formes de travail s'est imposée comme principale variable d'ajustement du renouvellement des salariés en entreprise.

La législation a d'ailleurs accompagné cette évolution : 1979, premier cadre législatif relatif aux CDD, qui sera modifié à cinq reprises. Avec, dans chacun des cas, des pouvoirs publics partagés entre l'envie d'assouplir le dispositif pour accroître son efficacité sur l'emploi et la volonté d'en limiter les dévoiements. Et, en dépit de

certaines volontés politiques d'en limiter l'usage, le recours aux CDD n'a cessé de progresser. Leur part dans l'emploi salarié est passé de 1,5 % en 1984 à plus de 4 % en mars 1996. Avec un changement qualitatif significatif : considéré, au début des années 80, comme l'anti-chambre d'une embauche, le CDD est devenu, au fil du temps, une façon pour les entreprises de faire tourner des salariés précaires sur d'anciens postes permanents et, surtout, d'éviter d'assumer des embauches fixes, le taux de CDI s'agissant dans la foulée d'un CDD ne cessant de chuter depuis plusieurs années.

L'intérim a connu une évolution similaire : 2,3 millions de contrats d'intérim signés en 1984, 4 millions en 1987 et – avec deux ruptures statistiques – près de 6,3 millions en 1996. Au total, l'intérim occupait 360 000 personnes en 1996, contre 240 000 six ans plus tôt. Là encore, le cadre législatif a connu des ajustements successifs, complétés – à la différence des CDD – par de nombreux accords de branche. Plus coûteux que les CDD, ces contrats d'intérim se sont révélés, dans de nombreux cas, être davantage adaptés aux besoins de flexibilité des entreprises : les missions peuvent être renouvelées plus souvent, sur une période très élastique. Et de même que la durée moyenne des CDD est de quelques mois seulement, deux tiers des missions d'intérim ne dépassaient pas, en 1995, la durée d'une semaine.

Olivier Plot

## Les allers et retours de la liberté de licencier

Depuis 1975, le dossier va de rebondissement en rebondissement

**D**epuis une vingtaine d'années, la question des procédures de licenciement et de leur contrôle par l'Etat est au cœur du débat sur la flexibilité. Dernier épisode en date : alors que le Parti socialiste a inscrit dans son programme le rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement, Jacques Barrot a nommé, début février, une commission de cinq experts, animée par Raymond Soubie, chargée de « clarifier les termes du débat sur les freins à l'emploi ».

Le premier dispositif d'encadrement des licenciements voit le jour en 1975, année où Jacques Chirac, alors premier ministre, crée l'autorisation administrative de licenciement, qu'il supprimera onze ans plus tard, de retour à Matignon. Réclamée à cor et à cri par le CNPF la suppression de cette « rigidité » devait permettre de préserver ou de créer quelque 367 000 « emplois nouveaux à contraintes allégées » (Enca), pour reprendre la formule d'Yvon Gattaz, alors président du CNPF.

### PAQUETS DE NEUF

Le patronat voyait aussi d'un très mauvais œil l'intrusion des inspecteurs du travail, chargés d'apprécier la nécessité économique de mesures de licenciement. Dans les faits pourtant, l'autorisation administrative était accordée dans 95 % des cas. La procédure avait donc clairement un effet dissuasif auprès des chefs d'entreprise.

Avec le recul, la disparition de ce dispositif n'a pas eu les effets escomptés en termes de créations d'emplois. Les licenciements économiques, qui avaient grimpé dans un premier temps, ont rejoint par la suite leurs niveaux antérieurs. Solde donc nul ou presque.

Afin de mieux amortir les licenciements économiques qui se poursuivaient, la loi du 27 janvier 1993, dite « loi Aubry », stipule que « la procédure de licenciement est nulle et de nul effet tant qu'un plan social ou plan de sauvegarde d'emploi n'est présenté par l'employeur aux représentants du personnel ». A l'époque, le vote de cette loi a suscité pas de levée de bouillottes de la part du patronat, qui y vit le moyen de remédier à la pratique abusive des « chèques valises ».

Seule restriction, et de taille : la procédure du plan social, telle qu'elle est définie par la loi du 2 août 1989, ne peut s'appliquer que dans le cas d'une entreprise comptant plus de cinquante salariés et licenciant au moins dix personnes. Les abus étaient prévus.

Ainsi, dès 1990, certains employeurs indisciplinés prirent l'habitude de licencier « par petits paquets de neuf ». De plus, le législateur n'a surtout rien prévu pour les sept millions de salariés qui travaillent dans les PME de

moins de cinquante salariés. Résultat : « Sur les 400 000 licenciements effectués en 1995, seulement 20 % relèvent d'un plan social », constate Jean-Claude Meynet, secrétaire confédéral à la CFDT.

Sur le fond, la loi Aubry instaure un double contrôle des plans sociaux, administratif et judiciaire. Administratif puisque l'inspection du travail a le pouvoir d'établir – dès qu'elle a connaissance de l'existence d'un plan social dans une entreprise et, en tous cas, dans un délai de huit jours – un « constat de carence » si elle estime insuffisantes les possibilités de reclassement offertes. Le contrôle est aussi judiciaire puisque les membres du comité d'entreprise comme les délégués syndicaux peuvent désormais saisir la justice pour faire annuler un plan social (cas d'IBM, GEC-Alsthom, Danone, Vallourec...).

Dès lors, l'employeur doit revoir sa copie et recommencer la procédure à zéro. Saisi en référé, le tribunal de grande instance (TGI) se prononce « non seulement sur la forme (respect des délais d'information du comité d'entreprise...) mais aussi sur le fond, ce qui revient à apprécier si les mesures de reclassement proposées sont à la hauteur du plan », explique Jean-Claude Meynet.

Résultat : au seul contrôle de l'inspection du travail qui prévalait au temps de l'autorisation administrative de licenciement, s'est substitué un contrôle à double niveau. « On cumule aujourd'hui un retour, partiel mais réel, à l'autorisation administrative et un contrôle judiciaire des licenciements et des mesures de reclassement, qui s'exerce avec beaucoup de sévérité », regrette-t-on au CNPF, qui plaide pour « l'abrogation de la loi Aubry et le retour au dispositif qui prévalait jusqu'en 1992, à savoir un contrôle de régularité (respect des délais...) des procédures, effectué par l'inspection du travail ».

### ÈRE DE DAMOCLES

« La menace du référé pèse comme une épée de Damoclès sur le chef d'entreprise », constate Jean-Emmanuel Ray, professeur de droit du travail à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, qui souligne aussi l'autonomie des deux procédures : « Ainsi est-il déjà arrivé, sur un même dossier, que l'inspecteur du travail n'établisse pas de constat de carence alors que le TGI, saisi en référé par les délégués syndicaux, a estimé insuffisantes les possibilités de reclassement ou vice versa. » C'est dire toute la dérive procédurière à laquelle donne lieu l'application de la loi Aubry, les syndicats (comme chez Danone) menant parfois une véritable bataille d'obstruction judiciaire.

Jugée trop contraignante par bon nombre de chefs d'entreprise, la loi Aubry n'en a pas moins contribué à améliorer le contenu des plans sociaux. Elle présente toutefois quelques zones d'ombre que la jurisprudence éclaircit peu à peu. Sur la qualité des mesures de reclassement tout d'abord, la Cour de cassation a estimé, dans un arrêt du 17 mai 1995, que le plan social doit comporter « une indication sur le nombre et la nature des emplois » proposés aux salariés susceptibles d'être reclassés, alors même que la loi ne fait pas expressément mention de ces deux notions (« nombre » et « nature »).

Surtout, la loi Aubry ne dit rien sur le sort du personnel licencié lorsque la justice annule un plan social : doit-il être réintégré ? Autrement dit, l'annulation d'un plan entraîne-t-elle la nullité des licenciements ? Dès lors, l'entreprise est-elle tenue de réembaucher les salariés ?

A cette question, la Cour de cassation, dans son arrêt rendu le 13 février dernier, a répondu par l'affirmative. Considérant que l'employeur (en l'occurrence la Samaritaine) n'aurait pas dû procéder aux licenciements tant que la justice ne s'était pas définitivement prononcée, des salariés du grand magasin parisien sont donc fondés à réclamer soit des indemnités, soit à être réintégré.

Clarisse Fabre

Philippe Baverel

## A la recherche de contrats de plus en plus flexibles

**V**oici à nouveau relancé le vieux débat sur l'employabilité avec les deux idées émises par Jacques Barrot, ministre du travail. Le 8 décembre dernier, sur Europe 1, ce dernier insistait sur la nécessité de développer la mobilité externe. Il a ainsi proposé la création d'un livret valant les compétences des salariés, d'une entreprise à l'autre, et également lancé l'idée du contrat de projet. Face au tollé qu'il a suscité, le livret de compétence, siôt annoncé, était enterré. Le ministre pensait qu'un tel document permettrait aux employeurs d'apprécier l'ensemble des compétences d'un candidat à l'embauche, et non plus seulement celles s'exprimant en termes de qualifications et de diplômes.

Comme le soulignait Michel de Virville dans son rapport sur la formation professionnelle remis à Jacques Barrot en novembre dernier, il est indispensable de réfléchir aux moyens de reconnaître les compétences et les savoir-faire acquis en cours de vie professionnelle. Mais le terme « livret » n'est pas sans rappeler le « livret ouvrier » qui, de 1803 à 1890, a permis de contrôler et de réguler le marché de la main-d'œuvre (sa présentation était obligatoire lors de toute embauche). D'aucuns craignent qu'un tel dispositif, conçu pour valoriser l'expérience des salariés, ne se retourne contre eux. Comment éviter l'arbitraire ? Qu'inscrirait sur ce carnet les entreprises en cas de rupture conflictuelle du contrat de travail ? Ce n'est pas sans raison que Michel de Virville, secrétaire général de Renault, préconisait la définition d'un référentiel national des qualifications. Au risque d'être lourd à mettre en œuvre, celui-ci apporterait la garantie d'être élaboré en concertation avec l'ensemble des partenaires sociaux.

Deuxième piste envisagée – et cette fois-ci pas enterrée – par le gouvernement pour multiplier les chances de trouver un emploi : le contrat de projet. A l'instar du contrat de chantier existant dans le bâtiment, celui-ci permettrait d'embaucher une personne pour la durée d'une étude, d'une tâche, d'un projet ponctuel de l'entreprise. Son extension à d'autres secteurs est ouvertement demandée par le patronat. L'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) en tête, même si cette revendication est loin de faire l'unanimité en son sein. En effet, nombre d'entreprises trouvent déjà dans les CDD et l'intérim les outils de souplesse nécessaires.

Ce sont plutôt les responsables de PME que le gouvernement cherche à contenter à travers un tel contrat. Le président de la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises), Lucien Rebuffel, ne prône-t-il pas « une plus grande souplesse dans l'embauche » ? Pour lui, cette forme de contrat

« permettrait d'embaucher pour six mois et même pour une semaine ». Même si ses promoteurs s'en défendent, ce contrat, échappant aussi bien aux garanties du CDD qu'aux règles du licenciement, risquerait fort de se traduire par une précarité accrue pour les salariés. Selon un expert en droit du travail, il serait avant tout un moyen d'entériner des pratiques déjà existantes dans certains secteurs et tendant à se développer. Dans l'entourage du ministre, on ne cache pas que ce contrat aurait avant tout une dimension psychologique : « Il rassurerait les chefs d'entreprise, qui aujourd'hui hésitent à embaucher une personne de crainte de ne pouvoir s'en séparer, car le motif réel et sérieux de la rupture est inscrit au contrat ».

On se souvient que le rapport Boissonnat, remis en octobre 1993 à Alain Juppé, préconisait, lui aussi, de repenser le contrat d'embauche actuel et d'y substituer un contrat d'activité susceptible d'accroître la flexibilité tout en assurant cependant au salarié une « sécurité plus grande qu'à travers une succession d'emplois précaires. Il ne serait plus signifié entre un employeur et un salarié, mais lierait ce dernier pour une durée minimale de cinq ans à plusieurs entreprises, associations ou organismes de formation. Aucune suite n'aurait été donnée à ce projet, et déjà s'en profile un autre.

Laetitia Van Eckhout

## La course à l'externalisation a métamorphosé l'entreprise

**L**e développement de l'externalisation s'est accéléré en France depuis ces dix dernières années. Dans un contexte de concurrence et de réduction des coûts, les grandes entreprises estiment qu'il vaut mieux se concentrer sur leur cœur de métier plutôt que de couvrir plusieurs lièvres à la fois. La pratique, largement répandue aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, a désormais convaincu nombre de patrons de l'Hexagone.

Le choix de l'activité déléguée ou sous-traitée n'est pas le fruit du hasard, mais d'un arbitrage entre services inhérents à la bonne marche de l'entreprise – que les décideurs gardent en interne – et ceux qui semblent annexes – qui sortiront en premier du giron du groupe. Tout se joue donc au cas par cas, depuis l'externalisation des activités dites subalternes, comme le nettoyage, la restauration ou encore le gâtienage, jusqu'à celles de la

maintenance informatique et des ressources humaines. Le cas de la Compagnie générale des eaux (CGE) est révélateur : ce groupe, qui reçoit environ 30 000 candidatures spontanées par an, ne pouvait pas gérer un tel flux à moins d'externaliser son service ressources humaines. Mais, considérant que le tir des premières candidatures n'entraînerait pas de plus-value mais, au contraire, une charge, la CGE a décidé de le sous-traiter à un prestataire externe.

Cette réorganisation structurelle génère de nouveaux rapports sociaux. A deux niveaux : celui de la sous-traitance, mise sous tension extrême ; celui des salariés externalisés, qui, quittant le giron de l'entreprise mère, font un saut dans l'inconnu. D'où la formule consacrée du noyau dur, entouré de cercles concentriques ; selon que l'on se situe sur le premier satellite ou sur l'un des derniers maillons de la chaîne, les conditions d'emploi diffèrent. Le sous-traitant qui fabrique, en

toute fin de chaîne, les boulons de l'équipementier automobile de second ordre doit répondre aux exigences de délais et de prix imposés par l'ensemble de ses clients. Sans compter la pression des donneurs d'ordre par rapport aux normes ISO, etc. En un mot, c'est le développement de la précarité entrepreneuriale.

### VERSION ROSE

Quelles sont les conséquences sociales de ce mouvement d'externalisation ? Certains scénarios finissent en happy end, assurés des consultants. Une entreprise de l'agroalimentaire, dans laquelle un petit noyau de chercheurs restait dans l'ombre et s'étioilait, a pris la décision d'externaliser l'équipe, de la transférer dans un centre de recherches beaucoup plus stimulant et enrichissant.

Version rose aussi si l'on s'intéresse à la restauration collective. Le secteur a réussi, en majorité, à professionnaliser les

équipes qui lui ont été confiées dans le cadre de procédures d'externalisation.

Le revers de la médaille existe. A commencer par les entreprises qui utilisent l'externalisation pour diminuer leurs effectifs à bon compte : l'astuce consiste à déléguer telle activité à un prestataire extérieur qui gèrera, quelques mois plus tard, la chaire. D'une manière générale, le passage du noyau dur au réseau périphérique modifie forcément les conditions de travail. L'entreprise sous-traitante est souvent de plus petite taille ; en-dessous de 50 salariés, elle est dépourvue de comité d'entreprise et les syndicats sont faiblement représentés, d'où des conventions d'entreprise souvent moins favorables. Enfin, dépendant des commandes des grands du secteur, les fournisseurs extérieurs sont les premiers touchés par la récession.

L'entreprise n'y trouve pas toujours son compte non plus. On voit, depuis peu, apparaître les

premiers effets pervers de la course à l'externalisation. Déléguer une activité à l'extérieur peut signifier en perdre la maîtrise, en dépit des garde-fous inscrits dans les contrats signés entre l'entreprise donneuse d'ordre et le sous-traitant. Dans l'exemple de la CGE, les bornes sont claires : le sous-traitant trie les candidatures et constitue un vivier de collaborateurs potentiels, mais c'est bien la CGE qui ira puiser et sélectionnera les heureux élus.

Ce risque de perte de maîtrise peut avoir des conséquences tout à fait ostensibles. Ayant sous-traité le nettoyage de ses chambres d'hôtel, Novotel (groupe Accor) s'est rendu compte des dysfonctionnements que ce choix engendrait. Les chambres, vitrines qualité des établissements, étaient moins bien nettoyées qu'en interne. L'enseigne a donc décidé de réintégrer l'activité.

Clarisse Fabre

Philippe Baverel

relations successives  
ement du temps d

remont contre



es allers et retours  
e la liberté de licencier

D



## Trop de formalités administratives

De la paperasserie aux seuils sociaux, les griefs ne manquent pas

**L**e thème de la simplification des formalités administratives a ressurgi à l'occasion de la première conférence des PME, qui s'est tenue, le lundi 20 janvier, à Matignon. Depuis des années, les chefs d'entreprise se plaignent de ne pouvoir se consacrer entièrement au développement de leur société, trop pris qu'ils sont par ces tâches stériles et coûteuses que certains qualifient d'« impôt formulaire ».

« Les entreprises de moins de dix salariés ont trente-cinq à quarante formalités obligatoires à remplir. Celles-ci sont liées en majorité aux questions sociales, et notamment à l'existence et à l'embauche de salariés. De plus, lorsque les entreprises franchissent le seuil social de cinquante salariés, elles se trouvent confrontées à un véritable mur administratif auquel s'ajoutent des charges financières importantes », fait remarquer la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises).

Ces dernières années la situation a quelque peu évolué dans ce domaine, reconnaît-elle cependant. « Il y a eu une aggravation dans les années 80, avec les lois Auroux, qui ont augmenté le nombre de documents à fournir. Puis une petite consolidation avec la loi quinquennale de 1993 qui a permis le regroupement des représentants du personnel au CE et des délégués du personnel en une délégation unique, diminuant par la même occasion les heures de représentation. » Bref, depuis les années 90, les pouvoirs publics semblent avoir pris conscience que « ces lourdeurs administratives et financières pouvaient être un frein à l'embauche », se félicite la CGPME.

Quelques allègements ont été mis en place : ainsi la loi quinquennale a permis aux entreprises de moins de trois cents salariés de regrouper les informations économiques et celles sur l'emploi dans un seul rapport annuel. La loi Madelin, en 1994, a contribué à simplifier les formalités liées à la création d'entreprise. L'instauration de la déclaration unique d'embauche a permis de rassembler en un seul document ce qui était contenu dans une dizaine.

Bref, des améliorations il y en a eu, mais pas suffisamment au goût de la CGPME, qui défend désormais un nouveau cheval de bataille : l'extension du chèque emploi-services pour les entreprises de un à quatre salariés. Créé avec la loi quinquennale de décembre 1993, le chèque emploi-services simplifie considérablement, pour les particuliers, les formalités d'embauche de salariés à domicile. Mise à part une expérimentation en Alsace à l'automne 1995 pour les saisonniers agricoles, le dispositif n'a pas encore été élargi comme le souhaite Jacques Barrot. Pierre Mériaux, inspecteur du travail représentant la CFDT au ministère du travail, émet d'ailleurs les plus grandes réserves quant à la demande de la CGPME : « C'est aller vers une ultime étape de la marchandisation de la valeur du travail », précise-t-il, indiquant la nécessité de mettre en place des garde-fous solides si la mesure de-

vait être prise : « maintien du contrat de travail, ainsi que de la déclaration préalable d'embauche, et délivrance au salarié d'une attestation d'emploi comportant bien toutes les informations importantes pour lui ».

### FEUILLES DE PAIE

Si Bernard Boisson, vice-président de la commission sociale du CNPF, partage les préoccupations de la CGPME en ce qui concerne la simplification des formalités administratives, il rappelle avec prudence l'importance que son organisation accorde à la négociation sociale dans les entreprises et précise qu'il lui semble inutile, à la différence de l'UIMM, de faire bouger les seuils sociaux tels qu'ils existent actuellement. Il souhaiterait plutôt un aménagement des franchises de seuil : « Avant de faire passer une entreprise dans la catégorie supérieure, il faudrait prendre le temps de voir si l'augmentation des effectifs est structurelle ou conjoncturelle. » Avec les contrats aidés qui ne sont pas comptabilisés dans les effectifs, rétorque un contrôleur du travail, les chefs d'entreprise ont déjà largement la possibilité de contourner la législation.

Autre préoccupation patronale, la complexité de la feuille de paie pour toutes les entreprises, quelle que soit leur taille. « Il faudrait simplifier cet enchevêtrement de taux et d'assiettes dont la CSG fournit un exemple notable, diminuer le nombre de lignes, remettre le dispositif à plat », insiste Bernard Boisson. Le gouvernement s'est engagé à diviser le nombre de ces lignes par deux. Mais il serait étonnant que cela suffise au CNPF.

Catherine Leroy

### Repères

● La flexibilité externe consiste à pouvoir adapter rapidement le niveau des effectifs de l'entreprise aux fluctuations de la conjoncture. Cet ajustement peut se faire par les licenciements, un recours à des contrats à durée déterminée et/ou aux intérimaires. L'appel à des sous-traitants est également un mode de flexibilité externe. Les variations de l'activité de l'entreprise étant des lors répercutées sur ces derniers. ● L'adaptation aux fluctuations des commandes peut aussi se faire par la recherche d'une flexibilité interne. Cette démarche s'appuie sur des mesures portant sur l'organisation et le temps de travail (modulation, annualisation, temps partiel, etc.), le chômage partiel, ou des politiques visant à accroître la polyvalence et la mobilité des salariés à l'intérieur même de l'entreprise. Elle renvoie, dans certains cas, à la négociation collective au sein de l'entreprise.

## Des législations successives ont beaucoup assoupli l'aménagement du temps de travail

Parmi les revendications non encore satisfaites, la possibilité de se passer de négociations préalables, dernier rempart contre les abus

**E**n 1984, l'essentiel du décor était déjà planté. L'aménagement du temps de travail (ATT), l'un des thèmes figurant au menu de la négociation interprofessionnelle engagée par les partenaires sociaux, avait franchi une étape cruciale deux ans plus tôt, avec l'ordonnance du 16 janvier 1982. Celle-ci, qui fixe la durée légale hebdomadaire à 39 heures, introduit aussi plusieurs mesures de flexibilité, dont la modulation dite de type I. Par le biais d'un accord d'entreprise ou de branche étendu, la durée hebdomadaire du travail peut atteindre 48 heures, à condition que, sur un an, elle n'excède pas en moyenne les 39 heures. En clair, la logique de l'annualisation est entrée dans les textes.

En réalité, l'ordonnance de 1982 reprend les grandes lignes de l'accord-cadre interprofessionnel du 17 juillet 1981 que la CGT n'avait pas signé. Cette ordonnance, qui autorise en matière d'ATT les accords dérogatoires, ouvre une énorme brèche que gouvernements et partenaires sociaux ne cessent d'élargir au fil des ans. Certes, en 1984, la négociation interprofessionnelle échoue. Mais, dès 1986, les pouvoirs publics reprennent l'initiative avec la loi Delebarre qui assouplit encore les règles de modulation, en imposant toutefois une contrepartie en termes de réduction du temps de travail quantifiée. Le changement de gouvernement en fait une loi morte-née.

### BATTERIE D'OUTILS

Mais un an plus tard, la loi Séguin reprend le flambeau avec la modulation de type II, qui ouvre encore plus les vannes. Un accord d'entreprise suffit pour faire varier la durée hebdomadaire jusqu'à 44 heures (48 heures par accord de branche étendu). Les contreparties obligatoires ne sont plus quantifiées.

En 1989, un nouvel accord interprofessionnel dit « de méthode » est signé, définissant seulement les principes généraux de négociation de branche. En 1993, le gouvernement Balladur ouvre le dossier, avec la loi quinquennale qui crée la

modulation de type III, appelée annualisation. De nouveaux verrous sautent. Ainsi la durée du travail peut varier jusqu'à 48 heures par semaine, par le biais d'un simple accord d'entreprise, à condition que la durée moyenne annuelle soit réduite. De combien ? La loi ne le précise pas. Certains syndicats acceptent une modulation en échange d'une réduction du temps de travail de 5 minutes par semaine seulement. Au passage, le droit d'opposition pour les syndicats, qui était la règle jusqu'alors pour les accords dérogatoires, disparaît.

Au regard de cette impressionnante batterie d'outils, le nombre des accords apparaît faible. Au 31 décembre 1996, seules 47 branches sur 330 disposaient d'un accord de modulation étendu. Quant aux accords d'entreprise, à peine 3 600 ont été signés en 1995 sur le thème de la durée du travail, dont seulement 19 % concernaient la modulation.

Il est vrai que les salariés se méfient de ces dispositifs qui perturbent leur vie personnelle. D'autant que, « au nom de la sauvegarde de l'emploi, des syndicats en arrivent à signer n'importe quoi », observe Pierre Boisard, chercheur au centre d'étude de l'emploi (CEE) et auteur de *L'Aménagement du temps de travail* (PUF, « Que sais-je ? », 1996).

En outre, dans un contexte économique incertain, des entreprises ne souhaitent pas s'engager sur un volume annuel de travail. Aussi préfèrent-elles recourir à des dispositifs de flexibilité plus classiques et encore plus souples, tels les heures supplémentaires et le chômage partiel. Sans parler du temps partiel qui a connu un boom depuis 1992.

Instauré par la loi de 1973 dans une optique de temps choisi, il est devenu, au fil des ans, un outil de flexibilité imposée par le jeu des contrats très courts et des heures complémentaires. L'ordonnance de mars 1982 en fixe le volume maximal à un tiers de la durée de base d'un contrat. Dix ans plus tard, ce volume est ramené à 10 %, mais un accord d'entreprise ou de branche étendu peut le porter à un

tiers. L'incitation financière versée aux employeurs en faveur du temps partiel entre en piste la même année. L'abaissement sur les charges patronales est alors de 50 % pour les contrats compris entre 19 heures et 30 heures par semaine. Il est réduit à 30 % en 1994, mais la plage des contrats est élargie (entre 16 et 32 heures hebdomadaires).

### MODULATION SAUVAGE

Le manque de contrôles et l'absence de sanctions pénales sur les dépassements des heures complémentaires conduisent à des abus qui sont autant de souplesses implicitement accordées. Les délais de prévenance pour les heures complémentaires ne sont pas toujours respectés. On voit aussi des salariés à temps partiel effectuer en réalité un temps plein, une partie de la rémunération étant réglée au noir.

Autre outil de flexibilité individualisé utilisable sans accord collectif : le temps partiel annualisé (TPA), introduit par la loi quinquennale. Cette dernière formule remplace le contrat de travail intermittent qui, lui, devait jusqu'alors faire l'objet d'un accord. Le contrat de TPA doit préciser les périodes travaillées. Mais si « la nature de l'activité » ne permet pas de le prévoir, il suffit que l'employeur indique, sur le contrat, les périodes « à l'intérieur desquelles [il] pourra faire appel au salarié ». Cette largesse conduit à des extrêmes : par exemple, des contrats de travail à mi-temps assortis de périodes de disponibilité de onze mois sur douze.

Et comme si tous ces moyens ne suffisaient pas, la modulation « sauvage » s'est développée : astreintes non encadrées, dépassements de durée maximale journalière ou hebdomadaire, etc. Mais aussi les modulations sans accord, ou par le biais d'accords illégaux, conclus avec des élus du personnel et non avec des syndicats. En 1995, environ 200 accords de ce type ont été déposés dans les directions départementales du travail. La face émergée de l'iceberg, puisque leur dépôt n'est pas obligatoire.

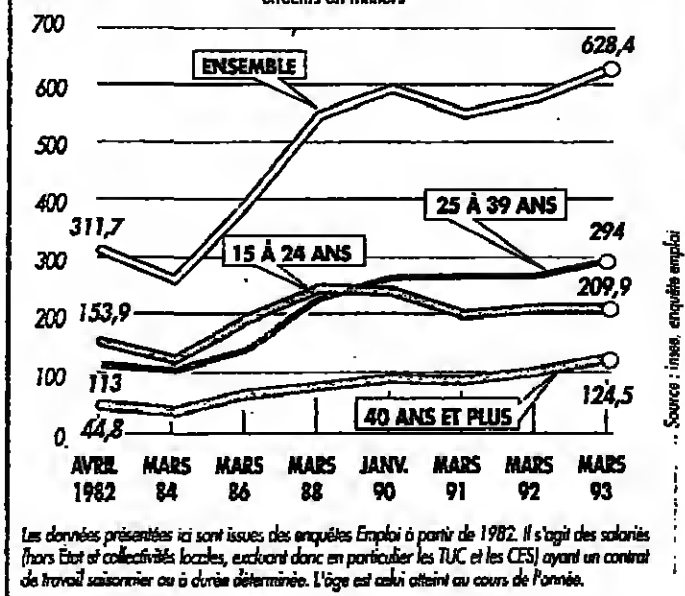
La politique des entreprises dans

ce domaine est éclairante, comme le montre le jugement du 7 janvier 1997 du tribunal de grande instance de Besançon (Doubs), concernant « l'accord avec le personnel de Weber Graphic ». En avril 1996, cette société informe le comité d'entreprise de son intention de mettre en place une annualisation du temps de travail et demande à chaque salarié de signer une modification de son contrat, les rétractaires étant menacés de licenciement. La modulation pouvait grimper à 48 heures, voire 60 heures par semaine « avec l'autorisation de l'inspection du travail », pour une réduction annuelle de 12 heures. La CGT qui a saisi la justice a obtenu l'annulation de ce pseudo-accord.

La panoplie ATT est comme on le voit très complète. Revendication non encore satisfaite et donc réclamée par une frange de l'UIMM (métallurgie) : disposer d'« un accès direct aux assouplissements », sans avoir à passer par la négociation, dernier rempart contre les abus.

Francine Aizicovici

### Les effectifs des contrats à durée déterminée



**Club STRATEGIES DU MANAGEMENT**  
Région de la Méditerranée  
Henri Vauquelin et Yvon Minvielle  
04 (mars 1997) - Paris - 175, 200  
Groupe de Recherche Travail-Emploi  
**Les travailleurs, leurs protections**  
avec Gérard Jannot, Jean-Marie  
Richard-Morand, Claude Yvon  
01 47 34 26 36 / fax 01 45 64 50 30

**ETUDIANTS**  
**TROUVEZ**  
**VOTRE STAGE**  
**3615 LEMONDE**







# Marketing - Communication



Société d'Édition professionnelle  
de 1<sup>er</sup> plan, spécialisée en fiscalité,  
droit social et droit des affaires,  
recherche dans le cadre  
de son développement un :

## Chef de Produit Diffusion VPC

- Au sein de notre Direction Marketing et Commerciale, vous aurez en charge la responsabilité de la diffusion d'une ligne de produits par correspondance : ouvrages/logiciels/CD Rom...
- Responsable de plans d'actions incluant les mailings et certaines documentations commerciales et publicitaires, vous :
  - Analysez les besoins de notre clientèle à partir de l'exploitation statistique de notre base de données,
  - Sélectionnez les fichiers adéquats et rédigez les messages en relation avec nos partenaires extérieurs (maquettistes, imprimeurs, routeurs) dans le cadre d'un planning défini,
  - Analysez et commentez les résultats de vos campagnes à la direction,
  - Gérez votre budget,
  - Proposez toute forme d'action visant à optimiser nos ventes.
- Agé de 27/28 ans, de formation Bac + 5 (ESC, Sciences Po, Celsa, DESS Marketing...), votre expérience de 2/4 ans acquise dans l'édition, la presse, ou en agence, vous permet de bien maîtriser la conception-rédaction ainsi que les techniques de marketing direct dans une optique professionnelle.
- Cette fonction polyvalente est idéale pour exprimer et affirmer votre triple compétence : marketing, conception, rédaction.



Merci d'adresser CV, lettre de motivations et prétentions, sous référence TL/97/02/LM, à UN des TROIS Ressources Humaines 101, rue Saint-Lazare - 75009 Paris.

Conseil en dynamique Humaine

Vous êtes actuellement  
recherché en Ressources  
Humaines en Marketing  
du Travail (Bac + 3/5)  
et êtes dans l'attente  
d'un développement ou d'un  
nouveau défi. Nous  
avons une offre pour  
vous. Nous sommes  
en pleine croissance et  
nous recherchons des  
personnes dynamiques,  
capables de relever  
des défis et de travailler  
dans un environnement  
travaillant. Si vous  
êtes intéressé(e), nous  
vous proposons de  
venir rejoindre notre  
équipe. Nous sommes  
situés à Paris, dans  
le 11<sup>e</sup> arrondissement,  
à proximité du métro  
Saint-Lazare. Nous  
vous proposons un  
poste de Responsable  
Marketing et Vente.  
Vous serez en charge  
de la gestion de nos  
clients, de la mise en  
place de nos produits,  
de la gestion de nos  
stocks et de la gestion  
de nos finances. Vous  
serez également en  
charge de la gestion  
de nos relations avec  
nos partenaires  
extérieurs. Nous vous  
proposons un salaire  
de 18 000 F net par  
mois, une prime sur  
les ventes et une prime  
sur les stocks. Nous  
vous proposons aussi  
une formation de 3  
mois. Si vous êtes  
intéressé(e), nous  
vous proposons de  
venir rejoindre notre  
équipe. Nous sommes  
situés à Paris, dans  
le 11<sup>e</sup> arrondissement,  
à proximité du métro  
Saint-Lazare. Nous  
vous proposons un  
poste de Responsable  
Marketing et Vente.  
Vous serez en charge  
de la gestion de nos  
clients, de la mise en  
place de nos produits,  
de la gestion de nos  
stocks et de la gestion  
de nos finances. Vous  
serez également en  
charge de la gestion  
de nos relations avec  
nos partenaires  
extérieurs. Nous vous  
proposons un salaire  
de 18 000 F net par  
mois, une prime sur  
les ventes et une prime  
sur les stocks. Nous  
vous proposons aussi  
une formation de 3  
mois. Si vous êtes  
intéressé(e), nous  
vous proposons de  
venir rejoindre notre  
équipe. Nous sommes  
situés à Paris, dans  
le 11<sup>e</sup> arrondissement,  
à proximité du métro  
Saint-Lazare. Nous  
vous proposons un  
poste de Responsable  
Marketing et Vente.



## Chef de produit

HEC, ESSEC, ESC...

### Notre métier :

simplifier l'avenir  
de nos clients en  
leur proposant  
des produits  
d'assurance-vie,  
de prévoyance,  
d'épargne ou de  
couverture de  
retraite. Le goût  
de l'innovation, le  
sens de l'initiative  
et l'ouverture d'esprit  
caractérisent les  
800 collaborateurs  
de notre groupe  
qui cultivent avec  
enthousiasme un  
véritable esprit  
d'entreprise, tourné  
vers l'avenir et  
l'international.

Vous participerez à l'évolution de notre gamme  
de produits : vous prendrez en charge son suivi  
à partir de l'analyse des besoins, de la définition  
des tarifs et du choix des axes de communication.  
Responsable du suivi commercial de l'activité  
marketing direct, vous assurerez la mise en place  
des actions commerciales puis leur contrôle, et  
prendrez en charge la réalisation des différents  
outils nécessaires au réseau : études de rentabilité,  
brochures commerciales.

Attentif au marché et à la concurrence, vous  
suivrez de près les tendances sur le terrain pour  
proposer des nouveaux produits ou d'autres  
voies de commercialisation ainsi que les plans  
d'actions commerciales adaptés.

De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC...),  
vous avez une première expérience commerciale  
ou marketing de trois à cinq ans dans le domaine  
de l'assurance et de la finance. Créatif, ouvert,  
vous êtes doté de solides qualités rédactionnelles  
et d'un excellent sens de la communication et de  
la pédagogie pour coopérer avec des services  
très différents au sein de l'entreprise. À l'aise  
avec les chiffres, vous êtes habitué à travailler sur  
informatique.

Adressez votre dossier de candidature  
à Emmanuelle Babinet sous référence 6105  
Compagnie Bancaire - 5, avenue Kléber -  
75116 Paris ou retrouvez-nous sur le web :  
[www.cb-bancaire.fr](http://www.cb-bancaire.fr)



COMPAGNIE BANCAIRE

# Dirigeants



20 millions de litres de lait pur de nos montagnes, 250 produits  
marque et des produits reconnus, une équipe de 400 personnes  
recherchent un manager à la hauteur !  
Doté d'une formation supérieure et d'une expérience significative dans  
notre univers, vous possédez les atouts d'un vrai chef d'entreprise.  
Homme de défi, stratège aussi sensible à la per-  
formance qu'à la pérennité, vous saurez : « exploiter  
notre indépendance et l'authenticité de nos produits  
comme avantages concurrentiels » optimiser les  
ressources humaines et techniques de notre centre  
de profit.

Si vous êtes l'homme de la situation, prenez la responsabilité de diriger la  
Coopérative Laitière de Chambéry.

## Directeur général



Le Monde Economie le lundi \*

Le Monde Emploi le mardi \*\*

et la rubrique

Le Monde des Initiatives locales le vendredi \*\*\*

Trois rendez-vous  
à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière

\* daté mardi  
\*\* daté mercredi  
\*\*\* daté samedi

[ RÉGION PARISIENNE ]

## BRAS DROIT DU DG

Filiale d'un groupe européen de distribution, notre société a  
connu un fort développement grâce à des outils logistiques (entre-  
pôts automatisés, livraisons sous 24 heures, qualité totale ...) et  
marketing (catalogues, marques distributeur, réseau, publi-  
cité nationale ...) qui ont prouvé leur efficacité. L'objectif fixe  
à la France par la holding (13,5 Md de FF de CA, cotée en  
bourse) est de doubler le chiffre d'affaires d'ici cinq ans.

Pour se consacrer personnellement aux projets de développe-  
ment en France et dans les pays européens rattachés, notre DG  
recherche son véritable "bras droit" pour prendre en charge les  
aspects de la gestion opérationnelle et superviser  
les activités commerciales et logistiques

A 35/45 ans, de formation Bac + 4, vous avez  
prouvé vos qualités de gestionnaire, de  
manager et de commercial au sein  
d'une société de distribution.



Merci d'adresser  
votre dossier de  
candidature en  
précisant sur  
l'enveloppe la  
référence 697, à  
"Communiqué",  
50-54 rue de Sully,  
92513 Boulogne-  
Billancourt Cedex.

(Pour faciliter  
le recrutement,  
nous insistons  
pour connaître  
vos prétentions  
et recevoir  
une photo).



صكتنا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

VI / LE MONDE / MERCREDI 19 FÉVRIER 1997

# Gestion - Finance

Créer le monde de demain, c'est le projet  
du nouvel opérateur des télécommunications.

CEGETEL, le pôle télécommunications  
du groupe Générale des Eaux a choisi  
d'être un opérateur global sur l'ensemble  
du territoire français.  
Ses références sur les créneaux  
actuellement ouverts à la concurrence :  
SFR dans le téléphone mobile,  
Tam Tam dans les pagers...  
parlent déjà haut et fort.  
Le 1<sup>er</sup> janvier 1998, c'est sur la téléphonie  
fixe et les télécommunications  
des entreprises que CEGETEL  
prendra une autre dimension.

## Assistant(e) de communication financière

Rattaché(e) à la Direction Financière, vous assisterez le Responsable  
du département Contrôle Général dans ses missions de communications  
financières internes et externes. En coordination avec la Direction  
Financière de la Compagnie Générale des Eaux, maison mère, vous  
préparez les réunions avec les analystes financiers (français et étrangers)  
et vous actualisez les notes d'informations financières.  
Vous suivez l'élaboration du rapport annuel en liaison avec la Direction  
de la Communication. Vous élaborez également les supports de  
présentation des données financières destinées aux différents Conseils  
et Comités de Direction.  
Gestionnaire (école de commerce, IEP université), vous justifiez  
d'une première expérience ou de stages significatifs à dominante  
Marketing ou Communication, si possible dans le secteur financier  
ou bancaire qui vous a familiarisé(e) aux exigences de la fonction.  
Parlant anglais couramment, vous maîtrisez les logiciels de présentation  
courants (Powerpoint, etc.). Autonome, vous faites preuve de rigueur,  
de rigueur alliées à un bon esprit de synthèse et à un excellent sens  
relationnel.  
Pour ce poste à pourvoir à notre siège social de La Défense, merci  
d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous la référence LB/CM,  
à la Direction des Ressources Humaines du Groupe Générale des Eaux,  
à l'attention de Mme Lasseue, tour Ariane, 5 place de la Pyramide,  
92088 Paris-La Défense Cedex.

CEGETEL



- 400 collaborateurs
- implanté dans 20 villes en France
- au service de 100 000 entreprises  
et d'un million d'actifs et de retraités

Paris - Groupe national d'assurance paritaire -  
Retraite, Epargne et Prévoyance -  
résolument engagé dans une démarche de qualité au service de  
ses clients, recherche dans le cadre de son développement son :

## DIRECTEUR DES OPÉRATIONS Gestion Retraite et Prévoyance

Spécialiste des assurances collectives, vous êtes d'un tempérament  
dynamique et positif, vous avez l'esprit d'entreprise et d'équipe,  
vous aurez à animer l'ensemble des services de gestion :  
souscription, encaissements, prestations (200 personnes). Compte  
tenu de l'importance de l'informatique dans nos métiers et de la  
complexité de nos procédures, vous devez avoir une bonne  
maîtrise des outils informatiques et un grand sens de l'organisation.

Merci d'adresser votre candidature  
(sous la réf. OPM) à l'attention de  
ISICA - Direction des Relations Humaines  
26, rue de Montholon - 75305 PARIS CEDEX 09

Filiale française d'un groupe international présent  
dans des domaines d'activité variés (équipements  
automobiles, techniques de communication, biens de  
consommation durables, biens de production), nous  
recherchons :

## Responsable Contrôle de Gestion

En étroite collaboration avec la Direction Economique,  
vous animerez une équipe de 7 personnes chargées du  
contrôle de gestion d'un établissement industriel situé à  
Lyon.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation  
supérieure type ESC ayant une expérience réussie de  
3 à 4 ans du contrôle de gestion industriel et du  
management d'équipe.

Votre future mobilité vers une autre région, votre  
excellente maîtrise de l'allemand et une bonne  
connaissance de l'anglais seront des atouts essentiels  
pour votre évolution dans le groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. FFWIR0297  
à : ROBERT BOSCH (FRANCE) S.A.  
Service du Personnel - 32, avenue Michelet  
93404 Saint-Ouen cedex.



BOSCH

## ANALYSTE FINANCIER SENIOR

Nous sommes un groupe international de premier  
plan implanté dans le secteur des biens de  
consommation de grande diffusion. Notre siège  
européen basé à Paris contrôle une dizaine de  
sociétés installées dans différents pays européens.  
C.A. : 1,5 Milliard de \$.

Au sein du département "Reporting & Planning"  
de notre Direction Financière, vous prendrez la res-  
ponsabilité de l'ensemble des états nécessaires à la  
préparation des budgets et des plans, vous  
contrôlerez les informations reçues des  
différentes sociétés du groupe, vous participerez  
aux travaux de reporting et à la consolidation,  
vous contrôlerez la bonne exécution du planning  
et l'application des procédures et vous assisterez  
le Responsable "Reporting & Planning" lors des  
analyses financières.

Merci  
d'adresser votre  
candidature  
sous réf. 7084/M  
à Curriculum  
6, passage  
Lathuile 75881  
Paris cedex 18  
qui transmettra

De niveau Sup de Co ou équivalent, vous avez  
acquis une expérience de 3 à 4 ans dans un  
cabinet d'audit ou dans une société de type anglo  
saxon. Vous êtes parfaitement bilingue anglais.

de l'avant,  
de l'avenir

## Spécialiste Mid-Office shipping

Au sein de la Direction du Commerce Extérieur, vous intégrerez l'équipe  
spécialisée dans les activités de shipping où vous aurez en charge le suivi  
du portefeuille de crédits maritimes du Groupe BNP.  
En tant que spécialiste de ce domaine, vous assurerez :  
- le suivi des hypothèques et assurances (coque, machine, risque de guerre,  
P&I) des navires financiers,  
- le suivi des assurances de créancier hypothécaire,  
- la vérification du maintien des engagements contractuels des emprunteurs  
(revenus financiers, valeur d'actifs, documents comptables, contrats  
d'affrètement...),  
- la coordination avec les succursales de la BNP et les autres banques sur  
ces sujets.  
De formation supérieure (DESS Banque et Finance, Ecole de  
Commerce...), âgé d'une trentaine d'années, vous maîtrisez parfaitement  
l'anglais et justifiez impérativement d'une expérience similaire de 3 à 5 ans  
acquise au sein d'un établissement financier ou d'une compagnie maritime.  
A la BNP, en allant de l'avant vous avez de l'avenir.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite,  
CV) en précisant la référence LMSHIP à : BNP - DRRH  
Service Recrutement - 80 rue Taibou - Square d'Orléans  
75009 PARIS.

A CHAQUE INSTANT ON DOIT POUVOIR COMPTER SUR SA BANQUE.

Vous êtes ingénieur,  
découvrez votre Monde le lundi \*

Un rendez-vous :

## « Le Monde des ingénieurs »

- Secteurs de pointe
- Informatique/Réseaux télécommunications
- Ingénieurs-conseils
- Ingénieurs commerciaux

Carrières technologiques internationales  
dont carrières européennes

\* daté mardi

## Jeune Directeur Administratif et Financier

Filiale d'un important groupe pharmaceutique international, créée début 1996, nos perspectives de développement  
nous conduisent à la création de cette fonction-clé.

Reportant au Directeur Général, vous prenez en charge de façon opérationnelle l'ensemble des responsabilités comptables,  
financières et organisationnelles. Vous participez à l'élaboration des budgets et en assurez le suivi. Vous gerez la trésorerie et  
mettez en place le reporting aux normes anglo-saxonnes.

A 30 ans, de formation ESC + DESCF ou MSTCH bilingue anglais, votre expérience acquise au sein d'un grand groupe international  
et/ou en cabinet d'audit vous permet d'être rapidement performant et autonome dans ce poste évolutif basé à PARIS.

Notre conseil vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature réf. 212101/B à ETHIKA - 7 rue Victor Hugo - 69002 LYON.

Ethika

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES



# Conseil et Audit

Leader du transport express aérien,  
nous recherchons un

## Manager Opérations

Banlieue nord

Rattaché au directeur des opérations, vous gerez une équipe chargée d'assurer un service client maximal par une gestion rigoureuse et qualitative des enlèvements et livraisons. Vous optimiserez et vous motiverez les ressources humaines qui composent votre équipe. Le sens du service clientèle, la qualité et le contrôle des coûts sont vos préoccupations majeures pour lesquelles vous êtes prêts à vous investir totalement.

Homme ou femme de terrain, vous avez une expérience de 3 à 5 ans de management d'une équipe de 10 à 20 personnes dans un contexte de service. Vos qualités relationnelles, votre écoute, votre esprit d'analyse et de réalisation feront la différence. Vous possédez au moins une formation BTS / DUT ainsi qu'une bonne pratique de la micro-informatique (Word / Excel).

La maîtrise de l'anglais courant est indispensable.

Sachez nous convaincre de la qualité de votre expérience de gestion des hommes, et de votre motivation, par votre talent et votre charisme.

Merci d'adresser votre CV + rémunération actuelle + photo + n° de téléphone à Michael Page Ingénieurs & Production, 3 boulevard Bineau, 92594 Levallois Perret cedex, ou de taper votre CV sur 3617 code Mpage (Cronicle 1.05/84) sous la référence BB15922



**Michael Page Ingénieurs & Production**  
Le spécialiste du recrutement Industriel

## Consultant Business Process Management

Il y a un moment où  
Andersen Consulting  
s'impose...

Avec le Business Process Management (BPM), Andersen Consulting prend directement en charge, pour le compte de ses clients, la gestion opérationnelle d'un de ses départements ou d'une activité administrative.

Dès la reprise de l'activité, il est important de bien définir nos engagements. Durant une période transitoire de réorganisation, vous évalueriez l'ensemble des activités du département externalisé, vous définiriez en détail les services à assurer et les niveaux de performance à atteindre. Vous participeriez à la mise en place d'une nouvelle organisation orientée « service ».

Vous avez une expérience réussie d'au moins 3 ans de la réorganisation des départements administratifs ou financiers, de préférence dans un cabinet de conseil ou d'audit. A 26/30 ans, vous avez de réelles qualités relationnelles. Esprit de synthèse, rigueur et pragmatisme seront vos atouts pour mener à bien les projets qui vous seront confiés.

L'environnement international dans lequel nous évoluons exige une parfaite maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. SM/02 à Marcella Le Blanc, Andersen Consulting, 55 avenue George V, 75008 Paris.

**ANDERSEN CONSULTING**

## Principal Consultant Technology and Application Strategies

Gartner Group

Nanterre

Gartner Group est un des leaders mondiaux du conseil informatique, proposant recherche, analyse et conseil sur les stratégies informatiques des utilisateurs et des fournisseurs de produits et services informatiques.

Gartner Group a plus de 23 000 clients représentant plus de 6 700 sociétés partout dans le monde et emploie plus de 1 500 personnes dans 40 pays.

"Technology and Application Strategies" est une des branches de la très performante division conseil de Gartner Group.

Reportant au Vice-Président de la branche, ce poste comporte les responsabilités classiques d'un rôle de manager multi-projet, y compris gestion des clients et des projets, développement commercial et support à la vente. Les missions classiques comprennent l'évaluation de l'activité informatique, et des technologies utilisées chez les clients et l'élaboration de conseils stratégiques pour une adaptation optimale de l'informatique aux business plans mis en place.

Merci d'adresser CV + Photo + N° de tél + Rémunération actuelle à Alain Chéane, Michael Page Informatique, 3 bd Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPage (Cronicle 1.05/84) sous Référence 15734.

**Michael Page Informatique**  
Le spécialiste du recrutement Informatique

Le candidat retenu sera probablement titulaire d'un MBA ou équivalent et possèdera idéalement :

- 10 ans d'expérience au sein d'un département informatique ou au sein d'une société de conseil spécialisée en informatique.
- Une forte compétence sur les architectures client-serveur, y compris des compétences sur UNIX, NT et les protocoles réseaux.
- Des connaissances approfondies à la fois sur les aspects techniques (architectures techniques, réseaux, infrastructures informatiques, organisation et financement) et les aspects fonctionnels (finance, production, etc.).
- La capacité à présenter oralement et par écrit des scénarios informatiques et des solutions complexes à des dirigeants de haut niveau.
- Une capacité d'analyse, une indépendance d'esprit et une curiosité intellectuelle de tous les instants.
- Le caractère international des missions à effectuer offre la possibilité de déplacements de courte durée et exige la capacité à rédiger et présenter oralement en anglais.



Avec un chiffre d'affaires de plus de 7 milliards de francs et un effectif de 9000 personnes, DMC, présent dans 120 pays, est l'un des premiers groupes textiles mondiaux dans le domaine de l'habillement et de l'ameublement. Nous recherchons aujourd'hui un

## RESPONSABLE ORGANISATION ET STRUCTURE

Vous serez chargé de conduire des missions de nature très variée, dont la finalité sera de contribuer de façon tangible à la performance des divisions françaises et étrangères du groupe. Une mission dans laquelle vous utiliserez l'ensemble des méthodologies propres aux activités de conseil en organisation : études d'organisation "classiques" (analyses de charge, rapprochements hiérarchiques, outils de gestion), études de restructuration (AVS, réduction d'effectifs), audits stratégiques et études de gestion (benchmarking).

Agé de 25/30 ans, vous êtes diplômé d'une grande école de gestion (HEC, ESSEC, ESCP) et justifiez d'une expérience de 2/3 ans de conseil généraliste ou d'auditeur interne en environnement industriel. La pratique courante de l'allemand et de l'anglais est impérative.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en notant la référence 9706 sur l'enveloppe, à DMC, Marc Galopin, 10 avenue Ledru Rollin, 75579 Paris Cedex 12.

BOUGER AU RYTHME DE LA MODE

ALTIME

ALTIME est un cabinet de conseil en systèmes d'information. ALTIME aide ses clients (Directions Générales, Directions Utilisatrices, Directions Informatiques) à organiser, mettre en place et conduire les évolutions de leurs systèmes d'information.

## Consultants expérimentés en organisation et système d'information

Vous êtes diplômés d'une grande école (X, Centrale, Supélec, HEC...). Vous avez entre 25 et 30 ans, une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine du conseil en organisation et système d'information, acquise dans un cabinet de conseil ou en entreprise.

Nous sommes une structure jeune, dynamique en pleine expansion.

Au sein d'une équipe vous aurez la responsabilité de conduire des projets, depuis l'étude d'opportunité jusqu'à la mise en oeuvre du produit, ou des missions d'organisation. Vos compétences et votre ambition vous permettront d'évoluer rapidement au sein de notre cabinet.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence LM 18 (CV, lettre manuscrite et photo) à :

ALTIME - Valérie LAUGIER - 8, rue des Champs - 92600 ASNIERES-SUR-SEINE

Cabinet de Conseil en Organisation et Systèmes d'Information bancaires recherche :

## Consultant Senior h/f

- Vous participerez à des projets d'organisation variés : Schémas Directeurs, Reengineering de Processus, Planification d'entreprise et Conduite du Changement. Qualité Totale.
- Vos qualités individuelles alliant rigueur, créativité, adaptabilité et forte mobilité géographique, vous ouvriront des perspectives d'évolution rapide.
- Diplômé d'une grande école (X, Centrale, Mines, HEC, ESCP, ESSEC, ...), entre 28 et 33 ans, vous bénéficiez d'une expérience réussie d'au moins 3 ans dans le Conseil, et d'une connaissance approfondie des Crédits.
- Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération) sous la référence CO/BG à Altair Conseil, Bruno Gourévitch, 33 rue Vivienne, 75002 PARIS.

Altair Conseil



## Carrières Internationales

Pour une importante Institution à Genève,  
nous recherchons un/une

### RESPONSABLE DES TRANSFERTS DE TECHNOLOGIE ET DE SAVOIR-FAIRE

Vous êtes au bénéfice d'une formation et d'un titre universitaire en médecine, sciences, économie ou droit et de quelques années d'expérience dans l'exploitation commerciale de la recherche et/ou de la protection de la propriété intellectuelle. Vous disposez d'une bonne connaissance du tissu économique et industriel européen. Vous parlez et écrivez le français, l'anglais et maîtrisez une troisième langue.

Rattaché(e) à la direction générale vous prenez totalement en charge l'identification des innovations, l'analyse du marché et des débouchés commerciaux, la protection des résultats de la recherche, la prospection de clients et la négociation des contrats.

Ce poste d'envergure stratégique offre une large autonomie et nécessite des compétences élevées et de réelles qualités humaines.

Contactez-nous, nous vous garantissons la plus totale discrétion.

BG MANAGEMENT CONSULTANTS S.A.

24, AVENUE DE CHAMPEL CH-1206 GENÈVE

Tél. 022/347.22.88 Fax 022/347.25.76

## Responsable de recrutement ASIE

Dans le cadre de son développement sur  
l'ASIE, cette entreprise du secteur  
de la santé recherche un responsable  
de recrutement.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez vécu en Asie  
et vous avez acquis une première expérience en entreprise.  
Vous parlez couramment l'anglais ou le mandarin, ou  
éventuellement une autre langue orientale. Disponible pour de  
fréquents voyages à l'étranger, vous souhaitez vous associer  
au développement de l'entreprise en participant au recrutement  
de son personnel. Une formation au recrutement vous sera  
assurée si vous n'avez pas déjà travaillé dans ce domaine.  
Merci de faire parvenir votre dossier complet (lettre manuscrite,  
CV et photo) sous la référence 40408 à Press Emploi,  
26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes, qui nous le  
transmettra.



KTHMATOLOPO A.E.

### ΠΡΟΣΚΛΗΣΗ ΕΚΔΗΛΩΣΗΣ ΕΝΔΙΑΦΕΡΟΝΤΟΣ ΓΙΑ ΤΗ ΘΕΣΗ ΤΟΥ ΓΕΝΙΚΟΥ ΔΙΕΥΘΥΝΤΗ

Η "ΚΤΗΜΑΤΟΛΟΠΟ Α.Ε.", ιδρύθηκε από την Ελληνική Κυβέρνηση με σκοπό τη μελέτη, σύνταξη και λειτουργία του Εθνικού Κτηματολογίου. Πρόκειται για έργο δεκαεπταετούς διάρκειας και προϋπολογισμού 300 δις δραχμών.

Η "ΚΤΗΜΑΤΟΛΟΠΟ Α.Ε." έχει έδρα την Αθήνα, λειτουργεί σύμφωνα με τους κανόνες της Ελληνικής Οικονομίας και δεν υπάγεται στην κατηγορία των Οργανισμών και Επιχειρήσεων του ευρύτερου δημόσιου τομέα. Η Εταιρία έχει προσλάβει εξειδικευμένο όλο στη Διοίκηση συναφών έργων (project management), που έχει ως αντικείμενο των υπηρεσιών που θα προσφέρει, μεταξύ άλλων και τη Διεύθυνση του Τμήματος της Εταιρίας που θα ασκεί τη Διοίκηση του έργου.

Ο Προϊστάμενος του τμήματος Διοίκησης του έργου, θα υπάγεται ιεραρχικά στον Γενικό Διευθυντή, όπως και οι προϊστάμενοι όλων των άλλων τμημάτων και υπηρεσιών της Α.Ε.

Ο Γενικός Διευθυντής, θα διαχειρίζεται όλα τα θέματα της Α.Ε., θα είναι υπεύθυνος για την υλοποίηση όλων των αποφάσεων του Δ.Σ. και θα αναφέρεται στο Δ.Σ. για όλα τα θέματα, εκτός των ειδικών εκείνων θεμάτων για τα οποία το Δ.Σ. με απόφασή του, θα έχει ορίσει για το σκοπό αυτό εντεταλμένο μέλος του, ή τρίτο. Στις κύριες αρμοδιότητες και ευθύνες του, περιλαμβάνονται εκτός των άλλων και η καθημερινή λειτουργία της Εταιρίας, η Διοίκηση του προσωπικού, η οικονομική διαχείριση και η εκπροσώπηση της Εταιρίας στα πλαίσια των αποφάσεων του Δ.Σ.

Προκειμένου να πληρώσει τη θέση του Γενικού Διευθυντή της, η Εταιρία καλεί τους ενδιαφερόμενους να απαντήσουν στην παρούσα πρόσκληση / εκδήλωση ενδιαφέροντος.

#### Οι ενδιαφερόμενοι πρέπει:

- Να είναι πτυχιούχοι ΑΕΙ, ή διπλωματούχοι της ημεδαπής, ή ισότιμου ιδρύματος της αλλοδαπής. Θα προτιμηθούν άτομα με διπλώματα μηχανικού και μεταπτυχιακές σπουδές, ιδιαίτερα σε τομείς Διοίκησης, οργάνωσης επιχειρήσεων και οικονομικών.
- Να έχουν σημαντική και αποδεδειγμένη εμπειρία υπεύθυνου στελέχους σε σχεδιασμό Διοίκησης και εκτέλεση, με σύγχρονες μεθόδους, αναπτυξιακών προγραμμάτων, ή έργων του Δημοσίου ή Ιδιωτικού τομέα. Θα συνεκτιμηθεί η ύπαρξη εμπειρίας ή συνεργασίας με διεθνείς ούλους ή οργανισμούς και ιδιαίτερα σε συναφείς αντικείμενα.
- Να έχουν τουλάχιστον πενταετούς διάρκειας προϋπηρεσία και εμπειρία σε διεθνή βάση, ή σε οργανισμούς από μόνον υψηλού επιπέδου, επιφορτισμένων να επιτύχουν τους συνθέτες στον ιδιωτικό τομέα τεχνικούς ή επιχειρηματικούς στόχους.
- Να χειρίζονται άριστα την ελληνική και αγγλική γλώσσα.

Η θέση του Γενικού Διευθυντή, είναι πλήρους και αποκλειστικής απασχόλησης και θα καλυφθεί από άτομο που θα ανταποκρίνεται στον πιο ικανοποιητικό βαθμό, στα παραπάνω προσόντα. Ο Γενικός Διευθυντής θα προσληφθεί με σύμβαση εργασίας, ορισμένου χρόνου - τριετούς διάρκειας με αμοιβή ανάλογη των προσόντων και ικανοτήτων του, που θα αντιστοιχεί στο ύψος ανάλογων αμοιβών στην αγορά εργασίας.

#### Οι ενδιαφερόμενοι, πρέπει να αποστέλλουν:

- Αναλυτικό Βιογραφικό Σημείωμα.
- Περιγραφή των προσόντων και των ειδικών εμπειριών τους, που σχετίζονται με την παρούσα προκήρυξη.
- Τεκμηρίωση του ενδιαφέροντος τους για την παρούσα θέση.
- Δήλωση για το δικό τους που θεωρούν αναγκαίο μετά την τυχόν επιλογή τους, για ανάλυση των καθηκόντων τους.

Όλα τα παραπάνω στοιχεία, θα θεωρηθούν αυστηρώς εμπιστευτικά. Οι αιτήσεις θα αποστέλλονται με συστημένη επιστολή, που θα ταχυδρομηθεί μέχρι την 11/3/1997, στη Διεύθυνση:

"ΚΤΗΜΑΤΟΛΟΠΟ Α.Ε." - Τμή. Βάσσου 11-13, 115 21 ΑΘΗΝΑ - Τηλ. 04-04 934, 04-04 741 (φάκελοι που θα έχουν ημερομηνία αποστολής μετά την 11/3/1997, δεν θα ληφθούν υπόψη).

L'Union postale universelle (UPU), institution spécialisée des Nations Unies, à  
Berne, en Suisse, recherche un

### Consultant

□ **Mission** : Analyser les procédures et méthodes appliquées à présent par l'UPU en matière de traduction de documents, de traitement de texte, de reproduction et de diffusion de documents. Faire des propositions visant à améliorer l'efficacité, individuellement et dans leur ensemble, des services concernés.

□ **Qualifications** : Connaissance approfondie des questions linguistiques d'une organisation internationale et vaste expérience en matière de gestion de services de traduction et de production de documents.

□ **Cahier des charges** : Contact : M. B. Déchanet, Bureau international de l'UPU, Weltpoststrasse 4, 3000 Berne 15, Suisse. Téléphone : +41 31 (031) 350 31 53 ; télécopie : +41 31 (031) 350 31 10.

Date limite pour les offres de service : 28 février 1997.

DARAMIC

INGENIEUR  
COMMERCIAL

GRANDS COMPTES

DARAMIC INC.,  
filiale du groupe  
américain InterTech,  
nous sommes  
le leader mondial  
dans la conception,  
la fabrication et  
la distribution  
des séparateurs  
de batterie.

Vous aurez en charge toutes les plus grandes usines de fabrication de batteries de l'Europe du Sud-Ouest, la Grande-Bretagne, l'Afrique du Nord. Vous assurerez l'entière responsabilité du suivi de toutes les actions envers vos clients, y compris la conduite et la coordination avec la production et le technique.

Vous répondrez hiérarchiquement au Directeur Ventes et Marketing Europe basé à Hambourg.

Ambitieux, doté d'une forte personnalité et d'un bon esprit d'équipe, vous êtes prêt à voyager plus de 50 % de votre temps.

Diplômé d'une école supérieure de Commerce, vous possédez au minimum 3 à 4 années d'expérience dans la vente de produits très techniques au niveau international.

Vous êtes obligatoirement trilingue français, anglais, allemand. L'espagnol et/ou l'italien serait un plus. La connaissance et la pratique des outils informatiques sont indispensables.

Le poste, basé à Sélestat (67), est à pourvoir très rapidement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo + prétentions), impérativement en Anglais, à DARAMIC S.A., J. C. HAUTEFUILLE - BP 149 - 67603 SELESTAT CEDEX.

### MARKETING

#### INTERNATIONAL PRODUCT MANAGER

One of the world's fastest growing pharmaceutical corporations is seeking an International Product Manager. This position will initially be assigned to the U.S. headquarters for orientation and development, and then be expected to move into a senior marketing role in the Western European operations.

During tenure at the U.S. headquarters, the primary responsibility of this position will involve the creation and development of all core strategies, tactics and operational plans required for the successful pre-marketing and launch of a major therapeutic product throughout the European Union (EU). Prior to market introduction and commercialization, this position will be transferred and based in the EU where they will join the EU management team and be assigned line management marketing responsibility for operational implementation of the product launch.

The successful candidate will have 7-10 years of experience in pharmaceutical marketing, including at least 3 years in product management with experience in the oncology, virology or anti-infective therapeutic areas involving institutional pharmaceutical products for a major pharmaceutical firm. Previous demonstrated success with an international product launch is required.

We offer excellent compensation, bonus, and complete benefits package. For immediate consideration, please fax your curriculum vitae to the United States, Attention: "GR/Marketing" (310) 312-6031

We are an Equal Opportunity Employer

Pour insérer votre annonce dans

Le Monde Économie

et

Le Monde Emploi

Appelez

Le Monde Publicité

au

01-44-43-76-03

Fax : 01-44-43-77-32

Juristes

Responsa  
pers

Responsa  
Fiscal

REP

CONSULTANT EN REC

# Juristes - Ressources Humaines



## Responsable du personnel

Rattaché au DRH, votre mission est double :

- **Opérationnelle** : en tant que Responsable du Personnel de notre siège, vous supervisez l'équipe Administration du Personnel/Paie ainsi que les Services Généraux.

- **Fonctionnelle** : vous jouez un rôle d'expert en matière juridique et sociale au sein de la DRH et notamment vis-à-vis des Chefs du Personnel de nos quatre sites français. Vous êtes également en charge de l'activité «Compensations and Benefits» en France et à l'international (management de la rémunération et de la performance, mobilité, transferts internationaux...). Dans le cadre de ces missions, vous pouvez vous appuyer sur les équipes spécialisées du Groupe.

Pour ce poste clé et à forte responsabilité, nous cherchons un Cadre expérimenté (35/42 ans) avec à son actif une expérience réussie d'encadrement d'un Service Administration du Personnel/Paie (minimum 5 ans) et des compétences «Compensations and Benefits» acquises dans un environnement exigeant et international de type anglo-saxon. Une formation initiale supérieure, un anglais courant ainsi que de très grandes qualités relationnelles sont indispensables.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, et prétentions) sous la référence VL2M à notre conseil, INFRAPLAN 83, boulevard Raspail, 75006 PARIS. Fax : 01.45.44.07.42.



## L'expertise juridique au service de l'Innovation et de la Communication

HSD Ernst & Young, Société d'Avocats est parmi les tout premiers cabinets d'avocats d'affaires français. Pour renforcer notre "Centre Innovation et Développement Produits", dont la vocation est :

- d'optimiser les méthodes et outils du partage des connaissances et de la capitalisation du savoir-faire entre les avocats,
- de développer et assurer la promotion de solutions juridiques et fiscales innovantes destinées à nos clients ;

nous recherchons un

## Juriste H/F

- A 30 ans environ, diplômé d'un troisième cycle de droit tel qu'une grande école, vous avez une solide expérience diversifiée depuis au moins 6 ans, dans l'édition, dans un cabinet d'avocats ou en entreprise.

- Vous avez le sens de la recherche, de l'innovation et de la méthode.

- Vous avez la capacité d'analyser votre environnement et d'en suivre les évolutions, d'anticiper les besoins du marché et d'élaborer des solutions pragmatiques adaptées.

- Vos qualités de rédacteur sont reconnues.

- Dynamique, enthousiaste, très organisé, vous avez d'excellentes qualités relationnelles et vous attachez de l'importance à la communication.

Nous vous offrons l'opportunité de rejoindre ce centre opérationnel de recherche et développement, au sein d'un cabinet d'avocats international en forte expansion. La maîtrise de l'anglais et des outils informatiques (logiciels standards et bases de données) sera un atout supplémentaire.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre de motivation manuscrite, CV et photo) sous la référence CIDP2/97 à : Sandrine GIBERT - HSD Ernst & Young - Tour Manhattan - Cedex 21 92095 PARIS LA DEFENSE 2

**HSD ERNST & YOUNG**  
SOCIÉTÉ D'AVOCATS

Office notarial de tout premier plan recherche son

## Responsable Fiscal

Paris

Au sein d'une équipe de notaires dynamiques et ayant déjà de solides connaissances en fiscalité, vous vous verrez confier l'étude de montages complexes pour la clientèle de l'Office composée de particuliers et d'entreprises importantes.

Agé de 30/35 ans, titulaire d'une formation supérieure en fiscalité (ENI, DESS, DJCE, HEC Majore fiscale), vous avez acquis une expérience d'environ 5/10 ans.

Excellent fiscaliste, vous êtes doté d'une grande ouverture d'esprit et d'un charisme vous permettant de développer une clientèle. La maîtrise de l'anglais est essentielle.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél + rém. actuelle à Stéphanie Dru, Michael Page Tax & Legal, 3 bd Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 code MPage (Cronche 3-279661) sous référence SD15699



**Michael Page Tax & Legal**  
La spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

Société holding française d'un important groupe de participations recherche un

## Fiscaliste

Paris

D'une manière générale, vous avez vocation à assister le Directeur Fiscal sur l'ensemble des dossiers fiscaux de la Société.

A ce titre, vous contribuez principalement à la gestion de plusieurs périmètres d'intégration et à la détermination de la politique fiscale de la Société. Vous intervenez également en amont des opérations initiées par la Direction Générale afin d'identifier et d'optimiser l'ensemble des risques fiscaux.

Véritable conseil, vous répondez en outre à l'ensemble des questions d'ordre fiscal qui sont posées.

Enfin, vous participez aux travaux des différentes instances représentatives dont la Société est adhérente.

Agé de 28/30 ans, de formation juridique et fiscale supérieure (DEA, DESS, DJCE), vous avez de bonnes connaissances comptables et justifiez d'une expérience de trois ans environ acquise idéalement au sein d'une structure de conseil.

La maîtrise de l'anglais et de l'outil informatique est requise.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo + n° de téléphone + rém. actuelle à **Christophe Blanc, Michael Page Tax & Legal**, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 3617 code MPage (Cronche 3-279661) sous réf. CB15785



**Michael Page Tax & Legal**  
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

## CONSULTANT EN RECRUTEMENT

Cabinet conseil spécialisé, nous avons acquis une forte notoriété dans la recherche et l'évaluation des Ingénieurs et des Cadres du domaine des Hautes Technologies (Electronique, Informatique, Télécommunications...).

Pour faire face à notre croissance, nous souhaitons intégrer au sein de notre équipe un nouveau Consultant, dont la mission sera de développer et fidéliser une clientèle de notre domaine d'intervention, principalement constituée de grands comptes utilisateurs des systèmes d'information et d'opérateurs de télécommunications.

Diplôme d'une grande Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce, maîtrisant parfaitement l'anglais, vous avez acquis une expérience confirmée en recrutement ou en management de centre de profit sur ces marchés.

Si vous souhaitez aujourd'hui évoluer progressivement vers une position de partner, merci d'adresser lettre de candidature et CV complet, sous référence 393D, à :

JSA - Jacques Scarinoff et Associés - 10, avenue Matignon - 75008 Paris.



Kienbaum und Partner (numéro 1 du recrutement en Allemagne), groupe international de conseil (300 colle-

borateurs et 400 MF de CA), assiste depuis plus de 50 ans ses clients dans la gestion, l'organisation et le conseil en ressources

humaines. Le groupe recherche pour ses activités en France un :

## Consultant confirmé

Agé de 30/35 ans, de formation supérieure et, de préférence, diplômé en psychologie, vous possédez impérativement une expérience d'au moins 6 ans, acquise aussi bien en entreprise qu'en cabinet conseil, dans le domaine des ressources humaines ou de la formation. Vous connaissez parfaitement les particularités du marché français du conseil en ressources

humaines et êtes aussi à l'aise dans un cadre international ; vous saurez vous intégrer dans une équipe multiculturelle et dynamique. Après une formation à nos méthodes, vos capacités relationnelles et

commerciales vous permettront de mener à bien vos missions.

La maîtrise de l'anglais et de l'allemand est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre de motivation et photo), sous réf. 38685, à **Regina Cinchamps, Kienbaum SA**, 13 bd Molesherbes, 75008 Paris.



**Kienbaum**  
Conseil international en ressources humaines

Gummersbach, Düsseldorf, Berlin, Dresde, Francfort, Hambourg, Hanovre, Karlsruhe, Munich, Stuttgart, Paris, Prague, Vienne, Zurich, San Francisco, São Paulo, Johannesburg.



# Juristes - Ressources Humaines

Notre hebdomadaire appartient à un puissant groupe international de presse et d'édition. En plus de 40 ans, nous avons acquis par notre professionnalisme et notre rigueur une place prépondérante sur le marché de l'actualité sociale. Nous recherchons aujourd'hui un



Vous suivrez des thèmes aussi diversifiés que l'emploi, la protection sociale, le droit des étrangers, l'Europe sociale, la politique de la ville... Vous analyserez et commenterez les textes législatifs, rédigerez des synthèses sous forme de brèves ou de dossiers juridiques. Vous suivrez également les conférences de presse.

A 30/35 ans, de formation DESS/DEA de Droit Social avec si possible une bonne connaissance du Droit Administratif, vous possédez une solide expérience du secteur social acquise dans un organisme de protection sociale, une association de solidarité, chez un éditeur juridique ou au sein d'un support de presse spécialisée. Vous avez démontré de solides capacités rédactionnelles.

Un vrai goût pour l'actualité, pour la rédaction juridique et pour l'action sociale seront des facteurs déterminants.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant vos prétentions, à notre Conseil ORNICAR, 28 rue de la Trémoille, 75008 Paris, en notant la réf. A/1239 sur l'enveloppe.



ACCUEUR  
DE L'ÉCONOMIE  
TOUT UN  
UNIVERS DE  
MÉTIER

## JURISTE

EN DROIT PUBLIC H/F

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris représente, conseille et informe les 2 000 entreprises de Paris, des Hauts de Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val de Marne.

Elle participe à l'équipement de Paris et de sa région. Chaque année, 12 000 étudiants et 40 000 adultes suivent des formations dans ses établissements d'enseignement. De ces multiples activités au cœur de l'économie découle tout un univers de métiers qu'elle vous propose de partager!

Le Service des Affaires Juridiques et Fiscales assure la consultation juridique demandée par les différents services ainsi que le traitement du contentieux et du recouvrement des créances de la CCIP.

Dans le cadre de ce service, vous effectuez des consultations juridiques et traitez des dossiers de contentieux administratifs.

Titulaire d'une maîtrise en Droit, diplômé d'un 3ème cycle de Droit Public et de Sciences Politiques (section "Service Public"), vous avez une expérience de 2 à 3 ans. Rigoureux, aisance rédactionnelle sont nécessaires à ce poste.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence ALMO2272 à la CCIP - DRH - Mme DAIN, Responsable du Service Recrutement/Mobilité - 8 rue Chateaubriand 75008 PARIS.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS  
PARIS, HAUTS DE SEINE, SEINE-SAINT-DENIS, VAL DE MARNE



Le Groupe BOEHRINGER INGELHEIM réalise 19 MdF de CA dans le monde. En France, avec 1 200 personnes et 4 sites industriels, le CA s'élève à plus de 1,4 MdF essentiellement dans le domaine pharmaceutique. La Direction des Ressources Humaines du Groupe en France, basée à Reims, recherche son

## RESPONSABLE RÉMUNÉRATIONS AVANTAGES SOCIAUX

Rattaché au DRH, vous intervenez sur l'ensemble des salaires du Groupe en France (1 200 personnes), encadrez un Responsable Traitement des Rémunérations, une Assistante Paie et un Gestionnaire Administration Paie.

Vous proposerez la politique de rémunération de la société, assurez sa mise en œuvre et veillerez à sa cohérence en interne et par rapport au marché dans les meilleures conditions de coûts, de délais, de motivations des collaborateurs et d'accompagnement des objectifs de l'entreprise à court et moyen termes.

Votre formation supérieure (Sup de Co, DESS...) est complétée par une première expérience dans une fonction similaire acquise en entreprise ou en cabinet. Vous possédez une expertise certaine en Droit Social et en informatique ainsi que le goût des chiffres. Vous maîtrisez l'anglais.

Intègre, autonome et rigoureux, vous avez l'esprit de synthèse et de réalisation et possédez une forte capacité d'écoute et de dialogue.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, prétentions, sous référence REM, à Eric Fournier-Beghin, BOEHRINGER INGELHEIM FRANCE, 37-39 rue Boissière, 75016 Paris.

Important groupe industriel renforce  
sa direction fiscale et recherche un

## Fiscaliste Junior

Paris

Rattaché au Directeur Fiscal, vous êtes amené à intervenir sur l'ensemble des dossiers fiscaux européens du Groupe. Vous assurez, à cette occasion, un réel rôle de conseil auprès des opérationnels.

Vous intervenez tant en matière de fiscalité d'exploitation (déclarations, définition du périmètre d'intégration fiscale, TVA, etc.), que de fiscalité de structure (rapports partiels d'actifs...) et assurez le suivi des contentieux fiscaux.

Dans le cadre de vos missions, des déplacements sont à prévoir sur les sites opérationnels.

Agé d'environ 25 ans, vous justifiez d'une formation juridique et fiscale supérieure (DESS, DJCE) ou financière (ESF, Université de Gestion) et d'une première expérience (fiscale ou financière) idéalement acquise au sein d'un cabinet lié à un réseau d'audit international.

Vous souhaitez aujourd'hui vous orienter vers le métier de fiscaliste.

Un très bon niveau d'anglais est requis pour ce poste.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle à Thierry Montcau, Michael Page Tax & Legal, 3 boulevard Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 36.17 MPage (coût de l'appel sous réf. TM15972).

**MP** Michael Page Tax & Legal  
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

IMPORTANTE SOCIÉTÉ de notoriété mondiale, opérant  
dans le domaine des services de hautes technologies, recherche

## Juriste généraliste

Au sein du Département Juridique, vous assurez un rôle d'assistance et de conseil auprès des différents services opérationnels, notamment pour l'élaboration des contrats et accords nationaux et internationaux. Vous supervisez également les procédures de recouvrement de créances.

A 28 ans environ, titulaire d'un troisième cycle en droit commercial ou droit des affaires, vous possédez un bon niveau en anglais (écrit et parlé) et justifiez d'une expérience réussie de plus de 3 ans, qui vous permet de maîtriser la rédaction de contrats et accords complexes.

Le poste est basé à Paris.

Des perspectives d'évolution de carrière intéressantes sont ouvertes à un candidat de valeur.

Merci d'adresser, sous réf. JGP, en précisant votre rémunération actuelle, lettre manuscrite, CV et photo à notre Conseil, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

**SM Conseil** 3, RUE TREILHARD, 75008 PARIS

SOCIÉTÉ DE HAUTE TECHNOLOGIE

recherche son

## RESPONSABLE JURIDIQUE ET RESSOURCES HUMAINES

Au sein de cette société de taille moyenne (250 personnes), filiale d'un groupe international, qui réalise les 3/4 de son chiffre d'affaires à l'étranger et est un des leaders mondiaux de son secteur, vous créez la fonction de Responsable Juridique et Ressources Humaines.

A ce titre, vos principales missions dans le domaine juridique seront d'assurer le conseil de premier niveau auprès de la Direction en matière de droit des sociétés, de la concurrence et de la distribution, de prendre en charge le secrétariat juridique de la société, de participer à la négociation, l'élaboration et la rédaction de contrats en français et en anglais et d'assurer l'interface avec les conseils extérieurs. Par ailleurs, vous reprendrez en main l'administration du personnel (paye, déclarations sociales, droit social...) et mettrez en place les premiers éléments d'une véritable politique de ressources humaines.

Agé de 30-35 ans et de formation DESS ou DEA de droit complétée le cas échéant par une double formation, vous avez débuté au sein d'un cabinet d'avocat ou d'une Direction Juridique d'un groupe, avant d'évoluer vers des fonctions de Responsable Juridique dans une filiale d'un groupe étranger ou dans une société ouverte sur l'international. Vous aurez par la suite élargi votre domaine de compétences aux ressources humaines.

Anglais très courant indispensable.

Poste basé dans le sud de la France.

Rémunération attractive.

Merci d'adresser votre CV sous réf. 3117.

FAIRWAY Horizon, 40 rue La Pérouse 75116 Paris



Le Monde Economie le lundi \*

Le Monde Emploi le mardi \*\*

et la rubrique

Le Monde des Initiatives locales le vendredi \*\*\*

Trois rendez-vous

à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière

\* daté mardi  
\*\* daté mercredi  
\*\*\* daté samedi

RÉSEAU INTERNATIONAL D'AVOCATS D'AFFAIRES RECHERCHE

## AVOCAT EN DROIT DES AFFAIRES

Basé à TOULON

A 30 ans environ, de formation DESS, DJCE, vous possédez 5 ans d'expérience dans ce domaine acquise en cabinet et vous pratiquez l'anglais.

Vous intervenerez, auprès de P.M.E. et de filiales de grands groupes, en droit des sociétés, droit fiscal, droit commercial et des contrats.

Votre aisance relationnelle, votre capacité d'écoute et le goût du travail en équipe pluridisciplinaire vous permettront de participer activement au développement du cabinet avec la synergie d'un grand réseau.

Ce poste requiert un bon niveau d'autonomie et l'expérience de la relation clientèle.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite sous réf. AV/FO à ETC Conseil 22bis, rue Jouffroy d'Abbans - 75017 PARIS.



صكنا من الادل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 19 FEVRIER 1997 / X1

# Le Monde des Cadres



LA CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE DE VERSAILLES  
VAL D'OISE-YVELINES  
RECHERCHE UN

## Responsable du Centre d'Information et de Formation (CIF) et de l'Institut de Formation par Alternance (IFA) de Mantes (78)

Vous assurez la gestion et le développement de l'IFA (130 jeunes en formation de niveau V : magasinier, gestion de stocks ; de niveau IV : secrétaire, assistante juridique ; et de niveau III : correspondant qualité, assistante de direction) et de l'activité Formation Professionnelle Continue (formations de niveau V à I). Vous aurez la responsabilité des moyens généraux du site.

De formation BAC + 4, vous justifiez d'une expérience réussie dans un poste similaire où vous avez prouvé votre capacité d'écoute, de rigueur et de diplomatie. Vous avez développé des qualités d'animation certaines et possédez des compétences en assurance qualité ISO 9001.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV + photo et prétentions à CCI Versailles Val d'Oise-Yvelines - Direction des Ressources Humaines 21, avenue de Paris - 78021 VERSAILLES Cedex.

ADP : tant un monde de compétences qui réunit 7000 hommes et femmes pour aménager, exploiter et développer les aéroports civils de la région parisienne.

Notre Direction de l'Équipement recherche pour Orly et Roissy :

Ressources Humaines



## Chef de service Achats confirmé

P&C, Mines, Centrale, HEC, ESSEC, IEP...

Spécialiste des achats à fort potentiel, nous vous proposons de prendre la responsabilité de notre service Achats.

Vous serez principalement chargé de :

- proposer et mettre en œuvre les politiques d'achats, de stocks, d'approvisionnement et de distribution, au sein de l'entreprise,
- gérer et encadrer votre service.

Votre expérience d'au moins 10 ans, acquise dans le domaine des achats avec une forte connaissance marketing, démarche qualité et négociation commerciale, et plus spécifiquement dans une fonction d'Audit Achats vous permettra de mener à bien ces missions. Vous êtes également à l'aise dans le management d'équipes importantes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, avec lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. FC/96/681 à :

NOUS PILOTONS LES AEROPORTS

L'Office Public d'HLM de la Ville de Brive la Gaillarde (Corrèze) (60 personnes), plus de 3 000 logements, en cours de transformation en OPAC, recrute son

## Directeur Général

**Mission :** à 40-45 ans, de formation supérieure de préférence, véritable « bras-droit » du président, vous serez chargé de la direction générale et de la coordination des services, de l'animation du projet d'établissement, des relations extérieures de l'organisme avec les partenaires institutionnels et sociaux.

**Profil :** expériences indispensables dans les secteurs HLM, gestion, management et conduite de projets. Vous animerez une équipe d'une quarantaine de personnes environ.

Poste et salaire attractifs.

Merci de transmettre CV + lettre manuscrite + photo sous réf. DG à VITAM - 75, rue de Gerland - 69007 LYON.

Association humanitaire catholique intervenant dans plus de 80 pays (effectif : 150 salariés)

recherche son **DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES** (poste à 4/5e de temps, basé à Paris)

- **Votre mission :** rattaché au Secrétaire Général et membre du Comité de Direction, vous assurerez une gestion dynamique et prospective des ressources humaines ainsi que les négociations avec les partenaires sociaux.
- **Votre profil :** vous avez impérativement une expérience réussie de management des ressources humaines dans le secteur associatif ou assimilé et avez prouvé vos compétences en matière de négociation.

Merci d'envoyer lettre manuscrite et C.V. sous réf. DRH/LM à notre conseil : EUROPACT - 4, rue Mademoiselle - 78000 Versailles

Importante régie publicitaire  
d'un groupe de presse national  
recherche

## UN(E) CHEF DE PUBLICITE IMMOBILIERE

■ Rattaché au Directeur de département, vous aurez la responsabilité d'un portefeuille d'agences spécialisées, ainsi que la gestion et le développement du portefeuille annonceurs.

■ Vous avez une formation BAC + 2 minimum, avec une première expérience de la vente sur le secteur immobilier ou en régie publicitaire.

■ Vous avez le sens de la rigueur et de l'organisation et êtes, par ailleurs, un habile négociateur. Vous êtes, bien sûr, dynamique et avez le goût des responsabilités.

■ Salaire : Fixe + primes/objectifs.

Merci d'envoyer CV, photo, lettre de motivation et prétentions (sous réf n° 9069) à :

LE MONDE Publicité - 133, avenue des Champs-Élysées 75409 PARIS Cedex 08, qui transmettra.

# Formation Professionnelle



UNIVERSITE PARIS  
DAUPHINE

## MAITRISE DES SCIENCES DE GESTION

### Formation continue

Public : Salariés ou demandeurs d'emploi, ayant au moins 5 années d'expérience professionnelle et le niveau Bac + 2

Modalité : Formation à temps plein pendant 1 an

Durée : 1200 heures

Dates : du 8 septembre 1997 au 3 juillet 1998

Renseignements et retrait des dossiers :

Géraldine Lenoble

Université Paris-Dauphine  
Département d'Éducation Permanente  
75775 PARIS CEDEX 16

☎ 01.44.05.43.97 - Fax : 01.44.05.41.25

- date limite de dépôt des dossiers : 7 mars 1997.

## FONCTIONS D'ENCADREMENT EN ANGLAIS

### STAGE PERFECTIONNEMENT

240 Heures du 14/03 au 26/05/97

Enseignants ANGLOPHONES

Candidats désireux d'apprendre

Marketing, D.R.H.,

Finance, Management

et C.V. en anglais

Destiné aux DEMANDEURS

D'EMPLOI RECENTS

en Allocation Formation

Reclassement et

aux bénéficiaires de

- Congés Individuels de formation

- Conventions et Congés

de Conversion

- Salariés d'Entreprises

Financement partiel par

le Conseil Régional

Rémunération maintenue

A.Q.O.R. 01.42.05.22.33

Fax 01.42.05.22.34

## PRE-PRODUCTION ET PERFECTIONNEMENT DE SPECTACLES DEVANT DES ENFANTS I STAGES AFIDAS

A l'attention des Artistes, Compositeurs,

Interprètes et Auteurs, pour

- perfectionner et répéter un spectacle,

- le mettre en forme avec un trio

rythmique,

- le tester devant un public d'enfants

concernt - rencontre,

- réaliser un matériel de projection en

studio 8 pistes numérique.

Contact & Renseignements :

A.C.M. 01.49.62.80.07

AFIDAS - 3 rue Au Maire - 75003 Paris.

Chaque semaine,  
retrouvez la rubrique

"FORMATION  
PROFESSIONNELLE"

Pour vos

annonces contactez

Michèle FERNANDEZ au

☎ 01.44.43.76.17

(Fax : 01.44.43.77.32)



صلى الله عليه وسلم

REPRODUCTION INTERDITE

XII / LE MONDE / MERCREDI 19 FÉVRIER 1997

# Le Monde des Cadres

**SANESCO :**  
Cabinet de conseil et d'études spécialisé dans le secteur de la santé  
Recherche un(e) :

**ECONOMISTE DE LA SANTE**  
pour diriger son secteur Etudes

Ce poste implique des connaissances spécialisées dans le domaine de :

- l'Assurance complémentaire santé,
- les méthodes de régulation et d'évaluation médico-économique des systèmes de santé,
- les réseaux & filières de soins.

Formation : niveau 3<sup>e</sup> cycle ou Grande Ecole - Age : 35-45 ans environ  
Adresser CV à : M. Gérard PINSON  
SANESCO - 47/49, avenue Edouard Vaillant - 92517 Boulogne-Billancourt Cedex.

**Correcteurs H/F**  
temps partiel

Fillette d'un grand groupe de publicité, spécialisée en communication de ressources humaines, recherche pour son département annonces presse le garant de la qualité de ses textes.

Vous maîtrisez parfaitement la langue française et ses subtilités. Pour vous l'orthographe est un automatisme et les règles de la ponctuation et de la syntaxe font loi. Votre connaissance du logiciel XPress sur Macintosh vous suffit pour ouvrir, corriger et imprimer un document. Rigueur, rapidité, souplesse et esprit d'équipe sont les qualités indispensables pour réussir dans ces postes. Une formation littéraire confirme votre crédibilité. La maîtrise de l'anglais est indispensable. L'allemand serait un plus. Horaires 9 h/15 h et 15 h/21 h

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 40259 à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Nous sommes un groupe de presse grand public éditant des revues très solidement implantées sur leur marché (petites villes, campagne). Nous recherchons, pour l'une de nos revues - mensuel à très forte notoriété diffusant à 600 000 exemplaires environ - un(e)

**Chef de Rubrique**

Vous serez responsable des rubriques « cuisine, vins, saveur... », « bricolage, maison », « tourisme, terroirs », « vie pratique, droit, santé ».

Vous définirez les sujets en liaison avec le rédacteur en chef, rédigerez vous-même un certain nombre d'articles et en commanderez auprès de pigistes...

Agé de 35 ans ou plus, vous justifiez d'une expérience de plusieurs années en tant que journaliste rédacteur acquis dans un mensuel ou un hebdo. Familier des rubriques cuisine, vins, maison... vous êtes doté d'une forte appétence pour la culture provinciale et avez un ancrage personnel important à la campagne où vous possédez des centres d'intérêt.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en notant la référence B/1242 sur l'enveloppe, à notre Conseil ORNICAR, 28 rue de la Trémoille, 75008 Paris.

**AGENCE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**  
PAYS DE LORIENT

Travaillant sur un périmètre de 17 communes, regroupant près de 200 000 habitants,

L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU PAYS DE LORIENT voit ses missions s'élargir à l'observation, l'étude et la prospective urbaine de la troisième agglomération de Bretagne.

A cette fin, elle recherche son (so)

**RESPONSABLE DES ETUDES ET DE LA PROSPECTIVE URBAINE**

Directeur adjoint de l'Agence, votre fonction, stratégique pour le District du Pays de Lorient, sera double : d'une part, mettre en place et coordonner un observatoire urbain à l'échelle de l'agglomération. D'autre part, constituer et animer une équipe hautement professionnelle, apte à conduire l'ensemble des études prospectives nécessaires à l'élaboration du projet d'agglomération et à la révision de son schéma directeur et ayant vocation à rejoindre le réseau des agences d'urbanisme.

Une réelle expérience en matière d'urbanisme et de développement, un parcours professionnel diversifié, un sens relationnel aigu sont requis pour ce poste à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser lettre de motivation manuscrite, C.V., photo et prétentions à : François CHEVALIER, Directeur de l'A.D.E., 5 cours de Chazelles, B.P. 423 - 56104 LORIENT Cedex

**MUTUALITE HAUTE-GARONNE**

150 personnes : médecins spécialistes et généralistes, dentistes, opticiens, infirmiers, médecins rééducateurs et kinésithérapeutes constituent un des plus gros potentiels de soins et de services du département.

**DIRECTEUR DES SERVICES MEDICAUX ET PARAMEDICAUX**

La Mutualité de la Haute-Garonne recrute un Directeur chargé de mettre en oeuvre la politique de développement des services et d'optimiser le fonctionnement des réalisations mutualistes existantes. Membre du Comité Directeur, il aura pour mission à court terme de mettre en place un nouveau mode de fonctionnement basé sur une plus grande responsabilité et autonomie budgétaire par département. Il devra nommer les responsables de ses départements avec pour objectif de développer l'offre de soins et la qualité des services. Devenir une référence reconnue par les partenaires et la tutelle garantira à la Mutualité de pouvoir saisir les opportunités de développement et d'élargir son offre aux mutualistes : réseaux de santé, résidences et services à domicile.

Votre diplôme (ESC, ENSP, DESS, Master Santé) et une première expérience réussie en gestion d'établissement sanitaire vous qualifient pour ce projet. Concret, ambitieux, vous savez construire les dossiers et réaliser les projets en équipe. Vous avez entre 30 et 40 ans et vos qualités de manager sont reconnues.

**PHD CONSEIL**  
RESSOURCES HUMAINES

Votre candidature (lettre manuscrite + CV) sera traitée confidentiellement par : Philippe DALLE - réf. 319 B 76, allées Jean Jaurès - 31071 TOULOUSE Cedex.

**MONTPELLIER DISTRICT**

recrute pour son unité de Développement Economique, Montpellier Langue-doc Roussillon Technopole, son :

**Chargé de mission PME - PMI H/F**

Dépendant du Responsable "Promotion et Développement des Entreprises", vous assurerez les relations avec les PME/PMI et artisans en vue de concevoir et de proposer des actions propres à favoriser leur développement. Vous conduirez également des projets d'implantation d'entreprises sur notre district.

De formation supérieure type ESC, une expérience réussie d'au moins 5 ans vous a apporté une solide connaissance du contact des PME/PMI et/ou des artisans ainsi que de solides notions de développement local. Maîtrisant la langue anglaise, vous êtes intéressé(e) par un poste varié associant des compétences commerciales, de marketing et de communication.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous réf. 119 M à notre Conseil : PSYNERGIE Emmanuelle DUPONT - 394, rue Léon Blum 34000 MONTPELLIER.

**PSYNERGIE GROUPE PRAXIA**

**AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE, Etablissement public de l'Etat agissant dans le domaine de la protection de l'environnement recherche pour Rouen :**

**DIRECTEUR DE SECTEUR**

Votre mission : Membre du Comité de direction et représentant local de l'agence auprès des Elus, des usagers et des administrations, vous encadrerez une équipe de 30 personnes et assurerez le développement et la gestion des actions de l'agence.

Responsable des interventions financières vis à vis des collectivités locales (aides à l'investissement en matière de dépollution, de ressource en eau, et d'aménagement de rivières, aides à l'exploitation des ouvrages d'épuration), vous êtes en charge également des dossiers agricoles et chargé de l'élaboration des aides à l'exploitation des ouvrages d'épuration des industries.

Votre profil : 35-45 ans, ingénieur grandes écoles, diplômé de l'enseignement supérieur, vous bénéficiez d'une expérience de direction opérationnelle, renforcée par une bonne connaissance du monde de l'eau, des pratiques des collectivités locales et des attentes des industriels.

Manager de talent et gestionnaire rigoureux, vous faites preuve aussi d'un excellent sens relationnel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation + CV + rémunération actuelle) sous la réf. SL101 à notre conseil : Sophie LEBLANC, AXAD - Parc Avenue - 2 rue de la Camoy - 59130 LAMBERSART.

**AXAD**  
Ingénierie d'Etudes et de Services

**Les s demandent**

**Vazou**

... à l'agence de l'eau Seine-Normandie, Etablissement public de l'Etat agissant dans le domaine de la protection de l'environnement recherche pour Rouen :

**DIRECTEUR DE SECTEUR**

Votre mission : Membre du Comité de direction et représentant local de l'agence auprès des Elus, des usagers et des administrations, vous encadrerez une équipe de 30 personnes et assurerez le développement et la gestion des actions de l'agence.

Responsable des interventions financières vis à vis des collectivités locales (aides à l'investissement en matière de dépollution, de ressource en eau, et d'aménagement de rivières, aides à l'exploitation des ouvrages d'épuration), vous êtes en charge également des dossiers agricoles et chargé de l'élaboration des aides à l'exploitation des ouvrages d'épuration des industries.

Votre profil : 35-45 ans, ingénieur grandes écoles, diplômé de l'enseignement supérieur, vous bénéficiez d'une expérience de direction opérationnelle, renforcée par une bonne connaissance du monde de l'eau, des pratiques des collectivités locales et des attentes des industriels.

Manager de talent et gestionnaire rigoureux, vous faites preuve aussi d'un excellent sens relationnel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation + CV + rémunération actuelle) sous la réf. SL101 à notre conseil : Sophie LEBLANC, AXAD - Parc Avenue - 2 rue de la Camoy - 59130 LAMBERSART.

**AXAD**  
Ingénierie d'Etudes et de Services